

Rapport annuel Jahresbericht

—

2012



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Conseil de la magistrature CM
Justizrat JR**

Conseil de la magistrature CM

Justizrat JR

Place Notre-Dame 8, CH-1701 Fribourg

T +41 26 305 90 20, F +41 26 90 23, cm@fr.ch

www.fr.ch/cmag

–

© Avril 2013/April 2013

–

Imprimé sur papier 100% recyclé
gedruckt auf 100% Recyclingpapier

Table des matières

page

I.	Le Conseil de la magistrature.....	4
1.	Conseil et secrétariat.....	4
2.	Activités.....	4
2.1	Elections et réélections	5
2.2	Pouvoir de surveillance	5
2.3	Nominations.....	12
2.4	Formation	12
2.5	Communication	12
2.6	Divers	13
II.	Les autorités judiciaires	26
1.	Le Tribunal cantonal	26
1.1	Partie générale	26
1.2	Partie statistique	63
2.	Le Ministère public	102
2.1	Partie générale	102
3.	Les Tribunaux d'arrondissement	120
3.1	Partie générale	120
3.2	Partie statistique	161
4.	Le Tribunal des mesures de contrainte	177
4.1	Partie générale	177
4.2	Partie statistique	186
5.	Les Justices de paix	187
5.1	Partie générale	187
5.2	Partie statistique	215
6.	Le Tribunal pénal des mineurs	218
6.1	Partie générale	218
6.2	Partie statistique	222
7.	Commissions et autres autorités	232
7.1	Préfectures	232
7.2	Commission de recours de l'Université	252
7.3	Commission de recours en matière d'améliorations foncières	254
7.4	Commission de recours en matière de nouvelles mensurations parcellaires	256
7.5	Commission d'expropriation	258
7.6	Autorité de surveillance du registre foncier	260
7.7	Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accident	263

7.8	Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail	265
7.9	Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Sarine	267
7.10	Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Singine et du Lac	269
7.11	Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse	271
Annexe	Rapport du Tribunal cantonal au Conseil d'Etat en matière de poursuites pour dettes et faillites	275

Inhaltsverzeichnis

Seite

I.	Der Justizrat	15
1.	Rat und Sekretariat	15
2.	Tätigkeit	15
2.1	Wahlen und Wiederwahlen	16
2.2	Aufsichtsbefugnis	16
2.3	Ernennungen	23
2.4	Ausbildung	24
2.5	Mitteilungen	24
2.6	Verschiedenes	24
II.	Die Gerichtsbehörden	42
1.	Das Kantonsgericht	42
1.1	Allgemeiner Teil	42
1.2	Statistischer Teil	63
2.	Die Staatsanwaltschaft	111
2.1	Allgemeines	111
3.	Bezirksgerichte	140
3.1	Allgemeiner Teil	140
3.2	Statistischer Teil	161
4.	Zwangsmassnahmengericht	180
4.1	Allgemeiner Teil	180
4.2	Statistischer Teil	184

5.	Friedensgerichte	201
5.1	Allgemeiner Teil	201
5.2	Statistischer Teil	215
6.	Jugendstrafgericht	220
6.1	Allgemeiner Teil	220
6.2	Statistischer Teil	222
7.	Kommissionen und andere Behörden	232
7.1	Oberämter	242
7.2	Rekurskommission der Universität	252
7.3	Rekurskommission für Bodenverbesserungen	254
7.4	Rekurskommission für neue Parzellarvermessungen	256
7.5	Enteignungskommission	258
7.6	Aufsichtsbehörde über das Grundbuch	260
7.7	Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung	263
7.8	Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben	265
7.9	Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Saanebezirks	267
7.10	Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Sense- und Seebezirks	269
7.11	Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Greyerz-, Glane, Broye- und Vivisbachbezirks	271
Beilage	Jahresbericht des Kantonsgerichts zuhanden des Staatsrates über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	275

Rapport pour l'exercice 2012 au Grand Conseil du canton de Fribourg

—
Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Le Conseil de la magistrature (ci-après le Conseil), autorité indépendante de surveillance du pouvoir judiciaire (art. 125 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004, ci-après Cst), a l'honneur, conformément à l'art. 127 al. 3 Cst, de vous adresser son rapport annuel sur son activité (Partie I) et celui sur l'administration de la justice dans le canton (Partie II).

I. Le Conseil de la magistrature

1. Conseil et secrétariat

Au terme d'un premier exercice de cinq ans, MM. Erwin Jutzet, Dominique Morard, et Michel Chevalley, en leur qualité de représentants respectivement du Conseil d'Etat et de l'Ordre des avocats ainsi que de membre coopté, ont été réélus par le Grand Conseil pour un second mandat. M. Reinold Raemy, Président du Tribunal de la Singine, n'a pour sa part pas souhaité se représenter à l'issue de son premier mandat le 12 juin 2012. Qu'il soit ici sincèrement remercié pour son engagement. Ses avis toujours réfléchis, son sens de la mesure et ses connaissances juridiques ont grandement contribué au bon fonctionnement du collège. Pour le remplacer, le Conseil a proposé Mme Wanda Suter, Juge de paix de la Sarine, qui a été élue par le Grand Conseil le 2 mai 2012. Elle fonctionne également comme membre de la commission de surveillance administrative désormais présidée par M. Jean-Benoît Meuwly. Au bénéfice d'un congé sabbatique, Mme Bettina Hürlimann-Kaup, représentante de l'Université, n'a pas siégé au Conseil de mars à fin juin 2012. Durant cette période, c'est Mme Nadine Gobet, représentante du Grand Conseil, qui a assuré l'intérim à la vice-présidence. Mme Hürlimann-Kaup a par ailleurs été reconduite par ses pairs à la vice-présidence du Conseil le 3 septembre 2012.

Le personnel du secrétariat est quant à lui resté stable au cours de cette année.

Suite à l'intervention conjointe du Ministère public et du Conseil de la magistrature, le Conseil d'Etat a modifié le tableau des préséances de l'Etat. Le Conseil figure désormais au 6ème rang de celui-ci.

Dans l'attente de la révision de la loi sur la justice (LJ), il a renouvelé pour la législature 2011-2016 la délégation de compétence faite au Tribunal cantonal au printemps 2011 concernant la conduite du Pouvoir judiciaire en matière de gestion informatique, d'émission de directives et d'uniformisation des modèles. Par ailleurs, le Conseil a adopté cette année la charte graphique de l'Etat.

2. Activités

En 2012, le Conseil a tenu 21 séances plénières. Les commissions se sont réunies en fonction des besoins. Comme par le passé, des délégations ont été formées pour les auditions des candidats aux fonctions judiciaires à titre professionnel et pour les inspections.

2.1. Elections et réélections

Au cours de l'année 2012, le Conseil a préavisé 55 élections, dont 9 pour des postes à titre professionnel, et 11 réélections à des fonctions judiciaires à titre accessoire. Tous les membres du pouvoir judiciaire étant désormais élus pour une durée indéterminée, il n'y aura plus lieu de procéder à des réélections à compter du 1er janvier 2013.

2.2. Pouvoir de surveillance

L'art. 127 de la Constitution (Cst.) charge le Conseil de la surveillance administrative et disciplinaire du pouvoir judiciaire et du Ministère public (al.1). Le Conseil est autorisé à déléguer au Tribunal cantonal la surveillance administrative des autorités judiciaires de première instance (al. 2).

2.2.1. Surveillance administrative

Tous les tribunaux, à l'exception du Tribunal pénal économique qui s'est vu accorder un délai supplémentaire, disposent désormais d'un règlement d'organisation au sens de l'art. 29 LJ. Compte tenu de l'entrée en vigueur du nouveau droit de la protection de l'adulte et de l'enfant ainsi que des nouvelles compétences attribuées aux justices de paix à compter du 1er janvier 2013 en matière successorale, le Conseil a accepté de prolonger au 31 janvier 2013 le délai imparti aux Justices de paix pour se doter d'un tel règlement. L'ensemble de ces textes fera l'objet d'une publication restreinte dans le Recueil officiel fribourgeois (ROF) en 2013. Ils pourront également être consultés sur le site internet du Pouvoir judiciaire.

Outre l'inspection du Tribunal cantonal qui lui revient d'office, le Conseil a inspecté les Justices de paix de la Singine, de la Gruyère, de la Broye et de la Veveyse, les Tribunaux d'arrondissement de la Gruyère et de la Singine ainsi que les présidents civils de celui de la Sarine. Il a également procédé aux inspections des Procureurs Liliane Hauser, Yvonne Gendre et Frédéric Chassot ainsi que du Procureur général, de son adjoint et du Tribunal des mesures de contrainte. Si le Conseil est désormais autorisé à procéder aux inspections par délégation de deux membres, celles des sections civile, pénale et administrative du Tribunal cantonal ainsi que celles du Procureur général et de son adjoint sont effectuées par des délégations de trois membres.

L'inspection des autres autorités a été déléguée au Tribunal cantonal comme l'autorise l'art. 127 al. 2 Cst. (cf. Partie II, Tribunal cantonal, point 1.1.2.1.3.)

2.2.1.1. Tribunal cantonal

Juges et assesseur/e-s

L'année 2012 a vu le départ de deux juges cantonaux. MM. Georges Chanez a pris sa retraite au 30 juin et M. Alexandre Papaux a démissionné au 30 septembre pour donner une orientation nouvelle à sa carrière. Le Conseil exprime sa profonde gratitude à ces juges qui ont œuvré avec dévouement et compétences pendant de très nombreuses années au service de la plus haute instance judiciaire du canton. Ils ont été remplacés par Mme Catherine Overney (dès le 1er juillet 2012) et M. Michel Favre (dès le 1er octobre 2012). Il est à relever que si M. Georges Chanez a quitté sa fonction de juge cantonal, il reste néanmoins membre de cette autorité en qualité de juge suppléant élu le 12 juin 2012. Suite à son élection, M. Michel Favre a démissionné de sa fonction de juge suppléant. C'est Mme Dina Beti qui lui a succédé en cette qualité à compter du 1er octobre 2012. M. Pascal Richard a pour sa part été élu juge suppléant le 22 novembre 2012 pour remplacer M. le Professeur Paul-Henri Steinauer, démissionnaire après 25 ans d'activité au sein du Tribunal cantonal. Le Conseil lui adresse ses sincères remerciements pour son engagement et la précieuse expérience mise au service de cette autorité pendant de très nombreuses années.

Les fonctions d'assesseur/-e et d'assesseur/-e suppléant/-e au Tribunal cantonal disparaissant au 31 décembre 2012 (art. 166 LJ), MM. Bruno Boschung, Lorenz Fivian, Christian Grandjean, Jean-Marc Kuhn, Assesseurs à la Cour des assurances sociales, et Hans Brügger, Berthold Buchs, Ernst Flammer, Michael Hank, Albert Nussbaumer, Louis-Marc Perroud ainsi que Jean-Marc Vionnet, Assesseurs à la Cour fiscale, ont cessé leurs activités. Le Conseil les remercie pour le précieux travail accompli au sein de ces cours.

Sections civile et pénale

Ces deux sections n'appellent pas de remarques particulières.

Section administrative – Cour des assurances sociales

La section administrative a connu une augmentation des affaires en 2012, en particulier la IIème Cour administrative et la Cour des assurances sociales. En dépit d'une augmentation significative de 14.5% des nouvelles entrées par rapport à l'année précédente, la Cour des assurances sociales a cependant réussi à réduire son stock de dossiers pendants de 84 unités. L'endiguement de la charge de travail en constante augmentation est le fait de magistrats pour la plupart de grande expérience et à l'organisation bien rôdée du Tribunal. Les juges expriment toutefois leur inquiétude face à un avenir s'annonçant encore plus chargé de par la réorganisation du Tribunal cantonal en 2013 et des moyens limités, voire réduits, que l'Etat est à même de leur mettre à disposition.

2.2.1.2. *Ministère public*

Globalement le Ministère public fonctionne bien et ne connaît pas de surcharge. Elu Juge cantonal, M. Michel Favre a démissionné de son poste de procureur le 30 septembre 2012. Mme Catherine Python-Werro, élue à cette fonction le 11 septembre 2012, lui succédera à partir du 1er janvier 2013.

La tendance croissante aux plaintes pénales contre les magistrats pose des problèmes d'organisation. Si ces affaires sont en général traitées de manière courante et rapide par le Procureur général et son adjoint sans publicité particulière, celles dirigées contre ces derniers sont plus complexes. Chaque cas donnant lieu à la nomination par le Conseil de la magistrature d'un procureur ad hoc au sens de l'art. 22 al. 3 et 4 LJ ainsi qu'à la publication d'un communiqué de presse, les procédures en sont considérablement rallongées. L'écho médiatique dont elles font l'objet laisse en outre à penser, souvent à tort, que l'affaire revêt une certaine gravité. En 2012, le Conseil a nommé trois procureurs ad hoc pour traiter plusieurs plaintes, soit MM. Felix Baumann et Pascal L'Homme ainsi que Mme Sandrine Schaller-Walker. Pour pallier les inconvénients évoqués ci-dessus et dans l'attente de la révision de la LJ, il a finalement nommé en décembre 2012 M. André Waeber Procureur ad hoc au sens de l'art. 22 LJ pour l'instruction de toutes les plaintes déposées contre le Procureur général ainsi que de celles contre les procureurs de l'Etat de Fribourg qui ne sont pas d'emblée infondées.

A relever encore que le Ministère public s'est vu accorder 0.5 équivalent plein temps (EPT) de procureur supplémentaire à compter du 1er janvier 2013.

2.2.1.3. *Tribunaux d'arrondissement*

En 2012 ont quitté leur fonction judiciaire à titre accessoire les personnes suivantes :

- > Mmes Anne Tercier et Anne-Lyse Guignard ainsi que M. Jean-Marc Wichser, Assesseurs au Tribunal de la Sarine,
- > M. Jean Mantel, Assesseur représentant les employeurs au Tribunal des prud'hommes de la Sarine,
- > Mme Astrid Abrecht, Assesseure au Tribunal de la Singine,
- > M. René Cudré-Mauroux, Assesseur au Tribunal de la Gruyère,
- > Mme Claire Moullet, Assesseure au Tribunal de la Broye,
- > M. Joe Genoud, Assesseur suppléant au Tribunal des prud'hommes de la Veveyse.

Que toutes ces personnes, dont certaines ont œuvré pendant de très nombreuses années au service de la justice fribourgeoise, soient ici sincèrement remerciées pour leur engagement.

1. Tribunal d'arrondissement de la Sarine

a. Tribunal civil

Le Conseil a continué de suivre attentivement l'évolution de la situation d'un président totalisant un certain nombre d'affaires en souffrance. Si ce magistrat parvient à combler peu à peu son retard, le suivi devra toutefois être maintenu en 2013.

b. Tribunal des prud'hommes

Depuis le mois de février, ce tribunal bénéficie d'un président supplémentaire en la personne de M. Benoît Chassot. Celui-ci consacre également une partie de son temps de travail aux affaires pénales. Lors de la même session, Mme Caroline Gauch a été élue présidente à 10% pour les affaires en allemand, afin de succéder à Mme Liliane Hauser démissionnaire. Le Conseil l'a en outre nommée à la suppléance du président francophone, restée vacante suite au départ de M. Jérôme Delabays. Le Président François-Xavier Audergon ne souhaitant par ailleurs pas poursuivre sa suppléance au-delà du 29 février 2012, le Conseil a nommé le Président Laurent Schnewly pour le remplacer.

Cette autorité bénéficiera de 0,1 EPT de magistrat supplémentaire en 2013.

c. Tribunal pénal et Tribunal pénal économique

Comme annoncé dans le rapport 2011, suite à la demande du Président Alain Gautschi, cinq assesseurs supplémentaires ont été élus en mars et en octobre pour renforcer l'effectif du Tribunal pénal économique. Si cette dotation devrait permettre d'alléger la charge de travail des juges non professionnels, celle du secrétariat du Président Gautschi (80%) s'avère toutefois insuffisante et mériterait une réévaluation, sachant qu'il doit traiter non seulement les affaires du Tribunal pénal économique mais également les affaires civiles et pénales en allemand du Tribunal de la Sarine.

Une solution devrait également être envisagée pour doter durablement le Président Chassot d'un secrétariat.

Quant à M. Camille Bavaud, il a terminé son mandat d'assesseur pour raison d'âge à la fin 2012. Le Conseil lui souhaite une agréable retraite, tout en le remerciant pour son engagement au sein du Tribunal pénal économique pendant de très nombreuses années.

2. Tribunal d'arrondissement de la Gruyère

La surcharge constatée en 2011 s'est confirmée en 2012. Préoccupé par la situation de ce tribunal, le Conseil a procédé à une inspection intermédiaire au début de l'été. Ayant constaté que la surcharge concernait essentiellement l'un des magistrats de cette autorité, il a invité ses collègues à modifier la clé de répartition des dossiers afin de le soulager. La solidarité entre les présidents et l'engagement de tout le personnel ont permis de maintenir une bonne gestion des dossiers. Les présidents suppléants, également confrontés à une charge importante de travail, n'ont quant à eux pas été en mesure d'apporter leur soutien au Tribunal de la Gruyère. Le nouveau poste de magistrat à 50% accordé à cette autorité dès 2013 devrait lui permettre de combler ses retards et de retrouver une certaine sérénité.

Afin de permettre un meilleur tournus de ses assesseurs largement sollicités, le Tribunal de la Gruyère a demandé le renfort de deux juges non professionnels supplémentaires. Elus en novembre 2012, Mme Nicole Fragnière-Morard et M. Jean-Pierre Repond viendront renforcer les rangs du Tribunal à compter du 1er janvier 2013. Quant à M. René Grandjean, il a démissionné de la vice-présidence au 31 août 2012. Elu à cette fonction le 15 décembre 2009 pour décharger les présidents du tribunal de certaines affaires, notamment celles de mainlevée, et augmenter l'efficacité de cette autorité, il demeure néanmoins assesseur. Le Conseil lui sait gré de tout le travail accompli.

Le problème de locaux soulevé de manière réitérée depuis 2009 persiste.

3. Autres tribunaux d'arrondissement

Il y a lieu de relever l'augmentation du nombre et de la complexité des affaires nécessitant un engagement croissant des présidents et des greffiers du Tribunal de la Broye. Le Tribunal de la Veveyse enregistre également une augmentation de 20 % des nouvelles affaires.

Le Conseil n'a pas de remarque particulière à formuler sur les autres tribunaux d'arrondissement.

2.2.1.4. Tribunal des mesures de contrainte

Cette autorité ne fait l'objet d'aucune remarque particulière. Elle réitère le vœu déjà formulé en 2011 de pouvoir disposer d'une salle d'audience moins éloignée de ses bureaux et plus pratique.

2.2.1.5. Tribunal pénal des mineurs

Cette autorité, qui fonctionne bien, ne suscite pas d'observation particulière.

Il y a lieu de relever les départs de MM. Jean-Marcel Juriens, Assesseur, pour raison d'âge et Jean-Pierre Levrat, Assesseur suppléant. Le Conseil leur fait part de toute sa gratitude pour leur activité de longue durée au sein de cette autorité.

2.2.1.6. Justices de paix

En 2012, les Justices de paix ont été, pour diverses raisons, au centre des préoccupations du Conseil. Comme déjà relevé dans le précédent rapport, le volume de travail de cette justice de proximité est en constante augmentation. Insuffisamment dotées au moment de l'introduction du système des juges de paix professionnels en 2008, elles ne sont plus à même, en dépit des renforts en personnel consentis depuis lors, de travailler dans des conditions raisonnables. Confrontés à une surcharge de travail constante ainsi qu'à une complexification des cas relevant de leur compétence, les membres de ces autorités sont soumis à une tension permanente et contraints d'accomplir de très nombreuses heures supplémentaires pour faire face à leurs obligations. Plusieurs justices de paix ont du reste tiré la sonnette d'alarme en indiquant que leur personnel était à bout et qu'elles craignaient pour leur santé. Dans le courant de l'été, le Conseil est intervenu auprès du Conseil d'Etat pour le sensibiliser à cette situation et lui demander de veiller à ce que toutes les justices de paix se voient suffisamment dotées dès l'année prochaine, compte tenu tant de la situation décrite ci-dessus que des nouvelles tâches qui leur incomberont avec l'entrée en vigueur du nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte. Cette nouvelle législation, qui modernise tout le droit de la tutelle, aura en effet des incidences directes sur le fonctionnement des justices de paix, puisque la loi d'application cantonale les désigne autorités de protection. En tant que telles, pour pouvoir trancher chaque cas conformément aux intérêts en jeu, elles devront désormais pouvoir compter sur des membres compétents dans différents domaines spécifiques. Par conséquent, le Conseil a, au cours de l'été, consulté toutes les justices de paix, dans le but de recenser les compétences de leurs assesseurs. Sur la base des renseignements obtenus, il a, dès le mois d'août, mis au concours de manière réitérée de nombreux postes d'assesseurs exigeant des formations très spécifiques voulues par la loi, essentiellement dans le domaine de la santé. Vu les difficultés à trouver des candidats adéquats, il a informé de ses recherches tant la presse que divers organismes concernés (hôpitaux, organisations patronales, société de médecine etc.). En dépit de ces démarches, il n'a pas encore été possible de doter toutes les justices de paix conformément à la loi sur la protection de l'enfant et de l'adulte (LPEA). De nouvelles mises au concours seront publiées au début de l'année 2013.

Le Conseil constate par ailleurs avec soulagement que le Grand Conseil a accepté au budget 2013 une augmentation de 1,8 EPT que se répartiront les Juges des paix de la Sarine, de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse (voir ci-dessous).

Quant aux problèmes liés à l'introduction du système informatique Tribuna V3, ils ne sont pas encore résolus pour toutes les Justices de paix et ne permettent pas l'établissement de statistiques fiables et uniformisées pour l'ensemble du canton. Cette situation ne saurait perdurer davantage.

En dépit du nombre et de la complexité des affaires, il convient toutefois de relever que dans l'ensemble les justices de paix n'accusent pas de retard notable dans le traitement de leurs dossiers, grâce notamment au grand engagement des magistrats et de leur personnel.

1. Justice de paix de la Sarine

2012 a vu l'élection en février d'une nouvelle Juge de paix à 80% en la personne de Mme Mélanie Imhof. Ayant déjà fonctionné en qualité de Juge de paix ad hoc du 1er juillet au 31 décembre 2011, cette nouvelle magistrate est immédiatement entrée en fonction. Enceinte, elle a dû être remplacée du mois de juin jusqu'au 31 décembre par Mme Anne-Laure Simonet, nommée Juge de paix ad hoc par le Conseil pour la durée du congé de maternité.

Surchargée, cette Justice de paix a accumulé du retard dans le contrôle des comptes et manque de forces de travail. La situation étant préoccupante, le Conseil a ouvert une procédure préliminaire (art. 101 al. 4 LJ) dans le courant du mois de décembre. Dès 2013, cette Justice de paix bénéficiera de 0,7 EPT supplémentaires qui seront répartis à raison de 10% chacune pour Mmes Violaine Monnerat et Wanda Suter, les 50% restant étant attribués au greffe.

Les difficultés avec le système informatique perdurent. Elles sont toutefois en cours d'examen et des corrections sont apportées par le SITEL. Une personne a par ailleurs été engagée, provisoirement et à temps partiel, pour effectuer manuellement des corrections.

2. Justice de paix de la Singine

Alors que depuis la fin 2011 cette Justice de paix faisait déjà l'objet d'une procédure préliminaire (art. 101 al. 4 LJ) en raison de problèmes de fonctionnement interne, le Conseil de la magistrature a ouvert le 26 mars 2012 une procédure disciplinaire contre le Juge de paix Francis Schwartz, après que le Grand Conseil eut levé son immunité pour soupçons de vol. Le 2 avril suivant, l'autorité de surveillance a suspendu ce magistrat jusqu'à droit connu sur la procédure pénale dirigée contre lui pour ce motif. Si dans un premier temps l'intérim a été provisoirement assuré par Mmes Claudine Lerf et Wanda Suter, respectivement Juges de paix du Lac et de la Sarine, le Conseil a nommé les Assesseurs Heinrich Meier et Erwin Schneiter Juges de paix ad hoc de la Singine à 40 % et 60% du 15 mai au 15 novembre 2012. Leur grande expérience de la Justice de paix et leur engagement ont permis, avec le concours de l'ensemble du personnel, d'assurer la bonne marche de cette autorité malgré les turbulences qu'elle a connues au cours de cette année. Qu'ils soient ici sincèrement remerciés pour tout le travail entrepris. Le Conseil n'ayant légalement pas la possibilité de prolonger leurs mandats à l'échéance de ceux-ci et la procédure pénale dirigée contre le Juge de paix Francis Schwartz n'étant toujours pas terminée, il a, d'entente avec la Commission de justice, recherché une personne susceptible d'être intéressée par la fonction de juge de paix pour une durée déterminée. Le 6 novembre 2012, Mme Theodora Tsavdaridis, greffière au sein de cette autorité, a ainsi été élue par le Grand Conseil Juge de paix jusqu'au retour du magistrat titulaire mais au minimum pour six mois.

M. Erwin Schneiter a par ailleurs cessé pour raison d'âge son activité d'assesseur au 31 décembre 2012. Le Conseil lui souhaite une retraite sereine après le grand engagement fourni pour cette autorité non seulement au cours de cette année mais également de toutes celles qui ont précédé.

3. Justice de paix de la Gruyère

L'exercice 2012 de cette autorité a également été marqué par de nombreuses turbulences.

Tout en poursuivant le suivi administratif instauré en 2011, le Conseil a ouvert successivement une procédure préliminaire (art 101 al. 4 LJ) et une procédure disciplinaire (art. 104 LJ) à l'égard du Juge de Paix Jean-Joseph Brodard en raison de ses démêlés avec la justice pénale pour plusieurs infractions à la loi sur la circulation routière commises en février 2012. Suite à la condamnation prononcée par le Ministère public, il a, par décision du 12 septembre 2012, entrée en force le 17 novembre suivant, adressé un blâme (art. 105 LJ) au Juge de paix de la Gruyère.

Quant à sa collègue Marie-Andrée Grandjean, en incapacité de travail depuis le mois de septembre 2011, elle a fait valoir son droit à la retraite anticipée à compter du 1er juillet 2012. Son remplacement a été assuré jusqu'au 31 mai 2012 par Mme Anne-Laure Simonet, Juge de paix ad hoc, puis par les Juges de paix de la Sarine et de la Veveyse, jusqu'à l'entrée en fonction le 1er juillet suivant de Mme Marie-Laure Paschoud Page, nouvelle magistrate élue à la succession de Mme Grandjean.

Pour éviter une dégradation de la situation de cette justice de paix confrontée à un volume de travail très important ainsi qu'à des problèmes de personnel, le Conseil a soutenu auprès du Conseil d'Etat sa demande de budget urgent pour l'engagement de forces d'appoint pour le deuxième semestre 2012. Elle a ainsi pu bénéficier d'une secrétaire, d'un greffier adjoint et d'un greffier stagiaire supplémentaires jusqu'à la fin de l'année.

Quant à la procédure préliminaire (art. 101 al. 4 LJ) ouverte en 2011 pour des problèmes de fonctionnement interne, elle a été classée faute d'objet.

4. Justice de paix du Lac

La charge de travail de cette autorité est qualifiée d'extrême. Totalisant 3 EPT, elle bénéficiera en 2013 d'un renfort de 0,8 EPT de durée déterminée.

5. Justice de paix de la Glâne

Cette Justice de paix ne donne lieu à aucune remarque particulière. La Juge de paix Jacqueline Bourqui augmentera son taux d'activité de 15% en 2013, passant de 65 à 80%. Quant à Mme Antoinette Charrière, elle a cessé sa fonction d'assesseure à la fin de l'exercice 2012. Qu'elle soit ici remerciée pour son engagement au sein de cette autorité.

6. Justice de paix de la Broye

Depuis plusieurs années, la Juge de paix Sylviane Sauter, à l'instar de sa greffière, accumule un grand nombre d'heures supplémentaires. Si celles de la greffière sont rétribuées avec majoration de 25%, celles de la magistrate, en raison même de son statut, ne sont pas du tout rémunérées. La Juge de paix, qui bénéficiera d'une augmentation de son taux d'activité de 15%, travaillera à temps plein dès le 1er janvier 2013.

7. Justice de paix de la Veveyse

Cette Justice de paix ne donne lieu à aucune remarque particulière. La Juge de paix Sylviane Périsset Gantner augmentera son taux d'activité de 10% en 2013, passant de 65 à 75%. Mme Jacqueline Vuichard-Sonney, Assesseure, a quitté cette autorité le 15 novembre 2013. Le Conseil lui adresse tous ses remerciements pour le travail accompli.

2.2.1.7. Préfectures

Cette année, on note une augmentation sensible des affaires de nature judiciaire dans les préfectures de la Glâne, du Lac et de la Gruyère. Celle de la Veveyse souhaite par ailleurs que la question de l'apport d'un juriste aux préfectures qui n'en disposent pas soit réglée.

2.2.1.8. Commissions de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif

D'une manière générale, le taux de conciliation devant ces commissions est élevé. Le Conseil a demandé aux tribunaux des baux de leur communiquer pour information toutes les décisions provenant d'affaires transmises par les commissions de conciliation. Depuis cette année, la Commission de la Sarine dispose de nouveaux locaux à la rue Joseph-Piller 13 à Fribourg. Le Conseil continue par ailleurs de se préoccuper de la présence au sein de la commission du sud du canton de deux assesseurs locataires qui sont simultanément avocats associés au sein de la même étude.

Au cours de cet exercice, M. Ingo Schafer, Assesseur représentant les locataires, a quitté la Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Singine et du Lac. Le Conseil lui adresse tous ses remerciements pour son engagement et sa disponibilité.

2.2.1.9. Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance

Cette commission, qui n'est pas soumise à la surveillance du Conseil, mais dont ce dernier gère les mises au concours et préavise les candidatures à l'intention du Grand Conseil, a accompli en 2012 son dernier exercice. Elle disparaîtra au 1er janvier 2013 avec l'entrée en vigueur du nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte.

2.2.1.10. Commission de recours de l'Université

En dépit des difficultés rencontrées pour composer cette commission, elle fonctionne bien. La révision de la loi sur l'Université en chantier actuellement devrait permettre de résoudre celles-ci. Dans l'attente de l'entrée en vigueur de cette révision et pour faciliter le recrutement des membres étudiants, le Conseil a décidé de déroger en ce qui les concerne à l'obligation de domicile dans le canton, comme l'y autorise l'art. 7 al. 3 LJ.

Au cours de cette année ont quitté la Commission MM. Christof Bergamin et Alexandre Wellinger, Assesseurs représentant les collaborateurs scientifiques, M. Marco Borghi, Assesseur représentant les professeurs ainsi que M. Sandro Cramer et Mme Katja Furrer, Assesseurs représentant les étudiants.

Ont été élus MM. Marius Osterfeld, Assesseur représentant les collaborateurs scientifiques, Michel Heinzmann, Assesseur représentant les professeurs et Fabien Truffer, Assesseur représentant les étudiants.

2.2.2. Surveillance disciplinaire

	Nouveaux dossiers ouverts	Dossiers reportés de l'année précédente	Nombre total de dossiers	Dossiers transmis à autres autorités	Dossiers clos sans échange d'écritures	Dossiers clos après échange d'écrit/enquête	Dossiers reportés à l'année suivante
2009	30	2	32	3	15	13	1
2010	27	1	28	2	16	7	3
2011	18	3	21	-	10	8	3
2012	27	3	30	2	17	6	5

La constatation faite en 2011 concernant la baisse des nouvelles dénonciations n'est pas confirmée. Le nombre de celles-ci est remonté au même niveau que les années précédentes.

La procédure préliminaire au sens de l'art.101 al. 4 LJ ouverte en 2011 concernant la Justice de paix de la Gruyère a été classée. Celle ouverte la même année à l'égard de la Justice de paix de la Singine, de même que la procédure disciplinaire dirigée contre son magistrat à la fin mars 2012 (cf. point 2.2.1.6./2. ci-dessus) sont toujours pendantes dans l'attente de l'issue de la procédure pénale dont ce dernier fait l'objet. Par ailleurs, pour la première fois, le Conseil a adressé un blâme à un magistrat à l'issue d'une procédure disciplinaire (cf. point 2.2.1.6./3.ci-dessus).

L'exercice 2012 a été marqué par l'instruction de plusieurs procédures tant préliminaires que disciplinaires qui représentent un surcroît de travail important pour les membres du Conseil. Il n'est pas exclu qu'à l'avenir, selon les cas à traiter, il soit nécessaire de déléguer l'instruction de certaines causes à des personnes externes audit collège.

2.3. Nominations

Il convient de rappeler que seules des situations exceptionnelles et urgentes peuvent donner lieu à des nominations temporaires au sens de l'art. 91 al.1 let. d LJ. A l'échéance d'une durée maximale de six mois, le Conseil n'est par ailleurs pas autorisé à reconduire cette mesure pour le même poste. En 2012, le Conseil a procédé à trois de ces nominations qui ont concernés exclusivement des Justices de paix. Celles-ci ayant déjà été évoquées précédemment, prière de se référer aux points 2.2.1.6./1. concernant Mme Anne-Laure Simonet et 2.2.1.6./2. concernant MM. Heinrich Meyer et Erwin Schneiter.

Faisant usage de l'art. 22 LJ, le Conseil a par ailleurs nommé M. Laurent Schneuwly et de Mme Caroline Gauch à la suppléance du Président du Tribunal des prud'hommes de la Sarine en remplacement de MM. François-Xavier Audergon et Jérôme Delabays, ainsi que de M. Peter Rentsch à la suppléance du Président de la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance. Sur cette base, il a également procédé aux nominations des quatre procureurs ad hoc déjà mentionnés sous point 2.2.1.2 ci-dessus.

2.4. Formation

Le Conseil continue d'encourager vivement les magistrats nouvellement élus à suivre la formation sur deux ans, proposée par l'Ecole suisse de la magistrature à Neuchâtel et à Lucerne. Se sont d'ores et déjà inscrits pour la session qui débutera en 2013 Mme Alexandra Rossi Carré et M. Benoît Chassot, Présidents du Tribunal de la Sarine. La Procureure Liliane Hauser, pour sa part, suivra dès 2013 également une formation en droit pénal économique auprès de la Haute Ecole de Lucerne. Ces magistrats ont tous signé des conventions de remboursement établies en collaboration avec le Service du personnel.

2.5. Communication

La parution du rapport annuel du Conseil a donné lieu à une conférence de presse le 1er juin 2012. L'autorité de surveillance a par ailleurs tenu un point presse dans le courant du mois de janvier après avoir clos la procédure disciplinaire dirigée contre une procureure suite à la dénonciation d'un patron de cabaret. Dite procédure n'a donné lieu à aucune sanction. La suspension du Juge de paix de la Singine en avril 2012, la nomination des deux Juges de paix ad hoc dans ce district en mai suivant ainsi que le blâme infligé au Juge de paix de la Gruyère en novembre 2012 ont fait l'objet de communiqués de presse à l'instar de la nomination de plusieurs procureurs ad hoc (cf. 2.3 ci-dessus). Le Conseil s'est également adressé à la presse à la fin septembre 2012, afin de sensibiliser l'opinion publique aux mises au concours concernant des postes d'assesseurs spécialisés pour toutes les justices de paix du canton.

Ayant constaté au cours des dernières années que tant le départ de plusieurs magistrats professionnels émérites que l'élection de nouveaux juges passaient pratiquement inaperçus des médias, une procédure a été convenue entre le Tribunal cantonal, la Direction de la sécurité et de la justice et le Conseil de la magistrature pour remédier à cette situation et souligner l'importance du travail de la justice. Désormais, en sa qualité d'autorité de surveillance du pouvoir judiciaire, le Conseil de la magistrature émet des communiqués de presse lors du départ de magistrats. Le Grand Conseil pour sa part se charge de donner aux élections des nouveaux juges la publicité qu'elles méritent.

Quant aux règlements des autorités judiciaires, ils seront mis en ligne sur le site de pouvoir judiciaire et feront l'objet d'une publication restreinte dans le ROF au début de l'année 2013.

2.6. Divers

2.6.1. Déterminations - questions

Le Conseil s'est déterminé sur l'avant-projet de loi sur la protection de l'enfant et de l'adulte, sur la révision de la LJ, sur la modification du code pénal et du code pénal militaire. Il a également été consulté sur le règlement sur l'information du public par les autorités judiciaires, la révision partielle de la loi sur l'Université, sur la loi sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale, sur le règlement interne d'organisation du Tribunal cantonal et l'avant-projet d'ordonnance sur la LPEA.

Il a par ailleurs répondu à trois questions parlementaires. La première concernait le rôle des assesseurs et assesseurs suppléants dans le système judiciaire fribourgeois. La seconde se rapportait à un préavis rendu à l'égard d'un candidat à une fonction professionnelle et la troisième portait sur la publication, dans la Feuille officielle, de données personnelles dans un jugement en matière d'assistance judiciaire pour une affaire civile.

2.6.2. Préavis

Chargé par le législateur de veiller à pourvoir les autorités judiciaires conformément aux exigences légales posées dans les différents domaines concernés, le Conseil sélectionne les candidats en fonction notamment de leur formation et de leurs expériences professionnelles. Il ne préavisé ainsi favorablement que ceux qui sont le plus à même de remplir la mission légale qui leur est dévolue. Au cours de cet exercice toutefois, des candidats ne disposant pas des formations exigées ont été préférés par le Grand Conseil à ceux préavisés favorablement par le Conseil de la magistrature. Une telle situation s'avère regrettable tant pour l'autorité concernée, qui se retrouve avec un membre qu'elle ne pourra utiliser faute des compétences requises, que pour le candidat élu, qui ne sera que très rarement appelé à siéger. Afin d'éviter de tels cas, le Conseil se montre depuis lors plus rigoureux dans l'établissement de ses préavis, en déclarant désormais inéligibles les candidats qui ne satisfont pas aux conditions des mises au concours, notamment sous l'angle des exigences liées à la LPEA.

2.6.3. Parenté entre des membres d'une même autorité

Au cours de l'automne, des cas d'incompatibilité de parenté ont été signalés au Conseil dans le cadre des élections judiciaires, obligeant plusieurs personnes à retirer leur candidature. Ne pouvant exclure que de telles situations préexistent également au sein des différentes autorités judiciaires, le Conseil a procédé en fin d'année à une vaste enquête sur le sujet en demandant à chacune d'entre elles d'examiner les liens de parenté entre ses membres au regard de l'article 16 LJ. Les résultats de cette enquête ne seront connus qu'au début 2013.

2.6.4. Assesseeurs

D'une manière générale, il est constaté que la fonction d'assesseur est largement méconnue du public qui ignore en quoi consiste le rôle de cet auxiliaire de la justice. Le Conseil s'efforce de donner une meilleure visibilité à ces fonctions judiciaires à titre accessoire, dans le cadre notamment des mises au concours auxquelles il procède.

2.6.5. Centre de soins hospitaliers de Marsens et Service pédopsychiatrique

Il est rappelé qu'en 2010 les autorités judiciaires ont signalé des problèmes de disponibilité, d'organisation et de communication avec le Centre de soins hospitaliers de Marsens et/ou le Service de pédopsychiatrie. Dans le courant du mois d'avril, le Conseil d'Etat a informé le Conseil des solutions cadres retenues pour mieux répondre aux attentes des autorités judiciaires. En dépit des mesures prises, certaines d'entre elles ont continué à dénoncer des dysfonctionnements avec ces services au cours de l'exercice 2012.

Jahresbericht 2012 an den Grossen Rat des Kantons Freiburg

—
Sehr geehrte Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren Grossräte

Der Justizrat (hiernach der Rat), die unabhängige Aufsichtsbehörde über die Justiz (Art. 125 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004, hiernach KV), hat die Ehre, Ihnen gemäss Art. 127 Abs. 3 KV den Jahresbericht über seine Tätigkeit (Teil I) und diejenige der Gerichtsbehörden des Kantons (Teil II) zu unterbreiten.

I. Der Justizrat

1. Rat und Sekretariat

Nach Ablauf ihrer ersten Amtszeit von fünf Jahren wurden Staatsrat Erwin Jutzet, Vertreter des Staatsrates, Dominique Morard, Rechtsanwalt und Vertreter des Anwaltsverbandes sowie Michel Chevalley, Oberamtmann des Vivisbachbezirks und vom Justizrat vorgeschlagenes Mitglied, vom Grossen Rat für eine weitere Amtszeit als Mitglieder des Justizrates gewählt. Reinold Raemy, Gerichtspräsident des Sensebezirks, dessen erste Amtsperiode als Justizratsmitglied am 12. Juni 2012 abgelaufen ist, stellte sich nicht für eine Wiederwahl zur Verfügung. Der Rat dankt ihm an dieser Stelle für seinen Einsatz. Seine stets durchdachten Ausführungen, seine Ausgeglichenheit und seine juristischen Kenntnisse haben rege zum guten Betrieb des Kollegiums beigetragen. Als Nachfolge hat der Rat Wanda Suter, Friedensrichterin des Saanebezirks, vorgeschlagen. Ihre Wahl durch den Grossen Rat hat am 2. Mai 2012 stattgefunden. Sie ist Mitglied der Kommission für die administrative Aufsicht, die nunmehr von Jean-Benoît Meuwly präsiert wird. Frau Bettina Hürlimann-Kaup, Vertreterin der Universität, konnte während ihres Studienurlaubs von März bis Ende Juni 2012 nicht an den Justizratsitzungen teilnehmen. Frau Nadine Gobet, Vertreterin des Grossen Rates, hat während dieser Zeit die Stellvertretung der Vizepräsidentin wahrgenommen. Ferner wurde Frau Hürlimann-Kaup am 3. September 2012 von ihren Ratskollegen für eine weitere Dauer als Vizepräsidentin bestimmt.

Was das Personal des Sekretariats angeht, gab es im Verlauf dieses Jahres keine Änderungen.

Nach einer gemeinsamen Intervention der Staatsanwaltschaft und des Justizrates hat der Staatsrat die Rangfolge der staatlichen Behörden angepasst. Der Rat nimmt nunmehr den 6. Rang ein.

Der Rat hat dem Kantonsgericht im Frühling 2011 die Führung der Gerichtsbehörden im Bereich der gerichtlichen Informatikverwaltung und Vereinheitlichung der Formulare sowie für den Erlass von Weisungen erteilt. Diese Befugnisübertragung wurde bis zur Revision des Justizgesetzes für die Legislatur 2011-2016 verlängert. Ausserdem hat der Rat in diesem Jahr die Grafikcharta des Kantons übernommen.

2. Tätigkeit

Der Rat hat im Jahr 2012 21 Plenarsitzungen abgehalten. Die Kommissionen sind jeweils nach Bedarf zusammengekommen. Es wurden wie bereits in den vergangenen Jahren Delegationen für die Vorstellungsgespräche hinsichtlich der neu zu besetzenden Berufsrichterstellen sowie die Inspektionen gebildet.

2.1. Wahlen und Wiederwahlen

Im Verlauf des Jahres 2012 hat der Rat zu 55 Wahlen, 9 davon für hauptberufliche Stellen, und zu 11 Wiederwahlen in nebenberufliche Richterämter Stellung genommen. Die Mitglieder der Gerichtsbehörden werden nunmehr für unbestimmte Dauer gewählt. Die Wiederwahlen werden somit per 1. Januar 2013 hinfällig.

2.2. Aufsichtsbefugnis

Gemäss Art. 127 KV übt der Rat die Administrativ- und Disziplinaraufsicht über die richterliche Gewalt sowie die Staatsanwaltschaft aus (Abs. 1). Der Rat ist befugt, die Administrativaufsicht über die erstinstanzlichen Gerichtsbehörden dem Kantonsgericht zu übertragen (Abs. 2).

2.2.1. Administrativaufsicht

Ausser das Wirtschaftsstrafgericht, dem eine zusätzliche Fristverlängerung gewährt wurde, verfügen nun sämtliche Gerichte über ein Organisationsreglement im Sinn von Art. 29 JG. Die Frist für die Erstellung der Organisationsreglemente der Friedensgerichte wurde angesichts des Inkrafttretens des neuen Kindes- und Erwachsenenschutzrechtes sowie der den Friedensgerichten ab dem 1. Januar 2013 im Erbschaftsbereich neu zufallenden Aufgaben auf den 31. Januar 2013 festgelegt. Alle Reglemente werden in kurzgefasster Form in der Amtlichen Sammlung des Kantons Freiburg (ASF) veröffentlicht. Sie können auf der Internetseite der Gerichtsbehörden eingesehen werden.

Nebst der ihm von Amtes wegen obliegenden Inspektion des Kantonsgerichts hat der Rat die Friedensgerichte des Sense-, des Greyerz-, des Broye- und des Vivisbachbezirks, die Bezirksgerichte Greyerz und Sense sowie die Präsidenten des Zivilgerichts Saane inspiziert. Er hat ferner die Staatsanwältinnen Liliane Hauser und Yvonne Gendre, den Staatsanwalt Frédéric Chassot sowie den Generalstaatsanwalt und dessen Stellvertreter sowie das Zwangsmassnahmengericht geprüft. Der Rat ist nunmehr befugt, die Inspektionen in Zweierdelegationen durchzuführen. Die Inspektionen der Zivil-, Straf- und Verwaltungsrechtlichen Abteilungen des Kantonsgerichts sowie diejenige des Generalstaatsanwaltes und dessen Stellvertreters wurden trotzdem durch drei Mitglieder vorgenommen.

Die Inspektion der übrigen Behörden wurde gemäss Art. 127 Abs. 2 KV dem Kantonsgericht übertragen. (vgl. Teil II, Kantonsgericht, Punkt 1.1.2.1.3.)

2.2.1.1. Kantonsgericht

Richter/-innen und Beisitzer/-innen

2012 haben zwei Kantonsrichter demissioniert. Georges Chanez ist per 30. Juni in den Ruhestand getreten und Alexandre Papaux hat seine Tätigkeit per 30. September niedergelegt, um sich beruflich neu zu orientieren. Der Rat spricht diesen Richtern für ihren langjährigen gewissenhaften und kompetenten Einsatz im Dienste der höchsten kantonalen Gerichtsinstanz seinen aufrichtigen Dank aus. An ihre Stelle sind Catherine Overney (ab 1. Juli 2012) und Michel Favre (ab 1. Oktober 2012) getreten. Georges Chanez wurde am 12. Juni 2012 zum Ersatzrichter des Kantonsgerichts gewählt und bleibt dieser Behörde daher trotz seines Rücktritts als Kantonsrichter weiter erhalten. Michel Favre hat sein Amt als Ersatzrichter niedergelegt. Als seine Nachfolge ist per 1. Oktober 2012 Dina Beti eingetreten. Pascal Richard wurde am 22. November 2012 zum Ersatzrichter gewählt. Er ersetzt den nach einer Amtszeit von 25 Jahren zurückgetretenen Professor Paul-Henri Steinauer. Der Rat spricht diesem für die wertvolle Erfahrung, die er dem Kantonsgericht einbrachte, und für den langjährigen Einsatz im Dienst dieser Behörde seinen aufrichtigen Dank aus.

Das Amt als Beisitzer/-in und Ersatzbeisitzer/-in beim Kantonsgericht wurde per 31. Dezember 2012 aufgehoben (Art. 166 JG). Bruno Boschung, Lorenz Fivian, Christian Grandjean und Jean-Marc Kuhn, Beisitzer beim Sozialversicherungsgerichtshof, und Hans Brügger, Berthold Buchs, Ernst Flammer, Michael Hank, Albert Nussbaumer, Louis-Marc Perroud sowie Jean-Marc Vionnet, Beisitzer beim Steuergerichtshof, haben ihre Tätigkeit beendet. Der Rat dankt diesen Personen für die im Dienst dieser Gerichtshöfe geleistete Arbeit.

Zivil- und Strafrechtliche Abteilung

Zu diesen beiden Abteilungen gibt es keine besonderen Bemerkungen.

Verwaltungsrechtliche Abteilung - Sozialversicherungsgerichtshof

Die Zahl der in der Verwaltungsrechtlichen Abteilung eingegangenen Angelegenheiten hat im Jahr 2012 zugenommen, insbesondere beim II. Verwaltungs- sowie beim Sozialversicherungsgerichtshof. Trotz einer markanten Zunahme um 14.5 % der Eingänge im Vergleich zum vergangenen Jahr, konnte der Sozialversicherungsgerichtshof die Zahl der insgesamt hängigen Fälle um 84 Dossiers reduzieren. Die Bewältigung der konstant zunehmenden Arbeitslast ist vor allem den erfahrenen Magistraten und der eingespielten Organisation des Gerichts zu verdanken. Nichtsdestotrotz bringen die Richter/-innen ihre Besorgnis hinsichtlich der bevorstehenden Mehrbelastung zum Ausdruck. Ihnen geben die Reorganisation des Gerichts im Jahr 2013 sowie die begrenzten bzw. gekürzten Mittel, die der Staat dem Gericht zur Verfügung stellen kann, zu denken.

2.2.1.2. Staatsanwaltschaft

Die Staatsanwaltschaft ist allgemein nicht überlastet und funktioniert gut. Michel Favre wurde zum Kantonsrichter gewählt und hat seine Tätigkeit als Staatsanwalt per 30. September 2012 niedergelegt. Zu seiner Nachfolgerin wurde am 11. September 2012 Frau Catherine Python-Werro gewählt. Sie tritt ihr Amt am 1. Januar 2013 an.

Die zunehmende Zahl der Strafanzeigen gegen Magistraten führt zu Organisationsproblemen. Diese Angelegenheiten werden in der Regel vom Generalstaatsanwalt und seinem Stellvertreter ohne sonderliche Publizität laufend und zügig bearbeitet. Strafanträge, die sich jedoch gegen diese Personen selbst richten, sind komplexer. Hier erfordert jeder Fall die Ernennung eines Staatsanwalts ad hoc durch den Justizrat im Sinn von Art. 22 Abs. 3 und 4 JG und eine Medienmitteilung, was die Verfahren beträchtlich verlängert. Das diesbezügliche Echo in den Medien gibt oft zu Unrecht Anlass zur Annahme, dass es sich um schwerwiegende Angelegenheiten handelt. 2012 hat der Rat für die Bearbeitung mehrerer Anzeigen drei Stellvertretende Staatsanwälte, d.h. Felix Baumann, Pascal L'Homme und Sandrine Schaller-Walker, ernannt. Um diesen Schwierigkeiten entgegenzuwirken, hat der Rat im Dezember 2012 in Anwendung von Art. 22 JG André Waeber zum Staatsanwalt ad hoc ernannt. Er hat den Auftrag, bis zur Revision des Justizgesetzes sämtliche gegen den Generalstaatsanwalt und die Staatsanwältinnen und Staatsanwälte des Kantons Freiburg eingereichten und nicht von vornherein unbegründeten Anzeigen zu behandeln.

Der Staatsanwaltschaft wurde zudem per 1. Januar 2013 eine zusätzliche Staatsanwaltschaftsstelle von 0.5 VZE zugesprochen.

2.2.1.3. *Bezirksgerichte*

Folgende Personen haben 2012 ihr nebenberufliches Richteramt niedergelegt:

- > Anne Tercier und Anne-Lyse Guignard sowie Jean-Marc Wichser, Beisitzer/-innen beim Bezirksgericht Saane,
- > Jean Mantel, Beisitzer Arbeitgebervertreter beim Arbeitsgericht des Saanebezirks,
- > Astrid Abrecht, Beisitzerin beim Bezirksgericht Sense,
- > René Cudré-Mauroux, Beisitzer beim Bezirksgericht Greyerz,
- > Claire Moullet, Beisitzerin beim Bezirksgericht Broye,
- > Joe Genoud, Ersatzbeisitzer beim Arbeitsgericht des Vivisbachbezirks.

Der Rat spricht diesen Personen, von denen einige auf eine langjährige Amtsdauer zurückblicken können, seinen aufrichtigen Dank für ihren Einsatz im Dienst der Freiburger Justiz aus.

1. Bezirksgericht Saane

a. Zivilgericht

Der Rat hat die Entwicklung der Situation eines Gerichtspräsidenten, der mit einigen Dossiers im Rückstand war, weiter verfolgt. Obwohl es diesem gelungen ist, seinen Rückstand nach und nach aufzuarbeiten, muss die Angelegenheit auch 2013 weiter beobachtet werden.

b. Arbeitsgericht

Seit Februar verfügt dieses Gericht in der Person von Benoît Chassot über einen zusätzlichen Präsidenten. Dieser widmet ebenfalls einen Teil seiner Arbeitszeit den Strafsachen. Gleichzeitig wurde Caroline Gauch als Nachfolgerin von Liliane Hauser zur Präsidentin zu 10 % für die deutschen Angelegenheiten gewählt. Der Rat hat sie überdies als Stellvertreterin des französischen Präsidenten ernannt, Amt das seit dem Rücktritt von Jérôme Delabays vakant war. Ausserdem wollte Gerichtspräsident François-Xavier Audergon seine Stellvertretung ab dem 29. Februar 2012 nicht mehr weiterführen. An seine Stelle hat der Rat den Gerichtspräsidenten Laurent Schneuwly ernannt.

Die Behörde verfügt per 2013 über ein zusätzliches Pensum von 0.1 VZE Richterstelle.

c. Strafgericht und Wirtschaftsstrafgericht

Wie im Bericht 2011 angekündigt, wurden im März und Oktober auf Antrag des Präsidenten Alain Gautschi zur Verstärkung des Wirtschaftsstrafgerichts fünf zusätzliche Beisitzer/-innen gewählt. Dadurch sollte nun die Arbeitslast der Beisitzer/-innen verringert werden. Die Dotierung des Sekretariats des Präsidenten Gautschi (80%) erweist sich jedoch als unzureichend und müsste neubeurteilt werden, zumal dieses nicht nur die Angelegenheiten des Wirtschaftsstrafgerichts, sondern auch die deutschen Zivil- und Strafsachen des Bezirksgerichts Saane bearbeiten muss.

Ferner müsste eine Lösung angestrebt werden, um dem Präsidenten Chassot dauerhaft ein Sekretariat zur Verfügung zu stellen.

Camille Bavaud ist Ende 2012 aus Altersgründen von seinem Amt zurückgetreten. Der Rat wünscht ihm einen angenehmen Ruhestand und dankt ihm für seinen langjährigen Einsatz beim Wirtschaftsstrafgericht.

2. Bezirksgericht Greyerz

Die 2011 festgestellte Überlastung bestätigt sich auch 2012. Besorgt über die Situation dieses Gerichts, hat der Rat anfangs Sommer eine Zwischeninspektion durchgeführt. Nachdem festgestellt wurde, dass die Überlastung hauptsächlich eine Magistratsperson dieser Behörde betrifft, hat der Rat die Übrigen ersucht, die Dossierzuteilung anzupassen, um die betroffene Person zu entlasten. Dank der Solidarität aller Magistratspersonen und dem Einsatz aller Mitarbeiter/-innen konnte eine gute Dossierabwicklung beibehalten werden. Den Stellvertretenden Präsidenten, die ebenfalls mit einer beachtlichen Arbeitslast konfrontiert sind, war es nicht möglich, das Bezirksgericht Greyerz zusätzlich zu unterstützen. Per 2013 wurde dieser Behörde neu eine 50%-Richterstelle zugesprochen. Dadurch sollten die Rückstände aufgeholt und in eine gewisse Ausgeglichenheit zurückgefunden werden.

Um den stark beanspruchten Beisitzer/-innen einen besseren Turnus ermöglichen zu können, hat das Bezirksgericht Greyerz zwei zusätzliche Beisitzer/-innen beantragt. Dementsprechend wurden im November 2012 Nicole Fragnière-Morard und Jean-Pierre Repond gewählt. Sie werden das Gericht ab dem 1. Januar 2013 unterstützen. René Grandjean ist per 31. August 2012 aus seinem Amt als Vizepräsident zurückgetreten. Er wurde am 15. Dezember 2009 in dieses Amt gewählt, um die Gerichtspräsidenten insbesondere in Rechtsöffnungsverfahren zu entlasten und die Arbeitskraft dieser Behörde zu verstärken. Er bleibt dem Gericht nunmehr als Beisitzer erhalten. Der Rat spricht ihm für die geleistete Arbeit seinen Dank aus.

Das bereits seit 2009 bestehende Problem der Räumlichkeiten bleibt ungelöst.

3. Übrige Bezirksgerichte

Hier gilt es, die Zunahme der Angelegenheiten und deren Komplexität beim Bezirksgericht Broye zu betonen, die einen verstärkten Einsatz der Präsidenten und der Gerichtsschreiber/-innen erfordern. Das Bezirksgericht Vivisbach verzeichnet ebenfalls eine Erhöhung der neuen Angelegenheiten von 20 %.

Der Rat hat keine besonderen Bemerkungen bezüglich der übrigen Bezirksgerichte vorzubringen.

2.2.1.4. *Zwangsmassnahmengericht*

Diese Behörde gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen. Sie wiederholt den bereits 2011 geäußerten Wunsch, über einen zweckmässigeren Anhörsaal in der Nähe ihrer Büros zu verfügen.

2.2.1.5. *Jugendstrafgericht*

Diese gut funktionierende Behörde gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen.

Jean-Marcel Juriens, Beisitzer, ist aus Altersgründen aus seinem Amt zurückgetreten. Ferner hat Jean-Pierre Levrat sein Amt als Ersatzbeisitzer niedergelegt. Der Rat spricht ihnen an dieser Stelle seinen Dank für ihre langjährige Tätigkeit im Dienst dieser Behörde aus.

2.2.1.6. *Friedensgerichte*

Die Friedensgerichte standen 2012 für den Rat aus verschiedenen Gründen im Mittelpunkt. Wie bereits im letzten Bericht erwähnt, nimmt das Arbeitsvolumen dieser bürgernahen Gerichtsbehörde stetig zu. Die Friedensgerichte waren bereits bei Einführung des Systems der hauptberuflichen Richter im Jahr 2008 unzureichend dotiert und sind trotz der ihnen seither zugesprochenen personellen Verstärkung nicht mehr in der Lage, unter zufriedenstellenden Bedingungen zu arbeiten. Die Mitglieder dieser Behörden sind mit einer konstanten Arbeitsüberlastung und einer zunehmenden Komplexität der ihnen zufallenden Angelegenheiten konfrontiert. Sie stehen unter permanentem Druck und leisten zwangsläufig zahlreiche Überstunden, um ihre Verpflichtungen zu erfüllen. Im Übrigen haben mehrere Friedensgerichte Alarm geschlagen und darauf hingewiesen, dass ihre Mitarbeiter/-innen an ihre Grenzen gelangt sind und sie sich um deren Gesundheit

sorgen machen. Der Rat hat den Staatsrat im Sommer auf diese Situation aufmerksam gemacht und ihn gebeten, dafür zu sorgen, dass im kommenden Jahr alle Friedensgerichte ausreichend dotiert sind, dies hinsichtlich der hiervor beschriebenen Lage sowie der neuen Aufgaben der Friedensgerichte im Zusammenhang mit dem Inkrafttreten des neuen Kindes- und Erwachsenenschutzrechtes. Diese neue Gesetzgebung erneuert das ganze Vormundschaftsrecht und wird in der Tat Auswirkungen auf die Organisation der Friedensgerichte haben, zumal das kantonale Einführungsgesetz diese als Schutzbehörde bezeichnet. Als solche müssen die Friedensgerichte über Mitglieder mit ausgewiesenen Kompetenzen in verschiedenen Fachbereichen verfügen, damit die Fälle nach den jeweiligen Bedürfnissen behandelt werden können. Der Rat hat deshalb im Sommer alle Friedensgerichte konsultiert, um die Fachkompetenzen ihrer Beisitzer/-innen zu ermitteln. Aufgrund der entsprechenden Rückmeldungen hat er ab August wiederholt zahlreiche Ämter für Beisitzer/-innen mit den vom Gesetz verlangten sehr spezifischen Ausbildungsanforderungen, insbesondere im Gesundheitswesen, zur Bewerbung ausgeschrieben. Angesichts der Schwierigkeit, entsprechende Kandidatinnen und Kandidaten zu finden, hat der Rat sowohl die Presse als auch diverse betroffene Stellen (Spitäler, Arbeitgeberverbände, Gesellschaft für Medizin usw.) informiert. Trotz dieser Massnahmen konnten noch nicht alle Friedensgerichte gemäss den Bestimmungen des Gesetzes über den Kindes- und Erwachsenenschutz (KESG) dotiert werden. Anfang 2013 werden erneute Ausschreibungen stattfinden.

Der Rat stellt ausserdem mit Erleichterung fest, dass der Grosse Rat im Budget 2013 eine Erhöhung von 1.8 VZE, aufgeteilt auf die Friedensgerichte des Saane-, des Greyerz-, des Glâne-, des Broye- und des Vivisbachbezirks, gewährt hat (siehe hiernach).

Die Probleme im Zusammenhang mit der Einführung des Informatiksystems Tribuna V3 sind noch nicht bei allen Friedensgerichten gelöst. So ist es immer noch nicht möglich, für den ganzen Kanton verlässliche und einheitliche Statistiken vorzulegen. Diese Situation darf nicht länger andauern.

Trotz der erwähnten Vielzahl und Komplexität der Angelegenheiten gilt es jedoch zu betonen, dass die Friedensgerichte insgesamt keine nennenswerten Rückstände zu beklagen haben. Dies ist vor allem dem grossen Einsatz der Magistraten und deren Mitarbeiter/-innen zu verdanken.

1. Friedensgericht des Saanebezirks

Im Februar 2012 wurde Mélanie Imhof zur neuen Friedensrichterin zu 80% gewählt. Sie war bereits vom 1. Juli bis 31. Dezember 2011 als Friedensrichterin ad hoc tätig und konnte ihr Amt somit sofort antreten. Aufgrund ihrer Schwangerschaft musste sie von Juni bis zum 31. Dezember durch Anne-Laure Simonet vertreten werden. Diese wurde durch den Rat für die Dauer des Mutterschaftsurlaubs zur Friedensrichterin ad hoc ernannt.

Dieses Friedensgericht ist überlastet, verzeichnet Rückstände in der Rechnungsprüfung und es fehlt ihm an Arbeitskräften. Eine beunruhigende Situation, die den Rat dazu veranlasst hat, im Dezember ein Verfahren (Art. 101 Abs. 4 JG) zu eröffnen. Ab 2013 wird dieses Friedensgericht über zusätzlich 0.7 VZE verfügen, aufgeteilt in je 10% für Violaine Monnerat und Wanda Suter und 50 % für die Gerichtsschreiberei.

Die Schwierigkeiten mit dem Informatiksystem dauern an. Diese werden jedoch geprüft. Zudem bringt die Dienststelle SITEL Korrekturen an. Man hat ausserdem provisorisch und im Teilzeitpensum eine Person beschäftigt, die manuelle Korrekturen vornimmt.

2. Friedensgericht des Sensebezirks

Aufgrund interner Probleme an diesem Friedensgericht wurde Ende 2011 ein Verfahren (Art. 101 Abs. 3 JG) eröffnet. Im Anschluss hat der Rat am 26. März 2012 ein Disziplinarverfahren gegen den Friedensrichter Francis Schwartz eingeleitet, nachdem der Grosse Rat die Immunität des Friedensrichters wegen Verdacht auf Diebstahl aufgehoben hat. Am darauffolgenden 2. April hat der Rat den Friedensrichter bis zum gerichtlichen Urteil im vorgenannten Strafverfahren von seinem Amt enthoben. In einer ersten Phase wurde die entsprechende Stellvertretung durch die Friedensrichterinnen des See- und Saanebezirks, Claudine Lerf und Wanda Suter, wahrgenommen. Danach hat der Rat für die Dauer vom 15. Mai bis 15. November 2012 die Beisitzer Heinrich Meier und Erwin Schneiter zu Friedensrichtern ad hoc des Sensebezirks zu 40% und 60% ernannt. Dank ihrer grossen Erfahrung im Bereich des Friedensgerichts, ihrem Einsatz und der Mitwirkung aller Mitarbeiter/-innen konnte der gute Betrieb dieser Behörde trotz den in diesem Jahr durchlebten Turbulenzen gewährleistet werden. Der Rat spricht ihnen an dieser Stelle seinen aufrichtigen Dank für die geleistete Arbeit aus. Da der Rat nicht befugt ist, solche Ernennungen für eine weitere Dauer zu verlängern und das Strafverfahren gegen den Friedensrichter Francis Schwartz bei Ablauf der Amtsdauer der beiden Friedensrichter ad hoc noch nicht abgeschlossen war, hat er in Absprache mit der Justizkommission eine geeignete Person gesucht, die bereit war, dieses Amt für eine befristete Dauer auszuüben. So wurde am 6. November 2012 die Gerichtsschreiberin des Friedensgerichts, Theodora Tsavdaridis, vom Grossen Rat zur Friedensrichterin gewählt, dies bis zur Rückkehr des ordentlichen Richters, jedoch für eine Minimaldauer von sechs Monaten.

Ausserdem hat Erwin Schneiter die im Gesetz vorgeschriebene Altersgrenze erreicht und seine Tätigkeit als Beisitzer per 31. Dezember 2012 niedergelegt. Der Rat wünscht ihm nach seinem grossen Einsatz, den er nicht nur in diesem Jahr, sondern bereits in den vorhergehenden Jahren geleistet hat, einen angenehmen Ruhestand.

3. Friedensgericht des Greyerzbezirks

Das Jahr 2012 war auch für diese Behörde von zahlreichen Turbulenzen gezeichnet.

Wie bereits 2011 hat der Rat die administrativen Abläufe in dieser Behörde weiter beobachtet. Er hat in Folge ein Verfahren (Art. 101 Abs. 3 JG) sowie ein Disziplinarverfahren (Art. 104 JG) gegen den Friedensrichter Jean-Joseph Brodard eröffnet. Diese Massnahmen erfolgten hinsichtlich der Auseinandersetzungen, die der Friedensrichter mit den Strafbehörden aufgrund mehrerer im Februar 2012 begangener Verstösse gegen das Strassenverkehrsgesetz hatte. Im Anschluss an das Strafurteil der Staatsanwaltschaft hat der Rat dem Friedensrichter des Greyerzbezirks einen am 17. November 2012 in Kraft getretenen Verweis (Art. 105 JG) erteilt.

Die seit September 2011 krankgeschriebene Friedensrichterin Marie-Andrée Grandjean hat per 1. Juli 2012 ihren Anspruch auf vorzeitige Pensionierung geltend gemacht. Die Stellvertretung von Frau Grandjean bis zum Amtsantritt der neugewählten Friedensrichterin Marie-Laure Paschoud Page wurde durch die Friedensrichter des Saane- und Vivisbachbezirks sowie bis zum 31. Mai 2012 durch Anne-Laure Simonet, Friedensrichterin ad hoc, gewährleistet.

Um eine Verschlechterung der Situation dieses Friedensgerichts, das mit einem beträchtlichen Arbeitsvolumen sowie mit personellen Problemen konfrontiert ist, zu vermeiden, hat der Rat beim Staatsrat den dringlichen Budgetantrag für die Anstellung von zusätzlichen Arbeitskräften für das zweite Semester 2012 unterstützt. So konnte das Gericht bis zum Jahresende zusätzlich durch eine Sekretärin, einen Stellvertretenden Gerichtsschreiber sowie einen Gerichtsschreiber-Praktikanten unterstützt werden.

Das 2011 hinsichtlich innerbetrieblicher Probleme eröffnete Verfahren (Art. 101 Abs. 4 JG) wurde wegen mangelnder Gründe klassiert.

4. Friedensgericht See

Die Arbeitslast dieser Behörde wird als extrem hoch eingestuft. Zusätzlich zu den bestehenden 3 VZE wird diesem Gericht 2013 für eine befristete Dauer eine Unterstützung von 0,8 VZE zu Verfügung gestellt.

5. Friedensgericht des Glanebezirks

Dieses Friedensgericht gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen. Die Friedensrichterin Jacqueline Bourqui wird ihr Arbeitspensum 2013 um 15 % erhöhen, d.h. von 65 auf 80%. Antoinette Charrière ist per Ende 2012 von ihrem Amt als Beisitzerin zurückgetreten. Ihr sei an dieser Stelle für ihren Einsatz bei dieser Behörde gedankt.

6. Friedensgericht des Broyebezirks

Seit mehreren Jahren leisten die Friedensrichterin Sylviane Sauter sowie ihre Gerichtsschreiberin eine Vielzahl von Überstunden. Während die Überstunden der Gerichtsschreiberin mit einem Zuschlag von 25% entlohnt werden, hat die Richterin aufgrund ihres Status überhaupt keinen Anspruch auf Vergütung. Die Friedensrichterin wird ihr Arbeitspensum per 1. Januar 2013 um 15% erhöhen und somit im Vollzeitpensum arbeiten.

7. Friedensgericht des Vivisbachbezirks

Dieses Friedensgericht gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen. Die Friedensrichterin Sylviane Périsset Gantner wird ihr Arbeitspensum 2013 um 10% erhöhen, d.h. von 65 auf 75%. Jacqueline Vuichard-Sonney hat ihr Amt als Beisitzerin per 15. November 2012 niedergelegt. Der Rat spricht ihr für die geleistete Arbeit seinen aufrichtigen Dank aus.

2.2.1.7. *Oberämter*

In diesem Jahr hat man eine spürbare Erhöhung der gerichtlichen Angelegenheiten bei den Oberämtern des Glane-, See- und Greyerzbezirks festgestellt. Das Oberamt des Vivisbachbezirks wünscht ausserdem, dass die Frage hinsichtlich des Bezugs eines Juristen bei den Oberämtern, die bis anhin über keinen solchen verfügen, geklärt wird.

2.2.1.8. *Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen*

Die Zahl der Schlichtungen vor diesen Kommissionen ist allgemein hoch. Der Rat hat die Mietgerichte ersucht, die Kommission über die Entscheide, die in den durch die Schlichtungskommissionen weitergeleiteten Angelegenheiten gefällt wurden, zu informieren. Seit diesem Jahr verfügt die Kommission des Saanebezirks über neue Räumlichkeiten an der Rue Joseph-Piller 13 in Freiburg. Den Rat beschäftigt zudem weiterhin, dass bei der Kommission für den Süden des Kantons zwei mietervertretende Beisitzerämtern, die als Rechtsanwälte in derselben Kanzlei tätig sind.

Im vergangenen Tätigkeitsjahr hat Ingo Schafer, Beisitzer Mietervertreter, sein Amt bei der Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Sense- und Seebezirks niedergelegt. Der Rat dankt ihm für seinen Einsatz und seine Disponibilität.

2.2.1.9. *Aufsichtskommission im Bereich der fürsorglichen Freiheitsentziehung*

Diese Kommission unterliegt nicht der Aufsicht des Rates. Dieser ist jedoch für die Ausschreibung der vakanten Ämter der Kommission zuständig und nimmt zuhanden des Grossen Rates zu den diesbezüglichen Kandidaturen Stellung. Diese Kommission hat 2012 ihr letztes Tätigkeitsjahr abgeschlossen und wird per 1. Januar 2013 mit Inkrafttreten des neuen Kindes- und Erwachsenenschutzrechtes aufgehoben.

2.2.1.10. Rekurskommission der Universität

Trotz der hinsichtlich Zusammensetzung dieser Kommission angetroffenen Schwierigkeiten funktioniert diese gut. Die Revision des Gesetzes über die Universität ist derzeit im Gang und sollte diese Probleme lösen. Bis zum Inkrafttreten dieser Revision und um die Wahl von Mitgliedern aus dem Kreis der Studierenden zu erleichtern, hat der Rat beschlossen, solche Kandidatinnen und Kandidaten gemäss Art. 7 Abs. 3 JG von der Wohnsitzpflicht im Kanton zu entbinden.

Im Verlauf dieses Jahres haben Christof Bergamin und Alexander Wellinger, Beisitzer Vertreter der wissenschaftlichen Mitarbeiter/-innen, Marco Borghi, Beisitzer Vertreter der Professorinnen/ Professoren, sowie Sandro Cramer und Katja Furrer, Beisitzer/-in Vertreter/-in der Studierenden, ihr Amt niedergelegt.

Gewählt wurden Marius Osterfeld, Beisitzer Vertreter der wissenschaftlichen Mitarbeiter/-innen, Michel Heinzmann, Beisitzer Vertreter der Professorinnen/Professoren, und Fabien Truffer, Beisitzer Vertreter der Studierenden.

2.2.2. Disziplinaraufsicht

	Neu erfasste Dossiers	Vom ver- gangenen Jahr über- tragene Dossiers	Total Dossiers	An andere Behörden weiterge- leitete Dossiers	Ohne Schriften- wechsel ab- geschlossene Dossiers	Nach Schrif- tenwechsel/ Untersuchung abgeschlossene Dossiers	Ins folg. Jahr über- tragene Dossiers
2009	30	2	32	3	15	13	1
2010	27	1	28	2	16	7	3
2011	18	3	21	-	10	8	3
2012	27	3	30	2	17	6	5

Die 2011 festgestellte Abnahme der neuen Anzeigen kann nicht bestätigt werden. Die Zahl der Anzeigen ist wieder auf die Höhe der vergangenen Jahre angestiegen.

Das 2011 gemäss Art. 101 Abs. 4 JG betreffend das Friedensgericht des Greyerzbezirks eröffnete Verfahren wurde geschlossen. Das ebenfalls im letzten Jahr gegen das Friedensgericht des Sensebezirks eröffnete Verfahren sowie das Ende März 2012 gegen dessen Friedensrichter eingeleitete Disziplinarverfahren (vgl. Punkt 2.2.1.6./2. hiervor) sind noch offen. Hier wird auf das gerichtliche Urteil in dem gegen diesen Magistraten laufenden Strafverfahren gewartet. Schliesslich hat der Rat erstmals einem Magistraten nach einem Disziplinarverfahren einen Verweis erteilt (vgl. Punkt 2.2.1.6/3. hiervor).

Die im Jahr 2012 aufgrund verschiedener Verfahren notwendigen Untersuchungen hatten für die Ratsmitglieder einen beträchtlichen Mehraufwand zur Folge. Es ist nicht auszuschliessen, dass das Kollegium künftig die Untersuchung gewisser Fälle an externe Personen delegieren muss.

2.3. Ernennungen

Es gilt, daran zu erinnern, dass der Rat nur in Ausnahme- und Notsituationen befristete Ernennungen im Sinne von Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG vornehmen kann. Ausserdem ist der Rat nicht befugt, eine solche Massnahme für dasselbe Amt nach Ablauf einer Maximaldauer von sechs Monaten zu wiederholen. 2012 hat der Rat drei solcher Ernennungen, die ausschliesslich die Friedensgerichte betrafen, durchgeführt. Diese wurden bereits hiervor erwähnt. Es wird daher betreffend Anne-Laure Simonet auf Punkt 2.2.1.6./1. sowie Heinrich Meyer und Erwin Schneiter auf Punkt 2.2.1.6./2., verwiesen.

Der Rat hat ausserdem in Anwendung von Art. 22 JG folgende Stellvertreter/-innen ernannt: Laurent Schneuwly und Caroline Gauch zu Stellvertretenden Präsidenten des Arbeitsgerichts des Saanebezirks als Nachfolge von François-Xavier Audergon und Jérôme Delabays, sowie Peter Rentsch zum Stellvertretenden Präsidenten der Aufsichtscommission im Bereich der fürsorglichen Freiheitsentziehung. Auf derselben Grundlage hat er, wie bereits unter Punkt 2.2.1.2 hiervoor erwähnt, vier Staatsanwälte ad hoc ernannt.

2.4. Ausbildung

Wie bisher empfiehlt der Rat, den neu gewählten Magistraten, die von der Schweizerischen Richterakademie angebotene zweijährige Weiterbildung in Luzern und Neuenburg zu absolvieren. Für das 2013 beginnende Modul haben sich bereits Alexandra Rossi Carré und Benoît Chassot, Präsident/-in des Bezirksgericht Saane eingeschrieben. Die Staatsanwältin Liliane Hauser ihrerseits wird ab 2013 ebenfalls eine Ausbildung in Wirtschaftsstrafrecht bei der Hochschule Luzern absolvieren. Diese Magistraten haben alle mit dem Personalamt Rückerstattungsvereinbarungen abgeschlossen.

2.5. Mitteilungen

Am 1. Juni 2012 hat anlässlich der Veröffentlichung des Jahresberichts des Justizrates eine Pressekonferenz stattgefunden. Im Januar wurde, nach Abschluss eines gegen eine Staatsanwältin aufgrund einer Anzeige eines Cabaretbetreibers eröffneten Disziplinarverfahrens, eine Medienorientierung durchgeführt. In diesem Verfahren wurden keine Sanktionen ausgesprochen. Ferner gab die Suspendierung des Friedensrichters des Sensebezirks im April 2012, die Ernennung der beiden Friedensrichter ad hoc für diesen Bezirk im Mai, der im November 2012 dem Friedensrichter des Greyerzbezirks erteilte Verweis sowie mehrere Ernennungen von Staatsanwälten ad hoc (vgl. 2.3. hiervoor) Anlass zu Medienmitteilungen. Der Rat hat Ende September 2012 ebenfalls über die Presse auf die Ausschreibung der verschiedenen in allen Friedensgerichten des Kantons zu besetzenden spezialisierten Beisitzer/-innen-Ämter aufmerksam gemacht.

In den vergangenen Jahren gingen sowohl der Rücktritt mehrerer emeritierter hauptberuflicher Magistraten sowie die Wahl der neuen Richter von den Medien praktisch unbeachtet vonstatten. Das Kantonsgericht, die Sicherheits- und Justizdirektion sowie der Justizrat haben deshalb beschlossen, diese Lücke mit einer neuen Verfahrensweise zu schliessen und die Wichtigkeit der gerichtlichen Tätigkeit hervorzuheben. Als Aufsichtsbehörde der Gerichtsbehörden gibt der Justizrat künftig beim Rücktritt eines Magistraten Medienmitteilungen heraus. Der Grosse Rat kümmert sich seinerseits um die entsprechende Veröffentlichung der Wahl der neuen Richter/-innen.

Die Reglemente über die Organisation der Gerichtsbehörden werden Anfang 2013 auf der Internetseite der richterlichen Gewalt sowie in Kurzfassung in der Amtlichen Sammlung (ASF) veröffentlicht.

2.6. Verschiedenes

2.6.1. Vernehmlassungen - Fragen

Der Rat hat zum Vorentwurf des KESG, zur Revision des JG und zur Änderung des Straf- sowie des Militärstrafgesetzes Stellung genommen. Er wurde zudem zum Reglement über die Information der Öffentlichkeit durch die Gerichtsbehörden, zur Teilrevision des Gesetzes über die Universität, zum Gesetz über die Fachhochschule der Westschweiz, zum internen Reglement über die Organisation des Kantonsgerichts sowie zum Vorentwurf der Verordnung über das KESG konsultiert.

Er hat überdies drei parlamentarische Fragen beantwortet. Die erste betraf die Aufgabe der Beisitzer/-innen und Ersatzbeisitzer/-innen im Freiburger Rechtssystem; die zweite eine Stellungnahme des Rates betreffend einen Kandidaten für ein hauptberufliches Richteramt und die dritte die Veröffentlichung persönlicher Daten in einem Urteil im Bereich unentgeltlicher Rechtspflege in einer Zivilsache im Amtsblatt.

2.6.2. Stellungnahmen

Die Gesetzgebung beauftragt den Rat, dafür zu sorgen, dass die Gerichtsbehörden gemäss den gesetzlichen Bestimmungen zusammengesetzt sind. Der Rat begutachtet die Bewerbungen, insbesondere gestützt auf die Ausbildung und berufliche Erfahrung. Er gibt lediglich für die Kandidaturen eine positive Stellungnahme ab, die die gesetzlichen Anforderungen am Besten erfüllen. Der Grosse Rat hat jedoch in diesem Tätigkeitsjahr ungeachtet der vom Rat empfohlenen Kandidaturen, trotzdem Personen, die nicht über die verlangten Ausbildungen verfügen, den Vorzug gegen. Diese Situation ist sowohl für die betroffene Behörde, der ein Mitglied zugeteilt wird, das mangels Fachkenntnisse nicht eingesetzt werden kann, sowie für die Kandidatinnen und Kandidaten, die folglich nur selten berufen werden, bedauerlich. Um solche Fälle zu vermeiden, geht der Rat nunmehr bei der Ausarbeitung seiner Stellungnahmen strikter vor und erklärt künftig Kandidatinnen und Kandidaten, die den ausgeschriebenen Anforderungen des Amtes, insbesondere im Zusammenhang mit den Anforderungen des KESG, nicht entsprechen, als nicht wählbar.

2.6.3. Verwandtschaft zwischen Mitgliedern innerhalb einer Behörde

Im Herbst wurde der Rat im Rahmen von richterlichen Wahlen auf Fälle von Unvereinbarkeit aufgrund verwandtschaftlicher Beziehung aufmerksam gemacht, in denen mehrere Personen ihre Kandidatur zurückziehen mussten. Um auszuschliessen, dass solche Konstellationen innerhalb der verschiedenen Gerichtsbehörden bestehen, hat der Rat eine ausgedehnte Untersuchung durchgeführt und die Gerichtsbehörden gebeten, die verwandtschaftlichen Verbindungen unter den Mitgliedern gestützt auf Art. 16 JG zu prüfen. Die Ergebnisse dieser Untersuchung liegen Anfang 2013 vor.

2.6.4. Beisitzer/-innen

Es wird allgemein festgestellt, dass das Beisitzer/-innen-Amt von der Bevölkerung, die sich nicht über die Aufgabe dieser Richtersdiener/-inner bewusst ist, weitgehend verkannt wird. Der Rat bemüht sich, diese nebenberuflichen Richterämter insbesondere im Rahmen ihrer Ausschreibung besser zu durchleuchten.

2.6.5. Stationäres Behandlungszentrum Marsens und Kinder- und Jugendpsychiatrischer Dienst

Es wird daran erinnert, dass die Gerichtsbehörden 2010 auf Probleme hinsichtlich Disponibilität, Organisation und Kommunikation mit dem Stationären Behandlungszentrum Marsens und/oder dem Kinder- und Jugendpsychiatrischen Dienst hingewiesen haben. Der Staatsrat hat den Rat im April über die anzuwendenden Lösungen informiert, welche den Erwartungen der Gerichtsbehörden besser entsprechen sollten. Trotz dieser Massnahmen haben sich einige Gerichtsbehörden auch im Verlauf des Tätigkeitsjahres 2012 über Probleme im Umgang mit diesen Diensten beschwert.

II. Les autorités judiciaires

Considérant que le rapport annuel sur l'administration de la justice a valeur de document d'archive reflétant la marche de la justice du canton, le Conseil de la magistrature y insère désormais les rapports des différentes autorités in extenso.

1. Le Tribunal cantonal

—

1.1. Partie générale

1.1.1. Remarques générales

1.1.1.1. Administration de la justice

Durant l'année 2012, le Tribunal plénier s'est réuni à huit reprises et la Commission administrative à onze reprises. Plusieurs décisions d'ordre administratif ont, de plus, été prises par voie de circulation.

Le Tribunal plénier et la Commission administrative se sont occupés des tâches générales de gestion, relatives notamment au personnel et au budget, ont traité de questions de compétences et pris position lors de diverses consultations. Par ailleurs, des délégations du Tribunal cantonal ont notamment participé à la Conférence de presse vouée à la présentation du rapport annuel du Tribunal cantonal, à une rencontre avec Impressum-Fribourg et à la deuxième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral. Enfin, les juges cantonaux ont procédé aux traditionnelles inspections annuelles, sur délégation du Conseil de la magistrature.

Dans le cadre du projet de réorganisation du Tribunal cantonal en vue de la réunion physique des trois sections, il a été décidé de créer une Commission des services centraux - constituée par les deux Greffiers-chefs et la Cheffe de projet - qui a été chargée des tâches administratives (budget, planification financière, personnel, organisation des processus et développement du projet) jusqu'à la nomination du Secrétaire général du Tribunal cantonal. Cette commission a permis une meilleure circulation des informations sur les deux sites du Tribunal cantonal et a amélioré sensiblement la gestion unifiée du tribunal.

Les travaux liés à la transformation du bâtiment de l'ancien Prieuré des Augustins ont continué à progresser sans surprise particulière, le Tribunal cantonal participant activement à la commission de bâtisse et à la sous-commission de chantier. Une visite du chantier a été organisée pour l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs en date du 21 juin 2012. Compte tenu de l'avancement des travaux, le déménagement des trois sections est prévu actuellement pour l'automne 2013.

Durant l'année 2012, le Tribunal cantonal a également élaboré deux règlements importants pour son activité: le Règlement du Tribunal cantonal du 21 juin 2012 sur l'information du public en matière judiciaire (RTCInf; RSF 17.53), entré en vigueur le 1er septembre 2012, lequel englobe les dispositions sur la chronique judiciaire, et le Règlement du Tribunal cantonal du 22 novembre 2012 précisant son organisation et son fonctionnement (RTC; RSF 131.11), entré en vigueur le 1er janvier 2013.

Sous l'angle informatique, le dernier trimestre de l'année a été marqué par le début de la préparation du passage du Tribunal cantonal de Tribuna 2000 (outil de gestion de dossiers) à Tribuna V3. Sous la direction du Comité de pilotage (COPIL), présidé par la Cheffe de projet Isabelle Emmenegger et dont font partie les deux Greffiers-chefs Muriel Zingg et Henri Angéloz, des comités de projets (COPRO), constitués de collaboratrices et collaborateurs du Tribunal cantonal (cheffes de bureau, secrétaires comptables, greffiers) ont été mis en place, afin de préparer la migration des données qui se déroulera en mars 2013.

Suite à la démission de la Cheffe de projet pour le 31 octobre 2012, il a été décidé de lancer immédiatement la mise au concours du poste de Secrétaire général du Tribunal cantonal. Frédéric Oberson a été choisi, après une procédure d'assessment, pour assumer cette fonction et a débuté son activité le 3 janvier 2013.

La fin de l'année 2012 a vu en outre la suppression du système des assesseurs pour la Cour fiscale et la Cour des assurances sociales. En effet, dès le 1er janvier 2013, ces cours siègent également avec trois juges professionnels. Cela engendre dès lors une réorganisation importante au sein de la section administrative du Tribunal cantonal, avec notamment la création d'une deuxième Cour des assurances sociales et une charge de travail supplémentaire pour tous les juges de la section.

Enfin, les mesures extraordinaires qui avaient été attribuées à la Cour des assurances sociales en 2009 et 2010 ont également pris fin au 31 décembre 2012, entraînant notamment la non-reconduction des contrats de quatre greffiers-rapporteurs. S'il faut noter qu'une bonne partie du retard dans le traitement des affaires de cette cour a été assaini au bénéfice de ces mesures temporaires, la situation reste préoccupante au vu de son importante charge de travail ordinaire et de l'augmentation du nombre d'affaires enregistrées en 2011 et 2012. Il est à craindre que, même sous cette nouvelle organisation, la capacité de liquidation des deux cours des assurances sociales ne soit pas suffisante.

1.1.1.2. Volume des affaires

La charge de travail du Tribunal cantonal est restée très importante en 2012. Chacune des trois sections a connu une augmentation du nombre des affaires enregistrées (+ 10 dossiers [+ 0,85 %] pour la section civile, + 24 dossiers [+ 6,4 %] pour la section pénale et + 138 dossiers [+ 12,7 %] pour la section administrative), étant rappelé que la section civile avait connu une véritable explosion de recours en 2011 (+ 52 %).

Pour plus de détails et d'explications, on peut renvoyer aux chiffres 1.1.2.1.1., 1.1.2.1.2. et 1.1.2.2. à 1.1.2.13. ci-après.

1.1.2. Activité juridictionnelle

1.1.2.1. En général

1.1.2.1.1. Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les trois sections

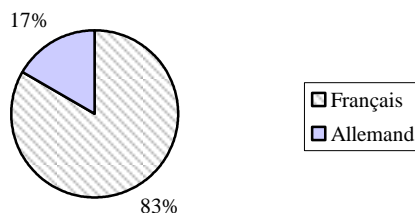
Tribunal cantonal

Statistique générale	2012	2011	2010
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	1343*	1364	1458*
b) affaires enregistrées	2812	2650	3489
c) affaires liquidées	2968	2670	3583
d) affaires pendantes au 31 décembre	1209	1344	1364

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12 et le 01.01 s'explique par le fait que des dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques.

Langue des affaires liquidées

Le Tribunal cantonal a rendu 2454 décisions en français et 492 en allemand, sans compter les 22 consultations législatives dans lesquelles le Tribunal plénier a pris position.



Section civile

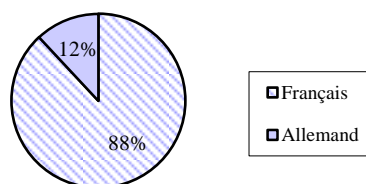
Statistique générale	2012	2011	2010
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	229	129*	117*
b) affaires enregistrées	1186	1176	774
c) affaires liquidées	1214	1076	761
d) affaires pendantes au 31 décembre	201	229	130*

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.2010 et le 01.01.2011 s'explique par le fait que des dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques.

Le nombre d'affaires enregistrées en **section civile** est resté stable par rapport à 2011 qui avait été marqué par une forte augmentation.

Langue des affaires liquidées

La section a rendu 1069 décisions en français et 145 en allemand.



Section pénale

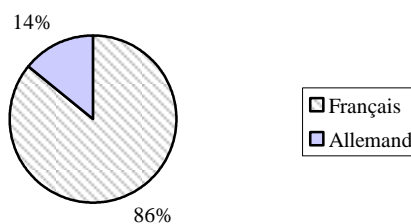
Statistique générale	2012	2011	2010
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	129*	108	131
b) affaires enregistrées	400	376	1437
c) affaires liquidées	384	354	1460
d) affaires pendantes au 31 décembre	145	130*	108

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.2011 et le 01.01.2012 s'explique par le fait que des dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques.

Si le nombre des affaires enregistrées en Cour d'appel pénal est stable, la Chambre pénale a connu une augmentation de 13 % des affaires portées à son rôle, d'où l'augmentation globale de 6 % des affaires de la section pénale par rapport à 2011 (pour des précisions à ce sujet, cf. commentaires ad 1.2.7 et 1.2.8 ci-après).

Langue des affaires liquidées

La section a rendu 330 décisions en français et 54 en allemand.



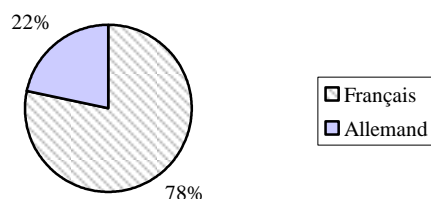
Section administrative

Statistique générale	2012	2011	2010
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	984	1127*	1206*
b) affaires enregistrées	1226	1088	1267
c) affaires liquidées	1348	1231	1347
d) affaires pendantes au 31 décembre	862	984	1126*

* La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12 et le 01.01 s'explique par le fait que l'état des dossiers a été modifié après l'impression des statistiques.

Langue des affaires liquidées

La section a rendu 1055 décisions en français et 293 en allemand.



Le nombre des nouvelles affaires enregistrées en 2012 auprès de la section administrative a augmenté de 138 dossiers (+ 12,5 %). La II^{ème} Cour enregistre la plus forte augmentation (+ 34 dossiers, soit + 29,5 %). La Cour des assurances sociales et la III^{ème} Cour connaissent également une augmentation sensible (respectivement + 62 affaires, soit + 14,5 % et + 32 affaires, soit + 15 %). La Cour fiscale comptabilise quant à elle une augmentation de 14 dossiers (+ 8,5 %). En revanche, la I^{ère} Cour enregistre une très légère baisse des affaires (- 4 dossiers, soit - 2,5 %).

Au niveau de la répartition des causes, la Cour des assurances sociales comptabilise 1036 dossiers, ce qui représente 46,9 % des affaires pendantes en 2012 auprès de la section (dossiers pendants au 1^{er} janvier 2012 [544 dont 14 affaires d'aide sociale] et nouvelles affaires enregistrées [492 dont 45 affaires d'aide sociale] confondus). La Cour fiscale totalise 14,3 % des enregistrements (134 dossiers pendants et 183 nouvelles affaires), la III^{ème} Cour administrative 16 % (111 dossiers pendants et 242 nouvelles affaires) et la I^{ère} Cour administrative 12 % (106 dossiers pendants et 159 nouvelles affaires). Le solde de 10,8 % revient à la II^{ème} Cour administrative (89 dossiers pendants et 150 nouvelles affaires).

Il est à relever que le nombre d'affaires liquidées par l'ensemble de la section a augmenté (+ 117 dossiers) par rapport à l'exercice précédent. Le nombre d'affaires liquidées a été supérieur à celui des nouvelles causes enregistrées, ce qui a débouché sur une baisse de 122 dossiers pour les affaires pendantes au 31 décembre 2012 par rapport à celles pendantes au 31 décembre 2011.

D'autres informations détaillées sur l'activité des différentes Cours de la section ressortent de la partie statistique du présent rapport.

1.1.2.1.2. Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1 à 30 Jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I ^{ère} Cour d'appel civil	132	99	87	51	13	3
II ^{ème} Cour d'appel civil	66	171	69	27	10	1
Chambre des poursuites et faillites	146	34	3	0	0	0
Cour d'appel pénal	40	35	24	38	27	0
Chambre pénale	79	85	29	14	0	0
I ^{ère} Cour administrative	34	41	34	39	18	8
II ^{ème} Cour administrative	28	29	12	49	26	4
III ^{ème} Cour administrative	54	107	32	26	32	13
Cour fiscale	7	60	17	39	59	4
Cour des assurances sociales	56	91	63	45	164	157

En procédure civile, la durée du traitement d'une cause varie selon qu'elle est soumise à la procédure ordinaire, sommaire ou gratuite. S'agissant de la I^{ère} Cour d'appel civil, le dossier ne peut pas être remis au juge rapporteur avant le paiement de l'avance requise de la partie recourante (délai de trente jours susceptible de prolongations de même durée). Le traitement des affaires où les parties procèdent à l'assistance judiciaire à cause de leur indigence peut être plus rapide, aucune avance de frais n'étant requise dans ce cas. Ce calcul de la durée moyenne ne tient pas compte du fait que certaines causes n'ont pas pu être traitées plus rapidement en raison d'un motif de suspension (p. ex. à la suite de la faillite d'une partie, en vertu de l'art. 207 LP, ou dans l'attente d'une décision sur une demande de prestations de l'AI). Le nombre élevé de 157 affaires avec une durée de procédure de plus de 2 ans pour la Cour des assurances sociales s'explique par la surcharge de dite Cour. Il convient toutefois de relever que ce chiffre a fortement baissé par rapport à 2011 (257). En outre, le principe de célérité, s'il constitue un objectif important, ne saurait reléguer au second plan la réflexion qui doit présider à l'œuvre de justice.

Enfin, il paraît important de relever que, même si le Grand Conseil est responsable de l'allocation de moyens suffisants et que le pouvoir judiciaire fait au mieux avec ceux qu'il lui attribue, il est toutefois difficilement compréhensible pour le Tribunal cantonal que, malgré des besoins clairement établis, ses requêtes budgétaires successives ne soient pas agréées. Le Tribunal cantonal réitérera dès lors ses requêtes cette année.

1.1.2.1.3. Surveillance directe et déléguée

Inspections annuelles déléguées

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté les tribunaux des arrondissements de la Glâne, de la Broye, du Lac et de la Veveyse ainsi que quatre juges et le Greffier-chef du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine; une partie du Ministère public (dix procureurs); le Tribunal pénal des mineurs; l'Autorité de surveillance du registre foncier; les Commissions d'expropriation, de recours de l'Université, de recours en matière d'améliorations foncières, de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance, de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail et de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Sarine, de la Singine et du Lac ainsi que de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse. Il a aussi inspecté l'Office des faillites, les sept offices des poursuites, les sept préfectures, les justices de paix de la Sarine, de la Glâne et du Lac ainsi que la Chambre des tutelles de la Sarine, de la Gruyère et de la Singine.

Surveillance directe en matière tutélaire

Le compte rendu suivant vaut rapport au Grand Conseil, au sens de l'art. 10 al. 3 aLOT.

La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a inspecté les chambres des tutelles d'arrondissement et la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance (ci-après : CPLFA), dont elle avait la surveillance directe jusqu'à la fin de l'année 2012 (art. 7 aLOT).

De leur côté, les chambres des tutelles des tribunaux d'arrondissement ont inspecté la justice de paix de leur arrondissement. A notamment été signalée l'importante charge de travail qui résultera de l'adaptation des mesures actuelles au nouveau droit. Les Présidents de la Chambre des tutelles de l'arrondissement de la Sarine attirent aussi l'attention sur la surcharge endémique de la Justice de paix du cercle et du Service de l'enfance et de la jeunesse. S'agissant essentiellement de causes où la protection d'enfants est en jeu, la situation est selon eux alarmante, sans tenir compte des nouvelles compétences qui vont échoir aux justices de paix. Ces magistrats suggèrent que l'Autorité de surveillance avise les instances compétentes du fait que la situation est très proche du seuil critique.

Les membres et les greffiers des justices de paix ont suivi la formation mise sur pied par la Conférence des cantons en matière de protection des mineurs et des adultes (COPMA).

1. Privation de liberté à des fins d'assistance

453 décisions ont été rendues en la matière en 2012 et communiquées à la CPLFA. Celle-ci a connu de 53 demandes de contrôle judiciaire.

La CPLFA a inspecté les justices de paix en leur qualité d'autorités de placement.

Elle a transmis en fin d'année les dossiers de contrôle judiciaire pendants aux justices de paix, compétentes selon le nouveau droit pour le contrôle des placements ordonnés par un médecin.

Certaines justices de paix ont relevé que les médecins ne leur communiquaient pas leurs décisions de placement.

2. Autres mesures tutélaires

Récapitulatif des nouvelles mesures de tutelle ordonnées en 2012 dans le canton

A. Adultes				1.1. - 31.12.2012		
				féminin	masculin	Total
Interdiction	art. 369			20	13	33
Interdiction	art. 370			3	2	5
Interdiction	art. 371			0	0	0
Interdiction	art. 372			7	25	32
dont placement sous autorité parentale selon art. 385 III CC (les interdictions correspondantes font partie intégrante des art. 369 à 372)	fém.	masc.	total	/		
	13	8	21			
Curatelle	art. 392			26	34	60
Curatelle	art. 393			5	5	10
Curatelle	art. 392/393			40	43	83
Curatelle	art. 394			125	178	303
Conseil légal (coopérant/gérant/combiné)	art. 395			0	3	3
B. Enfants				1.1. - 31.12.2012		
Mesures protectrices (sans 308-312)	art. 307			34	37	71
Curatelle (sans 309 et 312)	art. 308			151	174	325
Curatelle/constatation de la paternité (avec ou sans 308)	art. 309			19	14	33
Retrait du droit de garde des père et mère (avec ou sans 308)	art. 310			46	51	97
Retrait de l'autorité parentale (avec ou sans 308) 311/312	art.			0	3	3
Les remises existantes de comptes et rapports	art. 318 III			65	48	113
Mesures pour la protection des biens de l'enfant	art. 324			0	0	0
Curatelle d'administration des biens de l'enfant	art. 325			3	2	5
Tutelle pour mineurs	art. 368			10	13	23
Curatelle de représentation pour mineurs	art. 392			43	48	91
Autorité parentale conjointe	art. 298a/134 III			170	177	347

Nombre de personnes concernées par des mesures de tutelle en vigueur au 31 décembre 2012 dans tout le canton.

A. Adultes				1.1. - 31.12.2012		
				féminin	masculin	Total
Interdiction	art. 369			324	377	701
Interdiction	art. 370			29	79	108
Interdiction	art. 371			0	0	0
Interdiction	art. 372			386	576	962
dont placement sous autorité parentale selon art. 385 III CC (les interdictions correspondantes font partie intégrante des art. 369 à 372)		fém.	masc.	total		
		160	183	343		
Curatelle	art. 392			102	71	173
Curatelle	art. 393			115	98	213
Curatelle	art. 392/393			115	97	212
Curatelle	art. 394			1079	1183	2262
Conseil légal (coopérant/gérant/combiné)	art. 395			148	233	381
B. Enfants				1.1. - 31.12.2012		
Mesures protectrices (sans 308-312)	art. 307			83	114	197
Curatelle (sans 309 et 312)	art. 308			713	877	1590
Curatelle/constatation de la paternité (avec ou sans 308)	art. 309			61	51	112
Retrait du droit de garde des père et mère (avec ou sans 308)	art. 310			81	115	196
Retrait de l'autorité parentale (avec ou sans 308)	art. 311/312			13	19	32
Les remises existantes de comptes et rapports	art. 318 III			16	9	25
Mesures pour la protection des biens de l'enfant	art. 324			1	0	1
Curatelle d'administration des biens de l'enfant	art. 325			15	10	25
Tutelle pour mineurs	art. 368			77	105	182
Curatelle de représentation pour mineurs	art. 392			90	84	174

1.1.2.2. *lère Cour d'appel civil*

La partie Statistiques qui suit illustre l'activité de la Cour. Après les augmentations sans précédent des années 2010 et 2011, qui ont fait passer le nombre annuel de nouvelles affaires de 100 à 353, ce nombre s'est maintenu dans les sommets, avec encore une nouvelle hausse (371, soit + 5%). L'occupation promise dans le rapport 2011 au nouvel effectif des greffières et greffiers n'a donc pas manqué. En appui des efforts soutenus des membres de la Cour, elle a permis de ramener sous la centaine le nombre de dossiers en cours au 31 décembre, tout en conservant un taux supérieur à 80% pour les liquidations en moins de 6 mois.

La priorité donnée aux affaires de droit de la famille, en particulier pour ce qui concerne les enfants, a été maintenue, hélas toujours au détriment des affaires volumineuses, dont les plus anciennes ont augmenté, passant de 8 à 12.

1.1.2.3. Ilème Cour d'appel civil

La Cour traite les appels et recours en matière de bail - à loyer et à ferme -, droit du travail (~ 15 %), droit de la poursuite pour dettes et faillite (~ 60 %) et assistance judiciaire (~ 20 %) ainsi que des procédures complexes en tant qu'instance cantonale unique.

Les parties devant pouvoir compter dans ces domaines sur une décision rapide, la Cour fait en sorte de statuer avec célérité. Ainsi, en 2012, 70 % des affaires ont été liquidées en moins de trois mois et 90 % dans les six mois.

La Cour se trouve aussi dans un conflit d'intérêts classique. La quantité, la qualité et le facteur temps ne sont pas toujours conciliables. Durant les cinq dernières années, le nombre des affaires enregistrées a plus que doublé, passant de 155 à 335 actuellement (augmentation de 116 %, soit en moyenne 23,2 % par année). La valeur indicative de telles statistiques est certes relative; chacun peut toutefois se rendre compte d'une part que l'augmentation est extraordinaire, d'autre part que le rythme de liquidation ainsi que la qualité des décisions en souffrent. La Cour s'est malgré tout efforcée de maintenir le rythme de liquidation.

1.1.2.4. Chambre des poursuites et faillites

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Dans le canton, près de 40 % des poursuites sont actuellement traitées en ligne.

1.1.2.5. Cour de modération

Le traitement des affaires de la Cour n'appelle pas de remarques particulières.

1.1.2.6. Chambre des tutelles (depuis le 1er janvier 2013 Cour de protection de l'enfant et de l'adulte)

Le traitement des affaires de la Chambre en 2012 n'appelle pas de remarques particulières.

Le 1er janvier 2013, le nouveau droit de la protection de l'adulte est entré en vigueur. Dès cette date, le Tribunal cantonal devient l'unique autorité de recours cantonale contre les décisions des autorités de protection, les Chambres des tutelles d'arrondissement étant supprimées de même que la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance. Par ailleurs, les dossiers toujours pendants auprès des Chambres des tutelles d'arrondissement au 31 décembre 2012 doivent d'office lui être transférés. La Cour sera de plus amenée, dans le cadre des recours contre des placements à des fins d'assistance, à se déplacer pour les auditions des personnes placées. Cette nouvelle organisation entraînera à n'en pas douter une augmentation très importante de la charge de la Cour, étant précisé que la nature des affaires qui lui sont soumises implique très souvent un traitement rapide du dossier.

1.1.2.7. *Cour d'appel pénal*

La forte augmentation (82 % d'affaires supplémentaires) constatée en 2011 se maintient, le nombre de nouvelles affaires enregistrées étant identique à celui de 2011 (164 en 2012; 164 en 2011; 90 en 2010). Malgré l'augmentation incessante du nombre d'arrêts rendus (plus de 30 % de plus qu'en 2011 : 164 en 2012; 125 en 2011; 88 en 2010), dont près d'un quart à la suite de séances publiques, le nombre des affaires pendantes en fin d'année se maintient à un niveau très élevé (96 au 31 décembre 2012; 97 en 2011), représentant 58 % du total des nouvelles affaires. Les nombreuses opérations en cours de procès qu'exige la nouvelle procédure pénale, ainsi que les exigences moins strictes en matière de motivation des recours, qui imposent aux juges de réexaminer le dossier dans son ensemble, nécessitent impérativement la collaboration des greffiers efficaces et compétents sur lesquels la Cour d'appel pénal peut aujourd'hui compter, si l'on veut qu'elle continue à liquider les affaires dans des délais raisonnables en maintenant une certaine qualité des arrêts.

1.1.2.8. *Chambre pénale*

Si l'augmentation des affaires de 13 % peut être qualifiée de moyenne, il n'en reste pas moins que la charge de travail des juges attribués à la Chambre pénale a subi une augmentation sensible. En effet, depuis 2012, les affaires sont traitées par trois juges, soit 3 EPT au lieu de 3,5 EPT auparavant. En outre, ces trois juges traitent aussi les demandes de révision inscrites au rôle de la Cour d'appel pénal.

1.1.2.9. *Ière Cour administrative*

L'activité de la Ière Cour administrative pour l'année 2012 n'amène pas de remarques particulières.

1.1.2.10. *IIème Cour administrative*

L'activité de la IIème Cour administrative pour l'année 2012 n'amène pas de remarques particulières.

1.1.2.11. *IIIème Cour administrative*

L'activité de la IIIème Cour administrative pour l'année 2012 n'amène pas de remarques particulières s'agissant de la nature des affaires. La volonté de mettre partiellement à la disposition de la Cour des assurances sociales l'un des Juges francophones de la IIIème Cour, pour tenter de juguler les retards, a cependant alourdi la tâche des autres Juges. A cette difficulté s'est ajoutée une augmentation sérieuse des nouvelles affaires. On compte en effet 242 nouvelles affaires en 2012 pour 210 en 2011, ainsi que, dans le domaine de l'aide sociale, 45 nouvelles affaires en 2012 au lieu de 30 en 2011, affaires enregistrées au rôle de la Cour des assurances sociales depuis 2011.

1.1.2.12. *Cour fiscale*

L'événement marquant de cette année aura été sans nul doute la disparition, fin décembre, du système des assesseurs spécialisés (cf. chiffre 1.3.1 ci-après). Pour le reste, l'activité de la Cour fiscale pour l'année 2012 n'amène pas de remarques particulières.

1.1.2.13. *Cour des assurances sociales*

Durant l'année 2012, la Cour des assurances sociales a poursuivi sans relâche ses efforts, lesquels lui ont permis, grâce au concours de l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs de la Cour, de réduire le total des affaires pendantes d'environ 88 dossiers par rapport au début de l'année, avec des liquidations en légère augmentation et surtout malgré des entrées toujours plus importantes. Que les Juges suppléants qui ont rédigé des projets de jugement, ceux qui ont supervisé certain/es greffier/ères-rapporteur/es ainsi que les Juges Jérôme Delabays et Johannes Frölicher - lesquels ont continué, le premier durant un trimestre et le second durant toute l'année, avec le soutien de leurs collègues, leur collaboration au sein de la Cour - soient chaleureusement remerciés, car ces résultats réjouissants leur sont aussi dus.

Le stock des affaires pendantes auprès de la Cour des assurances sociales à fin décembre 2012 se trouve ainsi enfin dans des proportions plus raisonnables. Toutefois, les mesures extraordinaires octroyées, d'abord en 2009 pour la charge ordinaire de la Cour, puis celles allouées par la suite pour juguler cette fois le retard qu'elle a subi dans ses liquidations, ont toutes pris fin au 31 décembre 2012 et ne cèderont pas leur place à des postes ordinaires, propres à assurer le quotidien de la Cour, laquelle ne pourra en outre plus compter sur la collaboration de ses assesseurs, qui voient leur mandat définitivement prendre fin (cf. chiffre 1.3.1 ci-après), déficit qui demeure sans compensation. C'est ainsi que l'année 2013, avec des nouvelles affaires en augmentation et une perte sèche en termes de collaboratrices et de collaborateurs, ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices.

1.1.3. Personnel

1.1.3.1. Juges

Ayant fait valoir ses droits à la retraite, le Juge Georges Chanez a quitté le Tribunal cantonal le 30 juin 2012. Né en 1950 à Estavayer-le-Lac, Georges Chanez a obtenu sa licence en droit à l'Université de Fribourg en 1974 et son brevet d'avocat trois ans plus tard. Il entre au service du pouvoir judiciaire en 1976, comme greffier du Tribunal de l'arrondissement de la Broye, dont il deviendra président en 1984. Il occupera cette fonction jusqu'à ce que le Grand Conseil, en décembre 2001, l'élise comme Juge cantonal, en remplacement de Fabienne Hohl. Il est entré en fonction en février 2002.

Le Tribunal cantonal gardera le souvenir d'un juge écouté et pétri de bon sens, dont les grandes compétences juridiques étaient toujours empreintes d'humanité. Il lui souhaite une longue et paisible retraite, amplement méritée après plus de 35 ans de dévouement à la justice.

Le Grand Conseil a élu Georges Chanez juge suppléant.

Dans sa session du 20 mars 2012, le Grand Conseil a élu, pour remplacer Georges Chanez, Catherine Overney, avocate, greffière auprès du Tribunal cantonal depuis 1986.

Le Juge Alexandre Papaux a donné sa démission pour le 30 septembre 2012, après vingt ans de services au Tribunal cantonal. Né en 1958 à Pully, il a obtenu sa licence en droit à l'Université de Fribourg en 1983 et son brevet d'avocat en 1987. Il a par la suite pratiqué le barreau avant d'être élu juge cantonal le 10 décembre 1992, en remplacement de Jacques Curty. Il est entré en fonction en janvier 1993.

Spécialiste du droit des langues, Alexandre Papaux a soutenu en 2011 sa thèse de doctorat intitulée: "La langue de la justice civile et pénale en droit suisse et comparé".

La grande expérience d'Alexandre Papaux et son sens du droit ont été en particulier appréciés dans le jugement des causes pénales pour lesquelles il avait une prédilection. Alexandre Papaux a entretenu de bonnes relations avec ses collègues et ses collaborateurs qu'il savait motiver.

Le Tribunal cantonal lui souhaite beaucoup de satisfactions dans ses nouvelles activités.

Dans sa session du 12 juin 2012, le Grand Conseil a élu, pour remplacer Alexandre Papaux, Michel Favre, avocat, Procureur auprès du Ministère public fribourgeois.

Peu de changements sont apparus dans les activités accessoires des juges. Françoise Bastons Bulletti est membre de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs, du Comité de l'Office familial de Fribourg ainsi que de GEMME (Groupement européen des magistrats pour la médiation). Hubert Bugnon préside la Commission d'école du Collège Ste-Croix et est membre suppléant de la Commission du barreau. Hugo Casanova est membre suppléant de la Commission du barreau et membre ordinaire de la Commission de recours de la Convention intercantonale sur les loteries et paris (saisie en

général de un à deux cas par année). Il continue en outre à être chargé de cours auprès de l'Institut suisse pour l'enseignement du Droit fiscal dans le cadre de la formation "Master of Advanced Studies Taxation FH" (trois leçons annuellement). Josef Hayoz est président du Conseil de la magistrature et président-suppléant de la Commission fédérale d'estimation, 6ème arrondissement. Il est également membre de la Commission cantonale de nomenclature et du Conseil scientifique pour le projet de recherche "Grundlagen guten Justizmanagements in der Schweiz". Jérôme Delabays préside la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité, est membre de la Commission du barreau et membre suppléant de l'Autorité de surveillance du registre foncier. Roland Henninger est membre de la Commission d'examen des candidats au barreau. Marianne Jungo et Gabrielle Multone sont membres de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB). Gabrielle Multone est également membre de la Commission du barreau. Catherine Overney est membre de l'Autorité de surveillance du registre foncier et membre de la Commission du contentieux de la commune d'Ependes. Christian Pfammatter est membre suppléant de la Commission d'examen des candidats au barreau. Adrian Urwyler est Président de la direction de l'Académie suisse de la magistrature. Enfin, Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie et accidents et Vice-présidente de la Commission fédérale d'estimation, 2ème arrondissement.

Le Grand Conseil a élu, en qualité de juges suppléants, pour une durée indéterminée, Georges Chanez, Dina Beti et Pascal Richard, et, pour une durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2012, Marc Boivin.

Le mandat des assesseurs de la Cour fiscale, soit Michael Hank, Berthold Buchs, Albert Nussbaumer et Jean-Marc Vionnet ainsi que les suppléants Hans Brügger, Ernst Flammer et Louis-Marc Perroud, et de la Cour des assurances sociales, soit Jean-Marc Kuhn et Lorenz Fivian ainsi que les suppléants Christian Grandjean et Bruno Boschung, a définitivement pris fin au 31 décembre. En leur qualité de spécialistes, ils ont participé à la bienfaisance de la jurisprudence de ces deux cours en apportant en particulier leur expérience pratique de la matière. Ils méritent reconnaissance et gratitude pour l'immense travail accompli et leur collaboration efficace et agréable qui ont largement contribué à l'image de la justice de notre canton.

1.1.3.2. *Grefte*

L'année 2012 a été marquée par le départ de la greffière-chef de la section administrative, Marjorie Jaquet a Marca, laquelle a démissionné avec effet au 31 août 2012. Après plus de 11 ans d'intense activité d'abord en qualité de greffière-rapporteuse auprès de la Cour des assurances sociales du Tribunal administratif, puis, dès le 1er avril 2006, comme greffière-chef de ce dernier, devenu, en 2008, section administrative du Tribunal cantonal, elle a décidé de relever un nouveau défi professionnel. Elle a en effet été engagée en qualité de cheffe de section auprès de l'Office de l'assurance-invalidité du canton de Fribourg. Le Tribunal cantonal lui souhaite plein succès dans cette nouvelle activité.

Marjorie Jaquet a Marca a été remplacée, dès le 1er septembre 2012, par Muriel Zingg, jusqu'alors greffière-rapporteuse auprès de la Cour des assurances sociales.

Les changements suivants sont en outre intervenus auprès des sections civile et pénale. Deux nouvelles greffières ont été engagées : Marlène Collaud et Séverine Zehnder; la première a été remplacée après sa démission par Catherine Faller. Laetitia Crétin a pour sa part été engagée en remplacement de Catherine Python Werro, Richard-Xavier Posse l'a été en remplacement de Catherine Overney, élue Juge cantonale, et Cornelia Thalmann El Bachary en remplacement de Michel Pellascio, greffier-rapporteur pour une part de son activité.

La section administrative a également connu plusieurs changements dans l'effectif des greffiers-rapporteurs. Suite à la démission de Karim Armand Hichri, Rosario Sanchez a été engagée dès le 1er mars 2012, pour une durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2012. En outre, suite au départ de Mélanie Maillard Russier et de la nomination de Muriel Zingg en tant que greffière-cheffe de la section administrative en remplacement de Marjorie Jaquet a Marca, Alexandre Vial et Carine Sottas ont été engagés pour les remplacer. Ces derniers bénéficiaient de contrats de durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2012 dans le cadre des mesures extraordinaires accordées à la Cour des assurances sociales et ont donc été remplacés par Evelyne Horisberger, en qualité de greffière-rapporteuse, et Jennifer Tapia, en tant que greffière adjointe. Enfin, Yann Hoffmann, greffier adjoint engagé grâce au crédit spécial de l'intégration handicap pour seconder le Juge cantonal Johannes Frölicher, a renoncé au prolongement de son contrat au-delà du 31 décembre 2012. Il a été remplacé, dès le 1er février 2013, par Vanessa Thalmann.

Dans le cadre de leur formation d'avocat/e, Elsa Dordi, Florine Kueng, Souheyla Hemma, Vincent Binetti, Isabelle Schuwey, Séverine Grüber Gacond, Jennifer Tapia, Pauline Volery, Philippe Tena, Marianne Sterren, Olivia Lei et Alain Monnerat ont accompli un stage de greffier/ère.

Dans le cadre de leur formation universitaire, deux étudiantes en droit ont en outre été accueillies par la section administrative durant plusieurs semaines.

Sans compter les greffiers-chefs (1 EPT à Fribourg et 1 EPT à Givisiez) et les mesures extraordinaires octroyées en 2009 et 2010 à la Cour des assurances sociales ainsi que le poste pris sur le crédit spécial de l'intégration handicap, les greffiers-rapporteurs et les greffiers-adjoints totalisent 15,5 EPT, répartis entre 19 personnes (Fribourg : 8,5 EPT, répartis entre 10 personnes; Givisiez: 7 EPT, répartis entre 9 personnes).

1.1.3.3. Equipe informatique

Une secrétaire du Tribunal cantonal, Martine Arm, a continué à collaborer à la codification des modèles nécessaires aux différents organes du Pouvoir judiciaire.

1.1.3.4. Secrétariat

Durant cette année, le secrétariat n'a pas connu de changement dans son effectif, si ce n'est la fin des mesures extraordinaires octroyées en 2009 et 2010 pour la Cour des assurances sociales, qui correspond au terme des contrats d'Ariane Menoud et Gwendoline Remy au 31 décembre 2012. Cette dernière a en outre bénéficié d'un congé-maternité suite à la naissance de son petit garçon. Son absence a été remplacée par des mesures internes.

Sans compter les cheffes de bureau (1 EPT à Fribourg et 0,7 EPT à Givisiez), les apprentis et les mesures extraordinaires octroyées en 2009 et 2010 à la Cour des assurances sociales, le secrétariat totalise 6,3 EPT, répartis entre 10 personnes (Fribourg : 2,5 EPT répartis sur 4 personnes; Givisiez : 3,8 EPT répartis sur 6 personnes).

1.1.4. Autres activités

Le 20 avril 2012, Anne-Sophie Peyraud a participé à la Conférence annuelle des tribunaux cantonaux des assurances sociales, à Brigue.

Le 24 mai 2012, Christian Pfammatter a reçu une classe de l'Ecole d'ingénieurs et d'architectes de Fribourg et leur a présenté un exposé sur le droit des marchés publics.

Les 6 et 7 septembre 2012, Christian Pfammatter, Hugo Casanova, Josef Hayoz, Gabrielle Multone, Anne-Sophie Peyraud et Johannes Frölicher ont participé aux Journées des juges administratifs suisses à Saint-Gall.

Le 4 octobre 2012, les juges de la section administrative du Tribunal cantonal ont accueilli la Conférence des Préfets dans le cadre d'une rencontre qui sera dorénavant régulièrement organisée, afin d'échanger sur leur fonctionnement respectif et d'aborder certains thèmes particuliers.

Le 13 décembre 2012, cette même section a fêté les 20 ans de la juridiction administrative par le biais d'un apéritif officiel qui a eu lieu en ses murs. Cette rencontre a également été l'occasion, d'une part, de remercier toutes les personnes et autorités qui collaborent ou ont collaboré au bon fonctionnement de la justice administrative et, d'autre part, de prendre congé des bâtiments qui ont abrité cette dernière tout au long de ces années.

Le 17 décembre 2012, un groupe d'étudiants en droit de l'Université de Fribourg a assisté à une séance de la Cour d'appel pénal et a par la suite été reçu par le Président de la section pénale, le Juge cantonal Hubert Bugnon, qui a fait une présentation du Tribunal cantonal et de son activité.

Formations suivies par les juges

Les différentes formations suivies par les juges au cours de l'année 2012 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

Activités scientifiques des juges/greffiers

Françoise Bastons Bulletti a donné, avec ses collègues Hubert Bugnon et Jérôme Delabays, une conférence sur le thème de la procédure civile lors de la journée de formation de l'OAF le 14 décembre 2012. Elle est aussi chargée de conférences sur la procédure civile pour les avocats-stagiaires fribourgeois. Elle a également donné en octobre 2012 un cours à l'Université de Genève aux avocats membres de la FSA sur le thème de l'entretien de l'enfant, dans le cadre de leur formation pour leur spécialisation FSA en droit de la famille. Enfin, elle a donné un cours dans le cadre de la formation continue organisée par l'Université de Fribourg sur le thème "Enfant et procédure".

Hubert Bugnon a supervisé des travaux auprès de l'Académie suisse de la magistrature (Université de Neuchâtel) en matière d'audition des enfants en procédure du droit de la famille. Il a aussi été conférencier pour la procédure civile lors de la Journée de formation de l'OAF.

Hugo Casanova a continué de rapporter les développements jurisprudentiels fédéraux sur les contributions cantonales pour les "Archives de droit fiscal suisse". Son analyse a paru au volume 81, p. 13, sous le titre "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts in den Jahren 2010 und 2011 – Steuerverfahrensrecht (direkte Steuern und übrige kantonale Abgaben)".

Hugo Casanova et Hubert Bugnon sont membres du Comité de rédaction de la RFJ.

Michel Favre est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale. Il a aussi donné un cours sur la procédure préliminaire en matière pénale aux avocats stagiaires.

Josef Hayoz a publié un article dans la Richterzeitung sous le titre "Le Conseil de la magistrature du canton de Fribourg: autorité indépendante de surveillance du pouvoir judiciaire".

Adrian Urwyler a aussi participé le 19 décembre 2012 à la journée du droit pénal que la Faculté de droit de l'Université de Fribourg a organisée dans le cadre d'un séminaire intensif.

Christian Pfammatter a donné des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure administrative, l'aménagement du territoire et le permis de construire. Il a également dirigé, conjointement, un séminaire pour les avocats-stagiaires relatif au droit administratif. Le 12 novembre 2012, il a en outre donné une conférence sur les nouveautés de la LATeC à l'association des notaires fribourgeois.

Johannes Frölicher a donné une conférence bilingue lors de la soirée de bienvenue pour les étudiants en droit de 1ère année, qui s'est déroulée le 11 décembre 2012 à l'Université de Fribourg.

II. Die Gerichtsbehörden

Der Rat erachtet den Jahresbericht über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden als Archivadokument, das den Betrieb des kantonalen Gerichtswesens widerspiegelt. Er wird daher in diesem Bericht künftig die Jahresberichte der verschiedenen Behörden in extenso wiedergeben.

1. Das Kantonsgericht

1.1. Allgemeiner Teil

1.1.1. Allgemeine Bemerkungen

1.1.1.1. *Verwaltung der Justiz*

Im Laufe des Jahres 2012 sind das Gesamtgericht zu acht und die Verwaltungskommission zu elf Sitzungen zusammengetreten. Mehrere administrative Entscheide sind auf dem Zirkulationsweg gefällt worden.

Das Gesamtgericht und die Verwaltungskommission haben sich um allgemeine Verwaltungsaufgaben namentlich in Bezug auf das Personal und das Budget gekümmert, mit Kompetenzfragen befasst und an verschiedenen Vernehmlassungen beteiligt. Ausserdem haben Delegationen des Kantonsgerichts insbesondere an der Pressekonferenz über die Vorstellung des Jahresberichts des Kantonsgerichts, an einem Zusammentreffen mit Impressum-Fribourg und an der zweiten vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz auf nationaler Ebene teilgenommen. Schliesslich haben die Kantonsrichter auf Delegation des Justizrates die traditionellen jährlichen Inspektionen durchgeführt.

Im Rahmen des Projekts der Reorganisation des Kantonsgerichts im Hinblick auf den physischen Zusammenschluss der drei Abteilungen wurde beschlossen, eine Kommission zentrale Dienste – zusammengesetzt aus der Chef-Gerichtsschreiberin und dem Chef-Gerichtsschreiber sowie der Projektleiterin – zu schaffen, die mit administrativen Aufgaben (Budget, Finanzplanung, Personal, Organisation der Prozessschritte und der Entwicklung des Projekts) bis hin zur Ernennung des Generalsekretärs des Kantonsgerichts beauftragt wurde. Dank dieser Kommission konnte ein besserer Informationsfluss an beiden Standorten des Kantonsgerichts und eine bedeutende Verbesserung einer einheitlichen Verwaltung erlangt werden.

Die Arbeiten im Zusammenhang mit dem Umbau des ehemaligen Augustinerklosters sind weiterhin ohne besondere Überraschungen vorangegangen, wobei das Kantonsgericht aktiv an der Baukommission und an der Baustellenunterkommission teilgenommen hat. Am 21. Juni 2012 wurde für die Gesamtheit der Mitarbeitenden eine Baustellenbesichtigung organisiert. In Anbetracht des Vorankommens der Arbeiten ist der Umzug der drei Abteilungen gegenwärtig für den Herbst 2013 vorgesehen.

Während des Jahres 2012 hat das Kantonsgericht ausserdem zwei für seine Tätigkeit wichtige Reglemente ausgearbeitet: das Reglement des Kantonsgerichts vom 21. Juni 2012 über die Information der Öffentlichkeit in Gerichtssachen (InfoRKG; SGF 17.53), das am 1. September 2012 in Kraft getreten ist und welches die Bestimmungen über die Gerichtsberichterstattung mit umfasst, und das Reglement für das Kantonsgericht vom 22. November 2012, das dessen Organisation und Arbeitsweise präzisiert (RKG; SGF 131.11) und das am 1. Januar 2013 in Kraft getreten ist.

Im Informatikbereich war das letzte Trimester des Jahres geprägt durch den Beginn der Vorbereitung des Übergangs des Kantonsgerichts von Tribuna 2000 (Dossierverwaltungsprogramm) auf Tribuna V3. Unter der Führung des Leitungsausschusses (COPIL), der von der Projektleiterin Isabelle Emmenegger präsiert wurde und dem die Chef-Gerichtsschreiberin Muriel Zingg und der Chef-Gerichtsschreiber Henri Angéloz angehören, wurden Projektausschüsse (COPRO), zusammengesetzt aus Mitarbeitenden des Kantonsgerichts (Bürochefs, Buchhaltungssekretärinnen, Gerichtsschreiber) gebildet, um die im März 2013 stattfindende Datenübertragung vorzubereiten.

Nach der Demissionierung der Projektleiterin auf den 31. Oktober 2012 wurde beschlossen, unverzüglich den Posten eines Generalsekretärs des Kantonsgerichts auszuschreiben. Für die Ausübung dieser Funktion wurde in einem Auswahlverfahren Frédéric Oberson gewählt, der seine Tätigkeit am 3. Januar 2013 aufgenommen hat.

Ende 2012 wurde ausserdem das System der Beisitzer am Steuergerichtshof und am Sozialversicherungsgerichtshof aufgehoben. In der Tat tagen diese Höfe seit dem 1. Januar 2013 ebenfalls mit drei Berufsrichter. Dies hat demnach eine bedeutende Reorganisation innerhalb der Verwaltungsrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts zur Folge; namentlich musste ein zweiter Sozialversicherungsgerichtshof geschaffen werden; auch bedeutet dies eine zusätzliche Arbeitslast für alle Richter dieser Abteilung.

Schliesslich sind auch die ausserordentlichen Massnahmen, die dem Sozialversicherungsgerichtshof 2009 und 2010 zuteil geworden waren, am 31. Dezember 2012 zu Ende gegangen, was namentlich die Nichtweiterführung der Verträge von vier Gerichtsschreiber-Berichterstattem zur Folge hatte. Wenn auch zu bemerken ist, dass dank dieser befristeten Massnahmen ein guter Teil des Rückstandes in den Angelegenheiten dieses Hofes behoben wurde, so bleibt die Situation in Anbetracht der grossen ordentlichen Arbeitslast und der Zunahme der 2011 und 2012 anhängig gemachten Fälle dennoch Besorgnis erregend. Es ist zu befürchten, dass selbst unter dieser neuen Organisation die Erledigungskapazität der beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe nicht ausreichend ist.

1.1.1.2. Arbeitsvolumen

Die Arbeitslast des Kantonsgerichts ist 2012 sehr hoch geblieben. Alle drei Abteilungen hatte eine Zunahme der Zahl der eingetragenen Fälle zu verzeichnen (+ 10 Dossiers [+ 0,85 %] für die Zivilrechtliche Abteilung, + 24 Dossiers [+ 6,4 %] für die Strafrechtliche Abteilung und + 138 Dossiers [+ 12,7 %] für die Verwaltungsrechtliche Abteilung), wobei daran zu erinnern ist, dass die Zivilrechtliche Abteilung sich 2011 einer wahrhaften Explosion von Beschwerden (+ 52 %) gegenübergestellt sah.

Für weitere Einzelheiten und Erklärungen wird auf die Ziffern 1.1.2.1.1., 1.1.2.1.2. und 1.1.2.2. bis 1.1.2.13. weiter unten verwiesen.

1.1.2. Gerichtstätigkeit

1.1.2.1. Allgemeines

1.1.2.1.1. Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die drei Abteilungen

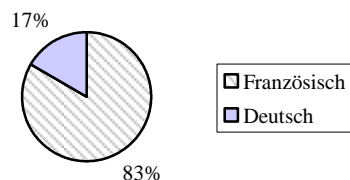
Kantonsgericht

Allgemeine Statistik	2012	2011	2010
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1343*	1364	1458
b) eingetragene Angelegenheiten	2812	2650	3489
c) erledigte Angelegenheiten	2968	2670	3583
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1209	1344*	1364

*Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12 und dem 01.01 erklärt sich dadurch, dass 1 Dossier nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschlossen wurde.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 2454 Urteile in französischer und 492 in deutscher Sprache gefällt, dies ohne die 22 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich zu zählen, bei denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat.



Zivilrechtliche Abteilung

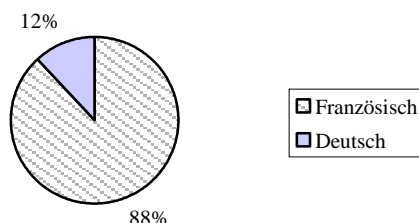
Allgemeine Statistik	2012	2011	2010
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	229	129*	117
b) eingetragene Angelegenheiten	1186	1176	774
c) erledigte Angelegenheiten	1214	1076	761
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	201	229	130*

*Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12.10 und dem 01.01.11 erklärt sich dadurch, dass 1 Dossier nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschlossen wurde.

Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten in der Zivilrechtlichen Abteilung ist im Verhältnis zu 2011, in welchem Jahr eine bedeutende Zunahme zu verzeichnen war, stabil geblieben.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Zivilrechtliche Abteilung hat 1069 Urteile in französischer und 145 in deutscher Sprache gefällt.



Strafrechtliche Abteilung

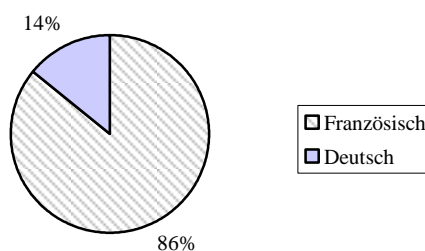
Allgemeine Statistik	2012	2011	2010
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	129*	108	131
b) eingetragene Angelegenheiten	400	376	1437
c) erledigte Angelegenheiten	384	354	1460
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	145	130*	108

*Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12.11 und dem 01.01.12 erklärt sich dadurch, dass 1 Dossier nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschlossen wurde.

Während die Zahl der beim Strafappellationshof eingetragenen Fälle stabil ist, musste die Strafkammer eine Zunahme von 13 % der bei ihr im Rodel eingetragenen Angelegenheiten verzeichnen, was für die Strafrechtliche Abteilung im Verhältnis zu 2011 eine globale Zunahme von 6 % der Angelegenheiten ergibt. (Näheres hierzu unter Bemerkungen ad 1.2.7 und 1.2.8 weiter unten).

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Strafrechtliche Abteilung hat 330 Urteile in französischer und 54 in deutscher Sprache gefällt.



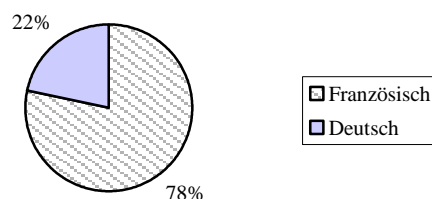
Verwaltungsrechtliche Abteilung

Allgemeine Statistik	2012	2011	2010
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	984	1127*	1206*
b) eingetragene Angelegenheiten	1226	1088	1267
c) erledigte Angelegenheiten	1348	1231	1347
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	862	984	1126*

* Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12. und dem 01.01. erklärt sich dadurch, dass Dossiers nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschrieben wurden.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Verwaltungsrechtliche Abteilung hat 1055 Urteile in französischer und 293 in deutscher Sprache gefällt.



Die Zahl der 2012 bei der Verwaltungsrechtlichen Abteilung eingetragenen Angelegenheiten ist um 138 Dossiers (+ 12,5 %) gestiegen. Der II. Hof hat die grösste Zunahme zu verzeichnen (+ 34 Dossiers oder + 29,5 %). Auch beim Sozialversicherungsgerichtshof und beim III. Hof ist ein bedeutender Anstieg der Fälle zu verzeichnen (beim ersten + 62 Angelegenheiten oder + 14,5 % und + 32 Angelegenheiten oder + 15 % beim zweiten). Der Steuergerichtshof seinerseits verzeichnete eine Zunahme von 14 Dossiers (+ 8,5 %). Hingegen ergab sich ein leichter Rückgang der Angelegenheiten beim I. Hof (- 4 Dossiers oder - 2,5 %).

Hinsichtlich der Verteilung der Fälle verzeichnet der Sozialversicherungsgerichtshof 1036 Dossiers, was 46,9 % der 2012 insgesamt bei der Verwaltungsrechtlichen Abteilung hängigen Angelegenheiten entspricht (hängige Dossiers per 1. Januar 2012 [544, wovon 14 Sozialhilfeangelegenheiten] und neu eingetragene Angelegenheiten [492, wovon 45 Sozialhilfeangelegenheiten] zusammen). Der Steuergerichtshof zählt insgesamt 14,3 % der Eintragungen (134 hängige Dossiers und 183 neue Angelegenheiten), der III. Verwaltungsgerichtshof 16 % (111 hängige Dossiers und 242 neue Angelegenheiten) und der I. Verwaltungsgerichtshof 12 % (106 hängige Dossiers und 159 neue Angelegenheiten). Die restlichen 10,8 % sind dem II. Verwaltungsgerichtshof zugeteilt (89 hängige Dossiers und 150 neue Angelegenheiten).

Hervorzuheben ist, dass die Anzahl insgesamt erledigter Angelegenheiten in dieser Abteilung gegenüber dem Vorjahr gestiegen ist (+ 117 Dossiers). Die Zahl der erledigten Angelegenheiten war höher als die der neu eingetragenen Fälle, was zu einem Rückgang von 122 Dossiers für die hängigen Angelegenheiten per 31. Dezember 2012 gegenüber jenen des Vorjahrs per 31. Dezember 2011 geführt hat.

Weitere Einzelheiten über die Tätigkeit der verschiedenen Höfe der Abteilung ergeben sich aus dem statistischen Teil dieses Berichts.

1.1.2.1.2. Dauer des Verfahren

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	1 bis 30 Tage	1 bis 3 Monate	3 bis 6 Monate	6 bis 12 Monate	1 bis 2 Jahre	Mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	132	99	87	51	13	3
II. Zivilappellationshof	66	171	69	27	10	1
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	146	34	3	0	0	0
Strafappellationshof	40	35	24	38	27	0
Strafkammer	79	85	29	14	0	0
I. Verwaltungsgerichtshof	34	41	34	39	18	8
II. Verwaltungsgerichtshof	28	29	12	49	26	4
III. Verwaltungsgerichtshof	54	107	32	26	32	13
Steuergerichtshof	7	60	17	39	59	4
Sozialversicherungsgerichtshof	56	91	63	45	164	157

In den Zivilsachen hängt die Verfahrensdauer einer Angelegenheit davon ab, ob diese dem ordentlichen, summarischen oder kostenlosen Verfahren unterliegt. Was den I. Zivilappellationshof betrifft ist anzumerken, dass die Akten erst an den Bericht erstattenden Richter weitergeleitet werden, wenn die Beschwerde führende Partei den geforderten Kostenvorschuss geleistet hat (Frist von 30 Tagen, die jeweils um die gleiche Dauer verlängert werden kann). Angelegenheiten, in denen die Parteien aufgrund ihrer Mittellosigkeit im Genuss der unentgeltlichen Rechtspflege stehen, können rascher behandelt werden, weil in diesen Fällen keine Kostenvorschüsse einzufordern sind. Nicht berücksichtigt werden konnte in der vorliegenden Berechnung der durchschnittlichen Verfahrensdauer die Tatsache, dass verschiedene Angelegenheiten nicht rascher erledigt werden konnten, weil ein Sistierungsgrund vorlag (z. B. als Folge des Konkurses einer Partei in Anwendung von Art. 207 SchKG oder weil eine Verfügung über ein IV-Gesuch abzuwarten war). Die hohe Zahl von 157 Angelegenheiten mit einer Verfahrensdauer von mehr als zwei Jahren beim Sozialversicherungsgerichtshof erklärt sich mit der Arbeitsüberlastung dieses Hofes. Es ist jedoch darauf hinzuweisen, dass diese Zahl gegenüber 2011 (257 Fälle) stark gesunken ist. Ausserdem darf das Beschleunigungsgebot, auch wenn es ein wichtiges Ziel darstellt, nicht dazu führen, dass die nötigen Abklärungen und rechtlichen Vertiefungen, von denen sich die Gerichte leiten lassen sollten, in den Hintergrund gedrängt werden.

Schliesslich ist auch wichtig zu betonen, dass, auch wenn der Grosse Rat für die Zuteilung genügender Mittel verantwortlich ist und das Gerichtswesen das Beste aus den ihm gewährten Mitteln macht, es für das Kantonsgericht doch schwer verständlich ist, dass trotz klar ausgewiesener Bedürfnisse seine Budgetbegehren nicht gehört werden. Das Kantonsgericht wird seine Anträge daher auch dieses Jahr wieder stellen.

1.1.2.1.3. Unmittelbare und delegierte Aufsicht

Delegierte jährliche Inspektionen

Im Auftrag des Justizrates (Art. 127 Abs. 2 KV) hat das Kantonsgericht die Bezirksgerichte des Glane-, des Broye-, des See- und des Vivisbachbezirks sowie vier Richter und den Chef-Gerichtsschreiber des Bezirksgerichts des Saanebezirks, einen Teil der Staatsanwaltschaft (zehn Staatsanwälte), das Jugendstrafgericht, die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch, die Enteignungskommissionen, die Rekurskommission der Universität und jene für Bodenverbesserungen, des Weiteren die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung, die Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben, die Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Saane-, des Sense- und des Seebezirks sowie des Greyerz-, des Glane-, des Broye- und des Vivisbachbezirks inspiziert. Es hat ebenfalls das Konkursamt, die sieben Betreibungsämter, die sieben Oberämter, die Friedensgerichte des Saane-, des Glane- und des Seebezirks sowie die Vormundschaftskammern des Saane-, des Greyerz- und des Sensebezirks inspiziert.

Unmittelbare Aufsicht in Vormundschaftssachen

Die nachfolgende Berichterstattung gilt als Bericht an den Grossen Rat im Sinn von Art. 10 Abs. 3 GOV.

Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts hat die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte und die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung inspiziert, über welche sie bis Ende 2012 die Oberaufsicht ausgeübt hat (Art. 7 a GOV).

Die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte haben ihrerseits die Friedensgerichte ihres Bezirks inspiziert. Es wurde namentlich auf die hohe Arbeitslast hingewiesen, die sich aus der Anpassung der gegenwärtigen Massnahmen an das neue Recht ergeben wird. Die Präsidenten der Vormundschaftskammer des Saanebezirks machen auch auf die ständige Arbeitsüberlastung des Friedensgerichts dieses Kreises und des Jugendamts aufmerksam. Was hauptsächlich Fälle betrifft, in denen der Kinderschutz auf dem Spiel steht, ist die Situation gemäss ihren Angaben alarmierend, ohne dass dabei die neuen Kompetenzen berücksichtigt werden, die den Friedensgerichten zufallen werden. Diese Richter empfehlen, dass die Aufsichtsbehörde den zuständigen Instanzen melden, dass die Situation sehr nahe an der kritischen Grenze liegt.

Die Mitglieder und die Gerichtsschreiber der Friedensgerichte haben die von der Konferenz der Kantone für Kindes- und Erwachsenenschutz (KOKES) organisierte Ausbildung absolviert.

1. Fürsorgerische Freiheitsentziehung

In diesem Bereich wurden im Jahr 2012 453 Entscheide gefällt und der Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung mitgeteilt. Diese war ihrerseits mit 53 Gesuchen um gerichtliche Beurteilung befasst.

Die Aufsichtskommission hat die Friedensgerichte in deren Eigenschaft als Einweisungsbehörden inspiziert.

Sie hat Ende Jahr die hängigen Dossiers der gerichtlichen Beurteilungen an die Friedensgerichte übermittelt, die nach dem neuen Recht für die Kontrolle der von Ärzten angeordneten Unterbringungen verantwortlich sind.

Einige Friedensgerichte haben betont, dass Ärzte ihnen ihre Einweisungsentscheide nicht mitteilten.

2. Andere vormundschaftliche Massnahmen

Aufstellung der 2012 im ganzen Kanton neu angeordneten vormundschaftlichen Massnahmen

A. Erwachsene				1.1. - 31.12.2012		
				Weiblich	Männlich	Gesamt
Entmündigung	Art. 369			20	13	33
Entmündigung	Art. 370			3	2	5
Entmündigung	Art. 371			0	0	0
Entmündigung	Art. 372			7	25	32
Davon Unterstellung unter elterliche Sorge nach Art. 385 III ZGB (die entsprechenden Entmündigungen sind unter den Entmündigungsgründen von Art. 369-372 ZGB erfasst)	weibl.	männl.	gesamt			
	13	8	21			
Beistandschaft	Art. 392			26	34	60
Beistandschaft	Art. 393			5	5	10
Beistandschaft	Art. 392/393			40	43	83
Beistandschaft	Art. 394			125	178	303
Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/Kombinierte)	Art. 395			0	3	3
B. Kinder				1.1. - 31.12.2012		
Geeignete Massnahmen (ohne 308-312)	Art. 307			34	37	71
Erziehungsbeistandschaften (ohne 309 et 312)	Art. 308			151	174	325
Beistandschaft zur Feststellung der Vaterschaft (mit oder ohne Art. 308)	Art. 309			19	14	33
Aufhebung elterliche Obhut (mit oder ohne Art. 308)	Art. 310			46	51	97
Entziehung elterliche Sorge (mit oder ohne Art.308)	Art. 311/312			0	3	3
Periodische Rechnungs- und Berichterstattung	Art. 318 III			65	48	113
Geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens	Art. 324			0	0	0
Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens	Art. 325			3	2	5
Vormundschaft für Unmündige	Art. 368			10	13	23
Vertretungsbeistandschaft für Unmündige	Art. 392			43	48	91
Zuteilung der gemeinsamen elterlichen Sorge durch die Vormundschaftsbehörden	Art. 298a/134 III			170	177	347

Anzahl der Personen, die Ende 2012 im Kanton von in Kraft stehenden vormundschaftlichen Massnahmen betroffen waren.

A. Erwachsene				1.1. - 31.12.2012		
				Weiblich	Männlich	Gesamt
Entmündigung	Art. 369	324	377	701		
Entmündigung	Art. 370	29	79	108		
Entmündigung	Art. 371	0	0	0		
Entmündigung	Art. 372	386	576	962		
Davon Unterstellung unter elterliche Sorge nach Art. 385 III ZGB (entsprechende Entmündigungen sind unter den Entmündigungsgründen von Art. 369-372 ZGB erfasst)	weibl.	männl.	gesamt			
	160	183	343			
Beistandschaft	Art. 392	102	71	173		
Beistandschaft	Art. 393	115	98	213		
Beistandschaft	Art. 392/393	115	97	212		
Beistandschaft	Art. 394	1079	1183	2262		
Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/Kombinierte)	Art. 395	148	233	381		
B. Kinder				1.1. - 31.12.2012		
Geeignete Massnahmen (ohne Art. 308-312)	Art. 307	83	114	197		
Erziehungsbeistandschaften (ohne Art. 309 und 312)	Art. 308	713	877	1590		
Beistandschaft zur Feststellung der Vaterschaft (mit oder ohne 308)	Art. 309	61	51	112		
Aufhebung elterliche Obhut (mit oder ohne Art. 308)	Art. 310	81	115	196		
Entziehung elterliche Sorge (mit oder ohne Art. 308)	Art. 311/312	13	19	32		
Periodische Rechnungs- und Berichterstattung	Art. 318 III	16	9	25		
Geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens	Art. 324	1	0	1		
Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens	Art. 325	15	10	25		
Vormundschaft für Unmündige	Art. 368	77	105	182		
Vertretungsbeistandschaft für Unmündige	Art. 392	90	84	174		

1.1.2.2. I. Zivilappellationshof

Der nachfolgende statistische Teil gibt über die Tätigkeit des Hofes Auskunft. Nach den bislang nie gekannten Zunahmen der Jahre 2010 und 2011, wo die jährliche Zahl der neuen Angelegenheiten von 100 auf 353 gestiegen war, hat die Anzahl sich auf diesem hohen Niveau stabilisiert, mit einer leichten erneuten Zunahme (371 oder + 5%). Die im Bericht 2011 angekündigte starke Beanspruchung des neuen Bestandes an Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber ist denn auch tatsächlich eingetreten. Unterstützt durch den ausserordentlichen Einsatz der Mitglieder des Hofes konnte die Zahl der Dossiers per 31. Dezember auf unter 100 reduziert werden, wobei gleichzeitig ein Prozentsatz von über 80% für die Erledigung der Fälle innert weniger als 6 Monaten beibehalten werden konnte.

Die den familienrechtlichen Angelegenheiten eingeräumte Priorität, insbesondere, wenn Kinder betroffen waren, wurde beibehalten. Dies geschah leider erneut auf Kosten der umfangreichen Angelegenheiten; was die ältesten Dossiers betrifft, ist deren Zahl von 8 auf 12 gestiegen.

1.1.2.3. II. Zivilappellationshof

Der II. Zivilappellationshof behandelt die Beschwerden und Berufungen im Bereich des Miet-, Pacht- und Arbeitsrecht (~ 15%), des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts (~ 60%), der unentgeltlichen Rechtspflege (~ 20%) sowie komplexe Verfahren, für welche eine einzige kantonale Instanz vorgesehen ist.

In diesen Rechtsgebieten sind die Parteien besonders auf einen raschen Entscheid angewiesen und der II. Appellationshof ist bemüht, diesem Bedürfnis nachzukommen. Im vergangenen Jahr wurden 70% der Angelegenheiten binnen 3 Monaten entschieden, 90 % innerhalb von 6 Monaten.

Auch der II. Zivilappellationshof steht in einem klassischen Interessenkonflikt. Quantität, Qualität und der Faktor Zeit lassen sich nicht beliebig optimieren. In den vergangenen fünf Jahren hat sich die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten mehr als verdoppelt (von 155 auf aktuell 335, mithin eine Zunahme von 116%, also durchschnittlich 23,2% pro Jahr). Die Aussagekraft und Interpretation solcher Statistiken mag beschränkt sein, doch kann jedermann erkennen, dass die Zunahme ausserordentlich ist. Ebenso, dass darunter entweder der Erledigungsrhythmus oder die Qualität der Entscheide leidet. Trotz allem hat der II. Appellationshof versucht, den Erledigungsrhythmus beizubehalten.

1.1.2.4. Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Kantonale Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und den Staatsrat.

Im Kanton werden gegenwärtig nahezu 40 % der Betreibungsbegehren auf elektronischem Weg behandelt.

1.1.2.5. Moderationshof

Die Geschäftsführung des Hofes gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.6. Vormundschaftskammer (seit dem 1. Januar 2013 Kindes- und Erwachsenenschutzhof)

Die Geschäftsführung des Hofes im Jahr 2012 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

Am 1. Januar 2013 ist das neue Kindes- und Erwachsenenschutzrecht in Kraft getreten. Ab diesem Datum ist das Kantonsgericht die einzige kantonale Beschwerdebehörde bei Anfechtung von Entscheiden der Schutzbehörden, wurden doch die Vormundschaftskammern der Bezirke ebenso wie die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung aufgehoben. Ausserdem müssen ihm die bei den Vormundschaftskammern der Bezirke per 31. Dezember 2012 noch hängigen Dossiers von Amtes wegen übertragen werden. Zudem wird der Hof sich im Rahmen von Beschwerden gegen fürsorgerische Unterbringungen für die Anhörung der eingewiesenen Personen notgedrungen auf den Platz begeben müssen. Diese neue Organisation wird ohne Zweifel eine starke Beschäftigungszunahme für den Hof zur Folge haben, wobei noch zu präzisieren ist, dass die ihm unterbreiteten Angelegenheiten sehr oft eine rasche Behandlung der Dossiers erfordert.

1.1.2.7. *Strafappellationshof*

Die 2011 festgestellte starke Zunahme (82 % zusätzliche Angelegenheiten) hält weiter an; die Zahl der neu eingetragenen Angelegenheiten ist gleich hoch wie 2011 (2012: 164; 2011: 164; 2010: 90). Trotz der stetigen Zunahme der gefällten Entscheide (über 30 % im Jahr 2011; 164 im Jahr 2012; 125 im Jahr 2011; 88 im Jahr 2010), wovon nahezu ein Viertel im Anschluss an öffentliche Verhandlungen, bleibt die Zahl der am Ende des Jahres hängigen Angelegenheiten auf sehr hohem Niveau (96 per 31. Dezember 2012; 97 im Jahr 2011), was 58 % der gesamten neuen Angelegenheiten entspricht. Aufgrund der zahlreichen Handlungen im Laufe des Prozesses, welche die neue Strafprozessordnung erfordert, sowie der herabgesetzten Anforderungen an die Begründungspflicht bei Berufungen, welche die Richter dazu zwingt, nochmals das gesamte Dossier zu prüfen, erfordert zwingend die Mitarbeit der effizienten und kompetenten Gerichtsschreiber, auf die der Strafappellationshof heute zählen kann, wenn die Angelegenheiten weiterhin innert einer vernünftigen Frist und mit gleichbleibender Qualität der Urteile erledigt werden sollen.

1.1.2.8. *Strafkammer*

Auch wenn die Zunahme der Angelegenheiten um 13 % als durchschnittlich bezeichnet werden kann, ist dennoch die Arbeitslast der der Strafkammer zugeteilten Richter stark angestiegen. In der Tat werden die Angelegenheiten seit 2012 von drei Richtern behandelt, also mit 3 Vollzeitstellen statt der 3,5 Vollzeitstellen zuvor. Ausserdem behandeln diese drei Richter auch die im Rodel des Strafappellationshofs eingetragenen Revisionsgesuche.

1.1.2.9. *I. Verwaltungsgerichtshof*

Die Tätigkeit des I. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2012 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.10. *II. Verwaltungsgerichtshof*

Die Tätigkeit des II. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2012 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.11. *III. Verwaltungsgerichtshof*

Die Tätigkeit des III. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2012 gibt hinsichtlich der Art der Angelegenheiten zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass. Der Wille, dem Sozialversicherungsgerichtshof einen der französischsprachigen Richter des III. Hofes teilzeitlich zur Verfügung zu stellen, um Rückstände nicht weiter anwachsen zu lassen, hat die Aufgabe der übrigen Richter erschwert. Zu dieser Schwierigkeit kommt eine ernsthafte Zunahme von neuen Angelegenheiten hinzu. In der Tat sind es 242 neue Fälle im Jahr 2012 gegenüber 210 im Jahr 2011 sowie im Bereich der Sozialhilfe 45 neue Angelegenheiten im Jahr 2012 gegenüber 30 im Jahr 2011, Angelegenheiten, die seit 2011 im Rodel des Sozialversicherungsgerichtshofs eingetragen sind.

1.1.2.12. *Steuergerichtshof*

Das markante Ereignis dieses Jahres bestand ohne jeglichen Zweifel in der Abschaffung des Systems der spezialisierten Beisitzer per Ende Dezember (siehe Ziffer 1.3.1. weiter unten). Im Übrigen gibt die Tätigkeit des Steuergerichtshofs im Jahr 2012 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.13. Sozialversicherungsgerichtshof

Während des Jahres 2012 hat der Sozialversicherungsgerichtshof seine Anstrengungen unablässig fortgesetzt, was ihm erlaubt hat, dank der Mitwirkung aller Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Hofes die Gesamtzahl der hängigen Angelegenheiten gegenüber Anfang Jahr um rund 88 Dossiers zu reduzieren, dies bei einer leichten Zunahme der Zahl der erledigten Angelegenheiten und vor allem trotz des stetigen Anwachsens der Neueingänge. Den Ersatzrichtern, welche selber Urteilsentwürfe redigiert haben, jenen, die mit Gerichtsschreiberinnen-Berichterstatterinnen bzw. Gerichtsschreiber-Berichterstatter gearbeitet haben sowie den Richtern Jérôme Delabays und Johannes Frölicher – welche weiterhin, der erste während drei Monaten und der zweite während des ganzen Jahres mit der Unterstützung ihrer Kollegen beim Hof mitgearbeitet haben – sei herzlichst gedankt, sind diese erfreulichen Ergebnisse doch auch ihnen zu verdanken.

Der Restbestand der hängigen Angelegenheiten per Ende Dezember 2012 bewegt sich somit endlich in vernünftigerer Grössenordnung. Jedoch sind die zunächst 2009 für die ordentliche Last des Hofes, danach jene diesmal für die Eindämmung des Rückstands in der Erledigung der Angelegenheiten gewährten ausserordentlichen Massnahmen am 31. Dezember 2012 alle zu Ende gegangen, ohne dass an Ihren Platz ordentliche Stellen getreten sind, die erforderlich wären, um die Alltagsarbeit des Hofes zu bewältigen; hinzu kommt, dass der Hof auch nicht mehr auf die Mitarbeit seiner Beisitzer zählen kann, deren Mandat definitiv abgelaufen ist (vgl. 1.3.1. weiter unten), was einen weiteren Verlust bedeutet, der ohne Kompensation bleibt. Das Jahr 2013, mit einer stets wachsenden Zahl an neuen Angelegenheiten und zugleich markanter Reduktion der Anzahl Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern, kündigt sich somit nicht unter einem guten Stern an.

1.1.3. Personal

1.1.3.1. Richter

In Inanspruchnahme seines Rechts auf Altersrücktritt hat Richter Georges Chanez das Kantonsgericht am 30. Juni 2012 verlassen. Geboren wurde er 1950 in Estavayer-le-Lac. Georges Chanez erwarb im Jahr 1974 das Lizentiat der Rechte an der Universität Freiburg und sein Anwaltspatent drei Jahre später. Er trat 1976 als Gerichtsschreiber des Bezirksgerichts der Broye in den Dienst des Gerichtswesens und wurde 1984 zum Präsidenten dieses Gerichts gewählt. Dieses Amt übte er aus bis zu seiner Wahl als Kantonsrichter durch den Grosse Rat im Dezember 2011, als Ersatz für Fabienne Hohl. Er trat sein Amt im Februar 2002 an.

Dem Kantonsgericht wird Georges Chanez in Erinnerung bleiben als ein Richter, dessen Meinung zählte und dessen gesunder Menschenverstand hervorstach; seine hervorragenden juristischen Kompetenzen waren stets geprägt von seiner humanen Einstellung. Das Kantonsgericht wünscht ihm einen langen und geruhsamen Ruhestand, den er nach 35 Jahren im Dienste der Justiz hoch verdient hat.

Der Grosse Rat hat Georges Chanez als Ersatzrichter gewählt.

In seiner Session vom 20. März 2012 hat der Grosse Rat Catherine Overney, Anwältin, seit 1986 Gerichtsschreiberin beim Kantonsgericht gewählt, um Georges Chanez zu ersetzen.

Richter Alexandre Papaux hat nach 20 Jahren im Dienste des Kantonsgerichts seine Demission für den 30. September 2012 eingereicht. Er wurde 1958 in Pully geboren. 1983 erwarb das Lizentiat der Rechte an der Universität Freiburg, sein Anwaltspatent 1987. Er war anschliessend als Anwalt tätig, bevor er am 10. Dezember 1992 als Ersatz von Jacques Curty als Kantonsrichter gewählt wurde. Er trat sein Amt im Januar 1993 an.

Als Spezialist im Sprachenrecht hat er 2011 seine Doktorarbeit mit dem Titel "La langue de la justice civile et pénale en droit suisse et comparé" verteidigt.

Die grosse Erfahrung von Alexandre Papaux und sein Rechtssinn sind in den Urteilen in Strafsachen, für die er eine Vorliebe hatte, ganz besonders geschätzt worden. Alexandre Papaux hat mit seinen Kollegen und Mitarbeitern, die er motivieren konnte, einen guten Austausch gepflegt.

Das Kantonsgericht wünscht ihm viel Freude in seinen neuen Tätigkeiten.

In seiner Session vom 12. Juni 2012 hat der Grosse Rat als Ersatz von Alexandre Papaux Michel Favre, Anwalt, Staatsanwalt bei der Staatsanwaltschaft des Kantons Freiburg, gewählt.

Bei den nebenberuflichen Tätigkeiten der Richter ergeben sich wenig Änderungen. Françoise Bastons Bulletti ist Mitglied der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen, Mitglied des Vorstandes der Paar- und Familienberatung Freiburg sowie der Europäischen Richtervereinigung für Mediation (GEMME). Hubert Bugnon präsidiert die Schulkommission des Kollegiums Heiligkreuz und ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Hugo Casanova ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission und ordentliches Mitglied der Rekurskommission Interkantonale Vereinbarung Lotterien und Wetten (welche sich im Allgemeinen mit ein bis zwei Fällen pro Jahr zu befassen hat). Er ist weiterhin Lehrbeauftragter beim Schweizerischen Institut für Steuerlehre im Rahmen der Ausbildung "Master of Advanced Studies Taxation FH" (drei Lektionen jährlich). Josef Hayoz ist Präsident des Justizrats und stellvertretender Präsident der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 6. Des Weiteren ist er Mitglied der kantonalen Nomenklaturkommission und des Wissenschaftsrates für das Forschungsprojekt "Grundlagen guten Justizmanagements in der Schweiz". Jérôme Delabays ist Präsident der beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit, Mitglied der Anwaltskommission und Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Roland Henninger ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marianne Jungo und Gabrielle Multone sind Mitglieder der Rekurskommission des interkantonalen Gymnasiums der Broye (GYB). Gabrielle Multone ist ebenfalls Mitglied der Anwaltskommission. Catherine Overney ist Mitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und der Kommission für Rechtsstreitigkeiten der Gemeinde Ependes. Christian Pfammatter ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Adrian Urwyler ist Präsident der Direktion der Schweizerischen Richterakademie. Anne-Sophie Peyraud ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung und Vizepräsidentin der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 2.

Der Grosse Rat hat Georges Chanez, Dina Beti und Pascal Richard für eine unbestimmte Dauer sowie Marc Boivin für eine Dauer bis zum 31. Dezember 2012 zu Ersatzrichtern gewählt.

Das Mandat der Beisitzer des Steuergerichtshofs, nämlich von Michael Hank, Berthold Buchs, Albert Nussbaumer und Jean-Marc Vionnet, sowie der Ersatzbeisitzer Hans Brügger, Ernst Flammer und Louis-Marc Perroud, und das Mandat der Beisitzer des Sozialversicherungsgerichtshofs, nämlich von Jean-Marc Kuhn und Lorenz Fivian, sowie der Ersatzbeisitzer Christian Grandjean und Bruno Boschung, ist per 31. Dezember definitiv beendet. In ihrer Eigenschaft als Spezialisten haben sie zur Qualität der Rechtsprechung dieser Höfe beigetragen, indem sie insbesondere ihre sachbezogene praktische Erfahrung eingebracht haben. Sie verdienen Anerkennung und Dank für die enorme Arbeit, die sie geleistet haben, und für ihre effiziente und angenehme Mitarbeit, welche das Bild der Justiz in unserem Kanton stark mitgeprägt hat.

1.1.3.2. *Gerichtsschreiberei*

Das Jahr 2012 war geprägt vom Weggang der Chef-Gerichtsschreiberin der Verwaltungsrechtlichen Abteilung, Marjorie Jaquet a Marca, welche ihre Demission per 31. August 2012 eingereicht hat. Nach 11 Jahren intensiver Tätigkeit zunächst als Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin beim Sozialversicherungsgerichtshof des ehemaligen Verwaltungsgerichts und ab 1. April 2006 als Chef-Gerichtsschreiberin dieses Gerichts, das 2008 zur Verwaltungsrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts wurde, hat sie beschlossen, sich einer neuen beruflichen Herausforderung zu stellen. Sie war zur Sektionschefin der Invalidenversicherungsstelle des Kantons Freiburg gewählt worden. Das Kantonsgericht wünscht ihr viel Erfolg in dieser neuen Tätigkeit.

Marjorie Jaquet a Marca wurde ab dem 1. September 2012 durch Muriel Zingg ersetzt, die bis dahin als Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin beim Sozialversicherungsgerichtshof tätig war.

In den Zivilrechtlichen und Strafrechtlichen Abteilungen sind folgende Änderungen eingetreten: Es wurden zwei neue Gerichtsschreiberinnen angestellt, Marlène Collaud und Séverine Zehnder; erstere wurde nach ihrer Demission durch Catherine Faller ersetzt. Laetitia Crétin wurde ihrerseits als Ersatz für Catherine Python Werro, Richard-Xavier Posse für Catherine Overney, die als Kantonsrichterin gewählt wurde, und Cornelia Thalmann El Bachary als Ersatz für Michel Pellascio, teilzeitlich als Gerichtsschreiber-Berichterstatter tätig, angestellt.

Auch bei der Verwaltungsrechtlichen Abteilung sind mehrere Änderungen beim Bestand der Gerichtsschreiber-Berichterstatter eingetreten. Nach der Demission von Karim Armand Hichri wurde Rosario Sanchez ab dem 1. März 2012 befristet bis zum 31. Dezember 2012 angestellt. Nach dem Weggang von Mélanie Maillard Russier und der Ernennung von Muriel Zingg zur Chef-Gerichtsschreiberin der Verwaltungsrechtlichen Abteilung als Ersatz von Marjorie Jaquet a Marca wurden als deren Ersatz Alexandre Vial unbefristet und Carine Sottas befristet angestellt. Ihre Verträge waren im Rahmen der dem Sozialversicherungsgerichtshof gewährten ausserordentlichen Massnahmen bis zum 31. Dezember 2012 befristet; ersetzt wurden sie durch Evelyne Horisberger als Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin und Jennifer Tapia als Gerichtsschreiber-Adjunktin. Schliesslich hat Yann Hoffmann, der dank eines Spezialkredits der Integration Handicap zur Unterstützung des Kantonsrichters Johannes Frölicher angestellt worden war, auf eine Verlängerung seines bis 31. Dezember 2012 befristeten Vertrages verzichtet. Er ist ab dem 1. Februar 2013 durch Vanessa Thalmann ersetzt worden.

Elsa Dordi, Florine Kueng, Souheyla Hemma, Vincent Binetti, Isabelle Schuwey, Séverine Grüber Gacond, Jennifer Tapia, Pauline Volery, Philippe Tena, Marianne Sterren, Olivia Lei und Alain Monnerat haben im Rahmen ihrer Ausbildung zur Anwältin bzw. zum Anwalt ein Gerichtsschreiber-Praktikum absolviert.

Im Rahmen ihrer Universitätsausbildung sind ausserdem zwei Jus-Studenten während mehreren Wochen in der Verwaltungsrechtlichen Abteilung aufgenommen worden.

Die Chef-Gerichtsschreiber (1 Stelleneinheit in Freiburg und 1 Stelleneinheit in Givisiez) und die dem Sozialversicherungsgerichtshof 2009 und 2010 gewährten ausserordentlichen Massnahmen sowie die auf einem Spezialkredit von Integration Handicap beruhende Stelle nicht mitgerechnet, entfallen auf die Gerichtsschreiber-Berichterstatter und die Gerichtsschreiber-Adjunkten insgesamt 15,5 Stelleneinheiten, die auf 19 Personen aufgeteilt sind (Freiburg: 8,5 Stelleneinheiten, verteilt auf 10 Personen; Givisiez: 7 Stelleneinheiten, verteilt auf 9 Personen).

1.1.3.3. Informatikabteilung

Eine Sekretärin des Kantonsgerichts, Martine Arm, wirkte weiterhin an der Kodifizierung von Modellen mit, die für die verschiedenen Organe des Gerichtswesens notwendig sind.

1.1.3.4. Sekretariat

Während dieses Jahres sind für den Bestand des Sekretariats keine Änderungen zu verzeichnen, es sei denn die Aufhebung der dem Sozialversicherungsgerichtshof 2009 und 2010 gewährten ausserordentlichen Massnahmen, was das Ende der Verträge für Ariane Menoud und Gwendoline Remy per 31. Dezember 2012 bedeutete. Letztere hat zudem nach der Geburt ihres Sohnes Mutterschaftsurlaub bezogen. Ihre Abwesenheit wurde intern kompensiert.

Die Bürochefinnen (1 Stelleneinheit in Freiburg und 0.7 Stelleneinheit in Givisiez), die Lernenden und die 2009 und 2010 dem Sozialversicherungsgerichtshof gewährten ausserordentlichen Massnahmen nicht mitgerechnet, verfügt das Sekretariat über 6,3 Stelleneinheiten, die auf 10 Personen aufgeteilt sind (Freiburg: 2,5 Stelleneinheiten, verteilt auf 4 Personen; Givisiez: 3,8 Stelleneinheiten, verteilt auf 6 Personen).

1.1.4. Weitere Tätigkeiten

Am 20. April 2012 hat Anne-Sophie Peyraud an der Jahreskonferenz der Kantonsgerichte im Sozialversicherungswesen in Brig teilgenommen.

Am 24. Mai 2012 hat Christian Pfammatter eine Klasse der Hochschule für Technik und Architektur Freiburg empfangen und ein Referat über das öffentliche Beschaffungsrecht gehalten.

Am 6. und 7. September 2012 haben Christian Pfammatter, Hugo Casanova, Josef Hayoz, Gabrielle Multone, Anne-Sophie Peyraud und Johannes Frölicher an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in St. Gallen teilgenommen.

Am 4. Oktober 2012 haben die Richter der Verwaltungsrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts die Konferenz der Oberamtmänner empfangen. Dies geschah im Rahmen einer Zusammenkunft, die nunmehr regelmässig stattfinden soll und die einen Austausch über die jeweilige Arbeitsweise sowie die Besprechung gewisser besonderer Themen erlauben soll.

Am 13. Dezember 2012 hat dieselbe Abteilung mit einem offiziellen Apéro am Standort ihrer Büros das 20-jährige Bestehen der Verwaltungsgerichtsbarkeit gefeiert. Dieses Treffen war ebenso Anlass, einerseits allen Personen und Behörden, die am guten Funktionieren der Verwaltungsjustiz mitwirken oder mitgewirkt haben zu danken, und andererseits, von den Gebäuden Abschied zu nehmen, in denen diese Gerichtsabteilung über all die Jahre untergebracht war.

Am 17. Dezember 2012 war eine Gruppe von Studierenden der Rechtswissenschaften der Universität Freiburg an einer Sitzung des Strafpappellationshofs anwesend; sie ist anschliessend vom Präsidenten der Strafrechtlichen Abteilung, Hubert Bugnon, empfangen worden, welcher den Studierenden das Kantonsgericht und seine Tätigkeit vorgestellte.

Von den Richtern besuchte Weiterbildungsveranstaltungen

Die von den Richtern im Jahr 2012 befolgten Weiterbildungsveranstaltungen sind in den Formularen aufgelistet, die dem Justizrat separat zugestellt wurden.

Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richter/Gerichtsschreiber

Françoise Bastons Bulletti hat zusammen mit ihren Kollegen Hubert Bugnon und Jérôme Delabays anlässlich des Weiterbildungstages des FAV am 14. Dezember 2012 einen Vortrag zum Thema Zivilprozessrecht gehalten. Sie ist auch mit Vorträgen in Zivilprozessrecht für die freiburgischen Anwaltspraktikanten beauftragt. Ebenfalls hat sie im Oktober 2012 an der Universität Genf für Anwälte, die Mitglied des SAV sind, im Rahmen derer Fachausbildung SAV in Familienrecht einen Kurs zum Thema Unterhalt des Kindes abgehalten. Schliesslich hat sie im Rahmen der von der Universität Freiburg zum Thema "Kind und Verfahren" organisierten Weiterbildung einen Vortrag gehalten.

Hubert Bugnon hat die Arbeiten an der Schweizerischen Richterakademie (Universität Neuenburg) im Bereich der Anhörung von Kindern in Familienrechtsverfahren beaufsichtigt. Ebenfalls hat er anlässlich der Weiterbildungstagung des FAV einen Vortrag in Zivilprozessrecht gehalten.

Hugo Casanova hat wiederum einige Urteile des Bundesgerichts über die kantonalen Abgaben für die Zeitschrift "Archiv für Schweizerisches Abgaberecht" zusammengefasst und gewürdigt. Seine Analyse erschien in Band 81, S. 13, unter dem Titel "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts in den Jahren 2010 und 2011 – Steuerverfahrensrecht (direkte Steuern und übrige kantonale Abgaben)".

Hugo Casanova und Hubert Bugnon sind Mitglieder des Redaktionskomitees der FZR.

Michel Favre ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) im Rahmen des CAS (Certificate of Advanced Studies) im Strafrichterwesen. Er hat des Weiteren für die Anwaltspraktikanten einen Kurs zum Thema Vorverfahren im Strafrecht erteilt.

Josef Hayoz hat in der Richterzeitung einen Artikel unter dem Titel "Le Conseil de la magistrature du canton de Fribourg: autorité indépendante de surveillance du pouvoir judiciaire" veröffentlicht.

Adrian Urwyler hat am 19. Dezember 2012 an der von der Rechtsfakultät der Universität Freiburg im Rahmen eines Intensivseminars organisierten Strafrechtstagung teilgenommen.

Christian Pfammatter hat für die Anwaltspraktikanten Kurse über Verwaltungsrechtspflege, Raumplanung und Baubewilligung gegeben. Ebenfalls hat er an der Leitung des Seminars über Verwaltungsrecht für die Anwaltspraktikanten mitgewirkt. Am 12. November 2012 hat er zudem für den Freiburger Notariatsverband einen Vortrag über die Neuerungen im RPBG gehalten.

Johannes Frölicher hielt am Abend für die Erstsemestrigen der rechtswissenschaftlichen Fakultät, der am 11. Dezember 2012 an der Universität Freiburg stattfand, einen zweisprachigen Vortrag.

Annexe/Beilage:

**Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2012 /
Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2012**

Président/Präsident : Christian Pfammatter

Vice-président/Vizepräsident : Adrian Urwyler

Membres/Mitglieder :

Marianne Jungo
Alexandre Papaux*
Hugo Casanova
Josef Hayoz
Gabrielle Multone
Roland Henninger
Hubert Bugnon
Georges Chanez**
Françoise Bastons Bulletti
Anne-Sophie Peyraud
Jérôme Delabays
Johannes Frölicher
Catherine Overney
Michel Favre

Marc Boivin
Bernhard Schaaf
Présidents suppléants auprès de la Cour
des assurances sociales (pour une durée
déterminée)/Stellvertretende Präsidenten beim
Sozialversicherungsgerichtshof (für eine
beschränkte Dauer)

Juges suppléants/Ersatzrichter/-innen :

Daniel Schneuwly
André Riedo
Pascal Terrapon
Catherine Yesil-Huguenot
François-Xavier Audergon
Catherine Hayoz
Kurt Schwab
Parisima Vez
Francine Defferrard
Tarkan Göksu
Séverine Monferini Nuoffer
Michel Favre (jusqu'au 30.09.2012)
Jacques Bonfils
Hans-Jürg Schläppi
Ursula Schneider Schüttel
Laurent Schneuwly
Erika Schnyder
Richard Waeber
Armin Sahli
Christophe Maillard
Pierre Corboz
Jean-Luc Mooser
Felix Baumann
Georges Chanez (dès le 01.07.2012)
Dina Beti
Pascal Richard

*remplacé par Michel Favre le 1.10.2012/ersetzt durch Michel Favre am 1.10.2012

**remplacé par Catherine Overney le 1.07.2012/ersetzt durch Catherine Overney am 1.07.2012

Assesseurs/Beisitzer/-innen :

Cour fiscale/Steuergerichtshof :

Michael Hank
Berthold Buchs
Albert Nussbaumer
Jean-Marc Vionnet

Assesseurs suppléants/Ersatzbeisitzer :

Hans Brügger
Ernst Flammer
Louis-Marc Perroud

**Cour des assurances sociales/
Sozialversicherungsgerichtshof :**

Jean-Marc Kuhn
Lorenz Fivian

Assesseurs suppléants/Ersatzbeisitzer :

Christian Grandjean
Bruno Boschung

Section civile / zivilrechtliche Abteilung

Président/Präsident : Jérôme Delabays
Membres/Mitglieder : Alexandre Papaux
Roland Henninger
Adrian Urwyler
Hubert Bugnon
Georges Chanez
Françoise Bastons Bulletti

Ière Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Président/Präsident : Hubert Bugnon
Membres/Mitglieder : Adrian Urwyler
Françoise Bastons Bulletti
Jérôme Delabays

IIème Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Président/Präsident : Roland Henninger
Membres/Mitglieder : Alexandre Papaux
Georges Chanez
Françoise Bastons Bulletti

Cour de modération / Moderationshof

Président/Präsident : Françoise Bastons Bulletti
Membres/Mitglieder : Alexandre Papaux
Adrian Urwyler

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Président/Präsident : Adrian Urwyler
Membres/Mitglieder : Hubert Bugnon
Georges Chanez
Françoise Bastons Bulletti
Jérôme Delabays

Chambre des tutelles / Vormundschaftskammer

Présidente/Präsidentin : Jérôme Delabays
Membres/Mitglieder : Alexandre Papaux
Roland Henninger

Section pénale / strafrechtliche Abteilung

Président/Präsident : Alexandre Papaux
Membres/Mitglieder : Roland Henninger
Adrian Urwyler
Hubert Bugnon
Georges Chanez
Françoise Bastons Bulletti
Jérôme Delabays

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Président/Präsident : Alexandre Papaux
Membres/Mitglieder : Adrian Urwyler
Hubert Bugnon
Françoise Bastons Bulletti

Chambre pénale / Strafkammer

Président/Präsident : Georges Chanez
Membres/Mitglieder : Roland Henninger
Hubert Bugnon
Jérôme Delabays

Section administrative / verwaltungsrechtliche Abteilung

Présidente/Präsidentin : Marianne Jungo
Membres/Mitglieder : Gabrielle Multone
Hugo Casanova
Josef Hayoz
Christian Pfammatter
Anne-Sophie Peyraud
Jérôme Delabays (à 40% jusqu'en avril 2012)
Johannes Frölicher

Marc Boivin
Bernhard Schaaf
Présidents suppléants auprès de la Cour
des assurances sociales (pour une durée
déterminée)/Stellvertretende Präsidenten beim
Sozialversicherungsgerichtshof (für eine
beschränkte Dauer)

Ière Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Présidente/Präsidentin : Marianne Jungo
Membres/Mitglieder : Christian Pfammatter
Gabrielle Multone
Josef Hayoz (affaires en
allemand/deutschsprachige Angelegenheiten)

IIème Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Président/Präsident : Josef Hayoz
Membres/Mitglieder : Johannes Frölicher
Christian Pfammatter

IIIème Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Présidente/Präsidentin : Gabrielle Multone
Membres/Mitglieder : Marianne Jungo
Johannes Frölicher
Josef Hayoz (affaires en
allemand/deutschsprachige Angelegenheiten)

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Président/Präsident : Hugo Casanova
Assesseurs/Beisitzer –in : Michael Hank
Berthold Buchs
Albert Nussbaumer
Jean-Marc Vionnet

Cour des assurances sociales / Sozialversicherungsgerichtshof

Présidente/Präsidentin : Anne-Sophie Peyraud
Présidents suppléants : Johannes Frölicher (40%)
Marc Boivin
Bernhard Schaaf
Assesseurs/Beisitzer –in : Jean-Marc Kuhn
Lorenz Fivian

1.2. Partie statistique / Statistischer Teil

1.2.1. Section civile / zivilrechtliche Abteilung

Matières traitées / <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>		
	2012	2011
Récusation / <i>Ausstand</i>	9	12
Entraide judiciaire / <i>Rechtshilfe</i>	228*	271
Total	237	283

* 76 demandes, concernant une volumineuse affaire, émanaient des Pays-Bas / 76 Gesuche betreffend eine umfangreiche Angelegenheit stammten aus den Niederlanden

I^{ère} Cour d'appel civil / I. Zivilapelaltionshof

Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>	2012	2011
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	110	67
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	371	353
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	385	310
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	96	110

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2012	2011
Admis / <i>Gutheissung</i>	34	33
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	82	46
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	3	5
Rejetés / <i>Abweisung</i>	79	62
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	24	32
Retirés / <i>Rückzug</i>	10	14
Transaction / <i>Vergleich</i>	8	6
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	2	2
Passe-expédient / <i>Streitabstand</i>	0	0
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	1	0
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	15	12
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	91	73
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	29	16
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	5	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	2	6
Changement / <i>Wechsel</i>	0	0
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	2
Total	385	310

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2012	2011
Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	0	0
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	93	70
dont mesures protectrices de l'union conjugale/ <i>davon Eheschutzmassnahmen</i>	36	25
Droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>	6	4
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	6	1
Droit réels / <i>Sachenrecht</i>	5	4
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	27	42
Assurance / <i>Versicherung</i>	1	0
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	2	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	2	1
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	1	0
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	1	0
Attribution des dépens / <i>Auferlegung der Parteikosten</i>	4	3
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	5	0
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	2	1
Mesures provisionnelles et leur modification/ <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	50	33
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	42	41
Poursuite pour dettes / <i>Schuldbetreibung</i>	1	0
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	132	104
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	1	0
Révision / <i>Revision</i>	1	2
Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>	0	2
Divers / <i>Verschiedenes</i>	3	2
Total	385	310

Provenance / Herkunft		
	2012	2011
Sarine / Saane	90	80
Singine / Sense	8	10
Gruyère / Greyerz	35	33
Lac / See	10	12
Glâne / Glane	12	17
Broye / Broye	30	19
Veveyse / Vivisbach	11	14
Autres / Andere	189	125
Total	385	310

II^{ème} Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2012	2011
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	90	45
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	335	337
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	344	292
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	81	90

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2012	2011
Admis / <i>Gutheissung</i>	55	72
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	21	14
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	9	7
Rejetés / <i>Abweisung</i>	112	98
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	74	52
Retirés / <i>Rückzug</i>	17	16
Transaction / <i>Vergleich</i>	4	2
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	2	3
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	13	6
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	7	5
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	3	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	3	4
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	0	2
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	24	7
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	4
Total	344	292

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2012	2011
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	59	41
Travail / <i>Arbeit</i>	12	9
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	29	19
Enlèvement international d'enfant / <i>Internationale Kindesentführung</i>	1	0
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	173	138
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	32	35
dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>	141	92
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	45	60
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	2	0
Instance unique / <i>Einzige Instanz</i>	4	4
Entraide judiciaire / <i>Rechtshilfe</i>	1	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	1
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	1	0
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	5	3
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	1	0
Attribution des dépens / <i>Auferlegung der Parteikosten</i>	1	5
Concordat / <i>Nachlassvertrag</i>	0	0
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	0	0
Révision / <i>Revision</i>	1	1
Mémoire préventif / <i>Schutzschrift</i>	4	3
Arbitrage / <i>Schiedsverfahren</i>	0	1
Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>	0	6
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	2	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	3	1
Total	344	292

Provenance / Herkunft		
	2012	2011
Sarine / Saane	134	104
Singine / Sense	15	11
Gruyère / Greyerz	39	40
Lac / See	16	12
Glâne / Glane	16	10
Broye / Broye	20	30
Veveyse / Vivisbach	10	10
Autres / Andere	94	75
Total	344	292

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2012	2011
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	11	7
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	182	145
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	183	141
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	10	11

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2012	2011
Admis / <i>Gutheissung</i>	117	89
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	4	4
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	2
Rejet / <i>Abweisung</i>	28	28
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	15	4
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	12	3
Retrait / <i>Rückzug</i>	5	2
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	2
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	0	2
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	3
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	0
Transaction / <i>Vergleich</i>	0	0
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
Total	183	141

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2012	2011
Plaintes / <i>Beschwerden</i>	59	43
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung der Frist</i>	5	4
Réalisation de parts de communauté / <i>Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen</i>	4	3
Demande de nouvelle estimation / <i>Gesuch um neue Schätzung (9 ORFI/VZG)</i>	0	0
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / <i>Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens</i>	98	75
Nullité / <i>Nichtigkeit (173² LP/SchKG)</i>	0	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	0
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	1	6
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	16	9
Rémunération de l'administration de la faillite / <i>Vergütung für die Konkursverwaltung</i>	0	0
Séquestre / <i>Arrest</i>	0	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
Total	183	141

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens		
	2012	2011
1 à 15 jours / <i>1 bis 15 Tage</i>	126	90
15 jours à 1 mois / <i>15 Tage bis 1 Monat</i>	20	11
1 à 2 mois / <i>1 bis 2 Monate</i>	29	24
Plus de 2 mois / <i>mehr als 2 Monate</i>	8	16
Total	183	141

Provenance / Herkunft		
	2012	2011
Sarine / Saane	18	21
Singine / Sense	12	7
Gruyère / Greyerz	3	4
Lac / See	2	4
Glâne / Glane	2	2
Broye / Broye	10	5
Veveyse / Vivisbach	10	2
Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt	107	78
Autres / Andere	19	18
Total	183	141

Cour de modération / Moderationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2012	2011
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	11	7
Affaires enregistrées / <i>Eingetragene Angelegenheiten</i>	39	30
Affaires liquidées / <i>Erledigte Angelegenheiten</i>	36	26
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	14	11

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2012	2011
Admis / <i>Gutheissung</i>	7	7
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	4	6
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	1
Rejet / <i>Abweisung</i>	10	2
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	8	4
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	3	2
Retrait / <i>Rückzug</i>	3	2
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	0	1
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	1	0
Total	36	26

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2012	2011
Litige avocat/client / <i>Streitigkeit Anwalt/Klient</i>	0	1
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	14	6
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	12	11
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière civile / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Zivilsachen</i>	2	3

Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière pénale / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Strafsachen</i>	0	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	7	3
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	1	1
Total	36	26

Provenance / Herkunft		
	2012	2011
Sarine / Saane	17	10
Singine / Sense	2	0
Gruyère / Greyerz	7	3
Lac / See	0	1
Glâne / Glane	1	0
Broye / Broye	1	3
Veveyse / Vivisbach	0	3
Autres / Andere	8	6
Total	36	26

Chambre des tutelles / Vormundschaftskammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2012	2011
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	7	1
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	22	27
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	29	21
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	0	7

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2012	2011
Admis / <i>Gutheissung</i>	5	0
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	0
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	0
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	4	4
Rejetés / <i>Abweisung</i>	3	8
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	1
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	7	2
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	2	0
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	1	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	0	1
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	1	1
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	0
Transaction / <i>Vergleich</i>	1	0
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	1	0
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	3
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	1	0
Total	29	21

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2012	2011
Recours / <i>Beschwerde</i>	15	16
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	10	4
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	1
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	2	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	0
Total	29	21

1.2.2. Section pénale / strafrechtliche Abteilung

Cour d'appelation pénal / Strafappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2012	2011
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	96*	58
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	164	164
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	164	125
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	96	97*

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.2011 et le 01.01.2012 s'explique par le fait que des dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques./Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12.11 und dem 01.01.12 erklärt sich dadurch, dass Dossiers nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschlossen wurden.

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2012	2011
Admis / <i>Gutheissung</i>	17	14
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	19	19
Rejetés / <i>Abweisung</i>	46	43
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	8	6
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	25	4
Retirés / <i>Rückzug</i>	35	27
Transaction / <i>Vergleich</i>	0	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	0
AJ (avec avocat) accordée/ <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	3	5
Prolongation du délai d'épreuve / <i>Verlängerung der Probezeit</i>	0	0
Prolongation du traitement ambulatoire / <i>Verlängerung der ambulanten Behandlung</i>	0	0
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	1	0
Rayé du rôle / <i>Abschreibung</i>	2	0
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	2	0
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	4	0
Procédure périmée / <i>Verwirkte Berufung</i>	0	4
Décharge du mandat d'office / <i>Entlastung der Amtsverteidigung</i>	0	2
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	1	0
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	1
Total	164	125

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2012	2011
Appels / <i>Berufungen</i>	138	94
Décisions postérieures au jugement / <i>Nachträgliche Entscheide</i>	0	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	0
Demandes de mise en liberté / <i>Gesuche um Freilassung</i>	1	6
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	9	11
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	0	0
Révision / <i>Revision</i>	11	7
Indemnités et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	3	7
Attribution des dépens	1	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
Total	164	125

Provenance / Herkunft		
Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht		
	2012	2011
Sarine / <i>Saane</i>	50	32
Singine / <i>Sense</i>	1	2
Gruyère / <i>Greyerz</i>	10	10
Lac / <i>See</i>	3	6
Glâne / <i>Glane</i>	6	1
Broye / <i>Broye</i>	7	2
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	7	2
Divers / <i>Verschiedenes</i>	9	0
Total	93	55

Juge de police / Polizeirichter		
	2012	2011
Sarine / Saane	23	12
Singine / Sense	4	2
Gruyère / Greyerz	10	10
Lac / See	3	7
Glâne / Glane	6	3
Broye / Broye	7	1
Veveyse / Vivisbach	0	3
Total	53	38

Juge pénal des mineurs / Jugendstrafrichter		
	2012	2011
	4	1

Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht		
	2012	2011
	1	6

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof		
	2012	2011
	3	3

Autres / Andere		
	2012	2011
	10	22

Chambre pénale / Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2012	2011
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	33	49
Affaires enregistrées / <i>Eingetragene Angelegenheiten</i>	223	197
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	207	213
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	49	33

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2012	2011
Admis / <i>Gutheissung</i>	16	8
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	10	8
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	16	13
Rejetés / <i>Abweisung</i>	93	85
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	43	45
Retirés / <i>Rückzug</i>	4	2
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	0
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	1
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	6	23
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	6	15
Désignation d'un juge remplaçant / <i>Bezeichnung eines Ersatzrichters</i>	7	6
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	0
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	2	5
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	1	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	0
Décharge du mandat d'office / <i>Entlastung der Amtsverteidigung</i>	2	0
Fixation de l'indemnité de partie / <i>Festsetzung der Parteienschädigung</i>	0	1
Total	207	213

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2012	2011
Recours / <i>Beschwerden</i>	168	156
Indemnité et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	3	22
Récusation / <i>Ausstand</i>	16	15
Assistance judiciaire (principe) et défense d'office / <i>unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz) und amtliche Verteidigung</i>	15	11
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	2	3
Effet suspensif / <i>aufschiebende Wirkung</i>	3	5
Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>	0	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
Total	207	213

Président de la Chambre pénale / Präsident der Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2012	2011
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	0	1
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	13	15
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	13	16
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	0	0

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2012	2011
Admis / <i>Gutheissung</i>	13	14
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	0	1
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	1
Total	13	16

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2012	2011
Mesures de surveillance (localisation d'une personne disparue; art. 31c LPol) / <i>Überwachungsmassnahmen (Ortung einer vermissten Person; Art. 31c PolG)</i>	13	15
Total	13	16

1.2.3. Section administrative / verwaltungsrechtliche Abteilung

I^{ère} Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2012	2011
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	106	107
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	159	163
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	174	164
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	91	106

Modes de liquidation / Erledigungsart	2012	2011
Admission <i>Gutheissung</i>	23	20
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	3	1
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	3	6
Rejet <i>Abweisung</i>	64	78
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	2	3
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	19	10
Retrait <i>Rückzug</i>	10	2
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	8	7
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	2	1
Rayé autres motifs <i>Abschreibung aus anderen Gründen</i>	20	20
Classé sans suite <i>Ohne Folge klassiert</i>	2	0
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	8	7
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	6	5
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	1	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	2	4
Total	174	164

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Etablissement et séjour <i>Niederlassung und Aufenthalt</i>	49	58	107	70	37
Droits politiques <i>Politische Rechte</i>	4	2	6	6	0
Agents des collectivités publiques <i>Amtsträger der Gemeinwesen</i>	10	13	23	10	13
Affaires communales <i>Gemeindeangelegenheiten</i>	2	10	12	5	7
Responsabilité <i>Haftung</i>	15	4	19	7	12
Ecole et formation <i>Schule und Bildung</i>	5	11	16	14	2
Exécution des peines et mesures <i>Straf- und Massnahmenvollzug</i>	2	1	3	3	0
Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger <i>Grundstückwerb durch Personen im Ausland</i>	1	0	1	1	0
Avocats, notaires <i>Anwälte, Notare</i>	2	0	2	1	1
Droit des personnes et famille <i>Personen- und Familienrecht</i>	1	2	3	1	2
Recours contre décision du Tribunal des mesures de contrainte <i>Rekurs gegen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts</i>	0	4	4	4	0
Recours sur réclamation (frais) <i>Beschwerde gegen Einspracheentscheid (Kosten)</i>	0	1	1	0	1
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	0	2	2	2	0
Révision <i>Revision</i>	1	1	2	2	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	3	24	27	21	6
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	1	0
Recours sur mesures provisionnelles <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	2	2	2	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	8	22	30	21	9
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	2	0	2	2	0
Récusation <i>Ausstand</i>	0	1	1	0	1
Déclinatoire <i>Unzuständigkeitseinrede</i>	1	0	1	1	0
Total	106	159	265	174	91

Le nombre de causes introduites a très légèrement baissé par rapport à l'exercice précédent.

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la Ière Cour compte encore 1 affaire de 2006, 4 affaires de 2008, 8 affaires de 2010 et 18 affaires de 2011 portant essentiellement sur la responsabilité des collectivités publiques.

Die Zahl der Neueingänge ist gegenüber dem Vorjahr leicht zurückgegangen.

Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so sind beim I. Hof noch 1 Angelegenheit aus dem Jahr 2006, 4 Angelegenheiten aus dem Jahr 2008, 8 aus dem Jahr 2010 und 18 aus dem Jahr 2011 hängig, die zum grössten Teil die Haftung der Gemeinwesen betreffen.

II^{ème} Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2012	2011
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	89	93
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	150	116
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	148	120
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	91	89

Mode de liquidation / Erledigungsart	2012	2011
Admission <i>Gutheissung</i>	10	12
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	5	2
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	3	2
Rejet <i>Abweisung</i>	62	49
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	4	1
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	20	9
Retrait <i>Rückzug</i>	7	13
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	3	2
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	4	5
Rayé autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	26	22
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	4	2
Transmission à l'autorité compétente <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	1
Total	148	120

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per</i> <i>31.12.</i>
Aménagement du territoire et constructions <i>Raumplanung und Bauwesen</i>	58	70	128	77	51
Protection de la nature et du paysage <i>Natur- und Heimatschutz</i>	1	0	1	1	0
Protection de l'environnement <i>Umweltschutz</i>	2	5	7	3	4
Expropriation <i>Enteignung</i>	6	0	6	2	4
Energie <i>Energie</i>	2	0	2	1	1
Marchés publics <i>Beschaffungswesen</i>	2	15	17	13	4
Domaine public <i>Öffentliche Sachen</i>	0	8	8	1	7
Protection contre les incendies et les éléments naturels <i>Schutz gegen Feuer- und Elementarschäden</i>	1	5	6	3	3
Récusation <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0
Révision <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	1	1	2	2	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	3	0	3	3	0
Décision postérieure au jugement (art. 71, 195 CPP; préarchivage) <i>Nachträgliche richterliche Anordnungen (Art. 71, 195 StPO; Vorarchivierung)</i>	0	1	1	1	0
Procédures autres <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	0	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	13	36	49	37	12
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	6	6	2	4
Total	89	150	239	148	91

Le nombre de causes introduites a augmenté de plus de 29 % et le nombre d'affaires liquidées de plus de 23 % par rapport à l'exercice précédent. Le nombre d'affaires pendantes est ainsi resté pratiquement le même.

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la IIème Cour compte encore 1 affaire de 2008, 5 de 2010 et 6 de 2011, portant principalement sur des questions d'aménagement du territoire et de droit des constructions ainsi que d'expropriation.

Die Zahl der Neueingänge ist im Vergleich zum Vorjahr um 29 %, und die Zahl der erledigten Angelegenheiten um mehr als 23 % gestiegen. Die Zahl der hängigen Angelegenheiten ist somit praktisch gleich geblieben.

Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so waren beim II. Hof noch 1 Angelegenheit aus dem Jahr 2008, 5 Angelegenheiten aus dem Jahr 2010 und 6 aus dem Jahr 2011 hängig, wovon der grösste Teil Raumplanungs- und Baubewilligungsfragen sowie Enteignungsfragen zum Gegenstand haben.

III^{ème} Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2012	2011
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	111 ¹⁾	124
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	242 ²⁾	210
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	264 ³⁾	223
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	89	111

1) et 2) les affaires d'aide sociale sont depuis le 1er janvier 2011 de la compétence de la Cour des assurances sociales et, partant, comptabilisées dans les affaires enregistrées par dite Cour mais, pour des motifs liés à la surcharge de cette Cour, restent traitées par les juges de la III^{ème} Cour (on compte 18 affaires pendantes au 1er janvier 2012 et 45 dossiers enregistrés en 2012). / Die Sozialhilfeangelegenheiten fallen seit dem 1. Januar 2011 in die Zuständigkeit des Sozialversicherungsgerichtshofs, werden jedoch wegen Überlastung dieses Hofes weiterhin von den Richtern des III. Hofes behandelt (2012 waren es 18 am 1. Januar hängige Angelegenheiten und 45 eingetragene Angelegenheiten).

3) doivent être rajoutés à ce chiffre les 41 dossiers d'aide sociale enregistrés par la Cour des assurances sociales mais liquidés par les juges de la III^{ème} Cour. / Zu dieser Zahl kommen die 2012 beim Sozialversicherungsgerichtshof eingetragenen, jedoch von den Richtern des III. Hofes erledigten 41 Dossiers in Sozialhilfeangelegenheiten.

Mode de liquidation / Erledigungsart	2012	2011
Admission <i>Gutheissung</i>	16	17
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	6	9
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	7	5
Rejet <i>Abweisung</i>	93	76
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	1	3
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	68	45
Retrait <i>Rückzug</i>	19	25
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	19	17
Rayé autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	24	20
Classé sans suite <i>Ohne Folge klassiert</i>	1	0
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	1	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	2	1
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	2	3
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	3	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	2	0
Total	264	223

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Circulation routière et transports <i>Strassenverkehr und Transportwesen</i>	66	177	243	180	63
Droit social (à l'exception de l'aide sociale dès le 01.01.11) <i>Sozialrecht (mit Ausnahme der Sozialhilfe ab dem 01.01.11)</i>	16	4	20	18	2
Agriculture <i>Landwirtschaft</i>	11	14	25	12	13
Commerces et établissements publics <i>Handel und Gastgewerbe</i>	3	6	9	9	0
Animaux <i>Tiere</i>	1	0	1	1	0
Santé publique <i>Öffentliche Gesundheit</i>	6	5	11	7	4
Registre du commerce <i>Handelsregister</i>	0	1	1	1	0
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	0	1
Procédure autres <i>Verfahren andere</i>	0	4	4	2	2
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	3	14	17	16	1
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	1	4	5	5	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	4	12	16	13	3
Total	111	242	353	264	89

Le nombre de causes introduites a augmenté par rapport à l'exercice précédent (+ 32 dossiers / + 47 en tenant compte des dossiers d'aide sociale). La liquidation a également augmenté (+ 41 dossiers / + 66 en tenant compte des dossiers d'aide sociale).

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la IIIème Cour compte encore 1 affaire de 2010 en matière d'agriculture et 13 affaires de 2011 portant essentiellement sur des questions d'agriculture et de circulation routière.

Die Zahl der Neueingänge hat im Vergleich zum Vorjahr zugenommen (+32 Dossiers/ +47 unter Berücksichtigung der Dossiers in Sozialhilfeangelegenheiten). Auch die Zahl der erledigten Angelegenheiten ist gestiegen (+41 Dossiers/ +66 unter Berücksichtigung der Dossiers in Sozialhilfeangelegenheiten).

Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so sind beim III. Hof noch 1 Angelegenheit aus dem Jahr 2010 im Bereich der Landwirtschaft und 13 aus dem Jahr 2011 hängig; Letztere beziehen sich hauptsächlich auf Fragen der Landwirtschaft und des Strassenverkehrs.

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2012	2011
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	134	156
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	183	169
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	145	122
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	38	47
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	186	191
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	141	139
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	45	52
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	131	134

Mode de liquidation / Erledigungsart	2012	2011
Admission <i>Gutheissung</i>	6	11
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	12	20
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	10	8
Rejet <i>Abweisung</i>	71	78
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	8	5
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	38	16
Retrait <i>Rückzug</i>	8	16
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	17	18
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	11	10
Rayé autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	1	8
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	1	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	2	1
Total	186	191

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liqué <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12 <i>Hängig per 31.12</i>
Généralités <i>Allgemeines</i>	0	1	1	0	1
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques <i>Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen</i>	96	132	228	130	98
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales <i>Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Pers.</i>	8	3	11	6	5
Impôt anticipé <i>Verrechnungssteuer</i>	1	1	2	0	2
Impôts communaux <i>Gemeindesteuern</i>	1	2	3	2	1
Impôts paroissiaux <i>Pfarreiteuern</i>	1	0	1	1	0
Droits de mutation et gages immobiliers <i>Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe</i>	0	1	1	0	1
Impôt destiné à compenser la dim. aire agricole <i>Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland</i>	3	1	4	4	0
Taxe d'exemption de l'obligation de servir <i>Wehrpflichtersatz</i>	1	1	2	2	0
Taxe de séjour <i>Aufenthaltstaxe</i>	1	11	12	12	0
Contributions publiques communales <i>Öffentliche kommunale Abgaben</i>	4	13	17	6	11
Taxes cantonales de police <i>Kantonale Polizeiabgaben</i>	1	0	1	1	0
Amendes d'ordre <i>Ordnungsbussen</i>	2	1	3	0	3
Emoluments administratifs <i>Verwaltungsgebühren</i>	3	3	6	5	1
Soustraction fiscale et rappel d'impôts <i>Steuerhinterziehung und Nachsteuer</i>	10	0	10	9	1
Réclamations (frais) <i>Einsprachen (Kosten)</i>	1	2	3	2	1
Révision <i>Revision</i>	0	2	2	2	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	0	3	3	0	3
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	5	6	3	3
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	1	0
Total	134	183	317	186	131

Le nombre de causes introduites a légèrement augmenté par rapport à l'exercice précédent (+ 14 dossiers) et le nombre d'affaires liquidées a légèrement diminué (- 5 dossiers). Le nombre d'affaires pendantes a également baissé (- 3 affaires).

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la Cour fiscale compte encore 31 affaires de 2011.

Die Zahl der Neueingänge hat gegenüber dem Vorjahr leicht zugenommen (+14 Dossiers), während jene der erledigten Fälle leicht abgenommen hat (-5 Dossiers). Die Zahl der hängigen Angelegenheiten ist ebenfalls rückläufig (-3 Angelegenheiten).

Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so sind beim Steuergerichtshof noch 31 Angelegenheiten aus dem Jahr 2011 hängig.

Cour des assurances sociales / Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2012	2011
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	544 ¹⁾	647
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	492 ²⁾	430
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	576 ³⁾	533
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	460 ⁴⁾	544

1) dont 14 dossiers d'aide sociale traités par les juges de la IIIème Cour 2) dont 45 dossiers d'aide sociale / 3) dont 41 dossiers d'aide sociale / 4) dont 18 dossiers d'aide sociale / 1) wovon 14 Sozialhilfeangelegenheiten, die von den Richtern des III. Hofes behandelt werden / 2) wovon 45 Sozialhilfeangelegenheiten / 3) wovon 41 Sozialhilfeangelegenheiten / 4) wovon 18 Sozialhilfeangelegenheiten

Mode de liquidation / Erledigungsart	2012	2011
Admission <i>Gutheissung</i>	41	36
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	37	37
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	37	44
Rejet <i>Abweisung</i>	219	229
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	4	16
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	37	15
Retrait <i>Rückzug</i>	14	19
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	34	20
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	11	1
Rayé autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	14	22
Classé sans suite <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	1
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	21	22
Observations <i>Stellungnahme</i>	1	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	41	35
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	22	10
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	19	8
Assistance judiciaire retirée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	0	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	4	0
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce <i>Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung</i>	20	17
Total	576	533

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Assurance-vieillesse et survivants <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	29	11	40	24	16
Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i>	207	171	378	168	210
Prestations complémentaires <i>Ergänzungsleistungen</i>	6	7	13	6	7
Assurance-maladie <i>Krankenversicherung</i>	37	17	54	31	23
Assurance-accident <i>Unfallversicherung</i>	92	47	139	63	76
Assurance-chômage <i>Arbeitslosenversicherung</i>	70	38	108	72	36
Prévoyance professionnelle <i>Berufliche Vorsorge</i>	54	28	82	44	38
Assurance-maternité <i>Mutterschaftsversicherung</i>	2	0	2	2	0
Assurance militaire <i>Militärversicherung</i>	2	0	2	1	1
Allocations pour perte de gain <i>Erwerbsersatz</i>	0	2	2	0	2
Allocations familiales <i>Familienzulagen</i>	6	3	9	7	2
Allocations familiales dans l'agriculture <i>Landwirtschaftliche Familienzulagen</i>	1	0	1	1	0
Aide sociale (dès le 01.01.11) <i>Sozialhilfe (seit dem 01.01.11)</i>	8	24	32	18	14
Révision <i>Revision</i>	0	3	3	1	2
Procédure autres <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	3	14	17	14	3
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche Vorsorgliche Massnahmen</i>	0	6	6	6	0
Recours sur mesures provisionnelles <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	24	113	137	109	28
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	3	6	9	7	2
Total	544	492	1036	576	460

Le nombre des nouvelles entrées a augmenté de manière assez conséquente (+ 14,5 %) par rapport à l'exercice précédent (+ 62 affaires au total, dont 47 hors aide sociale) pour atteindre un peu moins de 500 nouveaux dossiers, ce qui correspond à près de 40 % des entrées de toute la section administrative pour 2012.

Grâce à l'augmentation des affaires liquidées et malgré l'accroissement des causes introduites durant l'année, on assiste, pour la troisième année consécutive, à une baisse significative (- 88 dossiers) des affaires pendantes au 31 décembre 2012 par rapport aux dossiers pendants au 31 décembre précédent.

Il faut encore relever que le contentieux AI a subi, après trois années de décrue, une inflation notable pour rejoindre le taux valable en 2009. Cette branche représente ainsi en 2012 près de 35 % des affaires dont est chargée la Cour des assurances sociales (21 % en 2011, 31 % en 2010, 36 % en 2009 et 41 % en 2008).

En ce qui concerne l'ancienneté des recours et actions, la Cour des assurances sociales a pu enfin liquider ses plus anciennes affaires, dont une affaire de 2000 et une de 2004. La plus ancienne remonte désormais à 2009 et devrait rapidement être tranchée au début 2013 de concert avec un dossier parent introduit lui, en 2010. La Cour ne compte plus que 4 causes introduites en 2010, dont celle qui a été précédemment évoquée, et 150 affaires datant de 2011.

Die Zahl der Neueingänge hat im Vergleich zum Vorjahr ziemlich stark zugenommen (+14,5 %, also +62 Angelegenheiten insgesamt, wovon 47 keine Sozialangelegenheiten sind); somit wurde eine Zahl von etwas weniger als 500 Neueingängen erreicht, was 40 % der Neueingänge der gesamten Verwaltungsrechtlichen Abteilung im Jahr 2012 entspricht.

Dank der Zunahme der erledigten Angelegenheiten und trotz des Anstiegs der während des Jahres erfolgten Neueingänge ist zum dritten Jahr hintereinander ein signifikanter Rückgang (-88 Dossiers) der am 31. Dezember 2012 hängigen Angelegenheiten im Vergleich zu jenen am 31. Dezember des Vorjahres zu verzeichnen.

Hervorzuheben ist, dass die IV-Streitfälle nach drei Jahren Rückgang eine markante Inflation zu verzeichnen haben, die die Zahlen von 2009 erreicht. Diese Branche entspricht somit 2012 nahezu 35 % der Angelegenheiten, mit denen der Sozialversicherungsgerichtshof befasst ist (2011: 21 %, 2010: 31 %, 2009: 36 % und 2008: 41 %).

Was das Alter der Beschwerden und Klagen betrifft, so hat der Sozialversicherungsgerichtshof endlich seine ältesten Fälle, 1 aus dem Jahr 2000, und 1 aus dem Jahr 2004 erledigen können. Der älteste Fall stammt nunmehr aus dem Jahr 2009 und dürfte 2013 rasch erledigt werden können, gemeinsam mit einer weiteren Angelegenheit aus dem Jahr 2010. Beim Sozialversicherungsgerichtshof sind somit, der genannte Fall mit eingerechnet, nur noch 4 Fälle aus dem Jahr 2010 und 150 aus dem Jahr 2011 offen.

1.2.4. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

Recours déposés / Eingereichte Beschwerden	2012	2011
I ^{ère} Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	24	30
II ^{ème} Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	19	16
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	9	1
Cour de modération / Moderationshof	1	0
Chambre des tutelles / Vormundschaftskammer	3	0
Tribunal cantonal / Kantonsgericht	0	0
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	27	27
Chambre pénale / Strafkammer	23	27
I ^{ère} Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	23	34
II ^{ème} Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	12	10
III ^{ème} Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	10	8
Cour fiscale / Steuergerichtshof	17	3
Cour des assurances sociales / Sozialversicherungsgerichtshof	48	53
Total	216	209

Recours traités / Erledigte Beschwerden Modes de liquidation / Erledigungsarten	2012	2011
I^{ère} Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof		
Admis / Gutheissung	3	5
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	0
Rejetés / Abweisung	15	10
Irrecevables / Nichteintreten	7	5
Sans objet / Gegenstandslos	1	1
Retirés / Rückzug	1	0
II^{ème} Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof		
Admis / Gutheissung	0	3
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Rejetés / Abweisung	4	3
Irrecevables / Nichteintreten	5	14
Sans objet / Gegenstandslos	1	0
Retirés / Rückzug	3	0

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Rejetés / Abweisung	2	2
Irrecevables / Nichteintreten	7	1
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
Cour de modération / Moderationshof		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Rejetés / Abweisung	0	1
Irrecevables / Nichteintreten	1	0
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
Chambre des tutelles / Vormundschaftskammer		
Admis / Gutheissung	1	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Rejetés / Abweisung	1	0
Irrecevables / Nichteintreten	0	0
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof		
Admis / Gutheissung	0	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	4	0
Rejetés / Abweisung	12	16
Irrecevables / Nichteintreten	5	3
Sans objet / Gegenstandslos	0	1
Retirés / Rückzug	0	0
Chambre pénale / Strafkammer		
Admis / Gutheissung	2	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	0
Rejetés / Abweisung	10	10
Irrecevables / Nichteintreten	14	10
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
Rayé du rôle / Abschreibung	0	0

I^{ère} Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	3	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	2
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	3
Rejetés / <i>Abweisung</i>	16	16
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	5	4
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	4	1
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	1
II^{ème} Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	12	3
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
III^{ème} Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	5	2
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	2	1
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
Cour fiscale / Steuergerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	3	2
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	0
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	6	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

Cour des assurances sociales / Sozialversicherungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	4	10
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	3	4
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>	3	5
Rejetés / <i>Abweisung</i>	24	18
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	4
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	10	3
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	2	1
Total	216	178

2. Le Ministère public

2.1. Partie générale

2.1.1. Remarques générales

En 2012, le Ministère public a connu une stabilité dans ses chiffres, tant au nombre des procédures enregistrées qu'à celui des procédures liquidées par décisions motivées ; la durée de liquidation des procédures est aussi demeurée stable. Au 31 décembre 2012, le nombre de ses procédures pendantes, et en particulier de ses procédures enregistrées depuis plus de 12 mois, est cependant en augmentation ce qui supposera en 2013 un effort prioritaire sur ces dossiers et un examen des processus y relatifs. Les chiffres de l'année 2012 sont finalement marqués par une très forte augmentation du nombre des actes d'accusation et de celui des personnes détenues.

Préparé face aux prochains défis qui l'attendent, avec notamment l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions de la loi fédérale sur la circulation routière et de la loi fédérale sur le transport des voyageurs, ainsi qu'à terme les modifications de la partie générale du code pénal suisse, le Ministère public peut envisager avec sérénité l'année à venir. Alors que le rythme de travail demeure très élevé, le bon fonctionnement de l'entité est avant tout le fruit des efforts soutenus et permanents des procureurs et de l'ensemble des collaborateurs du Ministère public.

2.1.2. Les activités générales

2.1.2.1. En général

	2012	2011
Procédures enregistrées ¹ en	13'397	13'055
Procédures pendantes au 31.12.	5'882	4'808
dont anciennes procédures sous la compétence du procureur ²	525	398
Procédures liquidées par décisions motivées ³ , en	10'647	10'664

¹ Dans toutes les statistiques présentées ci-après, une unité correspond à un prévenu ; il est cependant possible qu'un même dossier physique concerne plusieurs prévenus.

² Soit ouvertes depuis plus de 12 mois.

³ Soit les procédures closes par ordonnances motivées : ordonnance de non entrée en matière, ordonnance de suspension, ordonnance de classement, ordonnance pénale définitive, décision ultérieure au jugement.

2.1.2.2. Procédures enregistrées et pendantes

2.1.2.2.1. Procédures enregistrées

Répartition des procédures enregistrées	2012	2011
Procédures ordinaires contre des prévenus majeurs	13'212	12'902
Procédures du Tribunal des mineurs avec participation des procureurs des mineurs	28	10
Procédures civiles avec participation de la procureure en charge de ces affaires	7	13
Procédures du juge d'application des peines ⁴	150	130
Nombre total de procédures enregistrées	13'397	13'055

	2012	2011
Procédures enregistrées contre auteurs connus	11'655	11'077
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'742	1'978

	2012	2011
Procédures enregistrées en français	10'680(79.7%)	10'391 (79.6%)
Procédures enregistrées en allemand	2'717 (20.3%)	2'664 (20.4%)

Procédures enregistrées par district	2012	2011
Sarine	5'467	5'375
Singine	1'748	1'976
Gruyère	2'223	2'048
Lac	1'457	1'261
Glâne	572	551
Broye	1'404	1'328
Veveyse	526	516

2.1.2.2.2. Procédures pendantes

Procédures pendantes	2012	2011
en instruction (sous la compétence du procureur),	4'956	4'064
dont suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	126	132
auprès des Préfectures (en vue de la tentative légale de conciliation)	200	145
auprès des Tribunaux de 1 ^{ère} instance	613	504
auprès du Tribunal cantonal	98	78
auprès du Tribunal fédéral	15	17
Nombre total de procédures pendantes	5'882	4'808

⁴ Ci-après JAP.

2.1.2.2.3. Anciennes procédures pendantes

	2012	2011
Anciennes procédures pendantes devant le procureur, soit enregistrées depuis plus de 12 mois	525 (dont 49 procédures suspendues)	398 (dont 22 procédures suspendues)

Procédures pendantes devant les procureurs, ouvertes au 31.12.2011, de l'année :

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total
6	4	2	7	18	63	425	525

2.1.2.3. Procédures renvoyées devant une autre instance ou liquidées

2.1.2.3.1. En général

	2012	2011
Ordonnances de non entrée en matière	990	909
Ordonnances de suspension	1'025	919
Ordonnances de classement	1'545	1'797
Ordonnances pénales	7'404	7'408
Actes d'accusation	235	125
Confiscations indépendantes	0	4
Décisions ultérieures au jugement (JAP)	151	127
Décisions de dessaisissement	402	667
Décisions de renvoi au préfet (sauf pour tentative légale de conciliation)	25	66
Ordonnances de conversion de peine pécuniaire ou d'amendes	2'029	1'613
Commissions rogatoires nationales	35	34
Commissions rogatoires internationales	74	51
Classements sans suite	318	488

2.1.2.3.2. Ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement

Ordonnances de non entrée en matière	2012	2011
cas de levée de corps	101	124
autres	889	785
Nombre total des ordonnances de non entrée en matière	990	909

Ordonnances de suspension	2012	2011
contre auteur connu	207	178
contre auteur inconnu	818	741
Nombre total des ordonnances de suspension	1'025	919

Ordonnances de classement	2012	2011
suite à conciliation	494	241
Autres	1'051	1'556
Nombre total des ordonnances de classement	1'545	1'797

2.1.2.3.3. Ordonnance pénale

Ordonnances pénales et de conversion	2012	2011
Ordonnances pénales définitives	6'936	6'912
Ordonnances pénales frappées d'opposition	468 (6.3%)	496 (6.7%)
Ordonnances de conversion de peines pécuniaires ou d'amendes	2'029	1'613
Nombre total des ordonnances pénales et de conversion	9'433	9'021

Ordonnances pénales frappées d'opposition par district	2012	2011
Sarine	216	247
Singine	43	54
Gruyère	73	77
Lac	39	41
Glâne	26	24
Glâne	26	24
Broye	50	40
Veveyse	21	13

Ordonnances pénales définitives, selon le type de peine prononcée	2012	2011
Ordonnances pénales définitives, peine pécuniaire	2'933	2'820
prononcé d'une peine pécuniaire avec sursis	2'605	2'581
prononcé d'une peine pécuniaire avec sursis <u>partiel</u>	20	14
prononcé d'une peine pécuniaire <u>sans</u> sursis	308	225
Ordonnances pénales définitives, travail d'intérêt général	1'523	1'648
prononcé d'un travail d'intérêt général avec sursis	1'258	1'462
prononcé d'un travail d'intérêt général avec sursis <u>partiel</u>	28	12
prononcé d'un travail d'intérêt général <u>sans</u> sursis	237	174
Ordonnances pénales définitives, peine privative de liberté	113	134
Ordonnances pénales définitives, amende	5'460	5'296

Les procureurs faisant un large usage de la faculté conférée par l'article 42 alinéa 4 du code pénal de cumuler notamment une amende à la peine prononcée avec sursis, les chiffres mentionnés dans le précédent tableau incluent l'ensemble de ces peines.

2.1.2.3.4. Acte d'accusation

Actes d'accusation	2012	2011
Acte d'accusation avec renvoi au juge de police	90	55
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	110	52
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	1	2
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	13	6
Acte d'accusation, procédure simplifiée	21	10
Nombre total d'actes d'accusation	235	125

Actes d'accusation avec renvoi au juge de police, par district	2012	2011
Sarine	38	34
Singine	5	0
Gruyère	19	10
Lac	2	1
Glâne	4	4
Broye	15	4
Veveyse	7	2

Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement et au Tribunal pénal économique (mentionnés TPE), par district	2012	2011
Sarine	52 (1)	23 (2)
Singine	6	5
Gruyère	14	14
Lac	8	4
Glâne	11	2
Broye	11	1
Veveyse	8	3

2.1.2.3.5. Décision ultérieure au jugement

Ordonnances du JAP	2012	2011
Ordonnances de suspension de la peine privative de liberté par :	21	19
prolongation du délai de paiement	3	2
réduction du montant de la peine pécuniaire ou de l'amende	3	4
conversion de la peine pécuniaire ou de l'amende en travail d'intérêt général	15	13
Ordonnances de refus de suspension de la peine privative de liberté	6	9
Ordonnances de conversion du travail d'intérêt général, à savoir :	116	97
conversion du travail d'intérêt général en peine pécuniaire	80	68
conversion du travail d'intérêt général en peine privative de liberté	36	29
Opposition aux ordonnances du JAP	3	0
Autres ordonnances du JAP	5	2

2.1.2.3.6. Durée de la procédure jusqu'à sa liquidation

Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives	2012
0 à 1 mois	24.29%
1 à 2 mois	19.3%
2 à 3 mois	15.69%
3 à 6 mois	21.69%
6 à 12 mois	12.7%
12 à 18 mois	4.81%
18 à 24 mois	1.16%
24 à 36 mois	0.26%
Plus de 36 mois	0.01%

2.1.2.4. Détention provisoire et autres mesures de contrainte

Détention provisoire	2012	2011
Nombre de personnes en détention provisoire	266	212
Nombre de requête de détention au Tribunal des mesures de contrainte (détention, prolongation de la détention et détention pour motifs de sûretés)	361	137
Nombre de jours de détention	20'357	14'502

Autres requêtes au Tribunal des mesures de contrainte	2012	2011
Nombre de demandes de mesures de surveillance téléphoniques et autres mesures	226	144

2.1.2.5. Recours

Recours interjetés par les procureurs	2012	2011
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	26	12
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	1	4 (pour 6 procédures)

Recours interjetés par les parties	2012	2011
Nombre de déterminations motivées adressées par les procureurs au Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	103	113
Nombre déterminations motivées adressées par les procureurs au Tribunal fédéral	4	4 (pour 3 procédures)

2.1.2.6. Auditions et défenseurs

Auditions par les procureurs et les greffiers	2012	2011
Nombre d'auditions	1'175	952

Défenseurs	2012	2011
Nombre de désignation d'un défenseur d'office ou d'un mandataire gratuit, dont selon le tournus	284	254
	120	113
Nombre d'ordonnances sur indemnités	61	44

Le défenseur nécessaire choisi par le prévenu n'est pas inclus dans le tournus (cf. Directive n° 1.7 du procureur général du 12 janvier 2011 relative à la désignation des avocats, chiffre 5) ; cette règle justifie qu'il soit établi une distinction entre le nombre total de désignation et celui selon le tournus.

2.1.2.7. Contrôle du procureur général

Contrôles préalables et postérieurs des ordonnances rendues par les procureurs, les préfets et les présidents du Tribunal des mineurs	2012	2011
Nombre de refus d'approbation aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	18	50
Nombre d'oppositions aux ordonnances pénales	22	38

2.1.3. Le personnel

2.1.3.1. *En général*

Au 31 décembre 2012, 62.5 (EPT) procureurs et collaborateurs composent le Ministère public. Il comprend ainsi 15 cellules judiciaires, pour 14,5 (EPT) procureurs. A leurs côtés, on trouve les greffiers (14.5 EPT) et les secrétaires de procureurs (14.5 EPT) ainsi qu'un (EPT) conseiller économique ; s'y ajoutent les collaborateurs de la réception (6.5 EPT, y compris le poste ADN), le personnel de la comptabilité (3.5 EPT), les greffiers-stagiaires (6 EPT) et les apprenties (2 EPT).

2.1.3.2. *Le procureur général et le procureur général adjoint*

Dans ses tâches de direction du Ministère public, le procureur général a concentré en 2012 ses efforts dans trois axes : la fixation des priorités en matière de politique de lutte contre la criminalité et leur mise en vigueur, la formation des procureurs et de collaborateurs ainsi que les contrôles des ordonnances.

Avec le Conseil d'Etat, le procureur général a ainsi défini les priorités de la politique criminelle pour la période 2012 à 2014. Des efforts particuliers ont été ou seront engagés en matière de lutte contre la violence (gratuite, contre les représentants des pouvoirs publics, domestiques et dans le cadre des manifestations sportives), contre les infractions commises en bande et par métier, dans la lutte contre le trafic de stupéfiants, contre les chauffards, dans la lutte contre le travail au noir et dans celle contre les incivilités.

En charge de la formation interne, le procureur général adjoint a mis sur pied une journée et demie de formation à l'attention des procureurs et des greffiers. Par ailleurs, des séances de formation ont été organisées pour les greffiers et les secrétaires. De plus, deux greffiers ont suivi et brillamment réussi la formation en magistrature dispensée par l'ERMP ; une secrétaire a également suivi les cours de droit dispensés par l'EAP respectivement quatre secrétaires la formation de base en administration judiciaire proposée par la Haute école ARC à Neuchâtel (Ecole romande en administration judiciaire). Enfin, la greffière-chef a entrepris de suivre une formation CAS en ressources humaines auprès des Universités de Fribourg, Lausanne, Genève et Neuchâtel, formation qui se poursuivra en 2013.

Au cours de l'année écoulée, le procureur général a conduit cinq séances plénières des procureurs, une séance des greffiers et il a tenu 32 séances de Direction. Au 1er janvier 2013, le Ministère public compte 25 Directives (dont 17 publiées sur le site du Pouvoir judiciaire) et 14 marches à suivre.

En 2012, le procureur général a participé comme conférencier aux 8èmes journées pénitentiaires suisses à Fribourg ainsi qu'à la journée de formation de l'OAF. Il est par ailleurs membre du comité de la CAPS et de la Plateforme des procureurs généraux romands, et sur le plan cantonal de la CLCED, du CCPS et du Conseil de la magistrature. Quant au procureur général adjoint, il a présenté le Ministère public à une délégation de procureurs chinois, il a participé au séminaire intensif organisé par la Faculté de droit de l'Université de Fribourg à l'attention de ses étudiants ainsi qu'au cours de prévention du Collège St-Michel. Il est finalement président de la Commission CAPS de fixation de peine, et membre du Groupe de travail bracelet électronique, du Groupe de travail médecine – police – justice, du Groupe des intervenants de la Prison centrale ainsi que de la Commission de recours de l'Université (comme président).

Les greffiers-chefs et le chef de chancellerie ont soutenu le procureur général et le procureur général adjoint dans leurs tâches. Ils ont en particulier géré les questions de personnel, établi des marches à suivre de type métier et assuré l'uniformisation des pratiques. Porte-parole du Ministère public, les greffiers-chefs ont enfin répondu aux sollicitations des médias, diffusé six communiqués de presse et organisé 47 consultations de classeurs d'ordonnances par des journalistes.

2.1.3.3. *Les procureurs*

Entré en fonction en 1998 comme juge d'instruction (et précédemment en 1993 comme substitut du procureur), le procureur Michel Favre a quitté le Ministère public à fin septembre 2012 suite à son élection comme juge cantonal. Avec ce départ, le Ministère public a perdu un juriste fin et rigoureux, ainsi qu'un excellent collègue ; ses connaissances étendues conjuguées à sa longue expérience en faisaient une référence incontournable au sein du Ministère public. Michel Favre a été remplacé au 1er janvier 2013 par la procureure Catherine Python Werro.

Les procureurs ont aussi occupé dans le courant de l'année 2012 les fonctions d'enseignant ou de conférencier :

- > auprès de l'EAP : Jean-Frédéric Schmutz, Marc Bugnon, Philippe Barboni, Alessia Chocomeli-Lisibach, Christiana Dieu-Bach et Liliane Hauser ;
- > auprès de l'EAP, comme participant aux procès fictifs : Laurent Moschini ;
- > auprès de l'Institut de pédagogie curative de l'Université de Fribourg, comme chargé de cours : Marc Bugnon ;

respectivement de membre :

- > du Groupe de travail sur les gens du voyage, institué par la Conférence latine des chefs des départements de justice et police : Philippe Barboni ;
- > de la Commission d'examen des candidats au barreau : Jean-Luc Mooser et Christiana Dieu-Bach,
- > de la Cellule romande de lutte contre le dopage : Laurent Moschini ;
- > du Tribunal cantonal : Jean-Luc Mooser (juge suppléant) ;
- > de Commissions de la CAPS et de la CAPP : Raphaël Bourquin (Bureau), Frédéric Chassot (COMINTEL), Patrick Genoud (COMASTUP et Commission transports), Yvonne Gendre (COMAMAL), Alessia Chocomeli-Lisibach (Commission criminalité économique), Philippe Barboni (Groupe de travail psychiatrie forensique et droit médical) et Christiana Dieu-Bach (COMAMAL) ;
- > du Bureau de la Direction du SCOTT (Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic des migrants) : Yvonne Gendre ;
- > de la Commission cantonale contre la violence domestique : Yvonne Gendre ;
- > de la Commission cantonale consultative dans le domaine de la prostitution : Yvonne Gendre.

Finalement, s'agissant des formations suivies par les procureurs, les formules d'annonce accompagnent le présent rapport.

2.1.3.4. *Les collaborateurs*

En cours d'année, la greffière Sandrine Olmo ainsi que les secrétaires Fiona Jaquet, Sylvia Roux, Francine Margueron, Florence Gallandat Pillonel, Tamara Von Allmen et Cindy Staehlin ont quitté le Ministère public. Il a par ailleurs fait engager le greffier Julien Aubry, les secrétaires Larissa Winkelmann, Doris Jatton, Fabienne Filipelli, Aline Rossier, Catia Primo, Caroline Del Matto, Anthony Birchall, Olivia Gauch, Nathalie Gaillet, ainsi que l'apprentie Marion Perler.

En 2012, le Ministère public a donné la possibilité à 14 juristes d'effectuer un stage de greffier de 6 mois. Il a aussi accueilli les huit aspirants EAP de la Police de sûreté pour un stage d'un jour et trois étudiants pour des stages universitaires de huit semaines. Il a enfin participé à la journée futur en tous genres – nouvelles perspectives pour filles et garçons.

Durant l'année 2012, le Ministère public a également finalisé l'établissement de l'ensemble des cahiers des charges de ses collaborateurs.

2.1.3.5. *Le service comptable*

En 2012, le service comptable du Ministère public a accordé 1'559 (1'647 en 2011) paiements par acomptes, il a envoyé 795 (867) demandes de solde, il a effectué 3'304 (3'438) rappels, il a requis 418 (443) poursuites et il a traité 2'029 (1'613) conversions d'amende en peine privative de liberté. Par ces mesures, il est ainsi parvenu à réduire le montant des débiteurs à CHF 3'260'302.78 (CHF 4'009'655.03), soit une diminution de quelque CHF 749'352.25 (CHF 950'000.00) par rapport à l'année précédente.

Le montant des amendes facturées s'élève pour l'année 2012 à CHF 5'155'670.28 (CHF 5'317'361.29) (il avait été budgétisé à CHF 5'050'000). Quant au montant encaissé par les conversions d'amende 2012, il s'est établi à CHF 816'730.22 (CHF 794'562.79). Finalement, le service comptable a comptabilisé durant l'année 2012 88'182 (87'795) écritures.

2.1.4. Les infrastructures

L'application informatique Tribuna V3 donne satisfaction à l'utilisateur, les problèmes de jeunesse évoqués dans les rapports 2010 et 2011 ayant définitivement été résolus. L'incrémentation des numéros de quittance a en outre été réalisée lors de la mise à jour du 15 août 2012. Un rafraîchissement des modèles est actuellement en cours.

Les problèmes informatiques, notamment lors de la prise du procès-verbal en audition, demeurent toutefois trop nombreux et obligent toujours le suppléant du chef de chancellerie à effectuer un très grand nombre d'interventions. Par ailleurs, vu les nombreuses auditions de permanence en dehors des heures de bureau, il se pose la question de la création d'une permanence informatique, que n'offre pas le Service informatique et des télécommunications. Bien que refusé dans le cadre de la procédure budgétaire 2013, le poste de correspondant informatique auprès du Ministère public demeure dès lors indispensable et sa demande sera répétée.

Finalement, le Ministère public dispose d'un nouveau site intranet depuis mars 2012, site dont l'accès est strictement limité aux procureurs et à leurs collaborateurs. Le Ministère public envisage de créer en 2013 un site internet.

2. Die Staatsanwaltschaft

2.1. Allgemeines

2.1.1. Allgemeine Bemerkungen

Die Zahlen der Staatsanwaltschaft für das Jahr 2012 weisen eine Stabilität auf, dies sowohl bei der Anzahl der erfassten als auch der abgeschlossenen Verfahren. Die Erledigungsdauer blieb ebenfalls stabil. Allerdings sind die am 31. Dezember 2012 hängigen Verfahren, insbesondere diejenigen, die seit mehr als 12 Monaten eingetragen sind, in der Zunahme, was im Jahr 2013 eine prioritäre Behandlung dieser Dossiers und ein besonderes Augenmerk auf die betreffenden Verfahren mit sich bringen wird. Schliesslich werden die Zahlen des Jahres 2012 besonders durch eine starke Zunahme der Anklageschriften und der inhaftierten Personen geprägt.

Vorbereitet auf die künftigen Herausforderungen, wie namentlich das Inkrafttreten der neuen Bestimmungen des Strassenverkehrsgesetzes und des Personenbeförderungsgesetzes oder die bevorstehenden Änderungen des allgemeinen Teils des Schweizerischen Strafgesetzbuches, kann die Staatsanwaltschaft dem kommenden Jahr mit Zuversicht entgegenblicken. Obschon die sehr hohe Arbeitsbelastung bestehen bleibt, beruht das gute Funktionieren der ganzen Einheit vorwiegend im anhaltenden Einsatz der Staatsanwälte und der Gesamtheit der Mitarbeiter der Staatsanwaltschaft.

2.1.2. Die Tätigkeiten

2.1.2.1. Im Allgemeinen

	2012	2011
eingetragene Verfahren ⁵ im	13'397	13'055
hängige Verfahren am 31.12.	5'882	4'808
davon ehemalige Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts ⁶	525	398
durch begründete Verfügungen ⁷ erledigte Verfahren	10'647	10'664

⁵ In allen nachfolgenden statistischen Zahlen entspricht eine Einheit einem Beschuldigten. Diese Praxis wurde bereits unter dem ehemaligen Untersuchungsrichteramt am 7.6.2010 eingeführt. Es ist indessen möglich, dass sich in einem physischen Strafdossier mehrere Beschuldigte zusammengefasst wiederfinden.

⁶ D.h. offen seit mehr als 12 Monaten.

⁷ Das heisst die mit begründeter Verfügung abgeschlossenen Verfahren: Nichtanhandnahme-, Sistierungs-, Einstellungsverfügungen, rechtskräftige Strafbefehle, selbständige nachträgliche Entscheidungen.

2.1.2.2. Eingetragene und hängige Verfahren

2.1.2.2.1. Eingetragene Verfahren

Verteilung der eingetragenen Verfahren	2012	2011
normale Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	13'212	12'902
Verfahren vor dem Jugendgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	28	10
Zivilverfahren mit Teilnahme der für diese Verfahren zuständigen Staatsanwältin	7	13
Verfahren des Strafvollzugsrichters	150	130
Total der eingetragenen Verfahren	13'397	13'055

	2012	2011
eingetragene Verfahren gegen bekannte Täter	11'655	11'077
eingetragene Verfahren gegen unbekannte Täter	1'742	1'978

	2012	2011
eingetragene französischsprachige Verfahren	10'680(79.7%)	10'391 (79.6%)
eingetragene deutschsprachige Verfahren	2'717 (20.3%)	2'664 (20.4%)

Eingetragene Verfahren nach Bezirk	2012	2011
Saane	5'467	5'375
Sense	1'748	1'976
Greyerz	2'223	2'048
See	1'457	1'261
Glane	572	551
Broye	1'404	1'328
Vivisbach	526	516

2.1.2.2.2. Hängige Verfahren

Hängige Verfahren	2012	2011
in Untersuchung (unter der Zuständigkeit des Staatsanwaltes), davon sistiert (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	4'956	4'064
bei den Oberämtern (im Hinblick auf den gesetzlichen Vergleichsversuch)	200	145
bei den Gerichten erster Instanz	613	504
beim Kantonsgericht	98	78
beim Bundesgericht	15	17
Total der hängigen Verfahren	5'882	4'808

2.1.2.2.3. Frühere hängige Verfahren

	2012	2011
Frühere bei der Staatsanwaltschaft anhängige Verfahren, die seit mehr als 12 Monaten eingetragen sind	525 (davon 49 sistierte Verfahren)	398 (davon 22 sistierte Verfahren)

Bei den Staatsanwälten am 31.12.2011 hängige Verfahren, welche in den folgenden Jahren eingetragen worden sind:							
2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total
6	4	2	7	18	63	425	525

2.1.2.3. Einer anderen Instanz überwiesene oder erledigte Verfahren

2.1.2.3.1. Im Allgemeinen

	2012	2011
Nichtanhandnahmeverfügungen	990	909
Sistierungsverfügungen	1'025	919
Einstellungsverfügungen	1'545	1'797
Strafbefehle	7'404	7'408
Anklageschriften	235	125
selbständige Einziehungsverfahren	0	4
selbständige nachträgliche Entscheidungen	151	127
Unzuständigkeitsentscheide	402	667
Übermittlungen an den Oberamtmann (ohne gesetzliche Versöhnungsversuche)	25	66
Umwandlungsverfügungen betreffend Geldstrafe und Busse	2'029	1'613
ationale Rechtshilfeersuche	35	34
internationale Rechtshilfeersuche	74	51
Klassierungen ohne Folge	318	488

2.1.2.3.2. Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen

Nichtanhandnahmeverfügungen	2012	2011
Leichenhebungen	101	124
Andere	889	785
Total der Nichtanhandnahmeverfügungen	990	909

Sistierungsverfügungen	2012	2011
gegen bekannte Täter	207	178
gegen unbekannte Täter	818	741
Total der Sistierungsverfügungen	1'025	919

Einstellungsverfügungen	2012	2011
nach Versöhnung	494	241
Andere	1'051	1'556
Total der Einstellungsverfügungen	1'545	1'797

2.1.2.3.3. Strafbefehle

Strafbefehle und Umwandlungsverfügungen	2012	2011
rechtskräftige Strafbefehle	6'936	6'912
Einsprachen gegen Strafbefehle	468 (6.3%)	496 (6.7%)
Umwandlungsverfügungen betreffend Geldstrafen und Bussen	2'029	1'613
Total der Strafbefehle und Umwandlungsentscheide	9'433	9'021

Einsprachen gegen Strafbefehle nach Bezirk	2012	2011
Saane	216	247
Sense	43	54
Greyerz	73	77
See	39	41
Glane	26	24
Broye	50	40
Vivisbach	21	13

Rechtskräftige Strafbefehle nach Art der verhängten Strafe	2012	2011
rechtskräftige Strafbefehle mit Geldstrafe	2'933	2'820
<u>bedingte</u> Geldstrafe	2'605	2'581
<u>teilbedingte</u> Geldstrafe	20	14
<u>unbedingte</u> Geldstrafe	308	225
rechtskräftige Strafbefehle mit gemeinnütziger Arbeit	1'523	1'648
<u>bedingte</u> gemeinnützige Arbeit	1'258	1'462
<u>teilbedingte</u> gemeinnützige Arbeit	28	12
<u>unbedingte</u> gemeinnützige Arbeit	237	174
rechtskräftige Strafbefehle mit Freiheitsstrafe	113	134
rechtskräftige Strafbefehle mit Busse	5'460	5'296

Die Staatsanwälte machen von der Möglichkeit des Art. 42 Abs. 4 StGB regen Gebrauch und verbinden namentlich eine bedingte Strafe mit einer Busse. Diese Fälle sind in der vorliegenden Aufstellung enthalten, gehen aber zahlenmässig nicht daraus hervor.

2.1.2.3.4. Anklageschriften

Anklageschriften	2012	2011
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	90	55
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	110	52
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	1	2
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	13	6
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	21	10
Total der Anklageschriften	235	125

Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter, nach Bezirk	2012	2011
Saane	38	34
Sense	5	0
Greyerz	19	10
See	2	1
Glane	4	4
Broye	15	4
Vivisbach	7	2

Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht und das Wirtschaftsstrafgericht (in Klammern) nach Bezirk	2012	2011
Saane	52 (1)	23 (2)
Sense	6	5
Greyerz	14	14
See	8	4
Glane	11	2
Broye	11	1
Vivisbach	8	3

2.1.2.3.5. Selbständige nachträgliche Entscheidungen

Verfügungen des Strafvollzugsrichters	2012	2011
Verfügungen betreffend Suspendierung der Freiheitsstrafe durch:	21	19
Verlängerung der Zahlungsfrist	3	2
Herabsetzung des Betrages der Geldstrafe	3	4
Umwandlung der Geldstrafe oder der Busse in gemeinnützige Arbeit	15	13
Verfügungen betreffend die Verweigerung der Suspendierung der Freiheitsstrafe	6	9
Verfügungen betreffend die Umwandlung von gemeinnütziger Arbeit in:	116	97
Geldstrafe	80	68
Freiheitsstrafe	36	29
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	3	0
andere Verfügungen des Strafvollzugsrichters	5	2

2.1.2.3.6. Verfahrensdauer

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen / Rechtskräftige Strafbefehle	2012
0 bis 1 Monat	24.29%
1 bis 2 Monate	19.3%
2 bis 3 Monate	15.69%
3 bis 6 Monate	21.69%
6 bis 12 Monate	12.7%
12 bis 18 Monate	4.81%
18 bis 24 Monate	1.16%
24 bis 36 Monate	0.26%
mehr als de 36 Monate	0.01%

2.1.2.4. Untersuchungshaft und andere Zwangsmassnahmen

Untersuchungshaft	2012	2011
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	266	212
Anzahl Haftanträge an das Zwangsmassnahmengericht (Untersuchungshaft, Verlängerung der Haft und Sicherheitshaft)	361	137
Anzahl Hafttage	20'357	14'502

Andere Anträge an das Zwangsmassnahmengericht	2012	2011
Anzahl Telefonüberwachungen und andere Überwachungsmassnahmen	226	144

2.1.2.5. Beschwerden

Von den Staatsanwälten eingereichte Beschwerden	2012	2011
Anzahl Beschwerden, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer und Strafappellationshof)	26	12
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	1	4 (für 6 Verfahren)

Von den Parteien eingereichte Beschwerden	2012	2011
Anzahl begründeter Stellungnahmen, die von den Staatsanwälten an das Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer und Strafappellationshof)	103	113
Anzahl begründeter Stellungnahmen der Staatsanwälte an das Bundesgericht	4	4 (für 3 Verfahren)

2.1.2.6. Einvernahmen und Verteidiger

Einvernahmen durch die Staatsanwälte und die Gerichtsschreiber	2012	2011
Anzahl Einvernahmen	1'175	952

Verteidiger	2012	2011
Anzahl Bezeichnungen als amtlicher Verteidiger,	284	254
davon laut Turnusliste	120	113
Anzahl Entschädigungsentscheide	61	44

Der vom Beschuldigten gewählte notwendige Verteidiger wird in der Turnusliste nicht berücksichtigt (vgl. Richtlinie 1.7 des Generalstaatsanwalts vom 12. Januar 2011 betreffend die Bestellung der Verteidiger, Ziffer 5); diese Regel rechtfertigt die Unterscheidung zwischen der Gesamtzahl der amtlichen Verteidiger und jener gemäss Turnusliste.

2.1.2.7. Kontrolle durch den Generalstaatsanwalt

Vor- und Nachkontrolle der Verfügungen der Staatsanwälte, der Oberämter und des Jugendstrafgerichts	2012	2011
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen	18	50
Einsprachen gegen Strafbefehle	22	38

2.1.3. Das Personal

2.1.3.1. Im Allgemeinen

Am 31. Dezember 2012 setzte sich die Staatsanwaltschaft aus 62.5 (Vollzeitstellen) Staatsanwälten und Mitarbeitern zusammen. Dieses Personal war aufgeteilt in 15 Einheiten, d.h. 14.5 Vollzeitstellen von Staatsanwälten, Gerichtsschreibern und Sekretärinnen sowie einem wirtschaftlichen Berater. Im Weiteren gehören dazu das Personal des Empfangs (6.5 Vollzeitstellen, darunter die „DNA-Stelle“) und der Buchhaltung (3.5 Vollzeitstellen), die Gerichtsschreiberpraktikanten (6 Vollzeitstellen) sowie zwei Lehrtöchter.

2.1.3.2. *Der Generalstaatsanwalt und der stellvertretende Generalstaatsanwalt*

Im Rahmen der Leitungsaufgaben der Staatsanwaltschaft hat der Generalstaatsanwalt seinen Einsatz im Jahr 2012 auf drei Gebiete konzentriert: Festlegung der Prioritäten auf dem Gebiet der Kriminalpolitik und deren Umsetzung, Ausbildung der Staatsanwälte und der Mitarbeiter sowie die Kontrolle der Verfügungen.

Zusammen mit dem Staatsrat hat der Generalstaatsanwalt die Schwerpunkte für die Kriminalpolitik für den Zeitraum 2012 bis 2014 definiert. Eine besondere Gewichtung erhielt bzw. erhält die Bekämpfung von Gewalt (sinnlose Gewalt, gegen Vertreter der Staatsgewalt, im sozialen Nahraum und im Rahmen von Sportanlässen), von bandenmässig und gewerbsmässig begangenen Straftaten, von Drogenhandel, von Rasern, von Schwarzarbeit und von unzivilisiertem Verhalten.

Im Rahmen der ihm zukommenden Aufgabe betreffend die interne Ausbildung hat der stellvertretende Generalstaatsanwalt eineinhalb Ausbildungstage für die Staatsanwälte und die Gerichtsschreiber organisiert. Des Weiteren wurden Informationsveranstaltungen für die Gerichtsschreiber und die Sekretärinnen durchgeführt. Ferner haben zwei Gerichtsschreiber die Ausbildung im Bereich der Strafverfolgung, welche von der ERMP angeboten wird, glänzend abgeschlossen. Zwei Sekretärinnen haben den Kurs Recht, welcher von der Polizeiaspirantenschule angeboten wird und vier Sekretärinnen den Grundkurs in Gerichtsverwaltung, welcher von der ARC in Neuenburg („Ecole romande en administration judiciaire“) angeboten wird, absolviert. Schliesslich hat die Chef-Gerichtsschreiberin den CAS Human Resources in Angriff genommen, welcher im Jahr 2013 weitergeführt wird.

Im Verlaufe des vergangenen Jahres hat der Generalstaatsanwalt fünf Plenarsitzungen der Staatsanwälte, eine Sitzung der Gerichtsschreiber und 32 Direktionssitzungen abgehalten. Am 1. Januar 2013 zählt die Staatsanwaltschaft 25 Richtlinien (davon 17 auf der Internetseite der Gerichtsbehörden publiziert) und 14 Anleitungen zur Arbeitsweise.

Im Jahr 2012 hat der Generalstaatsanwalt als Redner an den 8. Freiburger Strafvollzugstagen sowie am Weiterbildungstag des Freiburger Anwaltsverbandes teilgenommen. Im Übrigen ist er Mitglied des KSBS sowie der „Plateforme des procureurs généraux romands“ und auf kantonaler Ebene ist er Mitglied der CLCED, des CCPS und des Justizrates. Sein Stellvertreter hat die Staatsanwaltschaft einer chinesischen Delegation von Staatsanwälten vorgestellt, an einem Intensivseminar der rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg zugunsten der Studierenden sowie am Präventionskurs des Kollegiums St. Michael teilgenommen. Schliesslich ist er Präsident der Arbeitsgruppe Strafzumessung der KSBS und Mitglied der Arbeitsgruppe elektronische Fussfessel (electronic monitoring), der Arbeitsgruppe „médecine – police – justice“, der Gruppe der Intervenienten des Zentralgefängnisses sowie Präsident der Rekurskommission der Universität.

Die Chef-Gerichtsschreiber und der Kanzleichef haben den Generalstaatsanwalt und seinen Stellvertreter bei deren Aufgabe unterstützt. Sie haben sich insbesondere um Personalfragen gekümmert, Wegleitungen betreffend die Arbeitsweise erarbeitet und für einheitliche Praktiken gesorgt. In Ihrer Aufgabe als Sprecher der Staatsanwaltschaft haben die Chef-Gerichtsschreiber schliesslich Anfragen der Medien beantwortet, sechs Pressemitteilungen versandt und 47 Konsultationen der Sammlungen mit den rechtskräftigen Strafbefehlen durch die Journalisten organisiert.

2.1.3.3. Die Staatsanwälte

Michel Favre, welcher seine Funktion als Untersuchungsrichter 1998 übernahm (und davor im Jahr 1993 diejenige des Substitutes des Staatsanwaltes innehatte), hat die Staatsanwaltschaft auf Ende September 2012 infolge seiner Wahl zum Kantonsrichter verlassen. Die Staatsanwaltschaft hat mit diesem Abgang einen scharf denkenden und geistreichen Juristen sowie einen sehr guten Kollegen verloren. Sein umfangreiches Wissen in Verbindung mit seiner langen Erfahrung machten ihn zu einer Referenz innerhalb der Staatsanwaltschaft. Michel Favre wurde auf den 1. Januar 2013 durch die Staatsanwältin Catherine Python Werro ersetzt.

Auch die Staatsanwälte haben im Verlaufe des Jahres 2012 Funktionen als Instruktoren oder als Referenten wahrgenommen:

- > bei der Polizeiaspirantenschule: Jean-Frédéric Schmutz, Marc Bugnon, Philippe Barboni, Alessia Chocomeli-Lisibach, Christiana Dieu-Bach und Liliane Hauser;
- > bei der Polizeiaspirantenschule, als Teilnehmer der fiktiven Verfahren: Laurent Moschini;
- > beim heilpädagogischen Institut der Universität Freiburg, als Lehrbeauftragter: Marc Bugnon;

Beziehungsweise als Mitglied:

- > der Arbeitsgruppe für die Fahrenden, durchgeführt von der „Conférence latine des chefs des départements de justice et police“: Philippe Barboni;
- > der Anwaltsprüfungskommission: Jean-Luc Mooser und Christiana Dieu-Bach;
- > der Westschweizer Zelle im Kampf gegen das Doping: Laurent Moschini;
- > des Kantonsgerichts: Jean-Luc Mooser (nebenamtlicher Richter);
- > der Kommission der KSBS und der CAPP : Raphael Bourquin (Büro), Frédéric Chassot (COMINTEL), Patrick Genoud (COMASTUP und „Commission transports“), Yvonne Gendre (COMAMAL), Alessia Chocomeli-Lisibach („Commission criminalité économique“), Philippe Barboni („Groupe de travail psychiatrie forensique et droit médical“) und Christiana Dieu-Bach (COMAMAL);
- > des Direktionsburos der KSMM (Koordinationsstelle gegen Menschenhandel und Menschen schmuggel): Yvonne Gendre;
- > der Kommission gegen Gewalt in Paarbeziehungen: Yvonne Gendre;
- > der beratenden Kommission des Kantons Freiburg im Bereich der Prostitution: Yvonne Gendre.

Schliesslich finden sich im Anhang zu diesem Rapport die Formulare betreffend die von den einzelnen Staatsanwälten besuchten Ausbildungsanlasse.

2.1.3.4. Die Mitarbeiter

Die Gerichtsschreiberin Sandrine Olmo sowie die Sekretärinnen Fiona Jaquet, Sylvia Roux, Francine Margueron, Florence Gallandat Pillonel, Tamara Von Allmen und Cindy Staehlin haben im Verlauf des Jahres die Staatsanwaltschaft verlassen. Im Gegenzug wurden der Gerichtsschreiber Julien Aubry und die Sekretärinnen und Sekretäre Larissa Winkelmann, Doris Jaton, Fabienne Filipelli, Aline Rossier, Catia Primo, Caroline Del Matto, Anthony Birchall, Olivia Gauch, Nathalie Gaillet sowie die Lehrtochter Marion Perler eingestellt.

Im vergangenen Jahr hat die Staatsanwaltschaft 14 Juristen ermöglicht, ein Gerichtsschreiberpraktikum von 6 Monaten zu absolvieren. Ferner hat sie acht Polizeiaspiranten für ein eintägiges Praktikum sowie drei Studenten für ein Praktikum von jeweils acht Wochen empfangen. Und schliesslich hat die Staatsanwaltschaft am Tag „futur en tous genres – nouvelles perspectives pour filles et garons“ teilgenommen, wodurch Kindern von Staatsanwälten und Mitarbeitern ermöglicht wurde, ihre Eltern am Arbeitsplatz zu besuchen.

Im Jahr 2012 hat die Staatsanwaltschaft ebenfalls die Erstellung der Pflichtenhefte abgeschlossen.

2.1.3.5. Die Buchhaltung

Im Jahre 2012 gewährte die Buchhaltung der Staatsanwaltschaft 1'559 (1'647 im 2011) Ratenzahlungen, verschickte 795 (867) Saldoabrechnungen nach abgebrochener Ratenzahlung, versandte in 3'304 (3'438) Fällen Mahnungen, setzte 418 (443) Betreibungen in Gang und behandelte 2'029 (1'613) Umwandlungen von Bussen in Freiheitsstrafen. Mit diesen Massnahmen ist es gelungen, den Betrag der Ausstände auf CHF 3'260'302.78 (CHF 4'009'655.03) zu reduzieren, was eine Reduktion um CHF 749'352.25 (CHF 950'000.00) im Verhältnis zum Vorjahr bedeutet.

Der Betrag, der in Rechnung gestellten Bussen beträgt für das Jahr 2012 CHF 5'155'670.28 (CHF 5'317'361.29) (das Budget sah einen Betrag von CHF 5'050'000 vor). Dank der Umwandlung der Bussen im Jahre 2012 konnten CHF 816'730.22 (CHF 794'562.79) schliesslich einkassiert werden. Die Buchhaltung nahm im Jahre 2012 insgesamt 88'182 (87'795) Buchungen vor.

2.1.4. Die Infrastruktur

Die Anwendung TRIBUNA V3 läuft zufriedenstellend. Die Kinderkrankheiten, welche in den Berichten 2010 und 2011 erläutert wurden, konnten definitiv gelöst werden. Die automatische Erzeugung einer Nummer für die Kassenquittungen konnte im Übrigen anlässlich der Aktualisierung vom 15. August 2012 eingeführt werden. Die Anpassung der Vorlagen ist momentan im Gang.

Die Informatikprobleme, die namentlich bei der Protokollierung der Einvernahmen auftreten, sind indessen zu zahlreich, was den stv. Kanzleichef zu etlichen Interventionen zwingt. Des Weiteren stellt sich im Hinblick auf die zahlreichen Piketteinvernahmen ausserhalb der Bürozeiten weiterhin die Frage des Pikettinformatikdienstes. Obwohl ein solcher im Rahmen des Budgetverfahrens 2013 abgelehnt wurde, bleibt die Stelle eines Informatikverantwortlichen bei der Staatsanwaltschaft unvermeidlich, weswegen dieser Antrag erneut gestellt werden wird.

Schliesslich verfügt die Staatsanwaltschaft seit März 2012 über eine neue Intranet-Seite. Der Zugriff ist strikte auf die Staatsanwälte und deren Personal begrenzt. Die Staatsanwaltschaft zieht in Erwägung, im Verlauf des Jahres 2013 eine Internetseite zu gestalten.

3. Les Tribunaux d'arrondissement

3.1. Partie générale

3.1.1. En général

Le nombre des affaires civiles enregistrées au rôle des tribunaux continue la baisse amorcée en 2011 (2012 : 593, 2011 : 641, 2010: 860, 2009: 839). Le nombre des affaires ressortant de la compétence du président poursuit quant à lui sa hausse (2012: 8986, 2011: 8858, 2010: 8642, 2009: 8685).

L'augmentation exponentielle des nouvelles affaires de la compétence des présidents des tribunaux des prud'hommes constatée en 2010 se confirme. On comptabilise 423 causes en 2012, pour 384 en 2011 (204 en 2010, 141 en 2009). Le nombre des nouvelles affaires relevant des tribunaux des prud'hommes, qui avait diminué en 2011, remonte (2012 : 96, 2011 : 59, 2010 : 164).

La hausse sensible du nombre d'affaires relevant du Tribunal des baux enregistrée en 2010 n'a pas été confirmée, le volume de travail étant resté pratiquement stable en 2011 et 2012 (2012 : 85, 2011 : 82, 2010 : 199, 2009 : 71). On note une légère progression à la hausse des affaires de la compétence des présidents (2012 : 357, 2011 : 335, 2010: 338, 2009: 456).

3.1.2. Temps moyen écoulé entre l'enregistrement des causes et le prononcé du jugement

Juge de répression	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Tribunal pénal	5	32	40	20	18	15	130
Juge de police	98	209	212	202	62	9	792

Tribunal civil	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Droit de la famille	41	81	110	127	74	34	467
Actions résultant des contrats	3	4	3	9	17	17	53

Président tribunal civil	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Divorce sur requête commune avec accord complet	44	251	132	48	11	0	486
Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification	43	134	123	70	16	7	393
Affaires pécuniaires (art. 139 LOJ)	62	301	82	27	3	2	477
Mainlevée	693	1818	351	24	5	0	2891

Juridiction des prud'hommes	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Président	79	213	35	19	7	0	353
Tribunal	4	13	20	16	13	4	70

Juridiction des baux	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Président	121	176	46	25	7	1	376
Tribunal	5	8	18	20	8	55	114

Il ressort notamment de ce tableau que 91% des affaires du juge de police et 75% des affaires du tribunal pénal sont jugées dans l'année à compter de leur enregistrement (2011 : 93% et 72%, 2010 : 93% et 86%, 2009 : 94% et 74%). En matière civile, 77% des affaires en droit de la famille de la compétence du tribunal, 94% des mesures protectrices de l'union conjugale et 99% des affaires pécuniaires, de la compétence du président de tribunal, sont jugées dans l'année (2011 : 76%, 95%, 98%, 2010 : 76%, 96%, 94% ; 2009 : 75%, 97%, 96%).

3.1.3. Tribunal de l'arrondissement de la Sarine

3.1.3.1. Composition et locaux

3.1.3.1.1. Composition du Tribunal

René Bossel, Caroline De Buman, Daniel Bovet et Jean-Marc Kuhn ont été élu assesseurs au Tribunal d'arrondissement de la Sarine en remplacement d'Anne Tercier, Anne-Lyse Guignard, Christine Jordan-Gross et Jean-Marc Wichser.

3.1.3.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

Magistrats

Dans sa séance du 7 février 2012, le Grand Conseil a élu Benoît Chassot, avocat, Président du Tribunal de la Sarine. Benoît Chassot est entré en fonction le 1er mars 2012. Il consacre 70% de son temps au droit pénal et 30 % aux affaires prud'homales.

Lors de sa séance du 7 février 2012, le Grand Conseil a également élu Caroline Gauch, avocate et docteur en droit Présidente du Tribunal des Prud'hommes à 10%.

Greffe

Section civile

Sandra Berdoz, Özgür Imrak, Francine Pittet, Virginie Sonney ont été engagés en qualité de greffiers, en remplacement d'Ulina Bajraktaraj et Marc Aebischer. Virginie Sonney et Francine Pittet sont engagées sur la base d'un contrat de durée déterminée. Leur poste va être mis au concours début janvier 2013.

Justine Carnal, Patricia Cotting et Carine Wolbring ont été engagées en qualité de secrétaires en remplacement de Laurianne Berset et Corine Dupasquier.

Section pénale

Le Président Chassot est appuyé par une Greffière nommée à 70% depuis le 1er juillet 2012, Mme Karine Devaud.

L'élection du Président Chassot n'avait en revanche pas été accompagnée de la création d'un nouveau poste de secrétaire, mais il a pu bénéficier de l'aide d'une secrétaire envoyée par l'Office régional de placement, Mme Margot Philippona, travaillant à plein temps depuis le 19 mars 2012. Satisfaisante à titre provisoire, cette solution ne saurait toutefois perdurer.

Dès fin avril 2012, Mme Marlène Collaud a succédé à M. Benoît Chassot en qualité de Greffière à 50% auprès du Président Sallin et 50 % auprès du Président Schneuwly (section civile).

Caroline Gauch a été engagé en remplacement de Verena Jezler.

Les Présidents Ayer, Sallin et Chassot disposent pour le pénal respectivement de 125%, 125% et 95% de poste de Greffier.

En outre, M. Veljko Pavicevic a travaillé à plein temps temporairement du 26 mars 2012 au 25 septembre 2012 comme Greffier stagiaire.

Le Président Gautschi dispose de 150% de poste de Greffier (100% pour le Tribunal pénal économique et les affaires de langue française et 50% pour les affaires de langue allemande).

Il a pu bénéficier de l'aide temporaire de Mme Verena Jezler, Greffière à plein temps du 1er octobre au 31 décembre 2012. Le secrétariat du Président Gautschi ne dispose pas de suffisamment de ressources. Danièle Creteigny, secrétaire, travaille à raison de 80% et doit exécuter de nombreuses heures supplémentaires pour faire face à sa charge de travail.

Comptabilité/Réception

Michel Buntschu, comptable chef, a fait valoir ses droits à la retraite, que le Tribunal de la Sarine lui souhaite longue et heureuse, après 40 ans d'activité. Il a été remplacé à son poste par Hubert Sciboz, auquel a succédé Emilie Mauron.

3.1.3.2. Activité juridictionnelle

3.1.3.2.1. Affaires civiles (Pdt, Tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Remarques générales

S'agissant de l'évolution des affaires, rapport soit fait aux développements figurant dans le rapport sur l'administration de la justice en 2011. En 2012, le pointage révèle à nouveau l'entrée d'environ 1'500 affaires purement civiles du Tribunal et de son Président (à l'exception des affaires de mainlevée, de faillite ou d'assistance judiciaire, ainsi que de la juridiction des baux et des prud'hommes). Il y a lieu d'ajouter que dans ce nombre sont comprises les affaires civiles en allemand traitées par le Président Alain Gautschi.

Les Présidents du Tribunal de la Sarine réitèrent leur demande de création d'un nouveau poste de président, de greffier et de secrétaire, ainsi que d'un poste séparé de greffier volant à 100 %. Ces postes ont été inscrits au budget. Dans l'immédiat, les Présidents insistent sur l'urgence qu'il y a à créer un poste de greffier volant. Actuellement, le Tribunal de la Sarine ne dispose que de 50 % EPT à ce titre. Le nouveau poste permettra d'éviter l'accumulation de retard dans la préparation et la rédaction des jugements. De surcroît, ainsi que cela ressort ci-dessous, la Présidente Caroline GAUCH ne dispose actuellement pas de greffier de langue allemande et elle pourra ainsi recourir aux services du nouveau greffier volant qui devrait être bilingue.

Tribunal des Prud'hommes

Pour cette juridiction, le nombre des affaires continue d'augmenter, puisqu'il est passé de 223 en 2011 à 246 en 2012.

La Présidente Caroline Gauch traite des affaires prud'homales de langue allemande, ainsi que d'affaires de langue française, dans le cadre d'un taux d'activité à 10 %. Elle ne dispose toutefois pas de greffier de langue allemande et doit donc composer en l'état avec les quelques ressources dont dispose à ce sujet le secrétariat du greffe, d'éventuels greffiers-stagiaires bilingues ou avec le greffe du Tribunal de Tavel, ce qui ne manque pas de créer des difficultés d'organisation.

Tribunal des baux

La juridiction des baux a également connu une légère augmentation par rapport à l'année 2011, puisque 245 nouvelles affaires ont été inscrites au lieu de 228 l'an passé.

3.1.3.2.2. Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)

En général

En 2012, le Tribunal pénal de la Sarine a reçu des dossiers à juger concernant 64 personnes en Tribunal pénal (2011 : 48 personnes) et 344 personnes en Juge de police (2011 : 411 personnes).

Dès le 1er janvier 2011, la compétence du Juge de police a augmenté de 6 mois à 1 an de peine, ce qui a entraîné une diminution des affaires en Tribunal pénal, mais une recrudescence des affaires importantes en Juge de police, soit celles qui, avant cette date, étaient déférées au Tribunal.

Juge de police

En 2012, les Juges de police ont jugé 352 personnes (2011 : 380 personnes).

Au 1er janvier 2013, à part les affaires en suspens, les dossiers à juger concernent 163 personnes en Juge de police (2011 : 172 personnes).

Tribunal pénal

En 2012, le Tribunal pénal de la Sarine a jugé 79 personnes (2011 : 55 personnes).

Au 1er janvier 2013, à part les affaires en suspens, les dossiers à juger concernent 26 personnes en Tribunal pénal (2011 : 30 personnes)

Charge de travail

Après deux années de pratique du nouveau code de procédure pénale, les constatations suivantes peuvent être tirées.

Comme nous l'avons déjà annoncé dans le dernier rapport, la tenue des procès-verbaux qui doivent être lus et signés en audience rallonge les séances d'un tiers environ.

L'établissement par le Ministère public d'actes d'accusation sans explication motivée ni référence aux pièces du dossier augmente sensiblement le temps de travail du Président et du Greffier. Des discussions sont en cours avec le Ministère public sur ce point, notamment pour que les Procureurs tiennent des auditions finales et récapitulatives avant de décerner leur acte d'accusation.

3.1.4. Tribunal d'arrondissement de la Singine

3.1.4.1. *Composition et locaux*

3.1.4.1.1. *Composition du tribunal*

Au tribunal d'arrondissement, l'assesseure Astrid Albrecht a démissionné avec effet au 30 juin 2012. Elle a été remplacée par l'assesseure Dominique Chappuis Waeber. Au sein du tribunal des prud'hommes, Joseph Boschung (représentant des employeurs) a donné sa démission pour le 14 février 2012. Norbert Vonlanthen a été élu pour le remplacer. A part ces mutations, il n'y a pas eu d'autres modifications enregistrées durant l'année sous rapport.

3.1.4.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

S'agissant des présidents du tribunal et des greffiers et greffières, rien n'a changé en 2012.

Le poste de greffier-chef que Gilbert Piller a quitté pour prendre sa retraite au 31 décembre 2011 a été repris par Claudia Piller, collaboratrice depuis de nombreuses années. En qualité de secrétaire, c'est Denise Ducret qui a succédé à Claudia Piller au 1er février 2012. Weibel Oswald Sturny a pris sa retraite le 31 mars 2012 et son successeur se nomme Igor Okolic.

Les postes de stagiaire ont été occupés en 2012 par Marion Wyler (du 1er octobre 2011 au 31 mars 2012), Benjamin Küchler (du 1er mars 2012 au 31 août 2012), El Uali Emhammed Said (du 1er avril 2012 au 30 septembre 2012), Daniel Volery (du 1er septembre 2012 au 28 février 2013) et Michel Zbinden (du 1er octobre 2012 au 31 mars 2013).

3.1.4.1.3. *Locaux*

A cet égard, il n'a y pas eu de changement en 2012.

3.1.4.2. *Activité du tribunal*

3.1.4.2.1. *Généralités (charge de travail en général, etc.)*

En 2012, c'est le président du tribunal Rentsch qui a assuré la présidence pour la gestion des questions administratives (art. 21 LJ). Un Règlement d'organisation a été édicté le 20 janvier 2012 (art. 29 LJ). Les présidents de tribunal ont continué à se partager le travail – mis à part le fait que Peter Rentsch a assumé la charge du tribunal des prud'hommes et Reinold Raemy celle du tribunal des baux – selon des critères pratiques; autrement dit, ils n'ont pas réparti les tâches en fonction de la nature des affaires, mais chaque juge exerce en principe dans tout domaine. Les dossiers sont attribués de manière aléatoire, alors que pour le greffe, la clé de répartition 50:50 est de rigueur.

La charge de travail est demeurée élevée, mais pour l'essentiel, il a été possible de la maîtriser. En sa qualité de président du tribunal, resp. de juge de police de l'arrondissement de la Gruyère (cas de langue allemande), Peter Rentsch a réglé plusieurs affaires au cours de deux jours de séance et, de surcroît, il a traité un cas en tant que président du Tribunal des prud'hommes de l'arrondissement de la Singine. Reinold Raemy n'a passé que peu de temps à titre de suppléant du président du Tribunal d'arrondissement du Lac et du tribunal des mesures de contrainte.

L'introduction du nouveau programme de gestion des dossiers Tribuna V3 a créé une charge supplémentaire notable. Par ailleurs, des difficultés sont apparues du fait qu'un poste à plein temps est resté vacant au greffe pendant un mois et que deux collaboratrices ont manqué pendant plusieurs semaines pour des raisons de santé.

3.1.4.2.2. Procédure civile (président, tribunal, chambre des tutelles, tribunal des prud'hommes et tribunal des baux, poursuites et faillites)

En 2012, 937 affaires civiles ont été enregistrées au total (2011: 904). 895 procédures ont été closes (2011: 939), compte tenu des affaires de bail réglées à Morat. Ce chiffre de 895 porte sur les décisions mettant fin à une procédure; toutes les autres décisions, comme par exemple les suspensions, celles relatives aux expertises et autres décisions intermédiaires, ne sont pas prises en considération.

En principe et comme par le passé, les procédures du tribunal des baux ont été réparties selon le lieu de l'objet loué, soit entre Tavel et Morat. Le greffe du tribunal du lieu se charge toujours de la gestion administrative des dossiers (inscription dans le rôle, archivage).

Il y a lieu d'ajouter qu'en 2012, 98 jugements de divorce (2011: 95) ont été rendus et 71 listes de frais (2011: 86) ont été fixées dans des affaires civiles. De plus, 26 auditions d'enfants (2011: 28) ont eu lieu, qui ont été généralement faites par la greffière Vaucher Mauron, étant précisé que, souvent, plusieurs enfants ont été auditionnés simultanément.

Sur le total des affaires civiles enregistrées avant le 31 décembre 2010, seul un cas est encore pendant devant le tribunal civil.

3.1.4.2.3. Procédure pénale (juge de police, tribunal pénal)

98 affaires pénales ont été enregistrées (2011: 103), et 102 ont été réglées (2011: 94). Dans ces chiffres sont inclus respectivement sept affaires enregistrées et neuf closes, qui ont été traitées par le président du tribunal pénal et qui n'entrent pas dans la statistique. Il s'agit en l'occurrence de deux demandes de remise et de sept décisions ultérieures au sens de l'art. 363 ss CPP. Sur les 90 affaires réglées par le juge de police, cinq ont été renvoyées au Ministère public, et des amendes ont été converties deux fois en peines privatives de liberté de substitution. D'autre part, ont été traitées une demande de défense d'office, une requête de remise et trois demandes d'indemnité. Dans une procédure, les présidents se sont récusés en leur qualité de juge de police. Six listes de frais ont été fixées dans des affaires pénales (2011: 15).

3.1.4.2.4. Relations avec les autorités, avocats et autres intéressés

La Chambre des tutelles du tribunal d'arrondissement qui, du fait du nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte ne sera plus au 31.12.2012 l'autorité inférieure de surveillance dans le domaine des tutelles, a procédé en date du 11 décembre 2012 à l'inspection de la Justice de paix de l'arrondissement de la Singine en tant qu'autorité tutélaire et a adressé le 28 décembre 2012 son dernier rapport à l'attention de la Chambre des tutelles (désormais la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte) du Tribunal cantonal, qui de son côté avait inspecté la Chambre des tutelles de la Singine le 10 octobre 2012.

Le Conseil de la magistrature a inspecté le Tribunal d'arrondissement de la Singine en date du 30 octobre 2012.

3.1.4.3. Formation

Les présidents de tribunal et les greffières et greffiers ont pris part sans exception à des sessions de formation continue.

3.1.4.4. Divers (propositions de modifications de loi, informatique, etc.)

En mars 2012, le nouveau programme de gestion administrative des dossiers Tribuna V3 a été introduit au tribunal d'arrondissement et, en septembre 2012, la nouvelle identité visuelle de l'Etat de Fribourg a été reprise.

L'art. 366, al. 1 CPP prévoit qu'en cas de non-comparution du prévenu, dûment cité, aux débats, le tribunal fixe de nouveaux débats et cite à nouveau le prévenu. Cette disposition engendre une charge considérable de travail inutile, notamment lorsque les prévenus sont domiciliés à l'étranger ou séjournent en un lieu inconnu, et qu'il est dès lors prévisible qu'ils ne comparaîtront pas aux premiers débats. Il est suggéré d'entreprendre des démarches en vue d'une modification de cet article, afin qu'un jugement par défaut puisse être rendu lors des premiers débats.

3.1.5. Tribunal de l'arrondissement de la Gruyère

3.1.5.1. *Composition et locaux*

3.1.5.1.1. *Composition du Tribunal*

La composition du Tribunal n'a pas subi de modification en cours d'année.

En 2012, le Tribunal plénier s'est réuni à cinq reprises, les 26 janvier, 14 mai, 12 juin, 18 septembre et 13 novembre. Il a été présidé par Claudia Dey Gremaud, fonctionnant en qualité de Présidente en charge des questions administratives pour dite année.

Les procès-verbaux de ces séances ont été tenus par Sophie Margueron Gumy, Greffière-chef.

Pour l'année 2013, c'est Frédérique Bütikofer Repond qui fonctionnera en qualité de Présidente en charge des questions administratives.

3.1.5.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

Comme pour l'année 2011, Frédérique Bütikofer Repond a exercé son activité de Présidente au taux de 50 %, Claudia Dey Gremaud au taux de 100 % et Philippe Vallet également à 100 %. A noter encore que la Présidence du Tribunal des prud'hommes est dévolue à Sophie Margueron Gumy, à raison de 10%, taux qui ne reflète pas le réel degré d'occupation de cette magistrate, qui siège en la matière en réalité à plus de 10%.

S'agissant des Présidents, Claudia Dey Gremaud enregistre, au 31 décembre 2012, un peu plus de 59 heures supplémentaires, Frédérique Bütikofer Repond 419.54 heures, Philippe Vallet un peu plus de 17 heures. Le solde des vacances non prises s'élève à 15,1 jours pour Claudia Dey Gremaud, 5 jours pour Frédérique Bütikofer Repond et 2 jours pour Philippe Vallet.

L'entente entre les trois magistrats professionnels précités est toujours excellente. Les équipes de travail fonctionnent de la même manière qu'en 2011, savoir que chaque Président peut compter sur un équivalent Greffier. L'équipe de Philippe Vallet est composée de Véronique Bourqui, Greffière-adjointe à 60 % et Hourii Rousseau, Greffière-adjointe à 40 %. Frédérique Bütikofer Repond est assistée de Camille Perroud Sugnaux, Greffière-adjointe à 50 % et également Greffière-chef à 40 %. Quant à l'équipe de Claudia Dey Gremaud, elle est composée de Maud Bussard, Greffière-adjointe à 50 % et de Julia Schroeter, Greffière-adjointe à 50 %.

En ce qui concerne Camille Perroud Sugnaux, elle est devenue maman en novembre 2012 et se trouve actuellement en congé maternité. Elle devrait reprendre son activité de Greffière adjointe à 50 %, à moins qu'elle ne soit élue Présidente du Tribunal en février prochain, puisqu'elle a posé sa candidature à la fin de l'année 2012 pour le nouveau poste ouvert dans le budget 2013. En revanche, elle a déjà donné sa démission pour son poste de 40 % de Greffière-chef.

Au niveau du personnel du secrétariat du Greffe, 177 heures supplémentaires ont été accumulées au cours de l'année 2012 et concernent 3 personnes. Pour les autres, les heures supplémentaires effectuées ponctuellement ont été compensées en vacances et 110 heures supplémentaires ont été payées en cours d'année. S'agissant des vacances, le personnel du Greffe dispose d'un solde de vacances non prises au cours de l'année 2012 qui s'élève à un total de 15,75 semaines et concernent 6 personnes, dont les taux d'activité sont toutefois différents.

Au niveau des greffières, 87 heures supplémentaires sont accumulées au 31 décembre 2012. Elles concernent 3 personnes. Quant au solde des vacances 2012 non prises, les greffières totalisent 13 semaines de vacances et cela concerne 4 personnes.

Les Greffiers-stagiaires suivants ont complété les forces de travail du Greffe du Tribunal de la Gruyère au cours de l'année 2012 savoir :

- > Anaïs Droux, à 50% du 1er septembre 2011 au 29 février 2012
- > Olivier Ferraz, à 100% du 1er août 2011 au 31 mai 2012
- > Camille Yerly, à 60% du 1er septembre 2011 au 30 juin 2012
- > Thérèse Lüchinger, à 100% du 1er septembre 2011 au 29 février 2012
- > Josianne Grand, à 80% du 7 décembre 2011 au 20 février 2012
- > Nina Berger, à 100% du 1er mars au 31 août 2012
- > Guillaume Bénard, à 100% du 1er mars au 30 novembre 2012
- > Moritz Bernal, à 100% du 1er septembre 2012 au 28 février 2013
- > Amir Dhyaf, à 100% du 1er décembre 2012 au 31 mars 2013

Trois étudiants de l'Université de Fribourg ont effectué un stage dans le cadre de leur formation savoir Vincent Bays, Rebecca Zangerl et Sophie Ropraz.

S'agissant des Juges-asseesseurs, il faut noter la fin de l'activité de René Cudré-Mauroux qui a fêté ses 70 ans en 2012 et l'élection de trois nouveaux Juges-asseesseurs savoir Jean-Pierre Repond, Nicole Fragnière Morard et Claudia Romanens, tous trois élus par le Grand Conseil en novembre 2012.

3.1.5.1.3. Locaux

Au cours de l'année 2012, le Tribunal de la Gruyère a été abordé s'agissant de la réaffectation du Château de Bulle et de l'achat de nouvelles surfaces administratives. Une séance a eu lieu le mercredi 14 mars 2012 au Château, à Bulle, en présence de Monsieur le Conseiller d'Etat Maurice Ropraz, Monsieur Patrice Borcard, Préfet de la Gruyère, Messieurs Jean-Pierre Schouwey, Jean-Daniel Chappuis, de la police cantonale, Charles-Henri Lang et Laurent Aubry, architectes cantonaux, ainsi qu'Olivier Charrière, architecte. Les trois Présidents du Tribunal de la Gruyère étaient présents à cette séance d'information. A la suite de cette présentation concernant la réaffectation du Château et d'éventuelles nouvelles surfaces disponibles en ville de Bulle, la Présidente en charge des affaires administratives s'est rendue à deux reprises au bureau de l'architecte Olivier Charrière, à Bulle, afin de présenter les besoins du Tribunal de la Gruyère en matière de locaux. Une première séance a eu lieu le mercredi 4 avril 2012 et une seconde le vendredi 11 mai 2012. Enfin, un projet a été soumis aux trois présidents le 22 mai 2012 par Laurent Aubry.

Selon les informations en possession du Tribunal de la Gruyère, un projet est désormais en cours d'examen selon le calendrier suivant :

- > septembre 2012 : présentation du projet devant la commission permanente et projet immobilier, pour préavis,
- > octobre 2012 : note au Conseil d'Etat pour décision,
- > premier trimestre 2013 : Message et Décret au Grand Conseil pour adoption,
- > premier semestre 2014 : prise de possession des biens immobiliers.

Il y a aujourd'hui une impérieuse nécessité d'agrandir les locaux du Tribunal de la Gruyère. En effet, avec les nouveaux postes de Président à 50 % et de secrétaire et greffier à 50 % pour lui porter assistance, les locaux actuels sont exigus. Il n'y a pas assez de bureaux pour chaque Président et le Tribunal ne compte toujours qu'une seule salle pour les audiences et séances. Les autres solutions au Château de Bulle sont restreintes savoir l'occupation de la salle de la Préfecture qui n'est pas adéquate pour la tenue d'audiences sereines et n'offre pas les garanties de sécurité suffisantes. De plus, la disponibilité de cette salle est toujours subordonnée à l'accord de la Préfecture qui l'utilise en priorité. On relève encore, comme cela a déjà été fait par le passé, que la salle et les locaux du Tribunal ne sont pas accessibles aux personnes à mobilité réduite. Le 15 janvier 2013 déjà, Frédérique Bütikofer Repond a dû "en catastrophe" siéger dans la salle de la Préfecture, un avocat étant handicapé et se déplaçant dans un lourd fauteuil électrique.

La question du nombre de salles de Tribunal devient d'autant plus importante qu'un ou une nouvelle collègue Président/e entrera en fonction dans le courant de l'année 2013. Au demeurant, il est observé que le Tribunal de la Gruyère est pratiquement le seul Tribunal d'arrondissement à ne pas disposer d'une salle par Président œuvrant à un taux d'activité de 100 %.

3.1.5.2. Activité juridictionnelle

3.1.5.2.1. En général (charge de travail globale etc.)

En 2012 comme en 2011, le Tribunal de la Gruyère n'a pas été en mesure de faire face à l'exercice de sa tâche avec toute la qualité et la célérité dont voudraient faire preuve les magistrats professionnels qui le composent. La complexité et le volume de nombreux dossiers déferés au Tribunal de la Gruyère nécessitent un temps de prise de connaissance et de décisions importants dont les Juges ne disposent en réalité pas. Chaque jour des choix doivent être faits dans le travail à effectuer si bien que certains dossiers patientent au-delà d'un délai raisonnable pour obtenir la suite qu'ils méritent. En résumé, la charge de travail est très importante pour chaque Président et Présidente.

Comme pour l'exercice 2011, les nouveaux codes de procédures civile et pénale ralentissent toujours le travail des magistrats et la poursuite de la procédure en général. Dans de nombreux dossiers de conciliation, la salle est réservée, les parties citées, mais parfois, l'une des parties ne se présente pas, de telle sorte que la conciliation ne peut pas être effectivement tentée, ce qui engendre un fort sentiment de perte de temps pour le Tribunal ainsi que pour les avocats qui seraient présents.

En matière civile toujours, l'oralité des procédures sommaires, simplifiées et de conciliation oblige l'autorité judiciaire à réserver des audiences d'une certaine durée, en raison de la brièveté des mémoires déposés. De plus en plus, ces derniers ne contiennent que des conclusions et il appartient, conformément au code de procédure civile, au Magistrat saisi de poser les questions nécessaires à l'instruction de la cause. Cela ne va pas sans surprise parfois, lors des audiences, au cours desquelles le Président découvre peu à peu les faits pertinents. La réactivité et l'immédiateté sont devenues la règle, si bien qu'il est de plus en plus difficile d'évaluer correctement le temps nécessaire aux audiences et de planifier au mieux l'occupation de l'unique salle de tribunal.

Le Greffe du Tribunal ainsi que le secrétariat sont également confrontés à la surcharge endémique du Tribunal de la Gruyère ce qui n'est pas sans occasionner des situations extrêmement stressantes et, sur le long terme, usantes pour tout le personnel.

Par ailleurs, les remarques formulées dans le rapport de l'année 2011 demeurent entièrement valables.

3.1.5.2.2. Affaires civiles (Président, Tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Les statistiques en la matière sont remises en annexe.

En 2012, le Tribunal civil de l'arrondissement a inscrit 101 nouvelles affaires et le Président du Tribunal civil 1'362. Par rapport à l'année 2011, cela représente une légère augmentation du nombre d'affaires enregistrées. 96 dossiers de Tribunal civil ont été liquidés pour 1'435 au niveau des Présidents civils. Les dossiers du droit de la famille occupent encore principalement les Magistrats tandis que dès le 1er janvier 2013, les questions de l'ancien droit de la tutelle ne seront plus de la compétence du Tribunal d'arrondissement.

Il est relevé également que les auditions d'enfants sont principalement effectuées par Carole Nigg et Maud Bussard ainsi que par les Magistrats en charge des dossiers civils à quelques occasions.

3.1.5.2.3. Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)

Les statistiques en la matière sont remises en annexe au présent rapport.

Au cours de l'année 2012, le Tribunal pénal a jugé 18 personnes pour un total de 54 infractions et les juges de police ont jugé 144 personnes pour un total de 85 infractions. Il y a une légère baisse du nombre de personnes jugées par rapport à l'année précédente, surtout en matière d'affaires relevant du juge de police, ce qui s'explique en partie par le volume et la complexité des dossiers dévolus aux juges de police, dont les compétences ont été étendues depuis l'entrée en vigueur de la procédure pénale fédérale.

3.1.5.2.4. Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Le rapport avec les autres autorités est généralement bon, voire très bon.

Il n'y a aucune remarque particulière s'agissant des rapports avec les avocats et autres intervenants si ce n'est que nous observons une surcharge inquiétante du Service de l'enfance et de la jeunesse, ce qui a une incidence sur la durée des procédures dans lesquelles les bons offices de ce service sont sollicités. Nous constatons également que les assistants sociaux nommés en qualité de curateurs peinent à exercer les mandats confiés avec toute l'intensité que certaines situations requerraient.

Nous relevons également une très bonne entente avec les membres du corps de police qui nous sont d'un précieux et utile secours dans bon nombre de dossiers.

3.1.5.3. Formation

Les formulaires d'annonce des formations suivies par les magistrats élus sont remis en annexe au présent rapport.

Le personnel du Greffe a également pu bénéficier de cours et de séminaires de formation.

3.1.5.4. Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

Au cours de l'année 2012, nous avons rencontré passablement de soucis informatiques, notamment avec le poste de travail situé dans la salle du Tribunal. Nous espérons que le Service informatique pourra remédier aux soucis que nous avons rencontrés, qui leur sont connus car nous les avons alertés à moult reprises.

S'agissant de modifications législatives à proposer, nous avons pris bonne note des récentes modifications entrées en vigueur au 1er janvier 2013. Si la conciliation de l'art. 291 CPC en matière matrimoniale est désormais de la compétence du Président du Tribunal de l'arrondissement, les codes Tribuna pour cette activité sont à ce jour inexistantes. Cela cause quelques ennuis d'enregistrement des dossiers puisqu'à réception d'une demande de divorce sur requête unilatérale, par exemple, il faut ouvrir en premier lieu un dossier 10 de la compétence du Président puisque ce dernier, en cas de conciliation favorable, peut rendre immédiatement une décision mettant un terme à la procédure. Toutefois, la demande de divorce sur requête unilatérale reste de la compétence du Tribunal civil si bien qu'un dossier 15 devrait également être enregistré ou du moins en attente de l'issue de la procédure de conciliation. Nous formulons la proposition suivante, savoir qu'un code Tribuna soit créé en matière de conciliation de l'art. 291 CPC dans les dossiers de la compétence du Président du Tribunal de l'arrondissement n° 10.

Nous regrettons également que les procédures de modification de jugement de divorce n'aient pas également été soumises au Président du Tribunal de l'arrondissement comme c'était le cas sous l'égide de notre ancien code de procédure civile fribourgeois. Ce point devrait éventuellement faire l'objet d'une nouvelle discussion du législateur.

Au titre des divers, les Magistrats ainsi que le personnel du Greffe du Tribunal de l'arrondissement de la Gruyère tiennent ici à remercier sincèrement le Conseil de la Magistrature, la Commission de Justice du Grand conseil ainsi que la Direction de la Justice pour le soutien et l'écoute qu'ils ont su leur apporter au cours des années 2011 et 2012 durant lesquelles le Tribunal a connu des moments difficiles en raison de sa surcharge. Nous sommes reconnaissants à ces trois autorités pour leur soutien qui a abouti à l'obtention d'un poste de Président de Tribunal à 50 % dès l'année 2013. Nous espérons que ce poste supplémentaire permettra d'améliorer la prise en charge des dossiers d'une manière générale. En revanche, la situation ne pourra pas être optimale tant que le Tribunal de la Gruyère n'aura pas terminé le redimensionnement tant en personnel, qu'en locaux, qui lui est nécessaire pour l'accomplissement de sa tâche.

3.1.6. Tribunal de l'arrondissement du Lac

3.1.6.1. *Composition et locaux*

3.1.6.1.1. *Composition du Tribunal*

Le 20 mars 2012, le Grand Conseil a élu Eric Delley en qualité d'assesseur, en remplacement d'Elisabeth Leu, démissionnaire. Le Tribunal du Lac n'a pas subi d'autre changement de composition.

3.1.6.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

La Présidente Sandrine Schaller Walker a été en congé maternité du 1er décembre 2011 à la mi-avril 2012. Pour pallier à son absence, le Conseil de la magistrature a nommé le Greffier-chef Peter Stoller Président ad hoc à 50%. Dominique Quiel, ancien greffier-stagiaire, a été engagé comme greffier ad hoc du 1er janvier 2012 au 30 avril 2012.

Deux secrétaires alémaniques ont quitté le greffe durant l'année 2012. Regula Auderset et Elisabeth Gaschen ont démissionné pour le 31 mai 2012, respectivement pour le 30 juin 2012. Elles ont été remplacées par Paily Na Plüss, engagée à 50% dès le 1er juin 2012, et Franziska Hunger, engagée à 90% depuis le 1er août 2012.

Le Tribunal a accueilli trois stagiaires pour des périodes de six mois : Frédéric Bertschy, en stage jusqu'au 31 mars 2012, Noemi Rohrer, du 1er avril au 30 septembre 2012 et Chantal Gugger, dès le 1er octobre 2012.

Le Tribunal du Lac forme un apprenant, actuellement en troisième année d'apprentissage.

3.1.6.1.3. *Locaux*

Les locaux du Tribunal du Lac n'ont pas subi de modifications, bien que la disposition de la salle du Tribunal ne permette de recevoir qu'un nombre limité de parties.

3.1.6.2. *Activité juridictionnelle*

3.1.6.2.1. *En général (charge de travail globale etc.)*

La charge de travail reste intense, malgré une diminution du nombre d'affaires enregistrées en matière pénale, et demande un investissement important de la part des magistrats et de l'ensemble du personnel.

Il est effectué ci-après un bref survol des chiffres pour l'année 2012. Il est renvoyé pour le surplus aux statistiques établies par le Greffier-chef et annexées au présent rapport.

3.1.6.2.2. *Affaires civiles (Pdt, Tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)*

Tribunal civil :

En 2012 (en comparaison de 2011), le Tribunal civil a enregistré 40 nouvelles affaires (2011 = 54), dont 22 en allemand (2011 = 35). Durant l'année, 42 affaires (2011 = 63), dont 24 en allemand, ont été liquidées.

Au 31 décembre 2012, 39 affaires (2011=40) sont encore en cours devant le Tribunal civil, dont 25 en allemand. 7 affaires (6 en allemand) ont été inscrites au rôle avant le 31 décembre 2010.

Président du Tribunal civil :

Devant le Président du Tribunal civil, 856 (2011 = 819) affaires ont été inscrites au rôle avant le 31 décembre 2012, dont 547 (2011=521) en allemand. Durant l'année 2012, 813 (2011 = 854) affaires ont été liquidées. 177 affaires demeurent inscrites au rôle, dont 123 en allemand.

Tutelles :

La Chambre des Tutelles du Tribunal du Lac a enregistré 10 nouvelles affaires, 9 ressortant de la compétence de la Chambre, une ressortant de la compétence du Président (assistance judiciaire). 12 affaires ont été réglées durant l'année. Au 31 décembre 2012, il reste une affaire pendante devant la Chambre.

Prud'hommes :

Devant le Président du Tribunal des prud'hommes, 39 (2011= 37) nouvelles affaires ont été inscrites au rôle, dont 28 en allemand. Les Présidents ont procédé à un total de 36 (2011 = 22) tentatives de conciliation et rendu 7 (2011=3) jugements. Au 31 décembre 2012, il demeure 10 (2011= 14) affaires pendantes, dont 7 en allemand.

Devant le Tribunal des prud'hommes, 12 (2011=5) nouvelles affaires ont été introduites, dont 5 en allemand. 7 affaires (2011=8) ont été liquidées. Il reste 7 procédures pendantes au 31 décembre 2012, dont 2 en allemand.

Tribunal des baux :

Le rapport concernant l'activité du Tribunal des baux de la Singine et du Lac est établi par le Président, Dr Reinold Raemy. Il y est renvoyé.

Poursuites et faillites :

Durant l'année 2012, 462 décisions ont été rendues en matière de poursuites et faillites, dont 282 décisions relatives à des mainlevées et 132 relatives à des faillites.

3.1.6.2.3. *Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)*

Devant le Juge de police, 74 affaires (en 2011=110) ont été inscrites au rôle. Les juges de police ont traité 72 (dont 24 en français) affaires (en 2011=114), soit 33 oppositions aux ordonnances pénales du préfet, 36 oppositions aux ordonnances pénales du Ministère public et 1 opposition à une ordonnance pénale communale. Une affaire a été directement renvoyée par le Ministère public devant le Juge de police.

En 2012, 9 nouvelles affaires ont été enregistrées devant le Tribunal pénal du Lac. Durant l'année, cette autorité a condamné 4 (2011=8) personnes. 3 prévenus ont été condamnés à des peines privatives de liberté. Un prévenu a été condamné à une peine pécuniaire.

3.1.6.2.4. *Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants*

Le rapport avec les autres autorités, les avocats et les autres intervenants est bon. Il n'est sujet à aucune remarque.

3.1.6.3. *Formation*

Les Présidents ont suivi des formations de perfectionnement. Il est renvoyé aux formulaires annexés. Les greffiers ont également suivi divers cours et séminaires. Une secrétaire a suivi une formation en administration judiciaire.

3.1.6.4. *Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)*

Nous suggérons de modifier la loi sur la justice, afin de placer dans la compétence du Président du Tribunal les procédures de modifications des jugements de divorce.

Le système informatique Tribuna V3 a été introduit au Tribunal du Lac en début d'année 2012. Ce changement et la mise en place de la nouvelle identité visuelle des autorités judiciaires ont induit une charge de travail supplémentaire pour le secrétariat. Il est regretté que les formulaires ne soient pas encore tous adaptés à la nouvelle identité visuelle.

3.1.7. Tribunal de l'arrondissement de la Glâne

3.1.7.1. *Composition et locaux*

3.1.7.1.1. *Composition du Tribunal*

La composition du Tribunal n'a connu aucun changement en 2012.

3.1.7.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

Le greffe du Tribunal est toujours composé d'un président, d'un greffier-chef à 100 %, d'une greffière-adjointe à environ 30 %, d'un avocat-stagiaire, d'une secrétaire à 100 %, d'une secrétaire à 50 % et d'une apprentie.

Il est une nouvelle fois insisté sur le fait que la greffière-adjointe, qui travaille au sein du Tribunal de la Glâne depuis plusieurs décennies, n'est toujours pas acceptée dans le cadre du personnel de l'Etat. Elle est soumise à un statut spécial dès lors qu'elle doit travailler à la demande. Cette situation est inacceptable et a été plusieurs fois dénoncée.

3.1.7.1.3. Locaux

Les locaux donnent entière satisfaction.

3.1.7.2. *Activité juridictionnelle*

3.1.7.2.1. *En général (charge de travail globale etc.)*

La charge de travail sur l'ensemble de l'année est acceptable. Elle est toutefois répartie de façon inégale, ce qui rend la gestion des dossiers plus difficile.

3.1.7.2.2. *Affaires civiles (Pdt, Tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)*

Une affaire civile particulièrement importante est actuellement pendante devant le Tribunal. Celle-ci demande à elle seule beaucoup de travail de recherches juridiques et de rédaction.

3.1.7.2.3. *Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)*

Difficulté à gérer des dossiers importants dont le Tribunal pénal est parfois saisi dans une courte période et pour lesquels il faut faire preuve de rapidité eu égard aux prévenus placés en détention.

3.1.7.2.4. *Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants*

Les nouveaux codes de procédures ont favorisé l'accès de nos tribunaux à des avocats hors canton. Ceux-ci doivent apprendre à se conformer à nos pratiques et non l'inverse. Les rapports avec tous les avocats demeurent toutefois bons.

3.1.7.3. *Formation*

Président et greffiers ont participé à diverses formations proposées par l'Université de Fribourg et à celles en relation avec le nouveau droit de la protection des adultes et des codes de procédures civile et pénale.

3.1.8. Tribunal de l'arrondissement de la Broye

3.1.8.1. *Composition et locaux*

3.1.8.1.1. *Composition du Tribunal*

Aucune modification de la composition du Tribunal de l'arrondissement de la Broye n'a été enregistrée en 2012. Dès lors, sa composition a été la suivante:

Présidents:	M. Jean-Benoît Meuwly, Neyruz M. Marc Sugnaux, Fribourg (50%)
Suppléant-e-s du Président:	M. Pascal L'Homme, Châtel-St-Denis M. Michel Morel, Romont M. Stéphane Raemy, Marly Mme Alexandra Rossi Carré, Fribourg
Vice-président:	M. Nicolas Emery, Vuissens

Assesseur(e)s:	M. Maurice Bourqui, Estavayer-le-Lac Mme Martine Corminboeuf, à Ménières M. Gabriel Dougoud, St-Aubin M. Nicolas Emery, Vuissens Mme Micheline Guerry, St-Aubin M. Claude Jabornigg, Domdidier M. Francis Marchand, Lully Mme Annelise Moser, Chandon Mme Claire Moullet, Cheyres Mme Monique Pedroli, Estavayer-le-Lac M. Raphaël Rimaz, Domdidier Mme Claire-Lise Sudan, Estavayer-le-Lac
----------------	--

S'agissant du Tribunal des Prud'hommes, M. Yvan Corminboeuf a été élu le 4 octobre 2011 en tant qu'Assesseur (représentant les travailleurs) dès le 1er janvier 2012, en remplacement de M. Michel Chardonnens, démissionnaire pour raison d'âge. La composition du tribunal a été la suivante en 2012 :

Présidents:	M. Christian Esseiva, Montagny-la-Ville (10%) M. Jean-Benoît Meuwly, Neyruz
Suppléant du Président:	M. Marc Sugnaux, Fribourg (50%)
Assesseur représentant les employeurs:	M. Jean-François Berchier
Assesseur représentant les travailleurs:	M. Yvan Corminboeuf, à Domdidier
Assesseurs-suppléants représentant les employeurs:	M. Frédéric Gross M. Francis Michel
Assesseurs-suppléants représentant les travailleurs:	M. Christian Mueller M. Hans Krebs

3.1.8.1.2. *Personnel*

Mme Jacy Kalbermatten, greffière, a démissionné pour le 31 décembre 2011 ; Emmanuel Denervaud a été engagé pour la remplacer à partir du 1er janvier 2012, pour une durée déterminée d'une année. Le tribunal a pu en outre compter sur la collaboration temporaire de Julien d'Agostini, ce depuis le 23 janvier 2012.

Mme Corinne Pasche, secrétaire démissionnaire, a été remplacée par Mme Maude Jaccaud au taux d'activité de 70%, dès le 1er août 2012.

Dès lors, pour l'année 2012, la composition du greffe a été la suivante:

Greffier-chef :	M. Christian Esseiva (90%)
Greffier(e)s-adjoint(e)s :	M. Fabien Jotterand (60%) M. Emmanuel Denervaud (50%) Mme Danielle Portmann (40%)
Secrétaires :	Mme Corinne Pasche (70%) (jusqu'au 31 juillet 2012) Mme Maude Jaccaud (70%) (depuis le 1er août 2012) Mme Dolorès Pittet (80%) Mme Nicole Schorro (50%)
Comptables :	Mme Noëlla Brasey (50%) Mme Nicole Schorro (30%)
Apprentie :	Mme Chloé Vonlanthen
Huissière :	Mme Noëlla Brasey

3.1.8.1.3. Locaux

Nous n'avons rien de particulier à mentionner sous cette rubrique.

3.1.8.2. Activité juridictionnelle

3.1.8.2.1. En général

Globalement, le Tribunal a connu une nouvelle augmentation de sa charge : 1'289 affaires enregistrées en 2012, contre 1'195 en 2011, 1'117 en 2010, 1'142 en 2009 et 1'079 en 2008, les liquidations de dossiers se situant à un niveau encore supérieur à celui des années passées : 1'298 décisions rendues, contre 1'146 en 2011, 1'132 en 2010, 1'125 en 2009 et 1'120 en 2008. A la fin 2012, 319 dossiers étaient pendants.

Dans le domaine civil, le nombre total de causes est en augmentation par rapport à 2011 (+ 94 causes), alors qu'il avait déjà crû dans la même mesure en 2011 (+ 95 causes par rapport à 2010). Dans le domaine pénal, le nombre de nouvelles causes, qui avait régressé en 2011, a dépassé les années les plus chargées (2009 et 2010). Cette progression concerne surtout les dossiers du ressort du Tribunal pénal (23 causes contre 5 en 2011), plus longues et plus complexes.

D'une façon générale, il ressort de la comparaison de ces chiffres avec ceux des années précédentes une augmentation continue et très sensible des causes, tant dans l'enregistrement (19,46% depuis 2008) que dans la liquidation (15,89% depuis 2008). A l'instar de ce qui avait déjà été relevé dans le rapport 2011, on observe que, malgré l'augmentation du nombre des affaires liquidées (1'298 causes pour 2 postes de président totalisant 150%), le nombre des causes non traitées augmente également chaque année, générant une accumulation d'affaires plus anciennes et révélant une dotation en personnel insuffisante, qui désormais ne permet plus de faire face à la charge du tribunal. Il s'impose en conséquence d'augmenter le taux d'activité des présidents de 30% et celui des greffiers de 50% au minimum.

3.1.8.2.2. Affaires civiles

Globalement

Le nombre total des affaires civiles introduites devant le Tribunal civil et son président poursuit sa hausse : 1'171 causes, contre 1'098 en 2011, 1'003 en 2010, 1'026 en 2009 et 991 en 2008.

Quant au nombre de décisions rendues, il a crû dans la même proportion : 1'199 décisions, contre 1'015 en 2011, 1'028 en 2010, 1'015 en 2009 et 1'020 en 2008.

Cette statistique comprend toutes les affaires civiles traitées, également les affaires prud'homales, tutélaires ainsi que celles concernant les baux à loyer et la LP. Les chiffres 1.8.2.2.2 à 1.8.2.2.7. détaillent la statistique en fonction des matières.

Tribunal civil

Affaires enregistrées : 65

Affaires liquidées : 87

Président du Tribunal civil

Affaires enregistrées : 483

Affaires liquidées : 490

Cette statistique ne comprend pas les affaires de poursuites et faillites, prud'homales, de tutelle et de curatelle, ainsi que de bail (expulsion).

Poursuites et faillites

Le nombre des affaires liées au contentieux LP a aussi augmenté. En 2012, 496 affaires ont été enregistrées (contre 466 en 2011, 493 en 2010, 512 en 2009 et 472 en 2008). 515 affaires de ce type ont été liquidées en 2012 (contre 452 en 2011, 494 en 2010, 509 en 2009 et 478 en 2008).

Juridiction des Prud'hommes

Le nombre d'affaires enregistrées en 2012 a plus que doublé par rapport aux années précédentes : 81 nouvelles affaires en 2012 (62 devant le Président et 19 devant le Tribunal) (contre 36 en 2011, 28 en 2010, 32 en 2009 et 32 en 2008). 64 causes ont été liquidées en 2012 (contre 35 en 2011, 26 en 2010, 40 en 2009 et 26 en 2008).

Chambre des tutelles et curatelles

Affaires enregistrées : 9 (aucune de la compétence du Président)

Affaires liquidées : 11, dont 1 de la compétence du Président

Suppléant du Président du Tribunal des baux à loyer

Le nombre d'expulsions enregistrées en 2012 a presque doublé: 37 (contre 20 en 2011). 32 causes ont été liquidées en 2012.

3.1.8.2.3. Affaires pénales

En 2012, le nombre total des nouvelles affaires pénales enregistrées, en augmentation sensible par rapport à 2011, s'élève à 95 dossiers de la compétence du Juge de police et du Président du Tribunal pénal (assistances judiciaires) (contre 92 en 2011, 100 en 2010, 104 en 2009 et 68 en 2008) et à 23 dossiers du ressort du Tribunal pénal (contre 5 en 2011, 12 en 2010, 12 en 2009 et 20 en 2008), totalisant 118 affaires (contre 97 en 2011, 112 en 2010 et 116 en 2009).

Le nombre d'affaires traitées en 2012 a quant à lui légèrement diminué, mais se situant toujours à un niveau élevé. 99 affaires pénales ont été liquidées en 2012 (contre 109 en 2011, 101 en 2010, 110 en 2009 et 88 en 2008) : 85 relevant du Juge de police (contre 99 en 2011, 92 en 2010, 96 en 2009 et 72 en 2008) et 14 relevant du Tribunal pénal (contre 10 en 2011, 11 en 2010, 16 en 2009 et 16 en 2008).

3.1.8.2.4. Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Nous n'avons rien de particulier à mentionner sous cette rubrique.

3.1.8.3. Formation

Comme l'année passée, le Président Meuwly a donné le 29 juin 2012 une conférence sur le thème « L'entretien de l'enfant du couple marié et non marié », organisée par le Service de la formation continue de l'Université de Fribourg (1/2 jour). Il a également assisté aux Journées de la LCR du 11 juin 2012 (1 jour) et à la Journée de formation de l'Ordre des avocats, du 14 décembre 2012 (1 jour).

Le Président Sugnaux, pour sa part, a assisté à la 5e journée suisse de droit de la protection des données (1 jour), au Symposium en droit des contrats, organisé par l'Université de Fribourg, ainsi qu'à la Journée de formation de l'Ordre des avocats (1 jour).

L'ensemble des collaboratrices et collaborateurs du Tribunal ont suivi divers cours et séminaires spécialisés, au titre du perfectionnement professionnel.

3.1.8.4. Divers

Nous n'avons rien de particulier à mentionner sous cette rubrique.

3.1.9. Tribunal de l'arrondissement de la Veveyse

3.1.9.1. *Composition et locaux*

3.1.9.1.1. *Composition du Tribunal*

Le 12 juin 2012, Daniel Jamain a été élu assesseur suppléant (représentant les employeurs) au Tribunal des Prud'hommes, en remplacement de M. Joe Genoud, démissionnaire.

3.1.9.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

Mélina Vuichard a été engagée, au 1er juillet 2012, en remplacement de Karin Liaudat, démissionnaire. Elle va accoucher prochainement et est en incapacité de travail depuis ce jour.

Les greffiers et le personnel du greffe accomplissent leurs tâches avec compétence et donnent entière satisfaction.

3.1.9.1.3. *Locaux*

Sans changement. Les locaux suffisent à peine aux besoins actuels; le secrétariat est sous-dimensionné et la bibliothèque, fait également office de salle de délibération et de bureau pour notre greffière-adjointe à mi-temps. Il nous est dès lors impossible d'accueillir un(e) apprenti(e) ou un(e) stagiaire.

3.1.9.2. *Activité juridictionnelle*

3.1.9.2.1. *En général (charge de travail globale etc.)*

La charge de travail est en constante augmentation. Le nombre des affaires inscrites au rôle a même augmenté de 20% en 2012. Il devient de plus en plus difficile de respecter des délais raisonnables. Il est désormais impossible de décharger d'autres tribunaux.

3.1.9.2.2. *Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants*

Ils n'ont donné lieu à aucune difficulté particulière.

3.1.9.3. *Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)*

Représentation des parties en justice

En vertu de l'art. 68 al. 2 let. c CPC, sont autorisés à représenter les parties à titre professionnel : ... dans les affaires soumises à la procédure sommaire en vertu de l'art. 251, les représentants professionnels au sens de l'art. 27 LP. Or, le canton de Fribourg n'ayant pas légiféré en la matière, il ressort de la jurisprudence récente, rendue notamment dans le canton de Berne, que la représentation professionnelle n'est pas limitée en la matière (agents d'affaires, fiduciaires, régies, écrivains public...). Il serait opportun de limiter cette représentation, au moins à des professions reconnues.

3.1.10. Tribunal pénal économique

3.1.10.1. *Composition et locaux*

3.1.10.1.1. *Composition du Tribunal*

Le Tribunal pénal économique est composé d'Alain Gautschi, Président, de son suppléant Marc Sugnaux, ainsi que de 18 juges assesseurs. Sur requête, le nombre d'assesseurs a été augmenté de 4 juges par le Conseil de la magistrature, ceci afin que le TPE puisse mieux faire face au problème des récusations qui est récurrent dans le domaine économique, d'une part, et, d'autre part, afin de compter suffisamment de juges assesseurs disponibles pour des affaires d'une certaine envergure.

Enfin, le Président ad hoc André Waeber a mis un terme à son activité auprès du TPE, puisqu'il a rendu des jugements dans l'ensemble des affaires dont il avait la charge en tant que Président ad hoc.

3.1.10.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

Le personnel a subi des changements à fin 2011. En 2012, il était composé comme suit :

- > Fabienne Cajoux, greffière, titulaire du brevet d'avocate, à 100 % dès le 1er juin 2001, à ma disposition depuis le 1er septembre 2010. A relever que Fabienne Cajoux a traité une affaire du Tribunal pénal de la Sarine d'une très grande complexité, de par son envergure déjà, et dont les infractions majeures à juger étaient du domaine économique. Cette affaire a occupé Mme Cajoux pendant près de 7 mois à 100 %.
- > Caroline Gauch, titulaire du brevet d'avocate et docteur en droit, depuis le 1er janvier 2012, à 50 % auprès du Tribunal de la Sarine et du TPE, pour les affaires en allemand.
- > Afin de soulager mes greffières très largement mises à contribution en 2012 également, j'ai pu engager Verena Jezler, titulaire du brevet d'avocate, pour la période du 1er octobre au 31 décembre 2012, à raison de 100 %. Elle a également rédigé une affaire en allemand du TPE, traitée par le Président ad hoc André Waeber.
- > Danièle Creteigny, secrétaire, qui travaille au service du TPE depuis le 1er janvier 1999, avec un taux d'activité de 80 %, alors que l'ensemble des greffes (Présidents) dispose d'un secrétariat avec un taux d'activité à 100 % (!). En plus du TPE, elle assume également les affaires pénales ordinaires de l'arrondissement de la Sarine, tant pour la section alémanique que francophone, ainsi que les affaires allemandes du Tribunal civil de la Sarine. Après bientôt trois ans d'activité, je constate que le taux d'activité de 80 % est absolument insuffisant puisque, notamment, les vacances non prises dues aux heures supplémentaires à absorber se sont accumulées de façon dramatique. Il convient donc impérativement d'augmenter le taux d'activité de ma secrétaire à 100 %. Mme Creteigny m'a d'ores et déjà assuré de sa disponibilité.

3.1.10.1.3. *Locaux*

Le Tribunal pénal économique étant rattaché administrativement au Tribunal de l'arrondissement de la Sarine, ses locaux se situent donc au siège du Tribunal de la Sarine, Route des Arsenaux 17, à Fribourg. Il y a lieu de relever que ceux-ci sont adéquats et correspondent parfaitement aux activités et besoins du TPE. Il convient cependant de préciser que les affaires pendantes sont actuellement entreposées dans la bibliothèque pénale. Ce système n'est pas idéal, notamment du fait que les dossiers sont rangés à la vue de toute personne venant consulter un dossier sur place. Il y aurait donc lieu d'envisager de mettre au budget des armoires fermées afin de garantir la confidentialité.

3.1.10.2. *Activité juridictionnelle*

3.1.10.2.1. *En général*

Suite à l'engagement de l'ensemble des membres du Tribunal pénal économique, la surcharge accrue qui a régné ces dernières années a pu être réduite, de sorte qu'à ce jour, une seule affaire est encore inscrite au rôle.

En 2012, le Tribunal pénal économique a siégé de la façon suivante :

- > 1 séance en juin (demandes d'indemnité) concernant deux prévenus (Prés. Alain Gautschi)
- > 1 procès en septembre impliquant un prévenu (Prés. Alain Gautschi)
- > 1 séance en septembre (demande d'indemnité) concernant un prévenu (Prés. ad hoc André Waeber)
- > 1 procès en octobre impliquant un prévenu (Prés. Alain Gautschi)
- > 1 procès en octobre impliquant un prévenu (Prés.-suppléant Marc Sugnaux)
- > 1 séance en novembre (demande d'indemnité) concernant un prévenu (Prés.-suppléant Marc Sugnaux)
- > 1 procès en novembre impliquant un prévenu (Prés. Alain Gautschi)

3.1.10.2.2. *Affaires du Tribunal pénal économique*

L'affaire jugée au mois de septembre et présidée par le soussigné étant de nature complexe, la rédaction est encore en cours. Elle devrait toutefois aboutir dans le courant du mois de février 2013. A ce jour, une seule affaire est encore inscrite au rôle. Il s'agit d'une procédure relative à une demande d'indemnité ayant été suspendue jusqu'à droit connu sur l'appel pendant devant le Tribunal fédéral.

3.1.10.2.3. *Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants*

Rien de particulier à relever.

3.1.10.3. *Formation*

- > Le Président Alain Gautschi a suivi la formation auprès de l'Académie suisse des juges (7 jours).
- > Le Président-suppléant Marc Sugnaux a suivi la 5e journée suisse de droit de la protection des données, organisée par l'Université de Fribourg (1 jour), le symposium en droit des contrats, organisé par l'Université de Fribourg (1/2 jour) et la journée de formation en procédure civile et procédure pénale organisée par l'Ordre des avocats fribourgeois (1 jour).
- > Fabienne Cajoux a suivi les cours de la Société suisse de droit pénal (2 ½ jours) et la journée de formation de l'OAF (1 jour).
- > Finalement, Caroline Gauch a suivi les cours suivants : Kinderbelange im Scheidungsrecht (1 jour), die Anhörung des Kindes im Scheidungsverfahren (1 jour), Arbeitsrecht-Verfahrensrechtliche Aspekte (1 jour), Prävention von Risiken und Umgang mit Gewalt (2 jours), St. Galler Tagung zum Arbeitsrecht (1 jour) et la journée de formation de l'OAF.

3.1.10.4. *Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)*

Le Président du Tribunal pénal économique, ainsi que le personnel sous ch. 1.1.1.2 assurent également les affaires pénales ordinaires de l'arrondissement de la Sarine, tant pour la section alémanique que francophone, ainsi que les affaires allemandes du Tribunal civil de la Sarine. Il faut dès lors relever qu'en sus du rôle du TPE, 5 personnes ont été jugées en Tribunal pénal d'arrondissement, ainsi que 44 personnes renvoyées devant le Juge de police. Enfin, 70 jugements ont été rendus dans les affaires allemandes du Tribunal civil de la Sarine.

3. Bezirksgerichte

3.1. Allgemeiner Teil

3.1.1. Allgemeines

Die Zahl der bei den Zivilgerichten erfassten Angelegenheiten hat wie 2011 weiter abgenommen (2012: 593; 2011: 641, 2010: 860, 2009: 839). Die Zahl der Angelegenheiten, die in die Zuständigkeit der Gerichtspräsidenten fallen, ist jedoch weiter gestiegen (2012: 8986, 2011: 8858, 2010: 8642, 2009: 8685).

Die seit 2010 festgestellte ausserordentliche Zunahme der in die Zuständigkeit der Präsidenten der Arbeitsgerichte fallenden Angelegenheiten bestätigt sich. 2012 wurden 423 und 2011 384 Angelegenheiten verzeichnet (2010: 204, 2009: 141). Gleichzeitig hat die Zahl der neuen Angelegenheiten des Arbeitsgerichts, die 2011 abgenommen hat, wieder zugenommen (2012: 96, 2011: 59, 2010: 164).

Nach der deutlichen Zunahme der Angelegenheiten der Mietgerichte im Jahr 2010 ist das Arbeitsvolumen 2011 und 2012 praktisch stabil geblieben (2012: 85, 2011: 82, 2010: 199, 2009: 71). Es wird eine leichte Zunahme der in der Zuständigkeit der Präsidenten liegenden Angelegenheiten verzeichnet (2012: 357, 2011: 335, 2010: 338, 2009: 456).

3.1.2. Zwischen der Erfassung der Angelegenheiten und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichene Zeit

Zuständiger Strafrichter	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Strafgericht	5	32	40	20	18	15	130
Polizeirichter	98	209	212	202	62	9	792

Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Familienrecht	41	81	110	127	74	34	467
Klagen aus Vertrag	3	4	3	9	17	17	53

Präsident Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung	44	251	132	48	11	0	486
Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung	43	134	123	70	16	7	393
Vermögensrechtliche Sachen (Art. 139 GOG)	62	301	82	27	3	2	477
Rechtsöffnung	693	1818	351	24	5	0	2891

Gewerbegerichtsbarkeit	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Präsident	79	213	35	19	7	0	353
Gericht	4	13	20	16	13	4	70

Mietgerichtsbarkeit	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Präsident	121	176	46	25	7	1	376
Gericht	5	8	18	20	8	55	114

Aus der Tabelle ist insbesondere ersichtlich, dass 91% der in die Zuständigkeit des Polizeirichters und 75 % der in die Zuständigkeit des Strafgerichts fallenden Angelegenheiten innerhalb eines Jahres nach ihrer Erfassung abgeurteilt sind (2011: 93% und 72%, 2010: 93% und 86%, 2009: 94% und 74%). Mit Blick auf die Zivilsachen sind 77% der Angelegenheiten aus dem Gebiet des Familienrechts, die in die Zuständigkeit des Gerichts fallen, sowie 94% der Eheschutzmassnahmen und 99% der vermögensrechtlichen Streitigkeiten, die in die Zuständigkeit des Gerichtspräsidenten fallen, innerhalb eines Jahres erledigt worden (2011 : 76%, 95%, 98%, 2010 : 76%, 96%, 94% ; 2009 : 75%, 97%, 96%).

3.1.3. Bezirksgericht Saane

3.1.3.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

3.1.3.1.1. Zusammensetzung des Gerichts

René Bossel, Caroline De Buman, Daniel Bovet und Jean-Marc Kuhn wurden als Beisitzerin bzw. Beisitzer am Gericht des Saanebezirks gewählt und ersetzen somit Anne Tercier, Anne-Lyse Guignard, Christine Jordan-Gross und Jean-Marc Wichser.

3.1.3.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Magistratspersonen

In seiner Sitzung vom 7. Februar 2012 hat der Grosse Rat Benoît Chassot, Anwalt, zum Präsident des Gerichts des Saanebezirks gewählt. Benoît Chassot trat seine Funktion am 1. März 2012 an. Er widmet 70 % seiner Zeit dem Strafrecht und 30 % dem Arbeitsrecht.

In seiner Sitzung vom 7. Februar 2012 hat der Staatsrat ebenfalls Caroline Gauch, Anwältin und Dr. Iur. zur Präsidentin des Arbeitsgerichts des Saanebezirks (10 %) gewählt.

Gerichtsschreiberei

Zivilrechtliche Abteilung

Sandra Berdoz, Özgür Imrak, Francine Pittet, Virginie Sonney wurden als Gerichtsschreiber/innen als Ersatz für Ulina Bajraktaraj und Marc Aebischer eingestellt. Virginie Sonney und Francine Pittet wurden im Rahmen eines befristeten Arbeitsvertrags angestellt. Ihre Stellen werden Anfang Januar 2013 ausgeschrieben.

Justine Carnal, Patricia Cotting und Carine Wolbring wurden als Sekretärinnen als Ersatz für Laurianne Berset und Corine Dupasquier eingestellt.

Strafrechtliche Abteilung

Präsident Chassot wird ab dem 1. Juli 2012 von einer Gerichtsschreiberin zu 70 % unterstützt, Frau Karine Devaud.

Die Wahl des Präsidenten Chassot wurde hingegen nicht mit der Schaffung einer neuen Sekretariatsstelle begleitet, jedoch wurde ihm vom regionalen Arbeitsvermittlungszentrum eine Sekretärin als Unterstützung zur Verfügung gestellt, Frau Margot Philippona, die ab dem 19. März 2012 zu 100 % arbeitet. Diese Lösung ist vorübergehend zufriedenstellend, wird jedoch nicht langfristig überdauern.

Ab Ende April 2012 hat Frau Marlène Collaud die Stelle als Gerichtsschreiberin von Benoît Chassot übernommen, zu 50 % für Präsident Sallin und zu 50 % für Präsident Schneuwly (zivilrechtliche Abteilung).

Caroline Gauch wurde als Nachfolgerin von Verena Jezler eingestellt.

Die Präsidenten Ayer, Sallin und Chassot verfügen für die strafrechtliche Abteilung über Gerichtsschreiberstellen zu 125 %, bzw. 125 % und 95 %.

Weiter hat Herr Veljko Pavicevic zu 100 % vorübergehend vom 26. März 2012 bis zum 25. September 2012 ein Praktikum als Gerichtsschreiber absolviert.

Präsident Gautschi verfügt über 150 % Gerichtsschreiberstellen (100 % für das Wirtschaftsstrafgericht und die französischsprachigen Fälle und 50 % für die deutschsprachigen Fälle).

Er erhielt eine temporäre Aushilfe durch Verena Jezler, Gerichtsschreiberin zu 100 % vom 1. Oktober bis 31. Dezember 2012. Dem Sekretariat des Präsidenten Gautschi stehen nicht genügend Ressourcen zur Verfügung. Danièle Cretegy, Sekretärin, arbeitet zu 80 % und muss zahlreiche Überstunden leisten, um die Arbeitslast zu bewältigen.

Buchhaltung/Empfang

Michel Buntschu, Chefbuchhalter, hat nach 40 Jahren sein Anrecht auf eine wohlverdiente Pension in Anspruch genommen. Das Gericht des Saanebezirks wünscht ihm einen langen und glücklichen Ruhestand. Seine Nachfolge tritt Hubert Sciboz an, dessen Stelle durch Emilie Mauron besetzt wurde.

3.1.3.2. Gerichtstätigkeit

3.1.3.2.1. Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurs)

Allgemeine Bemerkungen

Für die Entwicklung der Fälle wird auf die Ausführungen im Jahresbericht der Justizverwaltung 2011 verwiesen. 2012 gingen erneut ungefähr 1500 ausschliesslich Zivilangelegenheiten beim Gericht und dem Gerichtspräsidenten ein (mit Ausnahme von Beschlagnahmungen, Konkursen oder unentgeltlicher Rechtspflege sowie der Rechtssprechung am Arbeits- und Mietgericht). Es muss hinzugefügt werden, dass die deutschsprachigen Fälle in diesen Zahlen enthalten sind, die durch den Präsidenten Alain Gautschi behandelt wurden.

Die Präsidenten des Gerichts des Saanebezirks ziehen ihren Antrag auf Schaffung von jeweils einer neuen Stelle im Präsidium, in der Gerichtsschreiberei und im Sekretariat sowie einer separaten Stelle eines «fliegenden» Gerichtsschreibers zu 100 % zurück. Diese Stellen wurden in den Voranschlag aufgenommen. Zunächst bestehen die Präsidenten auf der Dringlichkeit, eine Stelle eines fliegenden Gerichtsschreibers zu schaffen. Momentan verfügt das Gericht des Saanebezirks in diesem Bereich lediglich über 50 % VZÄ. Die neue Stelle wird verhindern, dass der Rückstand in der Vorbereitung und Ausarbeitung der Urteile weiter wachsen kann. Ausserdem, wie weiter unten ersichtlich wird, verfügt die Präsidentin Caroline Gauch momentan über keinen deutschsprachigen Gerichtsschreiber. Mit der Schaffung der neuen Stelle wird sie auf die Dienste des fliegenden Gerichtsschreibers zählen können, der zweisprachig sein müsste.

Arbeitsgericht

In diesem Bereich der Rechtsprechung nimmt die Zahl der Angelegenheiten weiter zu (246 gegenüber 223 im Vorjahr).

Die Präsidentin Caroline Gauch behandelt arbeitsgerichtliche Angelegenheiten in deutscher Sprache und in einem 10 %-Pensum Angelegenheiten in französischer Sprache. Allerdings verfügt sie über keinen deutschsprachigen Gerichtsschreiber und muss sich behelfen mit dem Personal des Sekretariats der Gerichtsschreiberei, allfälligen zweisprachigen Gerichtsschreiber-Praktikanten und dem Personal der Gerichtsschreiberei des Gerichts von Tafers, was organisatorisch einige Schwierigkeiten mit sich bringt.

Mietgericht

Die Rechtsprechung beim Mietrecht zählt auch mehr Angelegenheiten (245) als im Vorjahr (228).

3.1.3.2.2. Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)

Im Allgemeinen

2012 erhielt das Strafgericht des Saanebezirks Dossiers von 64 Personen zur Beurteilung beim Strafgericht (48 im Vorjahr) und von 344 Personen beim Polizeirichter (411 im Vorjahr).

Seit dem 1. Januar 2011 kann der Polizeirichter Haftstrafen bis zu einem Jahr aussprechen (vorher bis 6 Monate). Dadurch hat sich zwar die Zahl der Angelegenheiten beim Strafgericht verringert, aber dafür ist die der bedeutenden Angelegenheiten beim Polizeirichter angestiegen. Es sind die Angelegenheiten, die vorher ans Gericht weitergeleitet wurden.

Polizeirichter

2012 beurteilten die Polizeirichter 352 Personen (380 im Vorjahr).

Am 1. Januar 2013 betreffen die vom Polizeirichter zu beurteilenden Dossiers, bis auf die hängigen Verfahren, 163 Personen (172 vor einem Jahr).

Strafgericht

2012 beurteilte das Strafgericht 79 Personen (55 im Vorjahr).

Am 1. Januar 2013 betreffen die vom Strafgericht zu beurteilenden Dossiers, bis auf die hängigen Verfahren, 26 Personen (30 vor einem Jahr).

Arbeitslast

Nach zwei Jahren mit der neuen Strafprozessordnung kann Folgendes festgestellt werden:

Wie wir schon im letzten Bericht erwähnten, verlängern die Protokolle, die bei der Verhandlung gelesen und unterschrieben werden müssen, die Sitzungen um rund ein Drittel.

Die Erstellung von Anklageschriften durch die Staatsanwaltschaft ohne begründende Erklärung und ohne Verweis auf die Akten des Dossiers verlängert die Arbeitszeit von Präsident und Gerichtsschreiber erheblich. Gespräche mit der Staatsanwaltschaft zu diesem Thema sind im Gang, namentlich damit die Staatsanwälte Schluss- und zusammenfassende Einvernahmen durchführen, bevor sie ihre Anklageschriften verfassen.

3.1.4. Bezirksgericht Sense

3.1.4.1. *Zusammensetzung und Lokalitäten*

3.1.4.1.1. *Zusammensetzung des Gerichts*

Beim Bezirksgericht trat Beisitzerin Astrid Abrecht auf den 30. Juni 2012 zurück. Sie wurde durch Beisitzerin Dominique Chappuis Waeber ersetzt. Beim Arbeitsgericht trat Beisitzer Josef Boschung (Vertreter der Arbeitgeber) auf den 14. Februar 2012 zurück. An seine Stelle wurde Norbert Vonlanthen gewählt. Ansonsten waren im Berichtsjahr keine Änderungen zu verzeichnen.

3.1.4.1.2. *Personal (Magistraten und Gerichtsschreiberei)*

Bei den Gerichtspräsidenten und den Gerichtsschreiberinnen hat sich 2012 nichts geändert.

Die Stelle von Kanzleichef Gilbert Piller, der per 31. Dezember 2011 in den Ruhestand getreten war, übernahm die langjährige Mitarbeiterin Claudia Piller. Ihre Nachfolgerin als Sekretärin wurde am 1. Februar 2012 Denise Ducret. Weibel Oswald Sturny wurde auf den 31. März 2012 pensioniert, sein Nachfolger heisst Igor Okolic.

Die Praktikanten/innen-Stellen hatten im Jahr 2012 Marion Wyler (1. Oktober 2011 bis 31. März 2012), Benjamin Kuchler (1. März 2012 bis 31. August 2012), El Uali Emhammed Said (1. April 2012 bis 30. September 2012), Daniel Volery (1. September 2012 bis 28. Februar 2013) und Michel Zbinden (1. Oktober 2012 bis 31. März 2013) inne.

3.1.4.1.3. *Lokalitäten*

Diesbezüglich gab es im Jahr 2012 keine Änderungen.

3.1.4.2. *Gerichtstätigkeit*

3.1.4.2.1. *Allgemeines (Arbeitslast allgemein usw.)*

Gerichtspräsident Rentsch führte 2012 in administrativen Angelegenheiten den Vorsitz (Art. 21 JG). Am 20. Januar 2012 wurde ein Organisationsreglement erlassen (Art. 29 JG). Die Gerichtspräsidenten teilten die Arbeit – abgesehen davon, dass Peter Rentsch das Arbeits- und Reinold Raemy das Mietgericht betreut – weiterhin nach praktischen Gesichtspunkten auf, d.h. sie teilen ihre Tätigkeit nicht nach Sachgebieten auf, sondern jeder Richter ist grundsätzlich in allen Bereichen tätig. Die Dossiers werden nach dem Zufallsprinzip aufgeteilt, wobei der Kanzlei der Schlüssel 50:50 vorgegeben wird.

Die Arbeitslast blieb hoch, konnte indessen im Wesentlichen bewältigt werden. Peter Rentsch hat als Gerichtspräsident bzw. Polizeirichter des Greyerzbezirks (deutschsprachige Fälle) an zwei Sitzungstagen mehrere Fälle erledigt und zudem als Arbeitsgerichtspräsident des Saanebezirks einen Fall behandelt. Reinold Raemy hat als Stellvertreter der Präsidenten des Bezirksgerichts See und des Zwangsmassnahmengerichts nur wenig Aufwand zu verzeichnen.

Erheblicher Zusatzaufwand entstand durch die Einführung des neuen Dossierverwaltungsprogramms Tribuna V3. Schwierigkeiten ergaben sich zudem dadurch, dass eine vollzeitliche Stelle in der Kanzlei während eines Monats unbesetzt blieb und zwei Mitarbeiterinnen während mehreren Wochen aus gesundheitlichen Gründen ausfielen.

3.1.4.2.2. Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurs)

Im Jahr 2012 gingen insgesamt 937 Zivilangelegenheiten ein (2011: 904). 895 Verfahren konnten abgeschlossen werden (2011: 939), wobei auch die in Murten erledigten Mietsachen berücksichtigt sind. Die Zahl 895 bezieht sich auf die ein Verfahren abschliessenden Entscheide; alle übrigen Entscheide, wie zum Beispiel Sistierungen, Entscheide betreffend Expertisen und andere Zwischenentscheide, werden nicht erfasst.

Die mietgerichtlichen Verfahren wurden weiterhin grundsätzlich nach dem Ort des Mietgegenstandes zwischen Tafen und Murten aufgeteilt. Die hiesige Gerichtsschreiberei besorgt nach wie vor die administrative Behandlung der Dossiers (Eintragung im Rodel, Archivierung).

Beizufügen ist, dass im Jahre 2012 98 Scheidungsentscheide (2011: 95) gefällt und 71 Kostenlisten (2011: 86) in Zivilsachen festgesetzt wurden. Zudem fanden 26 Kinderanhörungen (2011: 28) statt, die in aller Regel von Gerichtsschreiberin Vaucher Mauron durchgeführt wurden, wobei oftmals mehrere Kinder zusammen angehört wurden.

Von den vor dem 31. Dezember 2010 eingereichten Zivilsachen ist noch ein Fall vor dem Zivilgericht hängig.

3.1.4.2.3. Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)

Insgesamt gingen 98 Strafsachen ein (2011: 103), 102 Angelegenheiten wurden erledigt (2011: 94). In diesen Zahlen sind auch sieben eingegangene und neun abgeschlossene Angelegenheiten berücksichtigt, welche durch den Präsidenten des Strafgerichts behandelt wurden und in der Statistik nicht erfasst sind. Dabei handelt es sich um zwei Erlassgesuche und sieben nachträgliche Entscheide im Sinne von Art. 363 ff. StPO. Von den 90 durch den Polizeirichter erledigten Angelegenheiten wurden fünf an die Staatsanwaltschaft zurückgewiesen, zweimal wurden Bussen in Ersatzfreiheitsstrafen umgewandelt. Zudem wurden ein Gesuch um amtliche Verteidigung, ein Erlassgesuch und drei Entschädigungsgesuche behandelt. In einem Verfahren traten die Präsidenten in ihrer Funktion als Polizeirichter in den Ausstand. Es wurden sechs Kostenlisten in Strafsachen festgesetzt (2011: 15).

3.1.4.2.4. Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Die Vormundschaftskammer des Bezirksgerichts, die durch das neue Kindes- und Erwachsenenschutzrecht per 31. Dezember 2012 als untere Aufsichtsbehörde im Vormundschaftswesen aufgelöst wird, nahm am 11. Dezember 2012 die Inspektion des Friedensgerichts des Sensebezirks als Vormundschaftsbehörde vor und gab am 28. Dezember 2012 zuhanden der Vormundschaftskammer (neu Kindes- und Erwachsenenschutzkammer) des Kantonsgerichts ihren letzten Bericht ab, welche ihrerseits die Vormundschaftskammer Sense am 10. Oktober 2012 inspiziert hatte.

Der Justizrat inspizierte das Bezirksgericht Sense am 30. Oktober 2012.

3.1.4.3. Ausbildung

Die Gerichtspräsidenten und Gerichtsschreiberinnen nahmen ohne Ausnahme an Weiterbildungsveranstaltungen teil.

3.1.4.4. *Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)*

Im März 2012 wurde beim Bezirksgericht das neue Dossierverwaltungsprogramm Tribuna V3 eingeführt, im September 2012 die neue visuelle Identität des Staates übernommen.

Art. 366 Abs. 1 StPO sieht vor, dass bei Fernbleiben an der Hauptverhandlung einer ordnungsgemäss vorgeladenen Person das Gericht eine neue Verhandlung ansetzen muss und die Person erneut vorzuladen ist. Diese Bestimmung führt zu einem erheblichen unnötigen Aufwand, namentlich bei beschuldigten Personen mit Wohnsitz im Ausland oder unbekanntem Aufenthaltes, wo bereits absehbar ist, dass sie nicht zur ersten Hauptverhandlung erscheinen werden. Es wird angeregt, sich für eine Abänderung dieser Bestimmung einzusetzen, damit bereits an der ersten Hauptverhandlung ein Abwesenheitsurteil gefällt werden kann.

3.1.5. Bezirksgericht Greyerz

3.1.5.1. *Zusammensetzung und Lokalitäten*

3.1.5.1.1. *Zusammensetzung des Gerichts*

Die Zusammensetzung des Gerichts hat sich im Laufe des Jahres nicht verändert.

2012 hat sich das Gesamtgericht fünf Mal versammelt: am 26. Januar, 14. Mai, 12. Juni, 18. September und 13. November. Es wurde von Claudia Dey Gremaud geleitet, die als Präsidentin mit den administrativen Fragen für dieses Jahr betraut war.

Die Protokolle dieser Sitzungen wurden von Chefgerichtsschreiberin Sophie Margueron Gumy verfasst.

2013 wird Frédérique Bütikofer Repond als Präsidentin für die administrativen Fragen zuständig sein.

3.1.5.1.2. *Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)*

Wie im Jahr 2011 übte Frédérique Bütikofer Repond ihr Amt als Präsidentin mit einem Beschäftigungsgrad von 50 % aus, Claudia Dey Gremaud zu 100 % und Philippe Vallet ebenfalls zu 100 %. Die Präsidentschaft des Arbeitsgerichts hat Sophie Margueron Gumy mit einem Beschäftigungsgrad von 10 % inne. In der Wirklichkeit reicht dieser Beschäftigungsgrad nicht aus.

Bei den Präsidenten verzeichnet man am 31. Dezember 2012 folgende Überstunden-Zahlen: Claudia Dey Gremaud 59, Frédérique Bütikofer Repond 420 und Philippe Vallet 17. Der Saldo bei den nicht bezogenen Ferientagen beträgt: Claudia Dey Gremaud 15, Frédérique Bütikofer Repond 5 und Philippe Vallet 2.

Das Einvernehmen zwischen den drei Berufsmagistraten ist weiterhin ausgezeichnet. Die Teams arbeiten so wie im Vorjahr; jeder Präsident kann auf ein Gerichtsschreiber-Äquivalent zählen. Zum Team von Philippe Vallet gehören Véronique Bourqui, Gerichtsschreiberin-Stellvertreterin 60 %, und Houri Rousseau, Gerichtsschreiberin-Stellvertreterin 40 %. Frédérique Bütikofer Repond wird unterstützt von Camille Perroud Sugnaux, Gerichtsschreiberin-Stellvertreterin 50 % und ebenfalls Chefgerichtsschreiberin 40 %. Zum Team von Claudia Dey Gremaud gehören Maud Bussard, Gerichtsschreiberin-Stellvertreterin 50 %, und Julia Schroeter, Gerichtsschreiberin-Stellvertreterin 50 %.

Camille Perroud Sugnaux wurde im November 2012 Mutter und ist momentan im Mutterschaftsurlaub. Sie dürfte ihre Tätigkeit als Gerichtsschreiberin-Stellvertreterin 50 % wieder aufnehmen, ausser wenn sie im kommenden Februar zur Gerichtspräsidentin gewählt werden sollte. Sie hat ihre Kandidatur für diese Stelle eingereicht, die im Voranschlag 2013 erstmals vorgesehen ist. Von ihrer Stelle als Chefgerichtsschreiberin 40 % ist sie bereits zurückgetreten.

Das Personal des Sekretariats der Gerichtsschreiberei (3 Personen) leistete 2012 177 Überstunden. Bei den anderen wurden die Überstunden in Form von Ferien kompensiert; 110 Überstunden wurden im Laufe des Jahres ausbezahlt. Das Personal der Gerichtsschreiberei hat im Jahr 2012 15,75 Wochen Ferien nicht bezogen. Davon betroffen sind 6 Personen, allerdings mit unterschiedlichen Beschäftigungsgraden.

Die Gerichtsschreiberinnen leisteten bis am 31. Dezember 2012 87 Überstunden. Dies betrifft 3 Personen. Die Gerichtsschreiberinnen haben 2012 13 Wochen Ferien nicht bezogen, verteilt auf 4 Personen.

Folgende Gerichtsschreiber-Praktikantinnen und -Praktikanten haben 2012 die Gerichtsschreiberei des Gerichts des Greyerzbezirks unterstützt:

- > Anaïs Droux, 50 % vom 1. September 2011 bis 29. Februar 2012
- > Olivier Ferraz, 100 % vom 1. August 2011 bis 31. Mai 2012
- > Camille Yerly, 60 % vom 1. September 2011 bis 30. Juni 2012
- > Thérèse Lüchinger, 100 % vom 1. September 2011 bis 29. Februar 2012
- > Josianne Grand, 80 % vom 7. Dezember 2011 bis 20. Februar 2012
- > Nina Berger, 100 % vom 1. März bis 31. August 2012
- > Guillaume Bénard, 100 % vom 1. März bis 30. November 2012
- > Moritz Bernal, 100 % vom 1. September 2012 bis 28. Februar 2013
- > Amir Dhyaf, 100 % vom 1. Dezember 2012 bis 31. März 2013

Drei Studierende der Universität Freiburg absolvierten im Rahmen ihrer Ausbildung ein Praktikum: Vincent Bays, Rebecca Zangerl und Sophie Ropraz.

René Cudré-Mauroux beendete 2012 im Alter von 70 Jahren seine Tätigkeit als beisitzender Richter. Neu wählte der Grosse Rat Jean-Pierre Repond, Nicole Fragnière Morard und Claudia Romanens im November 2012 zu beisitzenden Richtern.

3.1.5.1.3. Lokalitäten

Im Laufe des Jahres 2012 wurde das Gericht des Greyerzbezirks auf die Wiederbenützung des Schlosses Bulle und den Ankauf neuer Verwaltungsflächen angesprochen. Am Mittwoch, 14. März 2012, fand im Schloss Bulle eine Sitzung mit Maurice Ropraz, Staatsrat, Patrice Borcard, Oberamtmann des Greyerzbezirks, sowie Jean-Pierre Schouwey und Jean-Daniel Chappuis von der Kantonspolizei statt. Ebenfalls anwesend waren die Kantonsarchitekten Charles-Henri Lang und Laurent Aubry und der Architekt Olivier Charrière. Die drei Präsidenten des Gerichts des Greyerzbezirks nahmen an der Informationssitzung auch teil. Nach dieser Information über die Wiederbenützung des Schlosses und allfällige neu verfügbare Flächen in der Stadt Bulle begab sich die für die administrativen Angelegenheiten zuständige Präsidentin zwei Mal ins Architekturbüro Olivier Charrière in Bulle, um die Bedürfnisse des Gerichts des Greyerzbezirks in Sachen Räumlichkeiten darzulegen. Eine erste Sitzung fand am Mittwoch, 4. April 2012, eine zweite am Freitag, 11. Mai 2012, statt. Schliesslich unterbreitete Laurent Aubry den drei Präsidenten am 22. Mai 2012 ein Projekt.

Nach den Informationen, über die das Gericht des Greyerzbezirks momentan verfügt, wird nun ein Projekt nach folgendem Zeitplan geprüft:

- > September 2012: Präsentation des Projekts vor der ständigen Kommission und Immobilienentwurf, zur Meinungsäusserung,
- > Oktober 2012: Notiz für Entscheid an den Staatsrat,
- > erstes Vierteljahr 2013: Botschaft und Dekret zur Verabschiedung an den Grossen Rat,
- > erstes Halbjahr 2014: Inbesitznahme der Immobilien.

Das Platzangebot des Gerichts des Greyerzbezirks muss dringend vergrössert werden. Mit der neuen Stelle des Präsidenten (50 %) sowie des Sekretärs und Gerichtsschreibers zu seiner Unterstützung (50 %) wird es eng in den bestehenden Räumen. Nicht jeder Präsident verfügt über ein Büro, und das Gericht zählt noch immer nur ein Zimmer für Verhandlungen und Sitzungen. Die übrigen Lösungen im Schloss Bulle sind beschränkt; so ist etwa das Zimmer des Oberamts für ruhige Verhandlungen nicht geeignet und bietet auch keine ausreichende Sicherheit. Zudem können wir dieses Zimmer nur mit der Zustimmung des Oberamts benützen, das es prioritär benützt. Wie wir schon früher betont haben, sind die Räumlichkeiten des Gerichts nicht rollstuhlgängig. Bereits am 15. Januar 2013 musste Frédérique Bütikofer Repond eine Verhandlung kurzfristig ins Zimmer des Oberamts verlegen, weil sich ein behinderter Anwalt in einem schweren elektrischen Rollstuhl fortbewegte.

Die Frage nach der Zahl der Gerichtssäle wird insofern noch wichtiger, als im Laufe des Jahres 2013 eine neue Präsidentin oder ein neuer Präsident ihr oder sein Amt antreten wird. Im Übrigen ist das Gericht des Greyerzbezirks praktisch das einzige Bezirksgericht, bei dem nicht jeder in Vollzeit angestellte Präsident über ein Büro verfügt.

3.1.5.2. Rechtsprechung

3.1.5.2.1. Im Allgemeinen (gesamte Arbeitslast usw.)

2012 war das Bezirksgericht Greyerz wie schon 2011 nicht in der Lage, seine Aufgabe mit der Qualität und der Geschwindigkeit auszuführen, welche die dem Gericht angehörenden professionellen Amtsträger gern zeigen möchten. Die Komplexität und der Umfang von zahlreichen Fällen, die an das Bezirksgericht Greyerz weitergezogen werden, verlangen Zeit für die Kenntnisnahme und bedeutende Entscheide, die die Richter in Wirklichkeit nicht haben. Jeden Tag muss entschieden werden, welche Arbeit erledigt wird, so dass gewisse Fälle länger als eine vernünftige Frist warten müssen, bis ihnen die Folge gegeben wird, die sie verdienen. Zusammenfassend kann man sagen, dass die Arbeitsbelastung für alle Präsidentinnen und Präsidenten sehr hoch ist.

Wie bereits im Jahr 2011 verlangsamten die neue Zivilprozessordnung und die neue Strafprozessordnung die Arbeit der Magistratspersonen und die Verfolgung der Verfahren im Allgemeinen. Bei zahlreichen Schlichtungsfällen ist das Zimmer reserviert, werden die Parteien vorgeladen, aber manchmal erscheint eine Partei nicht, so dass keine Schlichtung versucht werden kann, was beim Gericht und den anwesenden Anwälten stark das Gefühl auslöst, Zeit verloren zu haben.

Immer noch im Zivilbereich verpflichtet die Mündlichkeit der summarischen, vereinfachten Verfahren und der Schlichtungsverfahren die Gerichtsbehörde, ziemlich lange Sitzungen vorzusehen, weil die eingereichten Schriften kurz sind. Immer öfter enthalten diese nur noch die Rechtsbegehren, und gemäss der Zivilprozessordnung muss die mit der Sache befasste Magistratsperson die nötigen Fragen für die Instruktion der Sache stellen. Das gibt manchmal Überraschungen, wenn der Präsident in der Sitzung nach und nach die massgeblichen Tatsachen entdeckt. Reaktivität und Unmittelbarkeit sind zur Regel geworden, so dass es immer schwieriger wird, die nötige Zeit für die Sitzungen richtig vorzusehen und die Belegung des einzigen Gerichtssaals so gut wie möglich zu planen.

Die Gerichtsschreiberei und das Sekretariat werden ebenfalls mit der endemischen Überlastung des Bezirksgerichts Greyerz konfrontiert, was sehr stressige und langfristig aufreibende Situationen für das ganze Personal verursacht.

Des Weiteren behalten die Bemerkungen, die im Bericht über das Jahr 2011 formuliert wurden, ihre ganze Gültigkeit.

3.1.5.2.2. *Zivilsachen (Präsident, Gericht, Vormundschaften, Arbeit, Miete, Schuldbetreibung und Konkurs)*

Die entsprechenden Statistiken befinden sich im Anhang.

2012 hat das Zivilgericht des Bezirks 101 und der Gerichtspräsident 1 362 neue Sachen eingetragen. Gegenüber 2011 entspricht dies einer leichten Zunahme der eingetragenen Sachen. 96 Fälle des Zivilgerichts und 1 435 bei den Präsidenten des Zivilgerichts wurden erledigt. Die Fälle aus dem Familienrecht beschäftigen die Magistratspersonen noch hauptsächlich, während seit dem 1. Januar 2013 Fragen des alten Vormundschaftsrechts nicht mehr in den Zuständigkeitsbereich des Bezirksgerichts gehören.

Es sei darauf hingewiesen, dass die Anhörungen von Kindern hauptsächlich von Carole Nigg und Maud Bussard sowie gelegentlich von den Magistratspersonen, die mit den zivilen Fällen beauftragt sind, durchgeführt werden.

3.1.5.2.3. *Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)*

Die entsprechenden Statistiken befinden sich im Anhang zu diesem Bericht.

Im Jahr 2012 beurteilte das Strafgericht 18 Personen für insgesamt 54 Straftaten und die Polizeirichter 144 Personen für insgesamt 85 Straftaten. Die Zahl der beurteilten Personen ging gegenüber dem Vorjahr leicht zurück, vor allem bei Sachen, für die der Polizeirichter zuständig ist; das lässt sich zum Teil mit dem Umfang und der Komplexität der Fälle, für die die Polizeirichter zuständig sind, erklären; seit dem Inkrafttreten der eidgenössischen Strafprozessordnung wurden die Kompetenzen der Polizeirichter ausgeweitet.

3.1.5.2.4. *Beziehungen zu den Behörden, den Anwälten und weiteren Beteiligten*

Die Beziehungen zu den übrigen Behörden sind im Allgemeinen gut oder sogar sehr gut.

Es gibt keine besondere Bemerkung zu den Beziehungen zu den Anwälten und weiteren Beteiligten, abgesehen davon, dass wir eine beunruhigende Überlastung des Jugendamts beobachten, was sich auf die Dauer der Verfahren, bei denen die guten Dienste dieses Amtes gebraucht werden, auswirkt. Wir stellen ebenfalls fest, dass die Sozialarbeiter, die zu Beiständen ernannt werden, Mühe haben, ihre Mandate mit der Intensität auszuüben, die es für gewisse Situationen braucht.

Wir weisen auch auf ein gutes Einvernehmen mit den Mitgliedern des Polizeikorps hin, die für uns in zahlreichen Fällen eine wertvolle und nützliche Hilfe sind.

3.1.5.3. *Weiterbildung*

Die Formulare mit den Anzeigen der Weiterbildungen, die die Magistratspersonen absolviert haben, befinden sich im Anhang zu diesem Bericht.

Das Personal der Gerichtsschreiberei konnte auch von Kursen und Weiterbildungsseminaren profitieren.

3.1.5.4. *Verschiedenes (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)*

Im Jahr 2012 haben wir nicht wenige Probleme mit der Informatik gehabt, namentlich mit dem Arbeitsplatzrechner im Gerichtssaal. Wir hoffen, dass der Informatikdienst diese Probleme lösen kann; sie sind ihm bekannt, denn wir haben ihn wiederholt zu Hilfe gerufen.

Bei den Anträgen für Änderungen der Gesetzgebung haben wir die Änderungen, die am 1. Januar 2013 in Kraft getreten sind, zur Kenntnis genommen. Obwohl für die Schlichtung nach Artikel 291 ZPO bei Ehesachen nun der Präsident des Bezirksgerichts zuständig ist, bestehen bis jetzt keine Tribuna-Codes für diese Tätigkeit. Das gibt gewisse Probleme bei der Eintragung der Fälle, denn bei der Entgegennahme eines Gesuchs um Ehescheidung auf einseitiges Begehren, zum Beispiel, muss man zuerst ein Dossier 10, für das der Präsident zuständig ist, eröffnen, denn gelingt die Schlichtung, so kann dieser sofort einen Entscheid fällen und damit das Verfahren beenden. Das Gesuch um Scheidung auf einseitiges Begehren bleibt in der Zuständigkeit des Zivilgerichts, so dass auch ein Dossier 15 eingetragen oder mindestens der Ausgang des Schlichtungsverfahrens abgewartet werden müsste. Wir formulieren folgenden Antrag, nämlich dass ein Tribuna-Code für die Schlichtung nach Artikel 291 ZPO bei den Fällen, für die der Präsident des Bezirksgerichts zuständig ist (Nr. 10), geschaffen wird.

Wir bedauern ebenfalls, dass die Verfahren zur Änderung eines Scheidungsurteils nicht auch dem Präsidenten des Bezirksgerichts unterbreitet werden, wie das unter der alten Freiburger Zivilprozessordnung der Fall war. Diesen Punkt müsste der Gesetzgeber allenfalls neu diskutieren.

Unter Verschiedenem sprechen die Magistratspersonen und das Personal der Gerichtsschreiberei des Bezirksgerichts Greyerz dem Justizrat, der Justizkommission des Grossen Rates und der Justizdirektion einen herzlichen Dank für die Unterstützung und das offene Ohr, die ihnen in den Jahren 2011 und 2012 entgegengebracht wurden, als das Gericht wegen der Überlastung schwere Zeiten durchmachte. Wir sind den drei Behörden dankbar für ihre Unterstützung, die dazu führte, dass wir eine 50 %-Gerichtspräsidentenstelle ab 2013 erhielten. Wir hoffen, dass mit dieser zusätzlichen Stelle die Behandlung der Fälle allgemein verbessert werden kann. Die Situation kann aber nicht optimal sein, solange das Bezirksgericht Greyerz die Neudimensionierung beim Personal und bei den Räumlichkeiten, die es zur Erfüllung seiner Aufgabe braucht, nicht abgeschlossen hat.

3.1.6. Bezirksgericht See

3.1.6.1. *Zusammensetzung und Räumlichkeiten*

3.1.6.1.1. *Zusammensetzung des Gerichts*

Am 20. März 2012 wählte der Grosse Rat Eric Delley zum Beisitzer, als Nachfolger für die zurücktretende Elisabeth Leu. Sonst gab es bei der Zusammensetzung des Gerichts des Seebezirks keine Änderung.

3.1.6.1.2. *Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)*

Die Präsidentin, Sandrine Schaller Walker, war vom 1. Dezember 2011 bis Mitte April 2012 im Mutterschaftsurlaub. Um sie während ihrer Abwesenheit zu ersetzen, ernannte der Justizrat den Chefgerichtsschreiber Peter Stoller zum Ad-hoc-Präsidenten zu 50 %. Dominique Quiel, ehemaliger Gerichtsschreiber-Praktikant wurde als Ad-hoc-Gerichtsschreiber vom 1. Januar 2012 bis 30. April 2012 angestellt.

Zwei deutschsprachige Sekretärinnen verliessen 2012 die Gerichtsschreiberei. Regula Auderset und Elisabeth Gaschen kündigten auf den 31. Mai 2012 und auf den 30. Juni 2012. Sie wurden ersetzt durch Paily Na Plüss, die zu 50 % seit dem 1. Juni 2012 angestellt ist, und Franziska Hunger, die zu 90 % seit dem 1. August 2012 angestellt ist.

Das Gericht hat drei Praktikantinnen und Praktikanten für jeweils sechs Monate aufgenommen: Frédéric Bertschy, dessen Praktikum bis 31. März 2012 dauerte, Noemi Rohrer, vom 1. April bis 30. September 2012 und Chantal Gugger, ab dem 1. Oktober 2012.

Das Gericht des Seebezirks bildet einen Lehrling aus, der zurzeit im dritten Lehrjahr ist.

3.1.6.1.3. Lokalitäten

Die Räumlichkeiten des Bezirksgerichts See erfuhren keine Änderungen, obwohl der Gerichtssaal so angeordnet ist, dass nur eine beschränkte Zahl von Parteien empfangen werden kann.

3.1.6.2. Rechtsprechung

3.1.6.2.1. Im Allgemeinen (gesamte Arbeitsbelastung usw.)

Obwohl die Zahl der registrierten Strafsachen zurückging, bleibt die Arbeitsbelastung hoch und fordert von den Magistratspersonen und dem gesamten Personal einen beträchtlichen Einsatz.

Im Folgenden werden die Zahlen des Jahres 2012 kurz überflogen. Ausserdem wird auf die vom Chefgerichtsschreiber erstellten Statistiken verwiesen, die sich im Anhang zu diesem Bericht befinden.

3.1.6.2.2. Zivilsachen (Präsident, Gericht, Vormundschaften, Arbeit, Miete, Schuldbetreibung und Konkurs)

Zivilgericht:

2012 registrierte das Zivilgericht (im Vergleich zu 2011) 40 neue Sachen (2011 = 54), davon 22 auf Deutsch (2011 = 35). Im Lauf des Jahres konnten 42 Sachen (2011= 63), wovon 24 auf Deutsch, erledigt werden.

Am 31. Dezember 2012 sind 39 Sachen (2011=40) noch vor dem Zivilgericht hängig, davon 25 auf Deutsch. 7 Sachen (6 auf Deutsch) wurden vor 31. Dezember 2010 im Verzeichnis eingetragen.

Präsident des Zivilgerichts:

Beim Präsidenten des Zivilgerichts waren vor 31. Dezember 2012 856 (2011 = 819) Sachen im Verzeichnis eingetragen, davon 547 (2011=521) auf Deutsch. Im Jahr 2012 wurden 813 (2011 = 854) Sachen erledigt werden. 177 Sachen bleiben im Verzeichnis eingetragen, davon 123 auf Deutsch.

Vormundschaften:

Bei der Vormundschaftskammer des Bezirksgerichts See wurden 10 neue Sachen eingetragen, 9 fallen in die Zuständigkeit der Kammer, eine fällt in die Zuständigkeit des Präsidenten (unentgeltliche Rechtspflege). 12 Sachen wurden während des Jahres erledigt. Am 31. Dezember 2012 ist vor der Kammer noch eine Sache hängig.

Arbeitsrecht:

Beim Präsidenten des Arbeitsgerichts wurden 39 (2011= 37) neue Sachen in das Verzeichnis eingetragen, davon 28 auf Deutsch. Die Präsidenten haben insgesamt 36 (2011 = 22) Schlichtungsversuche unternommen und 7 (2011=3) Urteile erlassen. Am 31. Dezember 2012 sind noch 10 (2011= 14) Sachen hängig, davon 7 auf Deutsch.

Beim Arbeitsgericht wurden 12 (2011=5) neue Sachen eröffnet, davon 5 auf Deutsch. 7 Sachen (2011=8) wurden erledigt. Am 31. Dezember 2012 bleiben 7 Verfahren hängig, davon 2 auf Deutsch.

Mietgericht:

Der Bericht über die Tätigkeit des Mietgerichts des Sense- und des Seebezirks wird vom Präsidenten, Dr. Reinold Raemy, erstellt. Es wird auf diesen Bericht verwiesen.

Schuldbetreibung und Konkurs:

Im Jahr 2012 wurden 462 Entscheide bei Schuldbetreibungen und Konkursen gefällt, davon 282 Entscheide über Rechtsöffnung und 132 über Konkurse.

3.1.6.2.3. Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

Beim Polizeirichter wurden 74 Sachen (2011=110) im Verzeichnis eingetragen. Die Polizeirichter haben 72 Sachen (davon 24 Sachen auf Französisch) behandelt (2011=114), nämlich 33 Einsprachen gegen Strafbefehle des Oberamtmanns, 36 Einsprachen gegen Strafbefehle der Staatsanwaltschaft und 1 Einsprache gegen einen Strafbefehl der Gemeinde. Eine Sache wurde direkt von der Staatsanwaltschaft an den Polizeirichter überwiesen.

2012 wurden beim Strafgericht des Seebezirks 9 neue Sachen eingetragen. Während des Jahres verurteilte diese Behörde 4 (2011=8) Personen. 3 Beschuldigte wurden zu Freiheitsstrafen verurteilt. Ein Beschuldigter wurde zu einer Geldstrafe verurteilt.

3.1.6.2.4. Beziehungen zu den Behörden, den Anwälten und weiteren Beteiligten

Die Beziehungen zu den Behörden, den Anwälten und weiteren Beteiligten sind gut. Dazu gibt es keine Bemerkung.

3.1.6.3. Weiterbildung

Die Präsidenten haben Weiterbildungen besucht. Es wird auf die beiliegenden Formulare verwiesen. Die Gerichtsschreiber/innen haben auch verschiedene Kurse und Seminare besucht. Eine Sekretärin besuchte eine Weiterbildung in Justizverwaltung.

3.1.6.4. Verschiedenes (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)

Wir schlagen vor, dass das Justizgesetz geändert wird, damit die Gerichtspräsidenten für die Verfahren zur Änderung von Scheidungsurteilen zuständig wird.

Das Informatiksystem Tribuna V3 wurde beim Gericht des Seebezirks Anfang des Jahres 2012 eingeführt. Diese Änderung und die Umsetzung des neuen Corporate Designs verursachten für das Sekretariat eine zusätzliche Arbeitsbelastung. Man bedauert, dass noch nicht alle Formulare an das neue Corporate Design angepasst wurden.

3.1.7. Bezirksgericht Glane

3.1.7.1. Zusammensetzung und Räumlichkeiten

3.1.7.1.1. Zusammensetzung des Gerichts

Bei der Zusammensetzung des Gerichts änderte sich 2012 nichts.

3.1.7.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Der Gerichtsschreiberei des Gerichts gehören noch immer ein Präsident, ein Chefgerichtsschreiber zu 100 %, eine Gerichtsschreiberin-Adjunktin zu ungefähr 30 %, ein Anwaltspraktikant, eine Sekretärin zu 100 %, eine Sekretärin zu 50 % und eine Auszubildende an.

Es wird einmal mehr unterstrichen, dass die Gerichtsschreiberin-Adjunktin, die seit mehreren Jahrzehnten beim Bezirksgericht Glane arbeitet, immer noch nicht in das Staatspersonal aufgenommen wurde. Sie hat ein besonderes Dienstverhältnis, da sie auf Abruf arbeiten muss. Diese Situation ist inakzeptabel, und es wurde schon mehrmals darauf hingewiesen.

3.1.7.1.3. *Räumlichkeiten*

Die Räumlichkeiten sind voll befriedigend.

3.1.7.2. *Rechtsprechung*

3.1.7.2.1. *Im Allgemeinen (gesamte Arbeitsbelastung usw.)*

Die Arbeitsbelastung über das ganze Jahr ist akzeptabel. Sie ist allerdings ungleich verteilt, was die Verwaltung der Fälle schwieriger macht.

3.1.7.2.2. *Zivilsachen (Präsident, Gericht, Vormundschaften, Arbeit, Miete, Schuldbetreibung und Konkurs)*

Eine besonders wichtige Zivilsache ist zurzeit beim Gericht hängig. Sie allein verlangt viel juristische Forschungs- und Redaktionsarbeit.

3.1.7.2.3. *Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)*

Es ist schwierig, die bedeutenden Fälle zu handhaben, die manchmal in kurzer Zeit vor das Strafgericht kommen und schnell behandelt werden müssen, weil die Beschuldigten in Haft sind.

3.1.7.2.4. *Beziehungen zu den Behörden, den Anwälten und weiteren Beteiligten*

Die neuen Prozessordnungen haben den Zugang unseres Gerichts zu Anwälten ausserhalb des Kantons gefördert. Diese müssen jedoch lernen, sich an unsere Praktiken zu halten, und nicht umgekehrt. Die Beziehungen zu allen Anwälten bleiben aber gut.

3.1.7.3. *Weiterbildung*

Präsident und Gerichtsschreiber haben an verschiedenen Weiterbildungen, die von der Universität Freiburg angeboten wurden, und an solchen im Zusammenhang mit dem neuen Erwachsenenschutzrecht und der Zivil- und der Strafprozessordnung teilgenommen.

3.1.8. *Bezirksgericht Broye*

3.1.8.1. *Zusammensetzung und Räumlichkeiten*

3.1.8.1.1. *Zusammensetzung des Gerichts*

Bei der Zusammensetzung des Gerichts des Broyebezirks gab es 2012 keine Änderungen. Es wies also folgende Zusammensetzung auf:

Präsidenten:	Jean-Benoît Meuwly, Neyruz Marc Sugnaux, Freiburg (50 %)
Stellvertreter/in des Präsidenten:	Pascal L'Homme, Châtel-St-Denis Michel Morel, Romont Stéphane Raemy, Marly Alexandra Rossi Carré, Fribourg
Vizepräsident:	Nicolas Emery, Vuissens

Beisitzer/innen:

Maurice Bourqui, Estavayer-le-Lac
Martine Corminboeuf, Ménières
Gabriel Dougoud, St-Aubin
Nicolas Emery, Vuissens
Micheline Guerry, St-Aubin
Claude Jabornigg, Domdidier
Francis Marchand, Lully
Annelise Moser, Chandon
Claire Moullet, Cheyres
Monique Pedroli, Estavayer-le-Lac
Raphaël Rimaz, Domdidier
Claire-Lise Sudan, Estavayer-le-Lac

Am Arbeitsgericht wurde Yvan Corminboeuf am 4. Oktober 2011 auf den 1. Januar 2012 als Beisitzer (Arbeitnehmervertreter) gewählt; er tritt die Nachfolge von Michel Chardonnens an, der aus Altersgründen zurücktritt. Das Gericht setzte sich 2012 wie folgt zusammen:

Präsidenten: Christian Esseiva, Montagny-la-Ville (10 %)
Jean-Benoît Meuwly, Neyruz

Stellvertreter des Präsidenten: Marc Sugnaux, Freiburg (50 %)

Beisitzer, Vertreter der Arbeitgeber: Jean-François Berchier

Beisitzer, Vertreter der Arbeitnehmer: Yvan Corminboeuf, à Domdidier

Ersatzbeisitzer, Vertreter der Arbeitgeber: Frédéric Gross
Francis Michel

Ersatzbeisitzer, Vertreter der Arbeitgeber: Christian Mueller
Hans Krebs

3.1.8.1.2. Personal

Jacy Kalbermatten, Gerichtsschreiberin, ist auf den 31. Dezember 2011 zurückgetreten; als ihre Nachfolgerin wurde Emmanuel Denervaud auf den 1. Januar 2012 befristet für ein Jahr angestellt. Das Gericht konnte ausserdem ab dem 23. Januar 2012 auf die temporäre Mitarbeit von Julien d'Agostini zählen.

Frau Corinne Pasche ist als Sekretärin zurückgetreten und wurde durch Maude Jaccaud ersetzt, die seit 1. August 2012 zu 70 % tätig ist.

Im Jahr 2012 setzt sich deshalb die Gerichtsschreiberei wie folgt zusammen:

Chefgerichtsschreiber: Christian Esseiva (90 %)

Gerichtsschreiber-Adjunktin/Adjunkten: Fabien Jotterand (60 %)
Emmanuel Denervaud (50 %)
Danielle Portmann (40 %)

Sekretärinnen: Corinne Pasche (70 %) (bis 31. Juli 2012)
Maude Jaccaud (70 %) (ab 1. August 2012)
Dolorès Pittet (80 %)
Nicole Schorro (50 %)

Buchhalterinnen: Noëlla Brasey (50 %)
Nicole Schorro (30 %)

Lernende:
Weibelin:

Chloé Vonlanthen
Noëlla Brasey

3.1.8.1.3. Lokalitäten

Unter diesem Punkt gibt es nichts Besonderes zu vermerken.

3.1.8.2. Rechtsprechung

3.1.8.2.1. Im Allgemeinen

Insgesamt hat die Belastung des Gerichts erneut zugenommen: 1 289 Angelegenheiten wurden 2012 eingetragen, gegenüber 1 195 im Jahr 2011, 1 117 im Jahr 2010, 1 142 im Jahr 2009 und 1 079 im Jahr 2008; die Erledigung der Fälle bewegt sich auf noch höherem Niveau als in den vergangenen Jahren: 1 298 Entscheide gegenüber 1 146 im Jahr 2011, 1 132 im Jahr 2010, 1 125 im Jahr 2009 und 1 120 im Jahr 2008. Ende 2012 waren 319 Angelegenheiten hängig.

Im Zivilbereich nahm die Gesamtzahl der Fälle gegenüber 2011 zu (+ 94 Fälle); schon 2011 konnte man eine ähnliche Zunahme feststellen (+ 95 Fälle gegenüber 2010). Im Strafbereich übertraf die Zahl der neuen Fälle, die 2011 zurückging, die belastungsreichsten Jahre (2009 und 2010): Diese Zunahme betrifft vor allem die Geschäfte, für die das Strafgericht zuständig ist (23 Fälle gegenüber 5 im Jahr 2011), sie sind auch länger und komplexer.

Im Allgemeinen geht aus dem Vergleich dieser Zahlen mit denjenigen der vorhergehenden Jahre eine ständige und sehr spürbare Zunahme der Fälle hervor, das gilt sowohl für die Registrierung (19,46 % seit 2008) als auch für die Erledigung (15,89 % seit 2008). Wie schon im Bericht 2011 erwähnt wurde, stellt man fest, dass die Zahl der nichtbehandelten Fälle trotz der Zunahme der Zahl der erledigten Angelegenheiten (1 298 Fälle für 2 Präsidentenstellen im Umfang von insgesamt 150 %) ebenfalls jedes Jahr zunimmt, so dass sich ältere Angelegenheiten anhäufen, was auf eine ungenügende Personaldotierung hinweist, mit der der Belastung des Gerichts nicht mehr begegnet werden kann. Deshalb muss der Tätigkeitsgrad der Präsidenten um 30 % und derjenige der Gerichtsschreiber um mindestens 50 % erhöht werden.

3.1.8.2.2. Zivilsachen

Allgemein

Die Gesamtzahl der Zivilsachen, die vor dem Zivilgericht und dessen Präsidenten eröffnet werden, steigt weiter an: 1 171 Fälle gegenüber 1 098 im Jahr 2011, 1 003 im Jahr 2010, 1 026 im Jahr 2009 und 991 im Jahr 2008.

Die Zahl der Entscheide steigt im selben Verhältnis: 1 199 Entscheide gegenüber 1 015 im Jahr 2011, 1 028 im Jahr 2010, 1 015 im Jahr 2009 und 1 020 im Jahr 2008.

Diese Statistik umfasst alle Zivilsachen, die behandelt wurden, dazu gehören auch die Fälle aus den Bereichen Arbeitsgericht, Vormundschaft sowie Mietverträge und SchKG. Unter den Ziffern 1.8.2.2.2 bis 1.8.2.2.7. wird die Statistik nach Bereichen aufgegliedert.

Zivilgericht

Eingetragene Angelegenheiten: 65
Erledigte Angelegenheiten: 87

Präsident des Zivilgerichts

Eingetragene Angelegenheiten: 483

Erledigte Angelegenheiten: 490

In dieser Statistik sind die Angelegenheiten aus den Bereichen Schuldbetreibung und Konkurs, Arbeitsgericht, Vormundschaft und Beistandschaft sowie Miete (Ausweisung) nicht enthalten.

Schuldbetreibung und Konkurs

Die Zahl der Angelegenheiten im Zusammenhang mit SchKG-Streitfällen nahm ebenfalls zu. 2012 wurden 496 Angelegenheiten eingetragen (gegenüber 466 im Jahr 2011, 493 im Jahr 2010, 512 im Jahr 2009 und 472 im Jahr 2008). 2012 wurden 515 Angelegenheiten erledigt (gegenüber 452 im Jahr 2011, 494 im Jahr 2010, 509 im Jahr 2009 und 478 im Jahr 2008).

Arbeitsgericht

Die Zahl der Angelegenheiten, die 2012 eingetragen wurden, hat sich gegenüber den vorhergehenden Jahren mehr als verdoppelt: 81 neue Angelegenheiten im Jahr 2012 (62 vor dem Präsidenten und 19 vor dem Gericht) (gegenüber 36 im Jahr 2011, 28 im Jahr 2010, 32 im Jahr 2009 und 32 im Jahr 2008). 2012 wurden 64 Angelegenheiten erledigt (gegenüber 35 im Jahr 2011, 26 im Jahr 2010, 40 im Jahr 2009 und 26 im Jahr 2008).

Vormundschafts- und Beistandschaftskammer

Eingetragene Angelegenheiten: 9 (keine, für die der Präsident zuständig ist)

Erledigte Angelegenheiten: 11 (davon 1, für die der Präsident zuständig ist)

Stellvertreter des Präsidenten des Mietgerichts

Die Zahl der Ausweisungen, die 2012 eingetragen wurden, hat sich fast verdoppelt: 37 (gegenüber 20 im Jahr 2011). 2012 wurden 32 Fälle erledigt.

3.1.8.2.3. Strafsachen

2012 nahm die Zahl der eingetragenen Strafsachen gegenüber 2011 spürbar zu und betrug 95 Fälle, für die der Polizeirichter und der Präsident des Strafgerichts zuständig sind (unentgeltliche Rechtspflege) (gegenüber 92 im Jahr 2011, 100 im Jahr 2010, 104 im Jahr 2009 und 68 im Jahr 2008), und 23 Fälle, für die das Strafgericht zuständig ist (gegenüber 5 im Jahr 2011, 12 im Jahr 2010, 12 im Jahr 2009 und 20 im Jahr 2008); das sind insgesamt 118 Angelegenheiten (gegenüber 97 im Jahr 2011, 112 im Jahr 2010 und 116 im Jahr 2009).

Die Zahl der Strafsachen, die 2012 behandelt wurden, hat leicht abgenommen, ist aber weiterhin hoch. 2012 wurden 99 Strafsachen erledigt (gegenüber 109 im Jahr 2011, 101 im Jahr 2010, 110 im Jahr 2009 und 88 im Jahr 2008). Für 85 war der Polizeirichter (gegenüber 99 im Jahr 2011, 92 im Jahr 2010, 96 im Jahr 2009 und 72 im Jahr 2008) und für 14 das Strafgericht (gegenüber 10 im Jahr 2011, 11 im Jahr 2010, 16 im Jahr 2009 und 16 im Jahr 2008) zuständig.

3.1.8.2.4. Beziehung zu den Behörden, den Anwälten und anderen Beteiligten

Unter diesem Punkt gibt es nichts Besonderes zu vermerken.

3.1.8.3. *Weiterbildung*

Wie bereits im vergangenen Jahr hat Präsident Meuwly am 29. Juni 2012 einen Vortrag gehalten zum Thema «Der Unterhalt der Kinder eines verheirateten und eines nicht verheirateten Paares», der von der Dienststelle für Weiterbildung der Universität Freiburg organisiert wurde (1/2 Tag). Er nahm auch an der SVG-Tagung am 11. Juni 2012 (1 Tag) und an der Weiterbildungstagung des Anwaltsverbands am 14. Dezember 2012 (1 Tag) teil.

Präsident Sugnaux besuchte die 5. Schweizer Tagung für Datenschutzrecht (1 Tag), das Symposium über Vertragsrecht, das von der Universität Freiburg organisiert wurde, und die Weiterbildungstagung des Anwaltsverbands (1 Tag).

Alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Gerichts haben im Rahmen der beruflichen Fortbildung verschiedene Kurse und Fachseminare besucht.

3.1.8.4. *Verschiedenes*

Unter diesem Punkt gibt es nichts Besonderes zu vermerken.

3.1.9. *Bezirksgericht Vivisbach*

3.1.9.1. *Zusammensetzung und Räumlichkeiten*

3.1.9.1.1. *Zusammensetzung des Gerichts*

Am 12. Juni 2012 wurde Daniel Jamain als Nachfolger des zurücktretenden Joe Genoud zum Ersatzbeisitzer (Vertreter der Arbeitgeber) des Arbeitsgerichts gewählt.

3.1.9.1.2. *Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)*

Mélina Vuichard wurde auf den 1. Juli 2012 als Nachfolgerin für die zurücktretende Karin Liaudat angestellt. Sie wird demnächst entbinden und ist seit diesem Tag arbeitsunfähig.

Die Gerichtsschreiber und das Personal der Gerichtsschreiberei erfüllen ihre Aufgaben kompetent und zur vollkommenen Zufriedenheit.

3.1.9.1.3. *Lokalitäten*

Keine Änderung. Die Räumlichkeiten genügen den aktuellen Bedürfnissen kaum. Das Sekretariat ist unterdimensioniert, und die Bibliothek ist zugleich Beratungssaal und Büro für die Gerichtsschreiber-Adjunktin, die zu 50 % angestellt ist. Deshalb können wir keine Lernenden und Praktikantinnen oder Praktikanten aufnehmen.

3.1.9.2. *Rechtsprechung*

3.1.9.2.1. *Im Allgemeinen (gesamte Arbeitslast usw.)*

Die Arbeitslast nimmt konstant zu. Die Zahl der Angelegenheiten, die im Verzeichnis eingetragen wurden, hat 2012 um 20 % zugenommen. Es wird immer schwieriger, vernünftige Fristen einzuhalten. Deshalb ist es nicht möglich, andere Gerichte zu entlasten.

3.1.9.2.2. *Beziehung zu den Behörden, den Anwälten und anderen Beteiligten*

Haben keine besonderen Schwierigkeiten bereitet.

3.1.9.3. *Verschiedenes (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)*

Vertretung der Parteien vor Gericht

Aufgrund von Art. 68 Abs. 2 Bst. c ZPO, dürfen folgende Personen Parteien gewerbsmässig vertreten: ... in den Angelegenheiten des summarischen Verfahrens nach Artikel 251 dieses Gesetzes: gewerbsmässige Vertreterinnen und Vertreter nach Artikel 27 SchKG. Da der Kanton Freiburg auf diesem Gebiet nicht legiferiert hat und gemäss der jüngsten Rechtsprechung, namentlich im Kanton Bern, ist die gewerbsmässige Vertretung auf diesem Gebiet nicht eingeschränkt (Rechtsagenten, Treuhänder, Agenturen, öffentliche Schreiber, ...). Es wäre gut, wenn diese Vertretung wenigstens auf anerkannte Berufe beschränkt würde.

3.1.10. *Wirtschaftsstrafergericht*

3.1.10.1. *Zusammensetzung und Räumlichkeiten*

3.1.10.1.1. *Zusammensetzung des Gerichts*

Das Wirtschaftsstrafergericht setzt sich aus dem Präsidenten Alain Gautschi, seinem Stellvertreter Marc Sugnaux und aus 18 Beisitzern zusammen. Auf Gesuch erhöhte der Justizrat die Zahl der Beisitzer um 4, damit das Wirtschaftsstrafergericht einerseits dem Problem des Ausstands, das sich im Wirtschaftsbereich immer wieder stellt, besser begegnen kann und damit es andererseits über genügend Beisitzer für Angelegenheiten mit einem gewissen Umfang verfügt.

Schliesslich hat der Ad-hoc-Präsident André Waeber seine Tätigkeit am Wirtschaftsstrafergericht beendet, denn er hat in allen Angelegenheiten, mit denen er als Ad-hoc-Präsident beauftragt war, das Urteil gesprochen.

3.1.10.1.2. *Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)*

Ende 2011 gab es Änderungen beim Personal. 2012 gehörten ihm folgende Personen an:

- > Fabienne Cajoux, Gerichtsschreiberin, Inhaberin des Anwaltspatents, zu 100 % seit dem 1. Juni 2001, zu meiner Verfügung seit dem 1. September 2010. Es sei darauf hingewiesen, dass Fabienne Cajoux am Strafergericht des Saanebezirks eine schon aufgrund ihres Umfangs äusserst komplexe Sache behandelte, deren grösste zu beurteilende Vergehen zum Wirtschaftsbereich gehörten. Diese Sache beschäftigte Frau Cajoux während nahezu 7 Monaten zu 100 %.
- > Caroline Gauch, Inhaberin des Anwaltspatents und Doktor in Rechtswissenschaften, seit dem 1. Januar 2012 zu 50 % beim Bezirksgericht Saane und beim Wirtschaftsstrafergericht für die deutschsprachigen Sachen.
- > Um meine Gerichtsschreiberinnen, die auch 2012 sehr beansprucht wurden, zu entlasten, konnte ich Verena Jezler, Inhaberin des Anwaltspatents, vom 1. Oktober bis 31. Dezember 2012 zu 100 % anstellen. Sie hat ebenfalls in einer Sache des Wirtschaftsstrafergerichts in deutscher Sprache, die von Ad-hoc-Präsident André Waeber behandelt wurde, das Urteil verfasst.

-
- > Danièle Cretegy, Sekretärin, die seit dem 1. Januar 1999 mit einem Beschäftigungsgrad von 80 % für das Wirtschaftsstrafgericht arbeitet, während alle Gerichtsschreibereien (Präsidenten) über ein Sekretariat mit einem Beschäftigungsgrad von 100 % verfügen (!). Neben dem Wirtschaftsstrafgericht übernimmt sie auch die ordentlichen Strafsachen des Bezirksgerichts Saane sowohl für die deutsch- als auch für die französischsprachige Abteilung sowie die deutschsprachigen Sachen des Zivilgerichts des Saanebezirks. Nach bald dreijähriger Tätigkeit stelle ich fest, dass der Beschäftigungsgrad von 80 % absolut ungenügend ist, weil sich die nicht bezogenen Ferien aufgrund von Überstunden dramatisch angehäuft haben. Der Beschäftigungsgrad meiner Sekretärin muss deshalb unbedingt auf 100 % erhöht werden. Frau Cretegy hat mir bereits ihre Bereitschaft zugesichert.

3.1.10.1.3. Lokalitäten

Da das Wirtschaftsstrafgericht administrativ dem Bezirksgericht Saane zugewiesen ist, befinden sich seine Räumlichkeiten am Sitz des Bezirksgerichts Saane, Route des Arsenaux 17, in Freiburg. Man muss sagen, dass sie angemessen sind und bestens für die Tätigkeiten und die Bedürfnisse des Wirtschaftsstrafgerichts geeignet sind. Man muss allerdings hinzufügen, dass die hängigen Sachen zurzeit in der Strafrechtsbibliothek lagern. Dieses System ist nicht ideal, namentlich weil die Akten von jeder Person, die einen Fall vor Ort einsehen will, gesehen werden können. Man müsste deshalb geschlossene Schränke ins Budget aufnehmen, damit die Vertraulichkeit gewährleistet wird.

3.1.10.2. Rechtsprechung

3.1.10.2.1. Im Allgemeinen

Aufgrund des Einsatzes aller Mitglieder des Wirtschaftsstrafgerichts konnte die starke Überlastung der vergangenen Jahre abgebaut werden, so dass heute noch eine einzige Sache eingetragen ist.

2012 tagte das Wirtschaftsstrafgericht wie folgt:

- > 1 Sitzung im Juni (Entschädigungsgesuche), die zwei Beschuldigte betraf (Präs. Alain Gautschi);
- > 1 Prozess im September mit einem Beschuldigten (Präs. Alain Gautschi);
- > 1 Sitzung im September (Entschädigungsgesuch) mit einem Beschuldigten (Ad-hoc-Präs. André Waeber);
- > 1 Prozess im Oktober mit einem Beschuldigten (Präs. Alain Gautschi);
- > 1 Prozess im Oktober mit einem Beschuldigten (Stellvertretender Präs. Marc Sugnaux);
- > 1 Sitzung im November (Entschädigungsgesuch) mit einem Beschuldigten (Stellvertretender Präs. Marc Sugnaux);
- > 1 Prozess im November mit einem Beschuldigten (Präs. Alain Gautschi).

3.1.10.2.2. Angelegenheiten des Wirtschaftsstrafgerichts

Da die Sache, die im September unter dem Vorsitz des Unterzeichnenden beurteilt wurde, komplexer Natur ist, ist die Urteilsredaktion noch nicht abgeschlossen. Sie dürfte jedoch im Februar 2013 abgeschlossen werden. Im Moment ist noch eine Sache eingetragen. Es handelt sich um ein Verfahren zu einem Entschädigungsgesuch, das ausgesetzt wurde, bis das Bundesgericht über die Berufung geurteilt hat.

3.1.10.2.3. Beziehung zu den Behörden, den Anwälten und anderen Beteiligten

Es gibt nichts Besonderes zu bemerken.

3.1.10.3. *Weiterbildung*

- > Präsident Alain Gautschi besuchte die Weiterbildung bei der Schweizerischen Richterakademie (7 Tage).
- > Der Stellvertretende Präsident Marc Sugnaux besuchte den 5. Schweizer Datenschutzrechtstag, der von der Universität organisiert wurde, (1 Tag), das Vertragsrechtsymposium, das von der Universität Freiburg organisiert wurde, (1/2 Tag) und den Ausbildungstag zum Zivilprozess und zum Strafprozess, der vom Freiburger Anwaltsverband organisiert wurde, (1 Tag).
- > Fabienne Cajeux besuchte die Kurse der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft (2 ½ Tage) und den Ausbildungstag des FAV (1 Tag).
- > Schliesslich besuchte Caroline Gauch folgende Kurse: Kinderbelange im Scheidungsrecht (1 Tag), die Anhörung des Kindes im Scheidungsverfahren (1 Tag), Arbeitsrecht-Verfahrensrechtliche Aspekte (1 Tag), Prävention von Risiken und Umgang mit Gewalt (2 Tage), St. Galler Tagung zum Arbeitsrecht (1 Tag) und den Ausbildungstag des FAV.

3.1.10.4. *Verschiedenes (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)*

Der Präsident des Wirtschaftsstrafgerichts und das Personal unter Ziff. 1.1.1.2 stellen ebenfalls die Behandlung der ordentlichen Strafsachen des Saanebezirks sowohl in der deutsch- als auch in der französischsprachigen Abteilung und der deutschsprachigen Angelegenheiten des Zivilgerichts des Saanebezirks sicher. Deshalb sei darauf hingewiesen, dass das Gericht neben der Rolle des Wirtschaftsstrafgerichts über 5 Personen als Bezirksstrafgericht geurteilt und 44 Personen vor den Polizeirichter gebracht hat. Schliesslich ergingen 70 Urteile in deutschsprachigen Sachen des Zivilgerichts des Saanebezirks.

3.2. Partie statistique / Statistischer Teil

3.2.1. Affaires civiles / Zivilverfahren

3.2.1.1. Tribunaux d'arrondissement / Bezirksgerichte

Tribunaux d'arrondissement Bezirksgerichte	Affaires inscrites au rôle / <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Affaires liquidées / <i>Erledigte Angelegenheiten</i>	Affaires en cours / <i>Hängige Angelegenheiten</i>
Sarine / <i>Saane</i>	243 ¹⁾	271 ²⁾	230 ³⁾
Singine / <i>Sense</i>	58	61	33
Gruyère / <i>Greyerz</i>	101	106	129
Lac / <i>See</i>	40 ⁴⁾	42 ⁵⁾	39 ⁶⁾
Glâne / <i>Glane</i>	40	40	30
Broye / <i>Broye</i>	65	87	64
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	46	38	51
Total	593	645	576

En 2011	641	690	634
En 2010	860	901	650
En 2009	839	789	723

- (1) dont 9 en allemand / davon 9 auf Deutsch (2011: 3)
 (2) dont 7 en allemand / davon 7 auf Deutsch (2011: 14)
 (3) dont 6 en allemand / davon 6 auf Deutsch (2011: 4)
 (4) dont 18 en français / davon 18 auf Französisch (2011: 19)
 (5) dont 18 en français / davon 18 auf Französisch (2011: 21)
 (6) dont 14 en français / davon 14 auf Französisch (2011: 13)

Objets des jugements rendus Gegenstand der Entscheide	Sarine Sarine	Singine Singine	Grnyère Grnyère	Lac Lac	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Veveyse	Total
A. Code civil / Zivilgesetzbuch								
1. Droit des personnes / Personenrecht	1	0	0	0	0	0	0	1
2. Droit de la famille / Familienrecht								
a) divorce / Scheidung	113	27	58	18	11	37	11	275
b) modification du jugement de divorce/ Änderung von Scheidungsurteilen	53	12	12	6	4	18	9	114
c) séparation de corps/ Trennung	4	0	0	0	1	1	0	6
d) action en désaveu / Anfechtungsklage	0	0	0	0	1	0	0	1
e) recherche en paternité / Vaterschaftsklage	2	0	2	1	1	0	0	6
f) droit de la tutelle / Vormundschaftsrecht	33	9	16	1	12	14	10	95
g) divers / Verschiedenes	3	5	4	0	3	2	0	17
3. Droit des successions / Erbrecht	6	0	1	2	1	0	0	10
4. Droits réels / Sachenrecht	3	3	2	1	2	8	1	20
B. Code des obligations / Obligationenrecht								
1. Actions résultant des contrats / Klagen aus Vertrag	26	1	9	6	2	5	3	52
2. Actions résultant d'actes illicites / Klagen aus unerlaubter Handlung	5	0	1	0	0	0	06	
3. Droit des sociétés / Gesellschaftsrecht	1	1	0	1	1	0	4	8
4. Autres / Andere	3	2	1	2	1	0	0	9
C. Autres lois fédérales ou cantonales / Andere eidgenössische oder kantonale Gesetze	16	1	0	4	0	2	0	23
Total général / Gesamttotal	269	61	106	42	40	87	38	643

Présidents de tribunaux / Gerichtspräsidenten

Président de tribunaux Gerichtspräsidenten	Affaires inscrites au rôle / <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Affaires liquidées / <i>Erledigte Angelegenheiten</i>	Affaires en cours / <i>hängige Angelegenheiten</i>	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2009 / <i>davon bis 31.12.2009 eingereicht</i>
Sarine / <i>Saane</i>	3849 ¹⁾	3773 ²⁾	890 ³⁾	41
Singine / <i>Sense</i>	794	754	185	0
Gruyère / <i>Greyerz</i>	1362	1435	327	12
Lac / <i>See</i>	856 ⁴⁾	813 ⁵⁾	177 ⁶⁾	2
Glâne / <i>Glane</i>	615	596	90	2
Broye / <i>Broye</i>	979	1005	177	1
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	531	495	108	0
Total	8986	8871	1954	58

En 2011

8858

8653

2001

En 2010

8642

8632

1723

(1) dont 63 en allemand / davon 63 auf Deutsch (2011: 60)

(2) dont 60 en allemand / davon 60 auf Deutsch (2011: 51)

(3) dont 22 en allemand / davon 22 auf Deutsch (2011: 23)

(4) dont 309 en français / davon 309 auf Französisch (2011: 298)

(5) dont 302 en français / davon 302 auf Französisch (2011: 315)

(6) dont 54 en français / davon 54 auf Französisch (2011: 52)

Objets des jugements et ordonnances rendus Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen	Samine Sarine	Singine Senze	Grayère Greyroz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vvisbach	Total
1. Divorce sur requête commune avec accord complet / <i>Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	186	71	84	44	35	44	24	488
2. Séparation de corps sur requête commune avec accord complet / <i>Trennung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	0	0	1	1	2	0	0	4
3. Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification (art. 172 CC/ZGB) / <i>Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung</i>	165	17	70	28	31	62	29	402
4. Affaires pécuniaires (art. 51 al. 1 let.aLJ/JG) / <i>Vermögensrechtliche Streitigkeiten</i>	254	1	65	7	8	63	10	408
5. Mesures provisionnelles et leur modification / <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	218	21	118	25	18	80	26	506
6. Inscription provisoire des hypothèques légales des entrepreneurs et artisans / <i>Vorläufige Eintragung von Pfandrechten der Handwerker und Unternehmer</i>	16	25	6	5	22	16	7	97
7. Décisions rendues en matière d'assistance judiciaire/ <i>Entscheide betreffend die unentgeltliche Rechtspflege</i>	657	96	219	87	63	112	45	1279
8. Décisions rendues en vertu de la LELP / <i>Entscheide gestützt auf das EGSchKG</i>	1903	350	668	462	325	515	268	4491
a) Mainlevée / <i>Rechtsöffnung</i>	1195	195	445	282	213	359	206	2895
b) Annulation et suspension de la poursuite (art. 85 LP/SchKG)/ <i>Richterliche Aufhebung oder Einstellung der Betreibung im summarischen Verfahren</i>	16	0	2	0	1	2	1	22
c) Action en constatation négative (art. 85a LP/ SchKG)/ <i>Negative Feststellungsklage</i>	9	3	1	0	1	2	2	18
d) Action en contestation de l'épuration de l'état de charges (art. 140 LP/SchKG)/ <i>Bestreitung der Lastenbereinigung</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
e) Contestation de l'état de collocation/ <i>Klage auf Anfechtung des Kollokationsplans</i>	2	0	0	0	68	0	0	70
f) Ouverture de la faillite/ <i>Konkursöffnung</i>	374	79	122	132	17	96	23	843
g) Suspension de la faillite faute d'actif/ <i>Einstellung des Konkursverfahrens mangels Aktiven</i>	131	22	33	20	0	24	17	247
h) Liquidation sommaire de la faillite/ <i>Summarisches Konkursverfahren</i>	0	0	0	0	0	0	0	
i) Décision relative au retour à meilleure fortune (art. 265a al. 1 et 3 LP/SchKG)/ <i>Entscheid über die Feststellung neuen Vermögens</i>	31	21	5	7	10	12	1	87
j) Action en constatation du retour ou non retour à meilleure fortune (art. 265a al.4 LP/SchKG)/ <i>Klage auf Bestreitung oder Feststellung des Neuen Vermögens</i>	2	3	0	0	0	2	4	11
k) Clôture de faillite/ <i>Schluss des Konkursverfahrens</i>	95	19	32	18	10	11	7	192
l) Séquestre/ <i>Arrest</i>	22	4	17	1	1	5	5	55
m) Sursis concordataire/ <i>Nachlassstundung</i>	2	1	0	0	1	1	0	5
n) Concordats homologués/ <i>Bestätigte Nachlassverträge</i> dont/davon	0	0	0	0	0	0	0	0
aa) Concordats-dividende (ordinaires)/ <i>Ordentliche Nachlassverträge</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
bb) Concordats par abandon d'actif/ <i>Nachlassverträge mit Vermögens- Abtretung</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
o) Révocation du concordat/ <i>Widerruf des Nachlassvertrags</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
p) Divers/ <i>Verschiedenes</i>	23	3	11	2	3	1	2	45

Objets des jugements et ordonnances rendus Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
9. Bénéfices d'inventaires / Inventaraufnahmen	5	2	2	0	2	1	0	12
10. Répudiation de successions / Ausschlagung der Erbschaft	77	20	31	24	13	24	15	204
11. Annulation de titres / Aufhebung von Wertpapieren	17	7	19	10	4	9	1	67
12. Commissions rogatoires / Rechtshilfebegehren	3	0	22	16	4	2	9	56
13. Exécution des jugements (art. 39CPC/ZPO)/ Urteilsvollstreckung	23	2	2	1	2	1	1	32
14. Procédures de conciliation (art. 197ss CPC/ ZPO)/ Schlichtungsverfahren	273	82	75	71	54	49	25	629
a) Transaction/ Einigung	49	35	22	20	33	16	5	180
b) Autorisation de procéder/ Klagebewilligung	97	21	41	24	18	26	9	236
c) Proposition de jugement/ Urteilsvorschlag	17	1	2	3	0	2	2	27
d) Jugement / Urteil	54	10	10	8	3	5	9	99
e) Autres / andere	0	0	0	16	0	0	0	16
15. Divers / Verschiedenes	230	60	53	32	13	90	35	513
Total général / Gesamttotal	3754*	754	1435	813	596	1068	495	8915

*ce chiffre ne comprend pas le point 14.

3.2.1.2. Jurisdiction des prud'hommes / Gewerbegerichtsbarkeit

Présidents des tribunaux des prud'hommes / Präsidenten der Arbeitsgerichte

Les Présidents des tribunaux des prud'hommes ont été saisis de 423 causes (2011 : 348, 2010 : 204, 2009 : 141, 2008 : 187) qui se répartissent ainsi :

Bei den Präsidenten der Arbeitsgerichte wurden 423 Angelegenheiten eingereicht (2011: 348, 2010: 204, 2009: 141, 2008:187), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2011 / per 01.01.2011 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Tentatives de conciliation / Versöhnungsversuche	Affaires pendantes au 31.12.2011 / per 31.12.2011 hängige Angelegenheiten
Sarine / Saane	38 ¹⁾	204 ²⁾	187 ³⁾	152 ⁴⁾	55 ⁵⁾
Singine / Sense	4	14	2	13	3
Gruyère / Greyerz	5	51	45	28	11
Lac / See	14 ⁶⁾	39 ⁷⁾	7 ⁸⁾	36 ⁹⁾	10 ¹⁰⁾
Glâne / Glâne	5	19	2	19	3
Broye / Broye	6	62	57	51	11
Veveyse / Vivisbach	4	34	22	7	9
Total	76	423	322	306	102

(1) dont 1 en allemand / davon 1 auf Deutsch

(2) dont 6 en allemand / davon 6 auf Deutsch

(3) dont 5 en allemand / davon 5 auf Deutsch

(4) dont 5 en allemand / davon 5 auf Deutsch

(5) dont 2 en allemand / davon 2 auf Deutsch

(6) dont 7 en français / davon 7 auf Französisch

(7) dont 11 en français / davon 11 auf Französisch

(8) dont 3 en français / davon 3 auf Französisch

(9) dont 0 en français / davon 0 auf Französisch

(10) dont 3 en français / davon 3 auf Französisch

Tribunaux des prud'hommes / Arbeitsgerichte

Elles ont été saisies de 96 causes (2011 : 59, 2010 : 164, 2009 : 170, 2008 : 181) qui se répartissent ainsi:

Es wurden 96 Angelegenheiten eingereicht (2011 : 59, 2010 : 164, 2009 : 170, 2008 : 181), die sich wie folgt aufteilen :

Es wurden 96 Angelegenheiten eingereicht	Affaires pendantes au 01.01.2011 / per 01.01.2011 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Tentatives de conciliation / Versöhnungsversuche	Affaires pendantes au 31.12.2011 / per 31.12.2011 hängige Angelegenheiten
Sarine / Saane	36 ¹⁾	42 ²⁾	38 ³⁾	0 ⁴⁾	40 ⁵⁾
Singine / Sense	3	3	3	0	3
Gruyère / Greyerz	11	10	5	0	16
Lac / See	2 ⁶⁾	12 ⁷⁾	7 ⁸⁾	0	7 ⁹⁾
Glâne / Glane	0	4	4	0	0
Broye / Broye	0	19	7	0	12
Veveyse / Vivisbach	1	6	6	0	1
Total	53	96	70	0	79

(1) dont 1 en allemand / davon 1 auf Deutsch

(2) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(3) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(4) dont 1 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(5) dont 4 en allemand / davon 1 auf Deutsch

(6) dont 1 en français / davon 1 auf Französisch

(7) dont 7 en français / davon 7 auf Französisch

(8) dont 3 en français / davon 3 auf Französisch

(9) dont 5 en français / davon 5 auf Französisch

3.2.1.3. Juridiction des baux / Mietgerichtsbarkeit

Présidents des tribunaux des baux / Mietgerichtspräsidenten

Les Présidents des tribunaux des baux ont été saisis de 357 causes (2011: 335, 2010: 338, 2009: 456, 2008: 393) qui se répartissent ainsi:

Bei den Mietgerichtspräsidenten wurden 357 Angelegenheiten eingereicht (2011: 335, 2010: 338, 2009: 456, 2008: 393), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2011 / per 01.01.2011 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2011 / per 31.12.2011 hängige Angelegenheiten
Sarine / Saane	56	197	198	55
Singine et Lac / Sense und See	5 ¹⁾	45 ²⁾	40 ³⁾	10 ⁴⁾
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	8	115	110	13
Total	69	357	348	78

(1) dont 0 en français / davon 0 auf Französisch

(2) dont 12 en français / davon 12 auf Französisch

(3) dont 9 en français / davon 9 auf Französisch

(4) dont 3 en français / davon 3 auf Französisch

Tribunaux des baux / Mietgerichte

Ils ont été saisis de 85 causes (2011 : 82, 2010 : 199, 2009 : 71, 2008 : 97) qui se répartissent ainsi:

Es wurden 85 Angelegenheiten eingereicht (2011: 82, 2010: 199, 2009: 71, 2008: 97), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2011 / per 01.01.2011 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2011 / per 31.12.2011 hängige Angelegenheit
Sarine / Saane	151	45	91	105
Singine et Lac / Sense und See	2	9 ¹⁾	3 ²⁾	8 ³⁾
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	11	31	31	21
Total	164	85	125	134

(1) dont 1 en français / davon 1 auf Französisch

(2) dont 0 en français / davon 0 auf Französisch

(3) dont 1 en français / davon 1 auf Französisch

3.2.1.4. Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance / Aufsichtskommission im Bereich der fürsorglichen Freiheitsentziehung

Contrôle judiciaire / <i>Gerichtliche Beurteilung</i> (art. 19 LPLFA / FFEG)	Décisions de placement, maintien, libération ou refus de libération communiquées à la Commission / <i>Der Kommission mitgeteilte Entscheide über die Einweisung, Zurückbehaltung, Entlassung oder Abweisung eines Entlassungsgesuchs</i> (art. 12 al. 4 LPLFA / FFEG)	Total
68	453	521

En 2011: 86

527

613

En 2010: 87

473

560

3.2.1.5. Assistance judiciaire / Unentgeltliche Rechtspflege

En matière civile / in Zivilsachen

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défendeur d'office				
<i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst</i>				
Arrondissements <i>Bezirke</i>	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i> (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
Sarine / Saane	470	2	40	5
Singine / Sense	58	0	13	7
Gruyère / Greyerz	160	3	12	0
Lac / See	62	0	7	3
Glâne / Glane	34	2	2	3
Broye / Broye	85	0	14	1
Veveyse / Vivisbach	28	2	6	2
Total	897	9	94	21

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés				
<i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst</i>				
Arrondissements <i>Bezirke</i>	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i> (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
Sarine / Saane	85	1	11	3
Singine / Sense	10	0	4	6
Gruyère / Greyerz	24	0	1	0
Lac / See	14	0	3	3
Glâne / Glane	17	2	1	2
Broye / Broye	10	0	2	0
Veveyse / Vivisbach	6	0	0	1
Total	166	3	21	15

3.2.2. Affaires pénales / Strafverfahren

3.2.2.1. Tribunaux pénaux d'arrondissement / Bezirksstrafgerichte

Nombre de personnes jugées: 131 (2011 : 105, 2010 : 163, 2009 : 171, 2008 : 220). Les tribunaux pénaux d'arrondissement ont condamné 103 personnes à une peine privative de liberté et 18 personnes à une peine pécuniaire. 62 peines ont été assorties du sursis et 26 du sursis partiel. 25 mesures ont été prononcées. Les tribunaux ont infligé 61 amendes. 14 personnes ont été acquittées. Il y a eu 15 demandes d'indemnité par des personnes acquittées.

Anzahl der abgeurteilten Personen: 131 (2011: 105, (2010: 163, 2009: 171, 2008: 220). Die Bezirksstrafgerichte haben 1033 Personen zu Freiheitsstrafen und 18 Personen zu einer Geldstrafe verurteilt. In 62 Fällen wurde der bedingte und in 26 Fällen der teilbedingte Strafvollzug gewährt. 25 Massnahmen wurden angeordnet. Weiter wurden in 61 Fällen Bussen verhängt. 14 Personen wurden freigesprochen. Es gab 15 Anträge auf Entschädigung durch freigesprochene Personen.

Tribunaux / Gerichte	Personnes jugées / Abgeurteilte Personen	Nationalité Nationalität		Sexe Geschlecht		Etat civil Zivilstand	
		Suisses / Schweizer	Etrangers / Ausländer	Hommes / Männer	Femmes / Frauen	Mariés / Verheiratet	Non-mariés / Nicht verheiratet
Sarine / Saane	75 ¹⁾	26	49	69	6	10	65
Singine / Sense	3	1	0	3	0	0	3
Gruyère / Greyerz	18	8	10	18	0	8	10
Lac / See	4 ²⁾	2	2	4	0	1	3
Glâne / Glane	12	6	6	12	0	0	12
Broye / Broye	12	5	7	12	0	3	9
Veveyse / Vivisbach	7	4	3	6	1	0	7
Total	131	52	77	124	7	22	109

(1) 3 procédures a été conduite en allemand (2011 : 0) / 3 Verfahren wurde auf Deutsch durchgeführt (2011: 0)

(2) 1 procédures ont été conduites en français (2011 : 4) / 1 Verfahren wurden auf Französisch durchgeführt (2011: 4)

Nombre d'infractions: Anzahl strafbarer Handlungen:	Samine Saane	Singine Senze	Grayère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vrvisbach	Total
1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle / Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111-136 CP / StGB)	36	0	9	1	11	4	1	62
Meurtre / Vorsätzliche Tötung	0	0	1	0	0	1	0	2
Assassinat / Mord	0	0	0	0	0	0	0	0
Meurtre passionnel / Totschlag	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence / Fahrlässige Tötung	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / Fahrlässige Tötung als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG	0	0	0	0	0	0	0	0
Lésions corporelles / Körperverletzungen	23	0	5	1	6	2	0	37
Lésions corporelles à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / Körperverletzungen als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	13	0	3	0	5	1	1	23
2. Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137-172 CP / StGB)	67	3	12	3	10	16	2	113
Abus de confiance / Veruntreuung	1	1	2	0	0	0	0	4
Vol / Diebstahl	27	0	2	1	3	6	2	41
Brigandage / Raub	7	0	2	1	4	5	0	19
Escroquerie / Betrug	2	1	1	0	0	1	0	5
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage	2	0	0	0	2	0	0	4
Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit / Check- und Kreditkartenmissbrauch	0	0	0	0	0	0	0	0
Extorsion et chantage / Erpressung	4	0	0	0	0	0	0	4
Gestion déloyale / Ungetreue Geschäftsbesorgung	0	0	0	0	0	0	0	0
Recel / Hehlerei	4	0	1	0	0	0	0	5
Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes / Konkurs- und Betreibungsverbrechen oder -vergehen	0	1	0	0	0	0	0	1
Divers / Verschiedenes	20	0	4	1	1	4	0	30
3. Infractions contre l'honneur, le domaine secret ou le domaine privé / Strafbare Handlungen gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich (Art. 173-179 CP / StGB)	4	1	1	0	1	1	0	8
4. Crimes ou délits contre la liberté / Verbrechen oder Vergehen gegen die Freiheit (Art. 180-186 CP / StGB)	27	1	4	1	6	5	0	44
Menaces / Drohung	6	1	2	0	0	2	0	11
Contrainte / Nötigung	3	0	1	0	2	0	0	6
Violation de domicile / Hausfriedensbruch	15	0	1	1	2	2	0	21
Divers / Verschiedenes	3	0	0	0	2	1	0	6

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Gruyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vrisibach	Total
5. Infractions contre l'intégrité sexuelle / Strafbare Handlungen gegen die Sexuelle Integrität (Art. 187-200 CP / StGB)	9	0	9	0	0	0	1	19
Mise en danger du développement de mineurs / Gefährdung der Entwicklung von Unmündigen	0	0	3	0	0	0	1	4
Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels / Angriff auf die sexuelle Freiheit und Ehre	0	0	5	0	0	0	0	5
Divers / Verschiedenes	9	0	1	0	0	0	0	10
6. Délits contre la famille / Vergehen gegen die Familie (Art. 213-220 CP / StGB)	0	1	0	0	0	0	0	1
Violation d'une obligation d'entretien / Vernachlässigung von Unterhaltspflichten	0	1	0	0	0	0	0	1
Divers / Verschiedenes	0	0	0	0	0	0	0	0
7. Crimes ou délits créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen oder Vergehen (Art. 221-230 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
Incendie intentionnel / Brandstiftung	0	0	0	0	0	0	0	0
Incendie par négligence / Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	0	0	0	0	0	0	0	0
8. Crimes ou délits contre la santé publique / Verbrechen und Vergehen gegen die öffentliche Gesundheit (Art. 230bis-236 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
Propagation d'une maladie de l'homme / Verbreiten menschlicher Krankheiten	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	0	0	0	0	0	0	0	0
9. Crimes ou délits contre les communications publiques / Verbrechen und Vergehen gegen den öffentlichen Verkehr (Art. 237-239 CP / StGB)	1	0	0	0	0	0	0	1
10. Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Werkzeugen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht, (Art. 240-250 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
11. Faux dans les titres / Urkundenfälschung (Art. 251-257 CP / StGB)	5	1	0	0	0	0	1	7
12. Crimes ou délits contre la paix publique / Verbrechen oder Vergehen gegen den öffentlichen Frieden (Art. 258-263 CP / StGB)	1	0	0	0	0	0	0	1
12^{bis} Délits contre les intérêts de la communauté internationale / Straftaten gegen die Interessen der Völkergemeinschaft (Art. 264 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
13. Crimes et délits contre l'Etat et la défense nationale / Verbrechen und Vergehen gegen den Staat und die Landesverteidigung (Art. 265-278 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0

14. Délits contre la volonté populaire / Vergehen gegen den Volkswillen (Art. 279-284 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
15. Infractions contre l'autorité publique / Strafbare Handlungen gegen die öffentliche Gewalt (Art. 285-295 CP / StGB)	3	1	0	0	2	1	0	7
16. Crime ou délit de nature à compromettre les relations avec l'étranger / Störung der Beziehungen zum Ausland (Art. 296-302 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
17. Crimes ou délits contre l'administration de la justice / Verbrechen oder Vergehen gegen die Rechtspflege (Art. 303-311 CP / StGB)	2	0	0	0	0	0	0	2
Induction de la justice en erreur / Irreführung der Rechtspflege	0	0	0	0	0	0	0	0
Blanchissage d'argent / Geldwäscherei	2	0	0	0	0	0	0	2
Fausse déclaration d'une partie en justice / Falsche Beweisaussage der Partei	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	0	0	0	0	0	0	0	0
18. Infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels / Strafbare Handlungen gegen die Amts- und Berufspflicht (Art. 312-322 CP / StGB)	2	0	0	0	0	0	0	2
19. Corruption / Bestechung (Art. 322 ^{let.} -322 ^{scies} CP / StGB)	1	0	0	0	0	0	0	1
20. Contravention à des dispositions du droit fédéral / Übertretungen bundesrechtlicher Bestimmungen (Art. 323-332 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
21. Infractions à la LCR / Verstöße gegen das SVG	38	1	4	1	8	6	3	61
Art. 90 ch. 1 / Ziff. 1	4	0	0	0	0	2	0	6
Art. 90 ch. 2 / Ziff. 2 (faute grave / schweres Verschulden)	2	0	2	0	1	0	1	6
Art. 91 (conducteurs pris de boisson / Fahren in angetrunkenem Zustand)	10	0	1	0	0	2	0	13
Art. 94 (vol d'usage / Entwendung zum Gebrauch)	5	0	0	0	2	1	1	9
Art. 95 (circulation sans permis / Fahren ohne Ausweis)	6	1	1	0	2	1	1	12
Divers / Verschiedenes	11	0	0	1	3	0	0	15
22. Infractions à la LStup / Verstöße gegen das BetmG	54	0	10	0	6	8	3	81
23. Infractions à la LSEE / Verstöße gegen das ANAG	11	0	2	0	5	1	2	21
24. Infractions à d'autres lois fédérales ou cantonales / Verstöße gegen andere eidgenössische oder kantonale Gesetze	26	0	3	0	3	1	4	37
Total	287	9	54	6	52	43	17	468

3.2.2.2. Juges de police / Polizeirichter

Nombre de personnes renvoyées : 773 (2011 : 906, 2010: 858, 2009: 869, 2008: 840).

Anzahl der überwiesenen Personen : 773 (2011 : 906, 2010: 858, 2009: 869, 2008: 840).

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Personnes renvoyées <i>Überwiesene Personen</i>	Condamnées <i>Verurteilte</i>	Acquittées <i>Freigesprochene</i>	Retrait de plainte ou d'opposition <i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>
Sarine / <i>Saane</i>	338 ⁽¹⁾	123	69	146
Singine / <i>Sense</i>	90	20	14	43
Gruyère / <i>Greyerz</i>	144	60	42	52
Lac / <i>See</i>	72 ⁽²⁾	23	26	23
Glâne / <i>Glâne</i>	43	20	7	16
Broye / <i>Broye</i>	81	40	9	32
Veveysse / <i>Vivisbach</i>	5	22	5	16
Total	773	308	172	328

(1) 27 procédures ont été conduites en allemand / 27 Verfahren wurden auf Deutsch durchgeführt (2011: 2).

(2) 24 procédures ont été conduites en français / 24 Verfahren wurden auf Französisch durchgeführt (2011: 45).

Les juges de police ont condamné 17 personnes à des peines privatives de liberté (10 en 2011), 45 personnes à un travail d'intérêt général et 121 personnes à une peine pécuniaire. 3 mesures ont été prononcées. 125 peines ont été assorties du sursis et 7 du sursis partiel. Les juges de police ont infligé 208 amendes. 172 personnes ont été acquittées et 22 d'entre elles ont demandé à être indemnisées.

Die Polizeirichter haben 17 Personen zu einer Freiheitsstrafe (2011:190), 45 Personen zu gemeinnütziger Arbeit und 121 Person zu einer Geldstrafe verurteilt. Es wurde 3 Massnahmen angeordnet. In 125 Fällen wurde der bedingte und in 7 Fällen der teilbedingte Strafvollzug gewährt. Weiter wurden 208 Bussen verhängt. 172 Personen wurden freigesprochen, 22 von ihnen haben eine Entschädigung beantragt.

Nombre d'infractions: <i>Anzahl straffbarer Handlungen:</i>	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Sense</i>	Gruyère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glâne</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveysse <i>Vivisbach</i>	Total
Infractions au CP / <i>Strafbare Handlungen gemäss StGB</i>	127	21	19	4	22	17	13	223
Atteinte à l'intégrité corporelle / <i>Körperverletzungen</i>	2	2	7	0	2	7	7	27
Infractions contre le patrimoine / <i>Strafbare Handlungen gegen das Vermögen</i>	3	6	4	1	5	5	2	26
Atteinte à l'honneur / <i>Ehrverletzungen</i>	1	4	1	1	1	2	1	11
Atteinte au mœurs / <i>Sittlichkeitsdelikte</i>	0	1	2	0	1	0	1	5
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	5	0	0	0	2	0	1	8
Contravention à des dispositions du droit fédéral / <i>Übertretung von Bestimmungen des Bundesrechts</i>	0	0	0	0	3	0	0	3
Conversion d'amendes en arrêts / <i>Umwandlungen von Bussen in Haft</i>	8	2	0	0	2	0	0	12
Divers / <i>Verschiedenes</i>	108	6	5	2	6	3	1	131

Infractions à la LACP / Strafbare Handlungen gemäss EGSiGB	7	0	1	0	0	1	4	13
(Art. 8 LACP / EGSiGB)	0	0	0	0	0	0	4	4
Divers / Verschiedenes	7	0	1	0	0	1	0	9
Infractions / Strafbare Handlungen	110	67	65	18	29	42	23	354
à la loi sur la pêche / gegen das Fischereigesetz	0	0	1	0	3	0	1	5
à la loi sur la chasse / gegen das Jagdgesetz	0	1	2	0	0	1	1	5
au code forestier / gegen das Waldgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les denrées alimentaires / gegen das Lebensmittelgesetz	0	3	1	0	0	0	0	4
à la loi sur la police des étrangers / gegen das Fremdenpolizeigesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers / gegen das Gesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer	14	4	4	2	0	5	5	34
à la loi sur la protection civile / gegen das Zivilschutzgesetz	1	0	0	0	0	0	0	1
à la loi sur la protection des animaux / gegen das Tierschutzgesetz	0	0	0	0	1	0	0	1
à la loi sur la protection des eaux / gegen das Gewässerschutzgesetz	0	1	1	0	1	0	0	3
à la loi sur les transports publics / gegen das Verkehrsgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les établissements publics et la danse / gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur le chômage / gegen das Arbeitslosenversicherungsgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la navigation intérieure / gegen das Binnenschiffahrtsgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la circulation routière / gegen das Strassenverkehrsgesetz	60	49	45	12	16	22	11	215
à la loi sur les stupéfiants / gegen das Betäubungsmittelgesetz	22	0	4	2	6	2	1	37
Divers / Verschiedenes	13	9	7	2	2	12	4	49
TOTAL	244	88	85	22	51	60	40	590

3.2.2.3. Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht

Nombre de personnes jugées: 4 (2011 : 9, 2010 : 3, 2009 : 11, 2008 : 1). Le Tribunal a condamné 3 personnes à une peine privative de liberté, 1 personne à une peine pécuniaire et 2 personnes à une amende. 3 peines ont été assorties du sursis. Il y a eu 3 demandes d'indemnité par des personnes acquittées.

Anzahl abgeurteilter Personen: 4 (2011: 9, 2010: 3, 2009 : 11, 2008 : 1). Das Gericht hat 3 Personen zu Freiheitsstrafen, 1 Person zu einer Geldstrafe und 2 Personen zu Geldstrafen verurteilt. Es wurden 3 bedingte Strafen ausgesprochen. Es gab 3 Anträge auf Entschädigung durch freigesprochene Personen.

Récapitulation / Zusammenfassung

En 2012, 908 personnes ont occupé les tribunaux pénaux du canton (2011 : 1020, 2010: 1024, 2009 : 1051, 2008 : 1061).

2012 wurden 908 Personen von den kantonalen Strafgerichten abgeurteilt (2011: 1020, 2010: 1024, 2009: 1051, 2008: 1061).

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	Total
Sarine / <i>Saane</i>	75	338	0	413
Singine / <i>Sense</i>	3	90	0	93
Gruyère / <i>Greyerz</i>	18	144	0	162
Lac / <i>See</i>	4	72	0	76
Glâne / <i>Glane</i>	12	43	0	55
Broye / <i>Broye</i>	12	81	0	93
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	7	5	0	12
Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>			4	4
Total	131	773	4	908

Nature du jugement / <i>Art des Urteils</i>	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	Total
Personnes acquittées / <i>Freisprüche</i>	14	172	0	186
Demandes d'indemnité par des personnes acquittées/ <i>Entschädigungsbegehren freigesprochener Personen</i>	15	22	3	40
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté / <i>Verurteilungen zu Freiheitsstrafen</i>	103	17	3	123
Personnes condamnées à des TIG / <i>Verurteilungen zu gemeinnützigen Arbeiten</i>	0	45		45
Personnes condamnées à des peines pécuniaires / <i>Verurteilungen zu Geldstrafen</i>	18	121	1	140
à l'amende / <i>zur Busse</i>	61	208	2	271
dont assorties du sursis / <i>davon unter Gewährung des bedingten Strafvollzugs</i>	62	172	3	237
Dont assorties du sursis partiel / <i>davon unter Gewährung der teilbedingte Strafen</i>	26	0	0	26
Retrait de plainte ou d'opposition / <i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>	0	328	0	328

3.2.2.4.

3.2.2.5. Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis / Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	Total
Sarine / Saane	23	22		45
Singine / Sense	3	1		4
Gruyère / Greyerz	5	14		19
Lac / See	0	1		1
Glâne / Glane	2	4		6
Broye / Broye	4	8		12
Veveyse / Vivisbach	1	1		2
Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>			0	0
Total	38	51	0	89

3.2.2.6. Détention préventive / Untersuchungshaft

	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Sense</i>	Gruyère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glane</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	TPE <i>WSG</i>	Total
Nombre de prévenus en détention préventive au moment du jugement <i>Anzahl der Beschuldigten in Untersuchungshaft im Zeitpunkt des Urteils</i>	20	0	3	0	3	4	2	1	33
Nombre de jours de détention depuis le renvoi <i>Anzahl Tage in Untersuchungshaft seit der Überweisung</i>	3152	0	323	0	1426	408	1163	148	6620

4. Tribunal des mesures de contrainte

4.1. Partie générale

4.1.1. Compétences

Conformément à l'art. 18 CPP, le Tribunal des mesures de contrainte ordonne la détention provisoire et la détention pour des motifs de sûreté et en contrôle la légalité. Il lui appartient également de décider, d'autoriser ou de refuser d'autres mesures de contrainte [surveillance de la correspondance par poste et télécommunication et par d'autres mesures techniques, investigation secrète (agent infiltré), prélèvement d'échantillons (ADN) lors d'enquêtes de grande envergure].

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, il statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire, en vertu de l'art. 74 LJ.

4.1.2. Remarques générales

4.1.2.1. Juges

Le Tribunal des mesures de contrainte se compose de deux juges ordinaires, Michel Wuilleret (à 100 %), ancien juge cantonal, et Felix Baumann (à 50 %), docteur en droit, ainsi que de quatre juges suppléants, les présidents Laurent Schneuwly, Alexandra Rossi-Carré et Reinold Raemy et Peter Stoller, greffier au Tribunal de l'arrondissement du Lac.

Le Tribunal des mesures de contrainte juge sans greffier ou greffière (art. 73 al. 1 LJ).

4.1.2.2. Secrétariat

Mme Maria Meyer-Dorado, cheffe de bureau, est engagée à 50 %. Présente tous les matins, elle assure, outre le travail ordinaire de secrétariat, la tenue de la comptabilité du Tribunal.

Par le biais d'un "contrat sur le crédit des jeunes demandeurs d'emploi" de durée limitée, le Tribunal a pu s'attacher les services de Mmes Catarina Ramos Fraga (jusqu'au 30 avril 2012), Jelena Jovanovic (du 1er mai au 31 août 2012) et Karina Torres Mota (depuis le 1er septembre 2012), toutes pour un taux d'activité de 30 %, soit trois après-midis par semaine.

Durant l'été 2012, le Tribunal a pu profiter de l'appui d'une étudiante en droit, Laura Durwang, qui a effectué un stage universitaire non rémunéré au Tribunal pendant 2 mois. Elle a préparé des ordonnances et procès-verbaux, assisté aux audiences, fait des recherches juridiques et effectué des tâches de secrétariat. Le Tribunal envisage de reconduire cette expérience très positive l'année prochaine.

4.1.2.3. Locaux

Le Tribunal des mesures de contrainte s'est vu attribuer les locaux utilisés jusqu'à fin 2010 par la Préposée de la protection des données, Place de Notre-Dame 8, à Fribourg. Ce bâtiment comporte six appartements privés et deux occupés respectivement par le Conseil de la magistrature et le Tribunal des mesures de contrainte. Ce dernier dispose de trois pièces dont la plus grande est occupée par le secrétariat / réception et les deux autres, exigus, par les deux juges ordinaires. Pour des raisons évidentes de sécurité et de confidentialité mais aussi de place, elles ne peuvent être utilisées pour les auditions des parties. Dans l'attente d'une solution définitive, le Tribunal de l'arrondissement de la Sarine, à raison de 4 jours par semaine, et le Tribunal cantonal, site de Givisiez, les mercredis, mettent à disposition une salle d'audience. Ces solutions permettent, au moins à titre provisoire, le fonctionnement du Tribunal des mesures de contrainte dans des conditions conformes au droit. Elles satisfont également aux exigences de la Police (convoyeurs),

garantissent une certaine discrétion et offrent aux avocats la possibilité de s'entretenir avec leur client dans des locaux sécurisés. Elles présentent, en revanche, le gros inconvénient d'exiger du juge et de la secrétaire de se déplacer, d'où une perte de temps considérable. La proximité du Tribunal avec le Ministère public offre cependant l'avantage incontestable de permettre la transmission très rapide des dossiers judiciaires entre ces autorités.

4.1.3. Activité juridictionnelle

4.1.3.1. Remarques générales

Pour sa deuxième année de fonction, le Tribunal des mesures de contrainte a été saisi de 735 affaires (2011: 574) dont 4 étaient pendantes au 31 décembre 2012 (2011: 14). La nature des cas et le mode de liquidation sont illustrés en détail dans la partie statistique de ce rapport.

Sur les 735 affaires introduites, seulement 37 (5 %) étaient en langue allemande. Le Tribunal a tenu 126 audiences et les juges suppléants ont eu à traiter 9 cas (1,2 %).

Mis à part des cas de mesures de contrainte en droit des étrangers, qui affichent un léger recul, le nombre d'affaires a sensiblement augmenté. La charge de travail du Tribunal reste dès lors importante et, surtout, compte tenu des délais légaux très courts (48 et 96 heures respectivement en matière pénale et administrative), les demandes de détention doivent être traitées très rapidement. Les permanences du week-end et la tenue d'audiences en fin de semaine exigent non seulement des deux juges ordinaires mais aussi des secrétaires une disponibilité considérable. A noter que, contrairement à presque tous les autres cantons, les permanences du week-end ne sont indemnisées qu'en cas d'audience. Le recours aux juges suppléants n'est possible qu'à titre exceptionnel, ces magistrats étant déjà très chargés. A relever qu'ils ne sont aucunement rémunérés pour leur travail supplémentaire, à l'exception du juge suppléant qui est greffier. Afin de combler le sous-effectif évident du secrétariat, l'engagement d'une secrétaire supplémentaire a été demandé dans le cadre du budget ordinaire 2013. Le Conseil d'Etat n'a pas donné suite à cette demande et le secrétariat du Tribunal se voit dès lors contraint de continuer à fonctionner avec des solutions improvisées (jeunes demandeurs d'emploi, stagiaires, etc.). La fluctuation rapide du personnel auxiliaire n'est pas vraiment dans l'intérêt d'une saine administration de la justice.

Dans le cadre d'un projet de révision partielle de la Loi sur la justice, le Tribunal a proposé au Directeur de la sécurité et de la justice une modification de l'art. 73 LJ. Afin de pouvoir disposer, au besoin, d'un plus grand nombre de juges suppléants, le nombre maximum de juges pouvant siéger au Tribunal des mesures de contrainte devrait rester ouvert. Cette proposition est jusqu'à maintenant restée sans réponse.

4.1.3.2. Affaires pénales

Le prononcé de la détention provisoire ainsi que l'autorisation des mesures de surveillance secrètes constituent les domaines d'activité principaux du Tribunal des mesures de contrainte. Le nombre de décisions en matière de détention a sensiblement augmenté par rapport à l'année passée (2012: 424, 2011: 307). Dans la plupart des cas, il s'agit de ressortissants étrangers mis en cause pour des cambriolages ou des infractions contre la Loi fédérale sur les stupéfiants. L'augmentation aurait sans doute encore été plus importante si le canton disposait de plus de places de détention. Les mesures de surveillance secrètes, notamment les surveillances téléphoniques, affichent une augmentation très importante par rapport à l'année précédente (2012: 229, 2011: 144). Une décision de principe, publiée dans la Revue fribourgeoise de jurisprudence, a été rendue en ce domaine.

A noter que le Tribunal a également été saisi de plusieurs demandes d'autorisation d'une investigation secrète et, pour la première fois, de demandes de cautionnement préventif en dehors d'une procédure pénale. Ces affaires lui ont donné l'occasion de délimiter ses compétences de celles du Ministère public en ce domaine.

En 2012, les ordonnances du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet de 21 recours auprès de la Chambre pénale du Tribunal cantonal, dont 3 interjetés par le Ministère public. Un recours a été admis et un recours l'a été partiellement. Aucune affaire n'a été déférée au Tribunal fédéral.

4.1.3.3. Mesures de contrainte en droit des étrangers

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, le Tribunal des mesures de contrainte statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire. Principalement, il s'agit de contrôler la légalité et l'adéquation des détentions administratives ordonnées par le Service de la population et des migrants (SPoMi).

Le nombre de détentions administratives contrôlées par le Tribunal a baissé par rapport à l'année passée (2012: 61; 2011: 97). Ce recul pourrait s'expliquer par un manque de places de détention dans le canton, lié à des séjours en détention toujours plus longs des personnes à renvoyer. Parmi les autres mesures de contrainte administrative dont le Tribunal a été saisi l'on note des recours contre des interdictions de pénétrer ainsi que la délivrance d'ordres de perquisition à l'intention de la police.

En 2012, les ordonnances du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet de deux recours auprès du Tribunal cantonal, section administrative. Un recours a été rejeté et l'autre est devenu sans objet. Aucune affaire n'a été déférée au Tribunal fédéral.

4.1.4. Divers

Les Juges ordinaires du Tribunal des mesures de contrainte se sont réunis à diverses reprises avec des représentants du Ministère public pour traiter des questions concernant, entre autres, les mesures de substitution à la détention provisoire. Ils entretiennent un échange régulier avec leurs collègues des autres cantons et participent aux réunions des intervenants auprès de la Prison centrale, à Fribourg, ainsi qu'à un groupe de travail préparant l'introduction de la surveillance électronique (bracelet) en tant que mesure de substitution à la détention provisoire.

En fin d'année, le Juge Felix Baumann a été fortement impliqué à la préparation de la mise en place du logiciel de gestion de dossiers Tribuna V3 qui est prévue pour avril 2013. Tribuna V3 remplacera le logiciel actuel Tribuna 2000 et nécessitera la migration de toutes les données et la création d'une propre base de données, celle-ci étant actuellement partagée avec le Tribunal cantonal, section administrative.

La fermeture de la Poste du Bourg, annoncée pour le premier trimestre 2013, a également préoccupé le Tribunal. Une solution plus ou moins satisfaisante semble pouvoir être trouvée pour la réception et le dépôt du courrier, d'entente avec la Chancellerie et les autres autorités concernées (Ministère public, Tribunal cantonal, divers services de l'Etat).

Enfin, le Tribunal a participé à plusieurs consultations de projets de loi ou d'ordonnance tant au niveau cantonal que fédéral et s'est donné son propre règlement.

4. Zwangsmassnahmengericht

4.1. Allgemeiner Teil

4.1.1. Zuständigkeit

Gemäss Art. 18 StPO ist das Zwangsmassnahmengericht zuständig für die Anordnung der Untersuchungs- und Sicherheitshaft und überprüft deren Gesetzmässigkeit. Es obliegt ihm ebenfalls, andere Zwangsmassnahmen anzuordnen, zu bewilligen oder zu verweigern (Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs sowie solche mit technischen Überwachungsgeräten, verdeckte Ermittlung, DNA-Massenuntersuchungen usw.).

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht in Anwendung von Art. 74 JG auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist.

4.1.2. Allgemeine Bemerkungen

4.1.2.1. Richter

Das Zwangsmassnahmengericht setzt sich zusammen aus zwei ordentlichen Richtern, nämlich Michel Wuilleret, ehemaliger Kantonsrichter (100 %), und Felix Baumann, Dr. iur. (50 %), sowie aus vier Ersatzrichtern, nämlich den Gerichtspräsidenten Laurent Schneuwly, Alexandra Rossi-Carré und Reinold Raemy sowie Peter Stoller, Gerichtsschreiber des Bezirksgerichts des Sees.

Das Zwangsmassnahmengericht entscheidet ohne Gerichtsschreiberin oder Gerichtsschreiber (Art. 73 Abs. 1 JG).

4.1.2.2. Sekretariat

Frau Maria Meyer-Dorado, Bürochefin, ist zu 50 % als Sekretärin angestellt. Sie ist jeweils morgens anwesend. Ihr obliegt neben den üblichen Sekretariatsarbeiten auch die Führung der Buchhaltung des Gerichts.

Dank eines Anstellungsvertrags über den Kredit für junge Stellensuchende konnte sich das Gericht der Dienste von Frau Catarina Ramos Fraga (bis 30. April 2012), Frau Jelena Jovanovic (vom 1. Mai bis 31. August 2012) und Frau Karina Torres Mota (ab 1. September 2012) versichern; diese Personen waren bzw. sind zu 30 % angestellt und drei Nachmittage pro Woche anwesend.

Während des Sommers 2012 konnte das Gericht von der Unterstützung der Rechtsstudentin Laura Durwang profitieren, die ein unbezahltes zweimonatiges Universitätspraktikum absolvierte. Während dieser Zeit hat sie für das Gericht Verfügungen und Protokolle vorbereitet, an Verhandlungen teilgenommen, rechtliche Abklärungen vorgenommen und Sekretariatsarbeiten erledigt. Das Zwangsmassnahmengericht beabsichtigt, diese äusserst positive Erfahrung im kommenden Jahr zu wiederholen.

4.1.2.3. Räumlichkeiten

Dem Zwangsmassnahmengericht wurden die bis Ende 2010 von der Datenschutzbeauftragten genutzten Räumlichkeiten am Liebfrauenplatz 8 in Freiburg zugeteilt. Dieses Gebäude umfasst sechs Privatwohnungen sowie zwei Wohnungen, die vom Justizrat bzw. vom Zwangsmassnahmengericht genutzt werden. Letzteres verfügt über drei Räume, wovon der grösste vom Sekretariat/Empfang und die beiden anderen, kleineren, von den beiden ordentlichen Richtern belegt sind. Aus offensichtlichen Gründen der Sicherheit und der

Vertraulichkeit, aber auch aus Platzgründen, können diese Räume nicht für Parteienanhörungen genutzt werden. Bis eine definitive Lösung gefunden werden kann, stellen das Bezirksgericht der Saane (während vier Tagen) und das Kantonsgericht mit Standort Givisiez (jeweils mittwochs) einen Verhandlungssaal zur Verfügung. Diese Lösung erlaubt zumindest vorübergehend ein gesetzmässiges Funktionieren des Zwangsmassnahmengerichts. Sie entspricht auch den sicherheitspolizeilichen Anforderungen bei der Zuführung der Häftlinge, gewährleistet eine gewisse Diskretion und ermöglicht den Anwälten, sich mit ihren Mandanten in einem abgetrennten Raum zu besprechen. Hingegen weist die aktuelle Lösung den grossen Nachteil auf, dass sich der Richter und die Sekretärin verschieben müssen, was mit einem beträchtlichen Zeitverlust verbunden ist. Andererseits ermöglicht die räumliche Nähe zur Staatsanwaltschaft eine sehr rasche Aktenübergabe zwischen den beiden Behörden, was einen unbestreitbaren Vorteil darstellt.

4.1.3. Gerichtstätigkeit

4.1.3.1. Allgemeine Bemerkungen

In seinem zweiten Tätigkeitsjahr wurden beim Zwangsmassnahmengericht 735 neue Angelegenheiten einregistriert (2011: 574), wovon am 31. Dezember 2012 4 hängig waren (2011: 14). Die Rechtsnatur dieser Angelegenheiten und deren Erledigungsart ergeben sich aus dem statistischen Teil dieses Berichts.

Nur gerade 37 (5 %) der 735 in diesem Jahr anhängig gemachten Angelegenheiten waren in deutscher Sprache zu behandeln. Das Gericht hat 126 Verhandlungen durchgeführt, und die Ersatzrichter haben 9 Angelegenheiten behandelt (1,2 %).

Abgesehen von den Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, bei denen ein leichter Rückgang der Angelegenheiten zu verzeichnen ist, hat die Anzahl Angelegenheiten stark zugenommen. Die Arbeitslast des Gerichts bleibt somit hoch, und es ist insbesondere zu betonen, dass die Haftgesuche aufgrund der sehr kurzen gesetzlichen Fristen (48 bzw. 96 Stunden in Straf- bzw. Administrativsachen) sehr rasch behandelt werden müssen. Aufgrund der Pikettdienste am Wochenende und aufgrund von Verhandlungen Ende Woche wird nicht nur von den beiden ordentlichen Richtern, sondern auch von den Sekretärinnen ein beträchtliches Mass an Verfügbarkeit verlangt. Es ist darauf hinzuweisen, dass der Pikettdienst an Wochenenden nur entschädigt wird, falls eine Verhandlung durchzuführen ist, dies entgegen der Praxis der meisten anderen Kantone. Auf die Unterstützung der Ersatzrichter kann nur ausnahmsweise zurückgegriffen werden, da diese Magistraten bereits stark ausgelastet sind. Zu betonen ist, dass sie für ihre zusätzliche Arbeit am Zwangsmassnahmengericht keinerlei Entschädigung erhalten, dies mit Ausnahme eines Ersatzrichters, der Gerichtsschreiber ist. Um die offensichtliche Unterbesetzung des Sekretariats zu beseitigen, hat das Gericht im Rahmen des ordentlichen Budgets 2013 die Anstellung einer zusätzlichen Sekretärin beantragt. Der Staatsrat hat diesem Begehren keine Folge gegeben, und das Sekretariat des Gerichts sieht sich weiterhin gezwungen, mit Notlösungen zu operieren (junge Stellensuchende, Praktikantinnen usw.). Die häufigen personellen Wechsel im Sekretariat liegen nicht wirklich im Interesse einer gesunden Justizverwaltung.

Im Rahmen der Vorarbeiten für eine Teilrevision des Justizgesetzes hat das Kantonsgericht dem Sicherheits- und Justizdirektor eine Änderung von Art. 73 JG vorgeschlagen. Um im Bedarfsfall über eine grössere Anzahl Ersatzrichterinnen und Ersatzrichter verfügen zu können, sollte im Gesetz die Höchstzahl der Richterinnen und Richter am Zwangsmassnahmengericht offen gelassen werden. Dieser Vorschlag ist bis heute ohne Antwort geblieben.

4.1.3.2. Strafsachen

Die Anordnung von Untersuchungshaft sowie die Genehmigung geheimer Überwachungsmassnahmen stellen die hauptsächlichen Tätigkeitsbereiche des Zwangsmassnahmengerichts dar. Die Anzahl von Haftentscheiden hat im Vergleich zum Vorjahr deutlich zugenommen (2012: 424, 2011: 307). In der Mehrzahl der Fälle handelt es sich dabei um ausländische Staatsangehörige, denen Einbruchdiebstähle oder Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Betäubungsmittel vorgeworfen werden. Die Zunahme von Haftangelegenheiten wäre zweifellos noch höher ausgefallen, wenn der Kanton über mehr Haftplätze verfügen würde. Bei den geheimen Überwachungsmassnahmen, insbesondere bei den Telefonüberwachungen, ist gegenüber dem Vorjahr eine sehr starke Zunahme der Anzahl Fälle zu verzeichnen (2012: 229, 2011: 144). In diesem Bereich wurde ein Grundsatzentscheid gefällt und in der Freiburger Zeitschrift für Rechtsprechung veröffentlicht.

Weiter ist darauf hinzuweisen, dass das Gericht mit mehreren Gesuchen um Genehmigung einer verdeckten Ermittlung sowie erstmals mit Gesuchen um Anordnung einer Friedensbürgschaft im selbständigen Massnahmeverfahren befasst war. Letztere Angelegenheiten haben dem Gericht erlaubt, in diesem Bereich seine Zuständigkeiten von jenen der Staatsanwaltschaft abzugrenzen.

Im Jahr 2012 sind gegen die Verfügungen des Zwangsmassnahmengerichts in 21 Fällen Beschwerden an die Strafkammer des Kantonsgerichts eingereicht worden, davon in 3 Fällen durch die Staatsanwaltschaft. Eine Beschwerde ist vollständig und eine teilweise gutgeheissen worden. Keine Angelegenheit ist an das Bundesgericht weitergezogen worden.

4.1.3.3. Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist. Dabei geht es hauptsächlich darum, die Rechtmässigkeit und Angemessenheit der vom Amt für Bevölkerung und Migration (BMA) angeordneten administrativrechtlichen Haft zu überprüfen.

Die Anzahl der vom Gericht überprüften Fälle administrativrechtlicher Haft hat im Vergleich zum Vorjahr abgenommen (2012: 61; 2011: 97). Diese Abnahme könnte möglicherweise mit einem Mangel an Haftplätzen im Kanton, verbunden mit einer zunehmend längeren Haftdauer der auszuscaffenden Personen, erklärt werden. Unter den übrigen administrativrechtlichen Zwangsmassnahmen, mit denen sich das Gericht zu befassen hatte, sind Beschwerden gegen Ausgrenzungen sowie die Ausstellung von Durchsuchungsbefehlen zuhanden der Polizei zu erwähnen.

Im Jahr 2012 ist gegen zwei Verfügungen des Zwangsmassnahmengerichts Beschwerde bei der verwaltungsrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts eingereicht worden. Eine Beschwerde wurde abgewiesen und eine als gegenstandslos abgeschrieben. Beschwerden ans Bundesgericht wurden keine eingereicht.

4.1.4. Verschiedenes

Die ordentlichen Richter am Zwangsmassnahmengericht haben sich verschiedentlich mit Vertretern der Staatsanwaltschaft getroffen und dabei insbesondere Fragen im Zusammenhang mit der Anordnung von Ersatzmassnahmen anstelle der Untersuchungshaft besprochen. Sie pflegen einen regelmässigen Meinungsaustausch mit ihren Kollegen in anderen Kantonen, nehmen an den Treffen der Vertreter der mit dem Zentralgefängnis Freiburg in Kontakt stehenden Behörden teil und wirken in einer Arbeitsgruppe mit, die mit der Einführung der technischen Überwachung (sog. elektronisches Armband) als Ersatzmassnahme zur Untersuchungshaft befasst ist.

Zu Jahresende war der Richter Felix Baumann stark an der Vorbereitung der Einführung des informatisierten Aktenverwaltungssystems Tribuna V3 beteiligt, die für April 2013 vorgesehen ist. Tribuna V3 wird das bisher benutzte Aktenverwaltungssystem Tribuna 2000 ersetzen und erfordert den Transfer aller bislang gespeicherten Daten sowie die Schaffung einer eigenen Datenbasis anstelle der bisher mit der verwaltungsrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts geteilten.

Ebenfalls hat die für das erste Trimester 2013 angekündigte Schliessung der Poststelle des Burgquartiers das Gericht beschäftigt. Für die Entgegennahme und die Abgabe der Post scheint sich nun eine mehr oder weniger befriedigende Lösung abzuzeichnen, dies in Absprache mit der Staatskanzlei und den übrigen betroffenen Behörden (Staatsanwaltschaft, Kantonsgericht, diverse staatliche Dienste).

Schliesslich hat sich das Gericht zu verschiedenen kantonalen oder eidgenössischen Gesetzes- oder Verordnungsentwürfen vernehmen lassen und sich ein eigenes Reglement gegeben.

4.2. Partie statistiques / Statistischer Teil

4.2.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2011	2012
Affaires pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	0	14
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	574	735
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	560	745
ordonnance / Verfügung	559	744
par un autre moyen / auf andere Weise	1	1
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	14	4
4.2.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten		
4.2.2.1. Affaires pénales / Strafsachen		
Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete	451	656
Détention pénale adultes / strafprozessuale Haft Erwachsene	302	417
Détention pénale mineurs / strafprozessuale Haft Minderjährige	5	7
Surveillance de la correspondance par poste et télécommunication / Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs	143	223
Garantie de l'anonymat / Zusicherung der Anonymität	0	0
Levée des scellés / Entsiegelung	0	1
Prélèvement d'échantillons ADN en masse / DNA-Massenuntersuchungen	0	0
Investigation secrète / verdeckte Ermittlung	1	6
Cautionnement préventif / Friedensbürgschaft	0	2
Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise		
Admission / Gutheissung	222	291
Admission partielle / teilweise Gutheissung	39	67
Rejet / Abweisung	30	46
Irrecevabilité manifeste / offensichtliche Unzulässigkeit	1	0
Retrait / Rückzug	6	4
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	7	13
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an die zuständige Behörde	0	1
Classé sans suite / ohne Folge klassiert	1	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	1
Mesures de surveillance autorisées / Überwachungsmaßnahmen genehmigt	136	217
Mesures de surveillance pas autorisées / Überwachungsmaßnahmen nicht genehmigt	2	0
Mesures de surveillance partiellement autorisées / Überwachungsmaßnahmen teilweise genehmigt	5	5
Mesures de surveillance devenues sans objet / Überwachungsmaßnahmen gegenstandslos geworden	0	1
Levée des scellés autorisée / Entsiegelung genehmigt	0	1
Investigation secrète autorisée / verdeckte Ermittlung genehmigt	1	6
Cautionnement préventif refusé / Friedensbürgschaft verweigert	0	2

4.2.2.2. *Recours à la Chambre pénale du Tribunal cantonal / Beschwerden an die Strafkammer des Kantonsgerichts*

Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	14	21
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	14	21
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC /

Erledigungsweise

Admission / Gutheissung	1	1
Admission partielle / teilweise Gutheissung	1	1
Rejet / Abweisung	6	17
Retrait / Rückzug	3	0
Irrecevable / Nichteintreten	1	2
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	2	0

4.2.2.3. *Mesures de contrainte en droit des étrangers / Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht*

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete	109	89
Détention administrative / administrativrechtliche Haft	97	61
Autres mesures de contrainte administrative / andere verwaltungsr. Zwangsmassnahmen	5	7
Assistance judiciaire / unentgeltliche Rechtspflege	7	21

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise

Détention administrative confirmée / Genehmigung der Administrativhaft	60	31
Détention administrative refusée / Nichtgenehmigung der Administrativhaft	2	0
Détention adm. sans procédure orale confirmée / Bestätigung Administrativhaft ohne mündl. Verhandlung	32	24
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	3	6
Autres mesures de contrainte admin. accordées ou confirmées / andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen gewährt oder bestätigt	4	7
Mesure partiellement admise / Massnahme teilweise bestätigt	1	0
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	7	21
AJ (avec avocat) refusé / URP (mit Anwalt) verweigert	0	0

4.2.2.4. *Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgericht*

Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	2	2
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	2	2
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC /**Erledigungsweise**

Admission / Gutheissung	0	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0
Rejet / Abweisung	0	1
Retrait / Rückzug	1	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	1	1

4.2.2.5. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	1	0
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	1	0
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC /**Erledigungsweise**

Admission / Gutheissung	0	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0
Rejet / Abweisung	0	0
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an die zuständige Behörde	1	0

4.2.3. Langue des affaires liquidées / Verfahrenssprache

Sur les 745 affaires liquidées, 708 ont été traitées en français et 37 en allemand, soit 95 % en français et 5 % en allemand.

Von den 745 erledigten Angelegenheiten wurden 708 auf Französisch und 37 auf Deutsch behandelt, das heisst 95 % auf Französisch und 5 % auf Deutsch.

5. Les Justices de paix

5.1. Partie générale

5.1.1. Justice de paix de la Sarine

5.1.1.1. Composition et locaux

5.1.1.1.1. Composition de la Justice de paix

La Justice de paix de la Sarine est composée de quatre juges de paix depuis le 15 février 2012. David Jodry travaille à 100% et bénéficie d'une greffière à 100% et d'une secrétaire à 100%, Mélanie Imhof travaille à 80% et bénéficie d'une greffière à 80%, Violaine Monnerat et Wanda Suter travaillent à 60% chacune et se partagent une greffière à 100% et une secrétaire à 90%. La Justice de paix peut compter encore sur le soutien de deux greffières volantes à 50% chacune ainsi que d'un greffier préposé aux successions fonctionnant également comme greffier de langue allemande. Ce dernier travaille en collaboration avec une secrétaire à 50%. L'équipe est complétée par trois secrétaires-comptables à 50% chacune et une secrétaire réceptionniste.

5.1.1.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

La Justice de paix bénéficie de 12.2 EPT pour un district comptant une population résidante permanente de 94'849 personnes au 31 décembre 2010 (cf. annuaire statistique du Canton de Fribourg, 41ème édition, décembre 2011). Comme les années précédentes, nous avons recherché du soutien additionnel au niveau du personnel (hors budget), notamment en poursuivant notre collaboration avec le Tribunal des mesures de contraintes, l'ORP et le SPO.

Voici une liste des personnes travaillant auprès de la Justice de paix au 31 décembre 2012 :

Juge de paix	David Jodry	100%
Juge de paix	Violaine Monnerat	60%
Juge de paix	Wanda Suter	60%
Juge de paix (dès le 01.03.2012)	Mélanie Imhof	80%
Juge de paix ad hoc (du 01.07.2012 au 31.12.2012 – remplacement congé maternité Mme Imhof)	Anne-Laure Simonet	80%
Greffière	Violaine Butty	50%
Greffière (crédit invalides)	Stéphanie Fidanza	50%
Greffière	Géraldine Barras	80%
Greffière	Virginie Galster	100%
Greffier / Préposé aux successions	Werner Zimmerli	100%

Greffière (dès le 01.06.2012)	Delphine Quéloz	100%
Greffière-stagiaire (dès le 01.08.2012)	Valentine Stucky	100%
Greffière (crédit jeune demandeur d'emploi dès le 08.10.2012)	Saskia Oldendorf	100%
Greffière-stagiaire ORP (dès le 1.10.2012)	Mélanie Gauch	100%
Secrétaire de Juge (dès le 01.04.2012)	Corine Dupasquier	100%
Secrétaire de Juge et cheffe de bureau	Maya Sommer	90%
Secrétaire (successions)	Françoise Berger	50%
Secrétaire-comptable	Lauriane Berset	50%
Secrétaire-comptable	Fabienne Tercier	50%
Employée de comptabilité	Jeannette Andrey	50%
Secrétaire-réceptionniste	Jacqueline Mauron	100%
Secrétaire (crédit invalides)	Nathalie Roulin	60%
Secrétaire (crédit jeunes demandeurs d'emploi dès le 1 ^{er} mai 2012, en collaboration avec le TMC)	Karina Torres	60%
Apprentie	Chloé Zainal	100%

5.1.1.1.3. Locaux

La Justice de paix occupe les locaux du 1er étage de la Rue des Chanoines 1 et bénéficie d'un bureau au rez-de-chaussée ainsi que d'un bureau au 2ème étage. Etant donné le nombre de collaborateurs, nous sommes à l'étroit dans nos locaux. Certains collaborateurs ne bénéficient pas d'une place de travail fixe et occupent les places de travail laissées vacantes par le personnel travaillant à temps partiel, notamment les bureaux des juges à temps partiel. Nous avons reçu le soutien du service de la justice ainsi que celui du service des bâtiments et une solution se dessine pour 2013 : nous pourrions occuper l'entier du 2ème étage étant donné que l'Etat civil de la Sarine va déménager.

5.1.1.2. *Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)*

Nous soulignons la charge de travail trop lourde à laquelle est soumis tout le personnel de notre service. Nous constatons les conséquences néfastes sur la santé de nos collaborateurs. Ces derniers font tout leur possible pour faire face au volume et à l'ampleur du travail. Par ailleurs, les Juges de paix accumulent les heures supplémentaires afin d'assurer le bon fonctionnement de la justice.

A toutes fins utiles, nous relevons que les juges de paix ont procédé à 1163 auditions et rendu 1332 décisions.

L'augmentation et la complexité croissante des situations, que nous avons déjà relevées dans notre précédent rapport, sont toujours d'actualité.

Nous avons également dû préparer l'organisation de notre service en vue de l'entrée en vigueur du nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte. Cette mise en œuvre nous amène à vous faire part de notre réelle préoccupation quant au fonctionnement de notre Justice de paix pour l'année à venir, d'autant que de nouvelles compétences en matière successorale nous sont dévolues.

Nous entretenons de bons rapports tant avec les autorités qu'avec les avocats. Nous relevons que les justiciables sont de plus en plus fréquemment assistés par un mandataire professionnel devant la justice de paix.

5.1.1.3. Formation

Les juges de paix Jodry, Monnerat et Suter ainsi qu'une majorité des greffiers ont suivi la formation organisée par la COPMA sur le nouveau droit de la protection. Cette formation s'est étendue sur 8 jours d'août à fin novembre 2012 (le juge David Jodry a suivi 6 jours, deux autres jours ont été suivis par la juge Simonet avec transfert de la documentation). La juge de paix Imhof et les greffiers n'ayant pas suivi la formation précitée en 2012 suivront la formation de la COPMA en 2013.

Le personnel administratif a suivi une formation d'une journée organisée par l'ERAJ, à Neuchâtel. Cette formation visait plus particulièrement les aspects organisationnels et administratifs du nouveau droit de la protection. Les juges de paix et les greffiers ont participé aux Journées de la COPMA qui ont eu lieu à Fribourg les 11 et 12 septembre 2012. Les juges de paix et les greffiers ont participé à la journée de formation organisée le 14 décembre 2012 par l'Ordre des Avocats Fribourgeois. Les juges de paix Monnerat et Suter ont préparé une documentation qui a permis de former les assesseurs de la Justice de paix. Une présentation a également été faite à l'équipe socio-éducative de l'Institut de Seedorf ainsi qu'aux étudiants en travail social de la HES-TS et aux membres de l'AFIPA.

5.1.1.4. Divers et remarques finales (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

Nouveau droit de la protection

Le nouveau droit a fortement sollicité les juges et les greffiers de la Justice de paix en termes de formation, de préparation, d'organisation et de mise en œuvre des nouveautés législatives. L'aspect informatique été chronophage avec la mise en place d'un groupe de travail chargé de faire les adaptations informatiques nécessaires et d'élaborer des modèles communs. En vue des modifications relatives aux placements à des fins d'assistance, les juges de paix Monnerat et Suter ont accompagné la Présidente de la Conférence des juges de paix, Mme Lerf, à une rencontre avec le RFSM, sous l'égide de la Conseillère d'Etat Directrice de la santé. Un groupe de travail composé des juges de paix Lerf, Périsset-Gantner, Monnerat et Suter a été constitué afin d'élaborer les nouveaux documents et une notice explicative destinés aux médecins.

Informatique

Grâce au soutien du service de la justice, nous avons obtenu du Sitel qu'une personne soit engagée pour la correction de notre base de données Tribuna. Ce travail est loin d'être achevé. Par ailleurs, en mars 2013, le Sitel va enfin former les collaborateurs des Justices de paix au programme Tribuna, trois ans après sa mise en fonction.

La Conférence des juges de paix souhaite la création d'un site Internet dédié aux Justices de paix avec notamment, la possibilité de télécharger online des formulaires.

5.1.2. Justice de paix de la Singine

5.1.2.1. Composition de la justice de paix

5.1.2.1.1. Composition de la justice de paix

La justice de paix siège à trois membres sous la présidence de la juge ou du juge de paix. A chaque séance, sur un pool de huit assesseuses ou assesseurs, deux sont requis pour les débats. Parmi les assesseurs, Erwin Schreiner a dû se retirer avec effet à la fin de l'année pour raison d'âge. Il a été remplacé par Bernadette Mäder. Au demeurant, officient sans changement Gabrielle Aerschmann, Marianne Hauser, Silvia Reidy-Perler, Andreas Bapst, Heinrich Meyer, Yvo Riedo et Albert Schaller en qualité d'assesseur-e-s de la justice de paix.

5.1.2.1.2. Personnel

Durant l'année sous examen, il y a eu à plusieurs reprises des mutations de personnel tant au sein du greffe que dans la fonction de juge de paix. Après la suspension du juge de paix ordinaire Francis Schwartz en avril 2012, les assesseurs et anciens juges de paix Heinrich Meyer et Erwin Schreiner ont repris la fonction en qualité de juges de paix ad hoc, respectivement à 40% et 60%, et ce dès le 15 mai 2012. Depuis le 15 novembre 2012, l'ancienne greffière Theodora Tsavdaridis officie en tant que juge de paix. Elle a été remplacée au greffe, tout comme l'ancienne greffière Johanna Mayer-Landner, par Bettina Friedli à 50% et par Sibylle Bürcher à 90%. Ainsi le greffe a-t-il connu une augmentation de personnel à raison d'un poste à 40%. Le secrétariat du tribunal est assumé sans changement par Rosemarie Kröppli à 60% et Suzanne Schmutz à 40%.

5.1.2.1.3. Locaux

La justice de paix a ses locaux comme auparavant à Tavel. Il n'y en principe rien à redire à ces locaux. Les bureaux sont spacieux et clairs. Ce n'est qu'au secrétariat qu'il ne sera plus possible à l'avenir de conserver tous les dossiers en cours de traitement. Pourtant, du point de vue du déroulement des travaux, ceci est une nécessité.

Les audiences ont toujours lieu dans la salle que la justice de paix partage avec le tribunal d'arrondissement et la commission de conciliation en matière de baux à loyer. A vrai dire, des critiques sont toujours formulées de diverses parts à propos de la salle du tribunal; ainsi, une salle de tribunal ne serait pas appropriée pour certains cas de l'activité tutélaire. Certains intéressés ont exprimé plusieurs fois leur malaise de devoir quasiment se présenter devant un tribunal uniquement parce qu'ils recherchaient un soutien dans un moment difficile de leur vie. Dans la mesure où ceci paraît pertinent et faisable, les audiences et les entretiens de médiation auront lieu dans le bureau de la juge ou du juge de paix. De toute façon, il manque une salle de conférence.

5.1.2.2. Activité du tribunal

Durant cette année sous rapport encore, la charge de travail a été très lourde. Les cas à traiter sont demeurés exigeants, complexes et ont requis beaucoup de temps. Comme par le passé, les procédures de travail sont fortement entravées par l'usage intensif du téléphone et le service au guichet. Chaque téléphone et chaque personne se présentant au guichet interrompent en particulier le travail des secrétaires du tribunal et, par conséquent, engendrent des pertes d'efficacité. La question a été soulevée de savoir s'il serait éventuellement judicieux de ne pas assurer le service téléphonique à dates fixes (par ex. deux après-midi par semaine).

Enfin, un autre facteur a pesé sur le déroulement du travail: les turbulences au sein du personnel du tribunal. Il a fallu s'adapter à plusieurs reprises à de nouveaux styles de conduite du personnel et de travail, tout en initiant de nouveaux collaborateurs. Les travaux à exécuter n'ont été maîtrisés qu'au prix de nombreuses heures supplémentaires.

Mais malgré tout, on peut dire que les relations avec les autres autorités et tous les autres interlocuteurs ont toujours été agréables, très constructives et toutes empreintes d'un esprit de compréhension.

5.1.2.3. Formation

Pendant l'année sous revue, les nouvelles et nouveaux greffiers ont achevé des cycles de formation dans l'optique du nouveau droit de la protection de l'adulte. Tous les autres collaborateurs ont acquis les nouvelles bases par le biais d'études personnelles.

5.1.2.4. Divers et remarques finales

Dans l'ensemble, il faut bien dire que 2012 a été une année inhabituelle et très difficile. La suspension de juge de paix ordinaire a suscité des questions et a engendré beaucoup d'incertitudes. Mais grâce à une volonté extraordinaire de s'engager, manifestée par toutes les collaboratrices et tous les collaborateurs du tribunal, par toutes les assesseures et tous les assesseurs, et grâce à l'engagement très efficace des deux anciens juges de paix, le bon fonctionnement du tribunal a toujours été garanti. En rétrospective, on peut affirmer dans cette mesure que l'exercice 2012 a été pour la Justice de paix du cercle de la Singine, en dépit de tout et au bout du compte, une année fructueuse.

5.1.3. Justice de paix de la Gruyère

5.1.3.1. Composition et locaux

5.1.3.1.1. Composition de la Justice de paix

Juges de paix

- > Jean-Joseph Brodard
- > Marie-Andrée Grandjean jusqu'au 30 juin 2012 (en incapacité de travail) puis démission (retraite)
- > Marie-Laure Paschoud Page, dès le 1er juillet 2012
- > Anne-Laure Simonet, Juge de paix ad hoc du 1er décembre 2011 au 31 mai 2012

Assesseurs/es

- > Mireille Barbey
- > Frédérique Brodard
- > Noëlle Genoud
- > Véronique Glasson
- > Laurence Jaquet
- > René Jaquet
- > Jean-Pierre Levrat, dès le 7 février 2012

5.1.3.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

Greffiers/ères

- > Philippa de Quay
- > Pierre-Laurent Dougoud
- > Anne-Laure Simonet du 1er au 15 juin 2012
- > Pierre Moret du 1er juillet au 31 décembre 2012
- > Jérémie Eich, greffier-stagiaire du 1er juillet au 31 décembre 2012

Secrétaires

- > Nicole Bort
- > Sylviane Raboud
- > Kataline Gouet du 18 juin au 31 décembre 2012

Les Juges de paix ont chacun un taux d'activité à 70%. Anne-Laure Simonet était engagée pour un taux d'activité à 100%. Les Greffiers permanents ont chacun un taux d'activité à 50%, étant admis 100 heures «complémentaires» par semestre et par greffier. Pierre Moret et Jérémie Eich ont chacun un taux d'activité à 100%. Vu ces engagements, les heures complémentaires des greffiers permanents ont été supprimées dès le 1er juillet 2012. Les secrétaires ont chacune un taux d'activité à 75%. Kataline Gouet a un taux d'activité à 100%. Les assesseurs Véronique Glasson et René Jaquet sont chargés de l'examen des comptes. Véronique Glasson est chargée des décomptes salaire et frais des tuteurs. Véronique Glasson et Laurence Jaquet sont chargées de rédiger les approbations des comptes annuels.

5.1.3.1.3. Locaux

Les locaux sont sis au 4ème étage du bâtiment UBS situé à l'Av. de la Gare 12, 1630 Bulle

5.1.3.1.4. Organisation

Répartition du temps de travail :

- > Jean-Joseph Brodard : mercredi, jeudi et vendredi ainsi que quelques heures mardi matin, le soir ou le week-end.
- > Marie-Laure Paschoud Page : lundi, mardi, jeudi et vendredi après-midi.
- > Pierre-Laurent Dougoud : lundi, mardi et un mercredi sur deux
- > Philippa de Quay : mercredi matin, jeudi et vendredi
- > Nicole Bort : lundi, mardi, jeudi et vendredi matin
- > Sylviane Raboud : mardi matin, mercredi, jeudi et vendredi

5.1.3.2. Activité juridictionnelle

5.1.3.2.1. Séances de Justice de paix

La prise en charge des dossiers est toujours répartie entre les Juges de paix selon l'ordre alphabétique, à savoir : de A à J pour Jean-Joseph Brodard et de K à Z pour Marie-Laure Paschoud Page.

5.1.3.2.2. Affaires traitées : période du 1er janvier au 31 décembre 2012

1425 affaires ont été traitées en séances, comptes annuels non inclus : 154 séances. Jean-Joseph Brodard a tenu séances avec auditions chaque jeudi après-midi et parfois le jeudi matin avec la greffière Philippa de Quay ou la secrétaire Sylviane Raboud, traitant 704 affaires. Marie-Laure Paschoud Page a tenu séances avec auditions chaque lundi après-midi et parfois le mardi après-midi avec le greffier Pierre-Laurent Dougoud ou la secrétaire Nicole Bort, traitant 361 dossiers depuis le 1er juillet 2012. Anne-Laure Simonet a tenu séances avec auditions chaque lundi après-midi avec le greffier Pierre-Laurent Dougoud, traitant 302 affaires jusqu'au 31 mai 2012. Sylviane Périsset Gantner a fonctionné comme Juge de paix suppléante du 1er juin au 30 juin 2012 et a tenu séances avec auditions chaque lundi après-midi avec le greffier Pierre-Laurent Dougoud, traitant 58 affaires. Les Juges de paix de la Sarine ont fonctionné en suppléance pour les PLFA du 1er juin au 30 juin 2012. Depuis le 1er septembre 2012, les auditions des séances de Justice de paix sont protocolées par les secrétaires Sylviane Raboud et Nicole Bort.

5.1.3.2.3. *Comptes annuels des pupilles*

1060 comptes annuels 2011 des pupilles ont été contrôlés selon pointage par les Assesseurs Véronique Glasson et René Jaquet et examinés en 52 séances de Justice de paix. 1060 décisions d'approbation de comptes ont été rédigées par les assesseurs Véronique Glasson et Laurence Jaquet sous la responsabilité des greffiers.

5.1.3.2.4. *Mesures en cours*

1029 mesures pour adultes et 395 mesures pour enfants soit 1'424 sont en place auprès de la Justice de paix.

Tous les dossiers sont saisis dans Tribuna V3.

5.1.3.2.5. *Affaires ouvertes*

Au 31 décembre 2012, il y avait 138 affaires tutélaires en cours d'instruction, de rédaction ou en suspens.

Au 31 décembre 2012, il y avait 95 inventaires au décès à établir.

5.1.3.2.6. *Privation de liberté à des fins d'assistance*

Au 31 décembre 2012, 22 décisions de privation de liberté ordinaires ont été rendues après décisions d'urgence.

Il reste 7 personnes privées de liberté. Tous les dossiers ont été saisis dans Tribuna V3. L'autorité de surveillance en matière de privation de liberté aux fins d'assistance a retourné deux dossiers en cours, dans la compétence de l'Autorité de protection dès le 1er janvier 2013.

5.1.3.2.7. *Décès – Etats des biens*

Au 31 décembre 2012 :

- > 346 avis de décès en Gruyère ont été reçus.
- > 251 états des biens aux décès ont été établis par les Juges de paix (197 inventaires fiscaux et 54 absences de biens).
- > Il reste encore 95 inventaires en cours.
- > Les Juges de paix ont procédé à 82 ouvertures de testaments et ont contrôlé et approuvé 200 certificats d'héritiers établis par les notaires.

5.1.3.2.8. *Inspections*

La Caisse de compensation a procédé à un contrôle d'employeur AVS pour la période 2008-2011 les 29 mars et 4 avril 2012. Elle a clos son inspection sans remarque selon son courrier du 16 mai 2012. La Chambre des tutelles du Tribunal d'arrondissement a procédé à son inspection en date du 25 octobre 2012. Le Conseil de la magistrature a procédé à son inspection en date du 31 octobre 2012. La Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance a procédé son inspection en date du 15 novembre 2012.

5.1.3.3. *Formation*

Les Juges de paix Marie-Laure Paschoud Page et Jean-Joseph Brodard ainsi que les greffiers Philippa de Quay et Pierre-Laurent Dougoud ont suivi 6 jours / 8 jours de formation du nouveau droit de la protection sous l'égide de l'Université. Deux jours seront suivis en 2013. Les assesseurs Véronique Glasson et Jean-Pierre Levrat ont suivi 1 journée de formation auprès de l'ERAJ, à Neuchâtel. Les secrétaires Nicole Bort, Sylviane Raboud et Kataline Gouet ont suivi une journée de formation à l'ARC, à Neuchâtel. Les Justices de paix sont aussi impliquées dans le projet Tribuna V3 concernant la mise en place du nouveau droit dans ce programme.

5.1.3.4. Divers et remarques finales

5.1.3.4.1. Administration

La Justice de paix continue de travailler en flux tendu. La moindre absence du personnel est immédiatement ressentie dans le travail au quotidien.

5.1.3.4.2. Statistique / Tribuna

Les statistiques tirées de Tribuna concernant l'ensemble des mesures en vigueur au 31 décembre 2012 sont exactes au vu du contrôle comparatif effectué avec le rôle. Les statistiques concernant les nouvelles mesures prononcées en 2012 peuvent cependant comporter quelques inexactitudes en raison d'un traitement disparate dans la saisie. Suite à la finalisation du mode d'emploi de Tribuna, les statistiques 2013 seront fiables dans tous les volets de Tribuna grâce à une introduction uniforme des données.

5.1.4. Justice de paix du Lac

5.1.4.1. Composition et locaux

5.1.4.1.1. Composition de la justice de paix

En 2012, la Justice de paix du cercle du Lac n'a pas connu de changements au plan du personnel ou de l'effectif, et les divers degrés d'occupation sont restés les mêmes jusqu'à novembre 2012. Dès ce mois, avec l'engagement de la greffière Gülseren Bulut, l'effectif a augmenté à raison d'un poste à 30%, pour passer à un taux d'occupation total de 330%.

Claudine Lurf-Vonlanthen, juge de paix:	100%
Sara Fiechter, greffière:	70%
Renate Schwarzenberger, secrétaire:	80%
Véronique Borne, secrétaire:	50%
Gülseren Bulut, greffière:	30% (à partir de novembre 2012)
Taux d'occupation au total:	300%, et dès novembre 2012: 330%

5.1.4.1.2. Personnel

La greffière Sara Fiechter a pris un congé de maternité le 30 juillet 2012 et a été remplacée pendant cette période au même taux d'occupation par la greffière Gülseren Bulut. Sur demande de la juge de paix, le contrat de travail de Madame Bulut a été revu sous forme d'une augmentation de 30% de son taux d'occupation jusqu'au 31 décembre 2012, et ce dès le retour de Madame Sara Fiechter intervenu le 19 novembre 2012. Depuis la fin de l'année 2012, les affaires seront réparties en fonction des langues entre les greffières. Tant les greffières que les secrétaires ont à nouveau rempli leur cahier des charges à la plus grande satisfaction de la juge de paix. Leur disposition à s'engager et leur compétence sont des éléments essentiels pour l'efficacité de la Justice de paix du cercle du Lac. En dépit d'une lourde charge de travail assumée souvent dans des situations difficiles et sous énorme pression de temps, les collaboratrices ont toujours rempli leurs tâches dans un esprit loyal et positif. La greffière Gülseren Bulut s'est bien intégrée dans l'équipe et, comme toute les collaboratrices, elle possède hormis ses qualifications professionnelles toutes les qualités humaines permettant de maîtriser le travail souvent délicat de la justice de paix.

5.1.4.1.3. Locaux

La justice de paix est logée depuis 2008 dans des locaux loués à la commune de Morat à la Rathausgasse 6-8.

La localisation de la justice de paix dans la Vielle-ville de Morat est idéale. Peu éloignés du parking et de la gare, ces locaux sont discrètement situés au centre et aisés à trouver. Les locaux à disposition sont devenus un peu étroits au courant des années passées, mais sont satisfaisants pour l'instant. La commune de Morat met à disposition, dans cet immeuble de la Rathausgasse 6-8, divers locaux pour le conseil prodigué aux mères ainsi que pour d'autres institutions. Il serait idéal que la justice de paix puisse louer une pièce de plus dès 2014, car dès 2013, elle comptera, en sus de la greffière Gülseren Bulut, une nouvelle unité par l'engagement d'un employé de bureau.

Par ailleurs, il s'agirait l'an prochain de réexaminer la question des archives.

5.1.4.2. Activité du tribunal

Comme tel est déjà le cas depuis la réorganisation entreprise en 2008, les auditions en langue française dans les affaires de la protection de l'enfant et de l'adulte ont lieu principalement le mardi. A cette fin, ce sont généralement les assesseurs Jean-Daniel Andrey et Jean-François Etter qui sont mis à contribution. En principe, le jeudi est consacré aux auditions en langue allemande en ce domaine. Et pour celles-ci officient le plus souvent en qualité d'assesseurs Jean-François Etter et Guido Egger.

Les autres assesseur-e-s sont intervenu-e-s en un tournoi en 2012, selon les recommandations du Conseil de la magistrature. Les trois assesseurs mentionnés nommément sont cependant disponibles en tout temps, et on peut les mobiliser à bref délai. Les autres assesseur-e-s sont moins flexibles pour des raisons familiales et professionnelles. Pourtant, il s'est avéré payant de pouvoir compter sur d'autres assesseur-e-s dans des situations urgentes nécessitant une action rapide.

Pour l'examen des comptes de pupilles, hormis la juge de paix, seuls sont compétents les assesseurs Jean-François Etter, Jean-Daniel Andrey et Guido Egger. L'organisation interne et l'attribution des compétences ont fait leurs preuves et, par conséquent, il n'y a pas eu de modifications par rapport à l'année précédente.

Les greffières et greffiers sont chargés de la rédaction des décisions de la justice de paix. Mis à part l'exécution de nombreux autres travaux, elles/ils tiennent le procès-verbal des auditions en matière de protection de l'enfant et de l'adulte et rédigent toutes les convocations à ce propos, gèrent les dossiers de tutelle et les décomptes des heures des assesseur-e-s.

En parallèle à de nombreuses autres tâches administratives, le secrétariat est responsable des citations à comparaître pour la conclusion d'un contrat d'entretien et pour l'établissement d'un inventaire à des fins fiscales en cas de décès. Les deux secrétaires gèrent pour leur part les dossiers dans le domaine des successions (inventaires à des fins fiscales, certificats d'hérédité, procès-verbal d'ouverture d'une disposition pour cause de mort) et les affaires concernant les enfants (contrats d'entretien, inventaire des avoirs de l'enfant, adoptions, autorité parentale exercée en commun) ainsi que les certificats de capacité civile.

Les secrétaires prennent part à l'établissement de l'inventaire et rédigent le procès-verbal. Elles sont chargées de l'expédition de l'inventaire aux héritiers et au Service des impôts sur les successions et les donations. Toute la facturation ainsi que l'établissement des certificats de salaire pour les mandataires et les décomptes pour la Caisse de compensation du canton de Fribourg sont réglés par le secrétariat. Il convient de mentionner encore que celui-ci, resp. le greffe du tribunal, est desservi en permanence (lu-ve, 08h00 – 11h30; 14h00 – 17h00).

La charge de travail en 2012 est demeurée très lourde, une fois encore. Pour la maîtriser, il a fallu recourir aux heures supplémentaires. Un tel fardeau n'a pas permis de compenser ces heures par des vacances. Elles ont donc été payées aux collaboratrices. Pour diverses raisons, l'introduction de Tribuna V3 en engendré à la justice de paix un retard dans les décisions d'approbation des comptes annuels 2011. Les dernières décisions ont été envoyées aux mandataires privés en décembre 2012 seulement, et les dernières décisions d'approbation pour les tutelles officielles sont encore en cours de traitement.

5.1.4.3. Formation continue

La juge de paix et la greffière Sara Fiechter ont suivi, en automne 2012 à l'Université de Fribourg, un cycle de formation donné en langue française sur le thème du nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte. De leur côté, les deux secrétaires ont bénéficié sur le même sujet d'une journée de formation en octobre 2012 à l'Université de Neuchâtel.

5.1.5. Justice de paix de la Glâne

5.1.5.1. Composition et locaux

5.1.5.1.1. Composition de la Justice de paix

Un Juge de paix, une greffière et deux assesseurs

Liste des assesseurs : Charlotte Aeberhard, Nicolas Demierre, Isabelle Baudois, Marie-Christine Offner-Deillon, Antoinette Charrière (démission 31.12.2012), Bernard Monney, Marguerite Morand, Murielle Perroud Madera Castillo.

5.1.5.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

Jacqueline Bourqui, juge de paix	65%	
Pascale Naudi, greffière	50%	
Pascale Mottet, collaboratrice administrative	50%	
Martine Bard, secrétaire	50%	jusqu'au 31 mars 2012
Sylvie Perroud, secrétaire	30%	du 1er avril 2012 au 30 juin 2012
Edona Fazlija, secrétaire	20%	du 1er avril 2012 au 8 juin 2012
Sylvie Perroud, secrétaire	50%	à partir du 1er juillet 2012
Nicole Christe, greffière-stagiaire	100%	du 12 décembre 2012 au 11 juin 2013

Dotation similaire à 2011.

Nombreuses heures supplémentaires de la part des collaboratrices dont je tiens à souligner la qualité du travail, l'empathie et la souplesse exceptionnelle dont chacune fait preuve en matière de disponibilités. Toujours sous stress !

Jacqueline Bourqui (état au 31.12.2012) : 97.19 h + 13 jours de vacances

Pascale Naudi (état au 31.12.2012) : 153.61h (malgré 80h payées en juin) + 4 jours de vacances

Pascale Mottet (état au 31.12.2012) : 129.31h (malgré 200h payées en juin) + 12 jours de vacances

Sylvie Perroud (état au 31.12.2012) : 85.28 h + 2 jours de vacances

5.1.5.1.3. Locaux

Spacieux, agréables, bien équipés

Une solution satisfaisante fut trouvée pour satisfaire au besoin de place supplémentaire concernant les archives.

Utilisation la plus optimale par toutes les collaboratrices, en l'état du logiciel, de Tribuna V3 depuis le 1er janvier 2012.

Les dossiers des successions restées en suspens parce des héritiers sans domicile connu ont été introduits dans Tribuna

5.1.5.2. Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

Inspection du Conseil de la Magistrature déléguée au Tribunal Cantonal 26 septembre 2012

Inspection de la Chambre des tutelles 4 janvier 2012 et 20 décembre 2012

Inspection de la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance 15 novembre 2012

Relations avec les tuteurs et curateurs

Rémunérations et frais transitent intégralement par le bureau mandaté par l'Association des communes de la Glâne chargé de la gestion du Service du tuteur officiel. (qui change de nom pour s'appeler Service officiel des curatelles de la Glâne). Celui-ci procède à l'encaissement auprès des communes des montants qui ne peuvent être prélevés sur les biens des personnes concernées, au prorata de la clé de répartition intercommunale. Il émet en fin d'année les certificats de salaire tant pour les curateurs professionnels que privés.

Inquiets quand à la progression des coûts liés aux mesures instituées, les représentants des communes ont demandé des explications quant à la manière de fixer les rémunérations, indiqué que le coût moyen horaire, s'il n'est tenu compte que des charges salariales, d'un curateur officiel s'élevait à Fr. 62.--/h, indiqué que le coût moyen horaire au Service officiel des curatelles, tous frais confondus y compris les charges salariales, s'élevait à Fr. 86.--/h.

Formation : 20 tuteurs et curateurs, en charge de 3 mandats et plus, ont répondu à l'invitation de la Justice de paix à participer à une matinée d'informations données par la Juge de paix et la greffière en vue de l'entrée en vigueur, au 1er janvier 2013, des nouvelles dispositions légales.

Participations institutionnelles

Juge de paix : Conférence des Juges de paix

Juge de paix : Commission intercommunale pour le Service officiel des curatelles de la Glâne

Greffière et collaboratrice administrative : groupe de travail Tribuna V3

Suppléance des juges de paix

Juge de Paix de la Broye suppléante Juge de paix de la Glâne

Juge de Paix de la Glâne suppléante Juge de paix de la Veveyse

Juge de Paix de la Veveyse suppléante Juge de paix de la Broye

Sont avertis de l'absence de la Juge de paix : le tribunal cantonal, le commandant de police

5.1.5.3. Formation

Juge de paix et greffière :

Journée lausannoise de droit des poursuites : Cedidac UNIL 1/2 jour

Introduction au nouveau droit de la protection des adultes et des mineurs :

- > Instruments et tâches 2 jours
- > Protection des personnes avec troubles psychiques 2 jours
- > Nouveau droit de protection de l'enfant 2 jours
- > Enquête et processus décisionnel 2 jours

5.1.6. Justice de paix de la Broye

5.1.6.1. Composition et locaux

5.1.6.1.1. Composition de la Justice de paix

Juge de paix :	Sauteur Sylviane
Assesseurs :	Chassot Jacques
	Pillonel Gérard
	Bise Sylvie
	Chassot Eric
	Corminboeuf Marie-Claire
	Renevey Jean-Bernard
	Rimaz Benoît
	Rodriguez Rose-Marie

5.1.6.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

Une juge de paix à 85 %, une greffière à 100 % et une secrétaire à 85 % sont employées auprès de la Justice de paix de l'arrondissement de la Broye.

5.1.6.1.3. Locaux

Le greffe de la Justice de paix est situé à l'avenue de la Gare, à Estavayer-le-Lac. Le greffe est facile d'accès, près de la gare. Les locaux sont propriétés de la commune d'Estavayer-le-Lac.

5.1.6.2. Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

Cette année encore, MM. Chassot et Pillonel ont fonctionné comme assesseurs au vu de leurs connaissances des dossiers et de leur totale disponibilité. Un tournus des assesseurs sera effectué dès 2013 afin de respecter l'interdisciplinarité prévue par la nouvelle loi concernant la protection de l'enfant et de l'adulte.

Afin d'assurer un bon fonctionnement de la Justice de paix et en raison de la charge de travail toujours plus importante, l'ensemble du personnel a accumulé un grand nombre d'heures supplémentaires qui n'ont pu être compensées par des vacances.

La faible dotation supplémentaire de personnel attribuée pour 2013, mais également l'augmentation de travail liée tant au nouveau droit qu'aux nouvelles compétences (en matière successorale) dévolues à la Justice de paix ne permettront pas non plus de compensation en 2013.

La moitié environ des mandats tutélaires est attribuée à des porteurs de mandat privés. Ceux-ci, bien que dévoués, sont rapidement démunis face aux situations complexes de certains pupilles. Ils sollicitent régulièrement aide et conseils auprès de la Justice de paix et quelques-uns finissent par présenter leur démission face aux difficultés rencontrées, provoquant un surcroît de travail non négligeable pour la Justice de paix.

5.1.6.3. Formation

Les formations suivantes ont été suivies en 2012 par le personnel de la Justice de paix (juge de paix et/ou greffière et/ou secrétaire) :

- > formation des autorités « Introduction au nouveau droit de protection de l'enfant et de l'adulte » (organisée par le service de la formation continue, six jours à Fribourg)
- > le nouveau droit de protection de l'adulte (une journée organisée par l'Université de Genève)
- > deux journées d'étude sur le nouveau droit de protection des mineurs et des adultes « questions concrètes de mise en œuvre » organisées par la COPMA
- > une journée d'information et d'échange organisée par le GL-ASCP au sujet du nouveau droit de la protection de l'adulte
- > une journée de formation sur le droit de protection de l'enfant et de l'adulte organisée par l'école romande en administration judiciaire

5.1.6.4. Divers et remarques finales (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

Cette année encore, la greffière a consacré beaucoup de temps à Tribuna V3 en participant aux séances du groupe de travail. L'adaptation de cet outil informatique au travail de la Justice de paix est laborieuse. Des mises à jour sont continuellement nécessaires.

Les problèmes liés à la migration des données lors de la mise en production de Tribuna V3 ne sont pas encore totalement résorbés. De nombreuses corrections manuelles doivent encore être effectuées afin de pouvoir fournir des statistiques exactes et fiables.

Si le groupe de travail Tribuna V3 a déjà élaboré de nouvelles listes déroulantes en lien avec la nouvelle loi sur la protection des adultes et des mineurs, aucun modèle Tribuna harmonisé relatif au nouveau droit n'est à ce jour disponible.

De manière générale, Tribuna V3 est un outil informatique lourd qui génère une charge importante de travail pour l'ensemble du personnel de la Justice de paix.

5.1.7. Justice de paix de la Veveyse

5.1.7.1. Composition et locaux

5.1.7.1.1. Composition de la Justice de paix

Le tournus entre les assesseurs fonctionne très bien. Cela permet de les garder ainsi toujours prêts à donner un coup de main supplémentaire quand le besoin s'en fait sentir. Un groupe d'assesseurs s'est ainsi mobilisé pour constituer sur CD une série de modèles (inventaire d'entrée, budget, comptes et rapport annuel) que les curateurs pourront utiliser dès 2013. Mme Jacqueline Vuichard, l'une des plus anciennes assesseuses, a malheureusement décidé de nous quitter à la mi-novembre pour des raisons professionnelles.

5.1.7.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

Durant l'année 2012, la Justice de paix de la Veveyse n'a plus subi de changements au niveau du personnel. M. Gaël Gobet a travaillé toujours comme greffier à 50%, Mmes Stéphanie Morand et Mona Gallaz comme secrétaires à respectivement 30 et 20%.

5.1.7.1.3. Locaux

Nos locaux se situent en plein centre de Châtel-St-Denis. La salle d'audience se trouve au 1er étage et le greffe au 2ème. Nos archives sont stockées en partie à l'étage de la salle d'audience, en partie dans les caves du Tribunal civil de la Veveyse et le solde entre la Justice de paix de la Gruyère et les archives à Fribourg.

5.1.7.2. *Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)*

Le travail nécessaire à l'approbation des rapports et des comptes annuels nous a pris beaucoup plus de temps que prévu, ce qui a occasionné passablement de retard dans ce domaine. Pour l'année 2013, les tâches entre les assesseurs et le personnel du greffe seront répartis différemment, pour davantage d'efficacité.

Durant l'année, M. Gobet a participé à plusieurs demies-journées de travail à la rédaction des modèles pour Tribuna. En fin d'année, il a fallu également commencer à envoyer les courriers d'information aux personnes concernées par des mesures de protection et aux porteurs de mandats. Tout cela a occasionné un nombre d'heures supplémentaires en nette augmentation pour le greffier et les secrétaires. La juge de paix compte actuellement quelque 320 heures supplémentaires.

Au 31 décembre 2012, la Justice de paix de la Veveyse comptait 240 mesures tutélaires et 120 mesures de protection de l'enfant ouvertes. Nous avons remarqué une nette augmentation des demandes, probablement en raison notamment de l'important accroissement de la population du district.

Les tuteurs officiels fournissent un bon travail, mais nombre d'entre eux ont demandé à être déchargés de leurs dossiers au 31 décembre 2012, certains pour raison d'âge, d'autres pour des raisons de santé ou de surcharge professionnelle. Trois nouvelles recrues ont débuté dans le courant de l'automne mais cela ne suffit pas pour assumer l'ensemble des mesures. En ce qui concerne de l'engagement d'un curateur professionnel conformément à la LPEA, la seule personne ayant les qualifications requises entrera en fonction à 60% pour le 1er septembre 2013 (après son congé maternité). En attendant, nous avons dû à mettre des annonces dans les journaux et devrions prochainement pouvoir compter avec de nouvelles forces vives.

5.1.7.3. *Formation*

La juge de paix a suivi les huit journées de formation des autorités au nouveau droit de protection COPMA.

Le greffier a participé à une journée de formation au nouveau de droit de protection à l'Université de Neuchâtel et à la journée de formation en procédure civile de l'OFAC.

Les secrétaires et plusieurs assesseurs ont participé à une journée de formation sur le nouveau droit à Neuchâtel.

5. Friedensgerichte

5.1. Allgemeiner Teil

5.1.1. Friedensgericht des Saanebezirks

5.1.1.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

5.1.1.1.1. Zusammensetzung des Gerichts

Das Friedensgericht des Saanebezirks besteht seit dem 15. Februar 2012 aus vier Friedensrichtern. David Jodry arbeitet 100 %. Er wird unterstützt von einer Gerichtsschreiberin (100 %) und einer Sekretärin (100 %). Melanie Imhof arbeitet 80 % und wird von einer Gerichtsschreiberin (80 %) unterstützt. Violaine Monnerat und Wanda Suter arbeiten je 60 % und teilen sich eine Gerichtsschreiberin (100 %) und eine Sekretärin (90 %). Das Friedensgericht kann ausserdem auf die Unterstützung durch zwei «fliegende» Gerichtsschreiberinnen (je 50 %) zählen und ebenso auf einen Gerichtsschreiber-Vorsteher des Erbschaftsamts, der auch als deutschsprachiger Gerichtsschreiber arbeitet. Dieser arbeitet mit einer Sekretärin (50 %). Das Team wird ergänzt durch drei Sekretärinnen-Buchhalterinnen (je 50 %) und eine Empfangssekretärin.

5.1.1.1.2. Personal (Magistraten und Gerichtsschreiberei)

Das Friedensgericht verfügt über 12,2 VZÄ für einen Bezirk mit einer ständigen Wohnbevölkerung von 94 849 Personen am 31. Dezember 2010 (siehe Statistisches Jahrbuch des Kantons Freiburg, 41. Ausgabe, Dezember 2011). Wie in den vorangegangenen Jahren haben wir zusätzliche Personal-Unterstützung gesucht (ausserhalb des Budgets), namentlich durch die Fortsetzung unserer Zusammenarbeit mit dem Zwangsmassnahmengericht, dem RAV und dem POA.

Liste der Personen, die am 31. Dezember 2012 beim Friedensgericht arbeiteten:

Friedensrichter	David Jodry	100 %
Friedensrichterin	Violaine Monnerat	60 %
Friedensrichterin	Wanda Suter	60 %
Friedensrichterin (ab 01.03.2012)	Melanie Imhof	80 %
Friedensrichterin ad hoc (vom 01.07.2012 bis 31.12.2012 – Stellvertretung Mutterschaftsurlaub Frau Imhof)	Anne-Laure Simonet	80 %
Gerichtsschreiberin	Violaine Butty	50 %
Gerichtsschreiberin (Kredit Behinderte)	Stephanie Fianza	50 %
Gerichtsschreiberin	Géraldine Barras	80 %
Gerichtsschreiberin	Virginie Galster	100 %
Gerichtsschreiber-Vorsteher des Erbschaftsamts	Werner Zimmerli	100 %
Friedensrichterin (ab 01.06.2012)	Delphine Quéloz	100 %
Friedensrichterin-Praktikantin (ab 01.08.2012)	Valentine Stucky	100 %

Friedensrichterin (Kredit Junge Stellensuchende, ab 08.10.2012)	Saskia Oldendorf	100 %
Friedensrichterin-Praktikantin RAV (ab 1.10.2012)	Mélanie Gauch	100 %
Gerichtssekretärin (ab 01.04.2012)	Corine Dupasquier	100 %
Gerichtssekretärin und Bürochefin	Maya Sommer	90 %
Sekretärin (Erbschaften)	Françoise Berger	50 %
Sekretärin-Buchhalterin	Lauriane Berset	50 %
Sekretärin-Buchhalterin	Fabienne Tercier	50 %
Buchhaltungsangestellte	Jeannette Andrey	50 %
Empfangssekretärin	Jacqueline Mauron	100 %
Sekretärin (Kredit Behinderte)	Nathalie Roulin	60 %
Sekretärin (Kredit Junge Stellensuchende ab 1. Mai 2012, Zusammenarbeit mit ZMG)	Karina Torres	60 %
Lernende	Chloé Zainal	100 %

5.1.1.1.3. Lokalitäten

Das Friedensgericht benützt die Räumlichkeiten im 1. Stock der Chorherrengasse 1 und zusätzlich je ein Büro im Erdgeschoss und im 2. Stock. Der Platz für die Mitarbeitenden wird langsam knapp. Gewisse Mitarbeitende verfügen über keinen festen Arbeitsplatz und benützen die Arbeitsplätze der Teilzeit-Arbeitenden, namentlich die Büros der nebenamtlichen Richter. Wir erhielten Unterstützung vom Amt für Justiz und vom Hochbauamt, so dass sich für 2013 eine Lösung abzeichnet: Wir werden den ganzen 2. Stock benützen können, da das Zivilstandsamt Saane umzieht.

5.1.1.2. Gerichtstätigkeit (Arbeitslast allgemein, Verhältnis zu den Behörden und Rechtsanwälten usw.)

Wir betonen, dass das gesamte Personal von der zu hohen Arbeitslast betroffen ist. Wir stellen die verhängnisvollen Folgen auf die Gesundheit unserer Mitarbeitenden fest. Trotzdem unternehmen diese alles, um die anstehende Arbeit zu erledigen. Ausserdem häufen die Friedensrichter fleissig Überstunden an, um eine gute Rechtsprechung zu gewährleisten.

Es sei noch festgehalten, dass die Friedensrichter 1163 Anhörungen durchgeführt und 1332 Entscheide gefällt haben.

Auf die Zunahme der Zahl und der Komplexität der Fälle machten wir schon im letzten Bericht aufmerksam. Sie ist immer noch aktuell.

Wir mussten auch die Organisation unseres Gerichts im Hinblick auf das Inkrafttreten des neuen Kindes- und Erwachsenenschutzrechts vorbereiten. Diese Umsetzung bringt mit sich, dass wir Ihnen unsere ernsthafte Besorgnis über den Betrieb des Friedensgerichts im kommenden Jahr mitteilen müssen, zumal uns noch neue Zuständigkeiten im Nachlass-Bereich übertragen werden.

Wir pflegen ein gutes Verhältnis sowohl mit den Behörden als auch mit den Rechtsanwälten. Wir stellen fest, dass der Rechtsprechung unterworfenen Personen vor dem Friedensgericht immer öfter von Fachleuten begleitet werden.

5.1.1.3. Ausbildung

Die Friedensrichter/innen Jodry, Monnerat und Suter sowie eine Mehrheit der Gerichtsschreiber/innen absolvierten die von der KOKES organisierte Weiterbildung zum neuen Schutzrecht. Diese Weiterbildung verteilte sich auf acht Tage zwischen August und Ende November 2012 (Richter David Jodry absolvierte sechs Tage, die restlichen zwei Tage absolvierte Richterin Simonet; dabei wurden die Unterlagen weitergereicht). Friedensrichterin Imhof und die Gerichtsschreiber/innen, welche die erwähnte Weiterbildung 2012 nicht absolvierten, werden die Weiterbildung der KOKES 2013 absolvieren.

Das Verwaltungspersonal nahm an einem Weiterbildungstag teil, der von der ERAJ in Neuenburg organisiert wurde. In dieser Weiterbildung wurden vor allem die organisatorischen und verwaltungstechnischen Aspekte des neuen Schutzrechts behandelt. Die Friedensrichter/innen und die Gerichtsschreiber/innen nahmen an den Tagen der KOKES teil, die am 11./12. September 2012 in Freiburg stattfanden. Die Friedensrichter/innen und die Gerichtsschreiber/innen nahmen am Weiterbildungstag teil, der am 14. Dezember 2012 vom Freiburger Anwaltsverband organisiert wurde. Die Friedensrichterinnen Monnerat und Suter bereiteten eine Dokumentation vor, die bei der Ausbildung der Beisitzer/innen des Friedensgerichts eingesetzt werden konnte. Ausserdem wurde eine Präsentation für das sozialpädagogische Team des Instituts Seedorf, die Studierenden der HES-TS (Soziale Arbeit) und die Mitglieder der VFA angeboten.

5.1.1.4. Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)

Neues Schutzrecht

Das neue Recht beschäftigte die Richter/innen und die Gerichtsschreiber/innen des Friedensgerichts in hohem Masse in den Bereichen Weiterbildung, Vorbereitung, Organisation und Umsetzung der gesetzgeberischen Neuerungen. Der Informatik-Aspekt war zeitaufwendig, da eine Arbeitsgruppe eingesetzt wurde, die sich um die notwendigen Informatik-Anpassungen kümmern und gemeinsame Modelle erarbeiten sollte. Im Hinblick auf die Änderungen bei der fürsorglichen Unterbringung begleiteten die Friedensrichterinnen Monnerat und Suter Frau Lerf, die Präsidentin der Konferenz der Friedensrichter, an ein Treffen mit dem FNPG, das von der Staatsrätin und Gesundheitsdirektorin geleitet wurde. Eine Arbeitsgruppe, bestehend aus den Friedensrichterinnen Lerf, Périsset-Gantner, Monnerat und Suter, wurde eingesetzt, um die neuen Unterlagen und ein Merkblatt für die Ärzte zu erarbeiten.

Informatik

Mit der Unterstützung des Amtes für Justiz erreichten wir beim ITA, dass eine Person für die Korrektur unserer Datenbank Tribuna angestellt wird. Diese Arbeit ist noch längst nicht abgeschlossen. Im Übrigen wird das ITA im März 2013 die Mitarbeitenden der Friedensgerichte endlich für das Programm Tribuna ausbilden, 3 Jahre nach dessen Inbetriebnahme.

Die Konferenz der Friedensrichter wünscht die Schaffung einer Website für die Friedensgerichte, namentlich mit der Möglichkeit, Formulare herunterzuladen.

5.1.2. Friedensgericht des Sensebezirks

5.1.2.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts

5.1.2.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts

Das Friedensgericht tagt als Dreiergremium unter dem Vorsitz der Friedensrichterin bzw. des Friedensrichters. Aus einem Pool von acht Beisitzerinnen bzw. Beisitzern werden jeweils zwei für Verhandlungen aufgeboten. Von den Beisitzern musste Erwin Schneiter altersbedingt per Ende Jahr zurücktreten. Er wurde durch Bernadette Mäder ersetzt. In Übrigen engagieren sich unverändert Gabrielle Aerschmann, Marianne Hauser, Silvia Reidy-Perler, Andreas Bapst, Heinrich Meyer, Yvo Riedo und Albert Schaller als Beisitzerinnen und Beisitzer des Friedensgerichts.

5.1.2.1.2. Personal

Im Berichtsjahr kam es sowohl in der Gerichtschreiberei wie auch in Bezug auf das Friedensrichteramt wiederholt zu personellen Änderungen. Nachdem der ordentliche Friedensrichter Francis Schwartz im April 2012 suspendiert wurde, übernahmen ab dem 15. Mai 2012 die Beisitzer und Altfriedensrichter Heinrich Meyer zu 40% und Erwin Schneiter zu 60% als Friedensrichter ad hoc das Amt. Seit dem 15. November 2012 amtiert die ehemalige Gerichtsschreiberin Theodora Tsavdaridis als Friedensrichterin. In der Gerichtschreiberei wurde sie wie auch die ehemalige Gerichtsschreiberin Johanna Mayer-Landner durch Bettina Friedli zu 50% und Sibylle Bürcher zu 90% ersetzt. Damit erfuhr die Gerichtschreiberei eine Aufstockung von 40 Stellenprozenten. Das Gerichtsekretariat führen unverändert Rosemarie Kröpfli zu 60% und Susanne Schmutz zu 40%.

5.1.2.1.3. Lokalitäten

Das Friedensgericht hat seine Räumlichkeiten nach wie vor im Amtshaus in Tafers. Die Räumlichkeiten sind grundsätzlich nicht zu beanstanden. Die Büros sind geräumig und hell. Einzig im Sekretariat wird es in Zukunft nicht mehr möglich sein, alle aktiven Dossiers dort aufzubewahren. Von den Arbeitsabläufen her ist dies jedoch notwendig.

Die Gerichtsverhandlungen finden jeweils im Gerichtssaal des Amtshauses statt, welchen das Friedensgericht mit dem Bezirksgericht und der Schlichtungskommission in Mietsachen teilt. Der Gerichtssaal gibt allerdings von verschiedener Seite her immer wieder Anlass zu Kritik, ein Gerichtssaal sei für gewisse Fälle vormundschaftlicher Tätigkeit nicht geeignet. Betroffene äusserten wiederholt ihr Unwohlsein, quasi vor Gericht stehen zu müssen, einzig weil sie um Unterstützung in einer schwierigen Lebenssituation ersuchten. Wann immer es sinnvoll und machbar erscheint, werden so Anhörungen und Mediationsgespräche im Büro der Friedensrichterin bzw. des Friedensrichters abgehalten. Generell fehlt es an einem Sitzungszimmer.

5.1.2.2. Gerichtstätigkeit

Auch im Berichtsjahr war die Arbeitsbelastung sehr hoch. Die zu behandelnden Fälle blieben anspruchsvoll, komplex und zeitintensiv. Nach wie vor werden Arbeitsprozesse durch den intensiven Gebrauch des Telefon- und Schalterdienstes belastet. Jedes Telefon und jede Person am Schalter führt insbesondere bei den Gerichtssekretärinnen zu Arbeitsunterbrüchen und damit zu Effizienzeinbussen. Die Frage wurde aufgeworfen, ob es allenfalls sinnvoll wäre, an fixen Daten (z.B. zwei Nachmittage die Woche) keinen Telefondienst anzubieten.

Zusätzlich belastend auf die Arbeitstätigkeit wirkten schliesslich die personellen Turbulenzen am Gericht. Man musste sich wiederholt an neue Führungs- und Arbeitsstile gewöhnen und gleichzeitig neue Mitarbeiterinnen einführen. Die anfallenden Arbeiten konnten nur dank zahlreicher Überstunden bewältigt werden.

Nichtsdestotrotz kann gesagt werden, dass der Umgang mit anderen Behörden und sonstigen Ansprechpartnern stets konstruktiv, angenehm und verständnisvoll war.

5.1.2.3. Ausbildung

Im Berichtsjahr absolvierten die neuen Gerichtsschreiberinnen Ausbildungslehrgänge im Hinblick auf das neue Erwachsenenschutzrecht. Alle anderen eigneten sich die neuen Grundlagen durch Selbststudium an.

5.1.2.4. Verschiedenes und Schlussbemerkungen

Insgesamt muss gesagt werden, dass das 2012 ein ungewöhnliches und sehr schwieriges Jahr war. Die Suspendierung des ordentlichen Friedensrichters warf Fragen auf und führte zu vielen Unsicherheiten. Doch dank dem ausserordentlichen Einsatzwillen aller Mitarbeiterinnen des Gerichts, aller Beisitzerinnen und Beisitzer und dank dem tatkräftigen Engagement der beiden Altfriedensrichter blieb das Funktionieren des Gerichts immer gewährleistet. In der Retrospektive darf insofern gesagt werden, dass das 2012 für das Friedensgericht des Sensebezirks trotz allem und letzten Endes ein erfolgreiches Jahr war.

5.1.3. Friedensgericht des Greyerzbezirks

5.1.3.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

5.1.3.1.1. Zusammensetzung des Gerichts

Friedensrichter/innen

- > Jean-Joseph Brodard
- > Marie-Andrée Grandjean, bis 30. Juni 2012 (arbeitsunfähig), dann Rücktritt (Pensionierung)
- > Marie-Laure Paschoud Page, ab 1. Juli 2012
- > Anne-Laure Simonet, Friedensrichterin ad hoc vom 1. Dezember 2011 bis 31. Mai 2012

Beisitzer/innen

- > Mireille Barbey
- > Frédérique Brodard
- > Noëlle Genoud
- > Véronique Glasson
- > Laurence Jaquet
- > René Jaquet
- > Jean-Pierre Levrat, ab 7. Februar 2012

5.1.3.1.2. Personal (Magistraten und Gerichtsschreiberei)

Gerichtsschreiber/innen

- > Philippa de Quay
- > Pierre-Laurent Dougoud
- > Anne-Laure Simonet, vom 1. bis 15. Juni 2012
- > Pierre Moret, vom 1. Juli bis 31. Dezember 2012
- > Jérémie Eich, Gerichtsschreiber-Praktikant, vom 1. Juli bis 31. Dezember 2012

Sekretärinnen

- > Nicole Bort
- > Sylviane Raboud
- > Kataline Gouet, vom 18. Juni bis 31. Dezember 2012

Sämtliche Friedensrichter/innen arbeiten 70 %. Anne-Laure Simonet war zu 100 % angestellt. Alle ständigen Gerichtsschreiber arbeiten 50 %, wobei halbjährlich 100 «Zusatzstunden» pro Gerichtsschreiber erlaubt sind. Pierre Moret und Jérémie Eich arbeiten beide 100 %. Aufgrund dieser Anstellungen wurden die Zusatzstunden der ständigen Gerichtsschreiber ab 1. Juli 2012 gestrichen. Alle Sekretärinnen arbeiten 75 %. Kataline Gouet arbeitet 100 %. Die Beisitzer Véronique Glasson und René Jaquet sind mit der Rechnungsprüfung beauftragt. Véronique Glasson befasst sich mit den Lohnabrechnungen und den Kosten für die Vormünder. Véronique Glasson und Laurence Jaquet verfassen die Genehmigung der Jahresrechnung.

5.1.3.1.3. Lokalitäten

Die Lokalitäten befinden sich im 4. Stock des UBS-Gebäudes in der Av. de la Gare 12, 1630 Bulle

5.1.3.1.4. Organisation

Aufteilung der Arbeitszeit:

Jean-Joseph Brodard: Mittwoch, Donnerstag und Freitag sowie einige Stunden am Dienstagvormittag, abends oder am Wochenende

Marie-Laure Paschoud Page: Montag, Dienstag, Donnerstag und Freitagnachmittag

Pierre-Laurent Dougoud: Montag, Dienstag und jeden zweiten Mittwoch

Philippa de Quay: Mittwochvormittag, Donnerstag und Freitag

Nicole Bort: Montag, Dienstag, Donnerstag und Freitagvormittag

Sylviane Raboud: Dienstagvormittag, Mittwoch, Donnerstag und Freitag

5.1.3.2. Gerichtstätigkeit

5.1.3.2.1. Friedensgerichtssitzungen

Die Dossiers werden auf die Friedensrichter alphabetisch verteilt, nämlich: von A bis J für Jean-Joseph Brodard und von K bis Z für Marie-Laure Paschoud Page.

5.1.3.2.2. Behandelte Angelegenheiten: Periode vom 1. Januar bis 31. Dezember 2012

1425 Angelegenheiten wurden in Sitzungen behandelt, Jahresrechnung nicht inbegriffen: 154 Sitzungen. Jean-Joseph Brodard hielt jeden Donnerstagnachmittag und gelegentlich am Donnerstagvormittag mit der Gerichtsschreiberin Philippa de Quay oder der Sekretärin Sylviane Raboud Sitzungen mit Anhörungen ab, wobei 704 Angelegenheiten behandelt wurden. Marie-Laure Paschoud Page hielt jeden Montagnachmittag und gelegentlich am Dienstagnachmittag mit dem Gerichtsschreiber Pierre-Laurent Dougoud oder der Sekretärin Nicole Bort Sitzungen mit Anhörungen ab, wobei seit dem 1. Juli 2012 361 Dossiers behandelt wurden. Anne-Laure Simonet hielt jeden Montagnachmittag mit dem Gerichtsschreiber Pierre-Laurent Dougoud Sitzungen mit Anhörungen ab, wobei bis 31. Mai 2012 302 Angelegenheiten behandelt wurden. Sylviane Périsset Gantner amtierte als Friedensrichterstellvertreterin vom 1. bis 30. Juni 2012 und hielt jeden Montagnachmittag mit dem Gerichtsschreiber Pierre-Laurent Dougoud Sitzungen mit Anhörungen ab, wobei 58 Angelegenheiten behandelt wurden. Die Friedensrichter/innen des Saanebezirks übernahmen die Stellvertretung für die FFE vom 1. bis 30. Juni 2012. Seit dem 1. September 2012 werden die Anhörungen der Friedensgerichtssitzungen von den Sekretärinnen Sylviane Raboud und Nicole Bort protokolliert.

5.1.3.2.3. Mündelrechnungen

1060 Mündelrechnungen 2011 wurden von den Beisitzern Véronique Glasson und René Jaquet nach Checkliste geprüft und in 52 Friedensgerichtssitzungen genauer untersucht. 1060 Genehmigungsentscheide für Rechnungen wurden von den Beisitzerinnen Véronique Glasson und Laurence Jaquet unter der Verantwortung der Gerichtsschreiber verfasst.

5.1.3.2.4. Laufende Massnahmen

1029 Massnahmen für Erwachsene und 395 Massnahmen für Kinder, also insgesamt 1424 Massnahmen sind beim Friedensgericht in Kraft. Sämtliche Dossiers sind in Tribuna V3 erfasst.

5.1.3.2.5. Offene Angelegenheiten

Am 31. Dezember 2012 waren 138 Vormundschaftsangelegenheiten in Untersuchung, in Ausarbeitung oder hängig.

Am 31. Dezember 2012 waren 95 amtliche Inventare aufzunehmen.

5.1.3.2.6. Fürsorgerische Freiheitsentziehung

Bis am 31. Dezember 2012 wurden 22 gewöhnliche Freiheitsentziehungen nach dringlichen Entscheiden verfügt.

7 Personen bleiben im Freiheitsentzug. Sämtliche Dossiers wurden in Tribuna V3 erfasst. Die Aufsichtsbehörde für die fürsorgerische Freiheitsentziehung hat zwei Dossiers in Bearbeitung zurückgesandt, für die ab 1. Januar 2013 die Schutzbehörde zuständig ist.

5.1.3.2.7. Todesfälle – Inventaraufnahmen

Stand am 31. Dezember:

- > 346 Todesmeldungen aus dem Greyerzbezirk;
- > 251 amtliche Inventaraufnahmen durch die Friedensrichter/innen (197 Steuerinventare und 54 Fälle von Besitzlosigkeit);
- > 95 Inventare in Bearbeitung;
- > 82 Testamentseröffnungen, Prüfung und Genehmigung von 200 von Notaren ausgestellten Erbbescheinigungen.

5.1.3.2.8. Inspektionen

Die Ausgleichskasse führte am 29. März und am 4. April 2012 für die Periode 2008-2011 eine AHV-Kontrolle der Arbeitgeber durch. Gemäss ihrem Schreiben vom 16. Mai 2012 schloss sie ihre Inspektion ohne Bemerkungen ab. Die Vormundschaftskammer des Bezirksgerichts führte ihre Inspektion am 25. Oktober 2012 durch. Der Justizrat führte seine Inspektion am 31. Oktober 2012 durch. Die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung führte ihre Inspektion am 15. November 2012 durch.

5.1.3.3. Weiterbildung

Die Friedensrichter Marie-Laure Paschoud Page und Jean-Joseph Brodard sowie die Gerichtsschreiber Philippa de Quay und Pierre-Laurent Dougoud besuchten 6 Tage einer 8-tägigen Weiterbildung zum neuen Schutzgesetz, die von der Universität angeboten wurde. Zwei Tage werden 2013 folgen. Die Beisitzer Véronique Glasson und Jean-Pierre Levrat besuchten eine eintägige Weiterbildung der ERAJ in Neuenburg. Die Sekretärinnen Nicole Bort, Sylviane Raboud und Kataline Gouet besuchten einen Weiterbildungstag an der Haute Ecole ARC in Neuenburg. Die Friedensgerichte nehmen auch am Projekt Tribuna V3 teil, wobei sie sich mit der Bereitstellung des neuen Rechts in diesem Programm beschäftigen.

5.1.3.4. Verschiedenes und Schlussbemerkungen

5.1.3.4.1. Verwaltung

Das Friedensgericht arbeitet weiterhin unter einem beträchtlichen Druck. Jede noch so geringfügige Abwesenheit beim Personal wirkt sich sofort auf die tägliche Arbeit aus.

5.1.3.4.2. Statistik / Tribuna

Die Statistik aus Tribuna über sämtliche Massnahmen, die am 31. Dezember 2012 in Kraft waren, ist korrekt. Das ergab eine vergleichende Prüfung mit Hilfe des Verzeichnisses. Die Statistik über die neuen Massnahmen, die 2012 verfügt wurden, kann hingegen einige Ungenauigkeiten enthalten, da die Daten nicht einheitlich erfasst wurden. Inzwischen ist die Bedienungsanleitung von Tribuna abgeschlossen. Damit wird die Statistik 2013 in allen Teilen verlässlich sein, weil die Daten dann einheitlich eingegeben werden.

5.1.4. Friedensgericht des Seebezirks

5.1.4.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

5.1.4.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts

Auf dem Friedensgericht des Seebezirks ist im Jahre 2012 kein personeller Wechsel erfolgt, bzw. der Personalbestand und die Beschäftigungsgrade blieben unverändert bis November 2012. Ab November 2012 konnte der Personalbestand mit der Neuanstellung der Gerichtsschreiberin Gülseren Bulut um 30% auf 330% Stellenprocente erhöht werden.

Claudine Lurf-Vonlanthen, Friedensrichterin:	100%
Sara Fiechter, Gerichtsschreiberin:	70%
Renate Schwarzenberger, Sekretärin:	80%
Véronique Borne, secrétaire:	50%
Gülseren Bulut, greffière:	30% (à partir de novembre 2012)
Total Beschäftigungsgrade:	300%, ab November 2012 330%

5.1.4.1.2. Personal

Die Gerichtsschreiberin Sara Fiechter hat am 30. Juli 2012 ihren Mutterschaftsurlaub angetreten und wurde in dieser Zeit zum gleichen Anstellungsrad durch die Gerichtsschreiberin Gülseren Bulut vertreten. Auf Antrag der Friedensrichterin wurde nach der Rückkehr von Frau Sara Fiechter am 19. November 2012 der Arbeitsvertrag von Frau Gülseren Bulut mit einem Anstellungsgrad von 30% bis zum 31. Dezember 2012 verlängert. Seit diesem Zeitpunkt werden die Angelegenheiten nach Sprachen unter den Gerichtsschreiberinnen aufgeteilt. Sowohl die Gerichtsschreiberinnen als auch die Sekretärinnen erfüllten ihr Pflichtenheft wiederum zur vollsten Zufriedenheit der Friedensrichterin. Deren Einsatzbereitschaft und Kompetenz sind elementar für die Effizienz des Friedensgerichts des Seebezirks. Trotz hoher Arbeitslast, oft schwierigen Situationen und häufig enormem Zeitdruck sind die Mitarbeiterinnen stets loyal und positiv ihrer Arbeit gegenüber eingestellt. Die Gerichtsschreiberin Gülseren Bulut hat sich gut in das Team eingefügt und besitzt wie alle Mitarbeiterinnen nebst den beruflichen auch alle menschlichen Qualitäten, um die oft schwierige Arbeit auf dem Friedensgericht bewältigen zu können.

5.1.4.1.3. Lokalitäten

Das Friedensgericht ist seit 2008 in den Lokalitäten der Gemeinde Murten an der Rathausgasse 6-8 eingemietet.

Der Standort des Friedensgerichts in der Altstadt Murten ist ideal. Nicht weit vom Parkhaus und Bahnhof entfernt ist es diskret zentral gelegen und leicht zu finden. Die zur Verfügung stehenden Räumlichkeiten sind im Verlaufe der vergangenen Jahre etwas enger geworden, sind aber soweit befriedigend. Die Gemeinde Murten stellt an der Rathausgasse 6-8 verschiedene Räumlichkeiten für die Mütterberatung und andere Institutionen zur Verfügung. Es wäre ideal, wenn das Friedensgericht ab 2014 einen Raum hinzumieten könnte, da ab 2013 nebst der Gerichtsschreiberin Gülseren Bulut eine weitere Arbeitskraft als Büroangestellte auf dem Friedensgericht angestellt sein wird.

Zusätzlich sollte die Frage des Archivs im kommenden Jahr neu angegangen werden.

5.1.4.2. Gerichtstätigkeit

Wie schon seit der Reorganisation im Jahre 2008 finden die Verhandlungen im Erwachsenen- und Kinderschutz in französischer Sprache hauptsächlich am Dienstag statt. Dafür finden sich in der Regel die Beisitzer Jean-Daniel Andrey und Jean-François Etter ein. Am Donnerstag werden in der Regel die Verhandlungen im Erwachsenen- und Kinderschutz in deutscher Sprache durchgeführt. Als Beisitzer amten meistens der Beisitzer Jean-François Etter und der Beisitzer Guido Egger.

Die restlichen Beisitzer und Beisitzerinnen kamen im Jahre 2012 gemäss den Empfehlungen des Justizrates in einem Turnus zum Einsatz. Die drei namentlich aufgeführten Beisitzer jedoch sind jederzeit verfügbar sowie auch kurzfristig abrufbar. Die übrigen Beisitzer und Beisitzerinnen sind aufgrund familiärer und beruflicher Pflichten weit weniger flexibel. Dennoch hat es sich bewährt, in dringlichen Situationen mit raschem Handlungsbedarf auf weitere Beisitzer bzw. Beisitzerinnen zurückgreifen zu können.

Für die Prüfung der Mündelrechnungen sind nebst der Friedensrichterin ausschliesslich die Beisitzer Jean-François Etter, Jean-Daniel Andrey und Guido Egger zuständig. Die interne Organisation und Zuteilung der Kompetenzen hat sich bewährt und demzufolge keine Änderungen zum Vorjahr erfahren.

Die Gerichtsschreiberinnen sind verantwortlich für die Redaktion der Entscheide des Friedensgerichts. Nebst der Erledigung vieler anderer Arbeiten führen sie das Protokoll der Anhörungen im Kindes- und Erwachsenenschutz und verfassen alle diesbezüglichen Vorladungen, führen die Mündeldossiers und die Stundenabrechnung der Beisitzer und Beisitzerinnen.

Das Sekretariat ist nebst der Erledigung vieler anderer Administrativarbeiten verantwortlich für die Vorladungen zum Abschluss eines Unterhaltsvertrages und die Vorladungen zur Errichtung des Steuerinventars bei Todesfall. Die beiden Sekretärinnen führen die Dossiers Erbschaftswesen (Steuerinventare, Erbbescheinigungen, Protokoll über die Eröffnung einer Verfügung von Todes wegen) und Kinderbelange (Unterhaltsverträge, Inventar Kindesvermögen, Adoptionen, gemeinsame elterliche Sorge) sowie Handlungsfähigkeitszeugnisse.

Die Sekretärinnen nehmen an der Inventaraufnahme teil und führen das Protokoll. Sie sind verantwortlich für den Versand des Inventars an die Erben und das Amt für Erbschafts- und Schenkungssteuern. Die ganze Fakturierung wie auch das Erstellen der Lohnausweise für die Mandatsträger und die Abrechnungen für die Ausgleichskasse des Kantons Freiburg werden über das Sekretariat abgewickelt. Zu erwähnen bleibt, dass das Sekretariat bzw. die Gerichtsschreiberei permanent besetzt ist (Mo-Fr, 08.00 – 11.30 Uhr; 14.00 – 17.00 Uhr).

Die Arbeitslast im Jahre 2012 blieb wiederum unverändert hoch. Zur Bewältigung der anfallenden Arbeiten mussten Überstunden geleistet werden. Die hohe Arbeitslast erlaubte es nicht, die Überstunden mit Ferien zu kompensieren. Diese wurden den Mitarbeiterinnen ausbezahlt. Die Einführung von Tribuna V3 hat aus verschiedenen Gründen auf dem Friedensgericht zu einer zeitlichen Verzögerung betreffend Genehmigungsentscheide der Jahresrechnungen 2011 geführt. Die letzten Entscheide konnten den privaten Mandatsträgern erst im Dezember 2012 zugestellt werden, die letzten Genehmigungsentscheide für die Amtsvormundschaften sind noch in Bearbeitung.

5.1.4.3. Weiterbildung

Die Friedensrichterin und die Gerichtsschreiberin Sara Fiechter haben im Herbst 2012 den in Französisch geführten Lehrgang zum neuen Kindes- und Erwachsenenschutzrecht an der Universität Freiburg absolviert. Die beiden Sekretärinnen ihrerseits haben zum neuen Kindes- und Erwachsenenschutzrecht im Oktober 2012 einen Ausbildungstag an der Universität Neuenburg besucht.

5.1.5. Friedensgericht des Glanebezirks

5.1.5.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

5.1.5.1.1. Zusammensetzung des Gerichts

Ein Friedensrichter, eine Gerichtsschreiberin und zwei Beisitzer.

Liste der Beisitzer/innen: Charlotte Aeberhard, Nicolas Demierre, Isabelle Baudois, Marie-Christine Offner-Deillon, Antoinette Charrière (Rücktritt 31.12.2012), Bernard Monney, Marguerite Morand, Murielle Perroud Madera Castillo.

5.1.5.1.2. Personal (Magistraten und Gerichtsschreiberei)

Jacqueline Bourqui, Friedensrichterin	65 %
Pascale Naudi, Gerichtsschreiberin	50 %
Pascale Mottet, Verwaltungssachbearbeiterin	50 %
Martine Bard, Sekretärin	50 % bis 31. März 2012
Sylvie Perroud, Sekretärin	30 % vom 1. April 2012 bis 30. Juni 2012
Edona Fazlija, Sekretärin	20 % vom 1. April 2012 bis 8. Juni 2012
Sylvie Perroud, Sekretärin	50 % ab 1. Juli 2012
Nicole Christe, Gerichtsschreiberin-Praktikantin	100 % vom 12. Dezember 2012 bis 11. Juni 2013

Etwa gleiche Dotierung wie 2011.

Zahlreiche Überstunden der Mitarbeiterinnen, die qualitativ hochstehende Arbeit leisten und sich ausserdem durch Empathie und eine ausserordentliche Flexibilität und Verfügbarkeit auszeichnen. Immer unter Stress!

Jacqueline Bourqui (Stand 31.12.2012): 97,19 Std. + 13 Ferientage

Pascale Naudi (Stand 31.12.2012): 153,61 Std. (trotz 80 ausbezahlter Std. im Juni) + 4 Ferientage

Pascale Mottet (Stand 31.12.2012): 129,31 Std. (trotz 200 ausbezahlter Std. im Juni) + 12 Ferientage

Sylvie Perroud (Stand 31.12.2012): 85,28 Std. + 2 Ferientage

5.1.5.1.3. Lokalitäten

Geräumig, angenehm, gut ausgerüstet.

Es wurde eine befriedigende Lösung für den zusätzlichen Platzbedarf der Archive gefunden.

Bestmögliche Anwendung des Programms Tribuna V3 durch alle Mitarbeiterinnen seit 1. Januar 2012.

Die Nachlass-Dossiers, die wegen unbekanntem Wohnort der Erben hängig sind, wurden in Tribuna eingegeben.

5.1.5.2. Gerichtstätigkeit (Arbeitslast allgemein, Verhältnis zu den Behörden und Rechtsanwälten usw.)

Inspektion des Justizrats, ans Kantonsgericht delegiert 26. September 2012

Inspektion der Vormundschaftskammer 4. Januar 2012 und 20. Dezember 2012

Inspektion der Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung 15. November 2012

Beziehungen zu den Vormündern und Beiständen

Vergütungen und Kosten laufen über das Büro, das vom Gemeindeverband des Glanebezirks beauftragt wird und das auch die Geschäfte der Vormundschaftskammer (die neu Kindes- und Erwachsenenschutzkammer des Glanebezirks heisst) führt. Diese besorgt bei den Gemeinden das Eintreiben der Beträge, die nicht den Gütern der betroffenen Personen entnommen werden können, im Verhältnis des interkommunalen Verteilschlüssels. Sie stellt Ende Jahr die Lohnausweise für die Berufs- und die privaten Beistände aus.

Die Vertreter der Gemeinden sind besorgt über die Zunahme der Kosten bei den eingeführten Massnahmen. Sie fordern Erklärungen zur Festlegung der Vergütungen. Durchschnittskosten pro Stunde (nur Lohnkosten) für einen Berufsbeistand: Fr. 62.-; Durchschnittskosten pro Stunde bei der öffentlichen Berufsbeistandschaft (sämtliche Kosten): Fr. 86.-

Ausbildung: 20 Vormünder und Beistände mit je mindestens 3 Mandaten folgten der Einladung des Friedensgerichts zu einem Informationsvormittag, der von der Friedensrichterin und der Gerichtsschreiberin im Hinblick auf das Inkrafttreten am 1. Januar 2013 der neuen Gesetzesbestimmungen angeboten wurde.

Mitarbeit in Institutionen

Friedensrichterin: Konferenz der Friedensrichter

Friedensrichter: Interkommunale Kommission für die öffentliche Berufsbeistandschaft des Glanebezirks

Gerichtsschreiberin und Verwaltungssachbearbeiterin: Arbeitsgruppe

Stellvertretung der Friedensrichterinnen

Friedensrichterin des Broyebezirks Stellvertreterin der Friedensrichterin des Glanebezirks

Friedensrichterin des Glanebezirks Stellvertreterin der Friedensrichterin des Vivisbachbezirks

Friedensrichterin des Vivisbachbezirks Stellvertreterin der Friedensrichterin des Broyebezirks

Bei Abwesenheit der Friedensrichterin werden benachrichtigt: das Kantonsgericht, der Polizeikommandant.

5.1.5.3. Weiterbildung

Friedensrichterin und Gerichtsschreiberin:

Lausanner Tag des Betreibungsrechts: Ceditac UNIL 1/2 Tag

Einführung ins neue Kindes- und Erwachsenenschutzrecht:

- > Instrumente und Aufgaben 2 Tage
- > Schutz von Personen mit psychischen Störungen 2 Tage
- > Neues Kindesschutzrecht 2 Tage
- > Untersuchung und Entscheidungsprozess 2 Tage

5.1.6. Friedensgericht des Broyebezirks

5.1.6.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

5.1.6.1.1. Zusammensetzung des Gerichts

Friedensrichterin:	Sauteur Sylviane
Beisitzer:	Chassot Jacques
	Pillonel Gérard
	Bise Sylvie
	Chassot Eric
	Corminbœuf Marie-Claire
	Renevey Jean-Bernard
	Rimaz Benoît
	Rodriguez Rose-Marie

5.1.6.1.2. Personal (Magistraten und Gerichtsschreiberei)

Eine Friedensrichterin (85 %), eine Gerichtsschreiberin (100 %) und eine Sekretärin (85 %) sind beim Friedensgericht des Broyebezirks angestellt.

5.1.6.1.3. Lokalitäten

Die Gerichtsschreiberei des Friedensgerichts befindet sich in der Avenue de la Gare in Estavayer-le-Lac. Die Gerichtsschreiberei ist in der Nähe des Bahnhofs und leicht erreichbar. Die Lokalitäten sind Eigentum der Gemeinde.

5.1.6.2. Gerichtstätigkeit (Arbeitslast allgemein, Verhältnis zu den Behörden und Rechtsanwälten usw.)

Wegen ihrer Dossierkenntnisse und ihrer grossen Verfügbarkeit amtierten Jacques Chassot und Gérard Pillonel auch dieses Jahr als Beisitzer. Ab 2013 wird ein Turnus der Beisitzer eingeführt, um die vom neuen Kindes- und Erwachsenenschutzrecht vorgesehene Interdisziplinarität zu gewährleisten.

Um einen reibungslosen Betrieb beim Friedensgericht gewährleisten zu können und wegen der zunehmenden Arbeitslast, leistete das gesamte Personal zahlreiche Überstunden, die nicht durch Ferien kompensiert werden konnten.

Die schwache Aufstockung des Personalbestandes für 2013 und die zusätzliche Arbeit sowohl aufgrund des neuen Rechts als auch wegen der erweiterten Zuständigkeit (erbrechtliche Fragen) werden auch 2013 eine Kompensation verunmöglichen.

Rund die Hälfte der Vormundschaftsmandate wird von privaten Vormündern wahrgenommen, die trotz ihres Einsatzes schnell überfordert sind, sobald die Situation der Mündel komplexer wird. Sie suchen regelmässig Hilfe und Rat beim Friedensgericht und reichen nicht selten ihren Rücktritt ein, was für das Friedensgericht eine merkliche Mehrarbeit bedeutet.

5.1.6.3. *Weiterbildung*

Das Personal des Friedensgerichts (Friedensrichterin und/oder Gerichtsschreiberin und/oder Sekretärin) nahm 2012 an folgenden Weiterbildungsveranstaltungen teil:

- > Weiterbildung der Behörden «Einführung ins neue Kindes- und Erwachsenenschutzrecht», organisiert von der Weiterbildungsstelle, sechs Tage in Freiburg
- > das neue Kindes- und Erwachsenenschutzrecht, organisiert von der Universität Genf, ein Tag
- > zwei Studientage zum neuen Kindes- und Erwachsenenschutzrecht «Konkrete Fragen zur Umsetzung», organisiert von der KOKES
- > ein Informations- und Austauschtag zum neuen Kindes- und Erwachsenenschutzrecht, organisiert von der SVBB (Gruppe der lateinischen Schweiz)
- > ein Weiterbildungstag zum neuen Kindes- und Erwachsenenschutzrecht, organisiert von der Ecole romande en administration judiciaire

5.1.6.4. *Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)*

Auch dieses Jahr wendete die Gerichtsschreiberin viel Zeit für Tribuna V3 auf, indem sie an den Sitzungen der Arbeitsgruppe teilnahm. Die Anpassung dieses Informatik-Instruments für die Arbeit des Friedensgerichts ist langwierig. Das Instrument muss dauernd aktualisiert werden.

Die Probleme der Datenmigration bei der Inbetriebnahme von Tribuna V3 sind noch nicht vollständig gelöst. Es müssen noch zahlreiche manuelle Korrekturen durchgeführt werden, wenn die Statistik genau und zuverlässig sein soll.

Die Arbeitsgruppe Tribuna V3 erarbeitete zwar schon eine Drop-Down-Liste für das neue Kindes- und Erwachsenenschutzgesetz, aber ein harmonisiertes Tribuna-Modell für das neue Recht gibt es bis heute nicht.

Allgemein kann man sagen, dass Tribuna V3 ein schwerfälliges Informatikinstrument ist, das dem gesamten Personal des Friedensgerichts viel Arbeit beschert.

5.1.7. *Friedensgericht des Vivisbachbezirks*

5.1.7.1. *Zusammensetzung und Lokalitäten*

5.1.7.1.1. *Zusammensetzung des Gerichts*

Der Turnus zwischen den Beisitzern funktioniert sehr gut. Sie können bei Bedarf immer für eine zusätzliche Hilfestellung angefragt werden. So stellte etwa eine Gruppe von Beisitzern eine CD mit einer Reihe von Modellen zusammen (Eingabe-Inventar, Voranschlag, Jahresrechnung und -bericht), die den Beiständen ab 2013 zur Verfügung stehen wird. Jacqueline Vuichard, eine der ältesten Beisitzerinnen, entschloss sich leider, uns Mitte November aus beruflichen Gründen zu verlassen.

5.1.7.1.2. *Personal (Magistraten und Gerichtsschreiberei)*

Im Laufe des Jahres 2012 gab es keine weiteren Änderungen beim Personal des Friedensgerichts des Vivisbachbezirks. Weiterhin arbeiteten Gaël Gobet als Gerichtsschreiber (50 %), Stéphanie Morand (30 %) und Mona Gallaz (20 %) als Sekretärinnen.

5.1.7.1.3. Lokalitäten

Unsere Lokalitäten befinden sich im Zentrum von Châtel-St-Denis. Das Sitzungszimmer befindet sich im 1. Stock, die Gerichtsschreiberei im 2. Unsere Archive befinden sich teils im 1. Stock, teils in den Kellern des Zivilgerichts des Vivisbachbezirks und der Rest beim Friedensgericht des Greyerzbezirks und beim Staatsarchiv in Freiburg.

5.1.7.2. Gerichtstätigkeit (Arbeitslast allgemein, Verhältnis zu den Behörden und Rechtsanwälten usw.)

Die Arbeit für die Genehmigung der Jahresberichte und -rechnungen nahm bedeutend mehr Zeit in Anspruch als vorgesehen, was zu beträchtlichen Verspätungen führte. 2013 werden die Aufgaben zwischen den Beisitzern und dem Personal der Gerichtsschreiberei anders aufgeteilt, um die Effizienz zu erhöhen.

Im Laufe des Jahres nahm Herr Gobet an mehreren Arbeits-Halbtagen zur Ausarbeitung der Modelle für Tribuna teil. Ende Jahr musste man mit dem Versand der Informationsschreiben an die Personen, die von Schutzmassnahmen betroffen sind, und an die Mandatsträger beginnen. Das führte zu einer deutlichen Zunahme der Anzahl Überstunden bei den Gerichtsschreibern und den Sekretärinnen. Die Friedensrichterin verzeichnet momentan etwa 320 Überstunden.

Am 31. Dezember 2012 zählte das Friedensgericht des Vivisbachbezirks 240 offene Vormundschaftsmassnahmen und 120 offene Kindesschutzmassnahmen. Wir stellten eine deutliche Zunahme der Anzahl Gesuche fest, was wahrscheinlich mit der bedeutenden Bevölkerungszunahme im Bezirk zusammenhängt.

Die Amtsvormünder leisten gute Arbeit, aber viele von ihnen möchten ihre Dossiers am 31. Dezember 2012 abgeben, teils aus Alters- oder Gesundheitsgründen, teils wegen beruflicher Überlastung. Drei Neue haben im Laufe des Herbstes angefangen, für die Gesamtheit der Massnahmen genügt das aber nicht. Die einzige Person, welche die erforderlichen Qualifikationen gemäss KESG mitbringt, wird am 1. September 2013 (nach ihrem Mutterschaftsurlaub) die Stelle als Berufsbeiständin (60 %) antreten. Wir mussten in den Zeitungen inserieren und sollten demnächst auf frische Kräfte zählen können.

5.1.7.3. Weiterbildung

Die Friedensrichterin besuchte acht von der KOKES organisierte Weiterbildungstage für die Behörden zum neuen Schutzgesetz.

Der Gerichtsschreiber nahm an einem Weiterbildungstag an der Universität Neuenburg zum neuen Schutzgesetz und am Weiterbildungstag zum Zivilverfahren der AVFV teil.

Die Sekretärinnen und mehrere Gerichtsschreiber nahmen in Neuenburg an einem Weiterbildungstag zum neuen Recht teil.

5.2. Partie statistique /Statistischer Teil

5.2.1. Activité judiciaire / Richterliche Tätigkeit	2011	2012
du Juge de paix / des Friedensrichters		
Tentatives de conciliation / <i>Versöhnungsversuche</i> (art. 134 aLOJ / aGOG) ayant abouti / <i>erfolgreich</i>	1	1
ayant échoué / <i>gescheitert</i>	4	1
Appositions de scellés / <i>Siegelungen</i> (art. 162 LACC / EGZGB)	44	34
Prises d'inventaire / <i>Inventare</i> (art. 165 LACC / EGZGB)	838	37
Ouvertures de testaments / <i>Testamentseröffnungen</i> (art. 168-172 LACC / EGZGB)	418	385
Approbation de certificats d'héritiers / <i>Bestätigung von Erbbescheinigungen</i> (art. 177 bis LACC/EGZGB)	1239	1172
Mise à ban / <i>Gerichtliches Verbot</i> (art. 258 CPC / ZPO)	84	111
Octroi d'assistance judiciaire / <i>Zuspruch Unentgeltliche Rechtspflege</i> (art. 117 CPC / ZPO)	86	114
Autorisation de ventes aux enchères / <i>Bewilligung von Versteigerungen</i> (art. 312 LACC / EGZGB)	4	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	106	113
de la Justice de paix / des Friedensgerichts		
Sûretés exigées du grevé / <i>Sicherstellung durch den Vorerben</i> (art. 145 LACC / EGZGB)	0	0
Envoi en possession provisoire ou administration d'office d'une succession / <i>Einstweilige Überlassung der Erbschaft oder Einsetzung einer Erbschaftsverwaltung</i> (art. 166 LACC/ EGZGB)	49	41
Désignation d'un représentant à la communauté héréditaire, etc. / <i>Bestellung eines Vertreters der Erbengemeinschaft usw.</i> (art. 195 LACC / EGZGB)	12	15
Divers / <i>Verschiedenes</i>	52	72

5.2.2. Autres activités / Andere Tätigkeit

Etablissement de l'inventaire au jour du décès / <i>Inventarerstellung am Todestag</i>	966	1802
Absence de biens (JP Gruyère) / <i>keine Vermögenswerte (FG Greyerz)</i>		54
Solde d'inventaires à établir pour 2012 (JP Gruyère) / <i>Saldo Inventarerstellung für 2012 (FG Greyerz)</i>		85

5.2.3. Activité tutélaire / vormundschaftliche Tätigkeit

Le Conseil n'étant pas autorité de surveillance tutélaire, ces chiffres sont communiqués à titre informatif.

Der Justizrat ist nicht vormundschaftliche Aufsichtsbehörde. Diese Zahlen dienen zur Information.

2012

du Juge de paix / des Friedensrichters

Privation de liberté à des fins d'assistance en cas de demeure /
Dringende fürsorgerische Freiheitsentziehung (art. 8LPLFA / FFEG)

253

Décision / *Entscheid*

- de la Justice de paix / *des Friedensgerichts* 11
- d'un médecin / *eines Arztes* 233
- du Préfet / *des Oberamtmanns* 3
- du tuteur / *des Vormundes* 6

Privation de liberté à des fins d'assistance / *Fürsorgerische Freiheitsentziehung (art. 7 LPLFA / FFEG)*

96

Décision / *Entscheid*

- de la Justice de paix / *des Friedensgerichts* 92
- d'un médecin / *eines Arztes* 4

Préavis en cas de procès en vue d'interdiction ou de mise sous conseil
légal et en cas de mainlevée de ces mesures / *Stellungnahmen in
Prozessen betreffend die Aufhebung dieser Massnahmen (art. 111 et
/und 139 LACC / EGZGB)*

72

Tutelles provisoires / *Vorläufige Entmündigungen (art. 112 LACC /
EGZGB)*

28

Levée de curatelle / <i>Aufhebung der Beistandschaft</i> (art. 439 CC/ZGB / EGZGB; art. 142 LACC / EGZGB)	567
Consentement de la Justice de paix / <i>Zustimmung des Friedensgerichts</i> (art. 421 CC / ZGB)	144
Décisions préalables de la Justice de paix / <i>Vorausgehender Beschluss des Friedensgerichts</i> (art. 422 CC / ZGB)	58
Approbation des rapports et comptes de tutelle périodiques ou définitifs / <i>Anzahl der periodischen Prüfungen der Berichte und Rechnungen des Vormundes bzw. der Schlussberichte und Schlussrechnungen</i> (art. 423, 451-453 CC / ZGB)	4502
Préavis concernant l'adoption / <i>Stellungnahmen betreffend Adoption</i> (art. 265 CC / ZGB; art. 70 LACC / EGZGB)	5
Enregistrement de consentements à l'adoption / <i>Entgegennahme der Zustimmungen zur Adoption</i> (art. 265a CC / ZGB)	5
Décision sur abstraction du consentement en matière d'adoption / <i>Entscheid betreffend Absehen von der Zustimmungen zur Adoption</i> (art. 265d CC / ZGB; art. 70bis LACC / EGZGB)	-
Mesures nécessaires concernant les relations personnelles parents-enfants / <i>Anordnungen betreffend den persönlichen Verkehr Eltern-Kind</i> (art. 275 CC / ZGB)	156
Approbations de conventions relatives aux contributions d'entretien / <i>Genehmigung von Unterhaltsverträgen</i> (art. 287 CC / ZGB)	393
Nomination de tuteurs / <i>Ernennung eines Vormundes</i> (art 298 al. 2 CC / ZGB)	23
Modification de dispositions d'un jugement matrimonial concernant / <i>Abhänderung eines Urteils in Ehesachen betreffend</i>	
- les relations personnelles (droit de visite) / <i>den persönlichen Verkehr (Besuchrecht)</i> (art. 134 al.4 CC / ZGB)	36
- les mesures de protection de l'enfant / <i>die Kinderschutzmassnahmen</i> (art. 315b al.2 CC / ZGB)	2

6. Tribunal pénal des mineurs

6.1. Partie générale

6.1.1. Personnel

6.1.1.1. Présidence

Après la présidence de M. Michel Lachat en 2011, M. Arthur Lehmann lui a succédé pour l'année 2012. En 2013, Mme Boillat Zaugg présidera le Tribunal des mineurs. Le présent rapport est le premier du soussigné.

6.1.1.2. Greffiers

Le taux d'activité de Mmes Brigitte Magnin Touron et Christine Bürgisser Gaiardo, greffières de Mme Boillat Zaugg respectivement de M. Arthur Lehmann, demeure de 80% respectivement 70%.

Mme Aline Sermet et M. Pierre-Laurent Dougoud travaillent en qualité de greffiers-chefs à 50% et se partagent les tâches administratives du Tribunal des mineurs. Pour le reste de leur temps de travail, ils sont à disposition de M. Lachat. A côté de son travail de greffière-chef, Mme Aline Sermet est greffière à 50% pour M. Lachat.

6.1.1.3. Stagiaires

Mme Sophie Luu et M. David Linder ont terminé leur stage le 28 février 2012. M. David Linder l'a effectué en allemand et en français. Mme Saskia Oldendorf a effectué son stage du 1er décembre 2011 au 31 mai 2012 et Mme Cécika Thakoor du 1er mars au 31 août 2012. Mme Saskia Oldendorf a été remplacée par Mme Lucie Martin qui a effectué son stage du 1er juillet au 31 décembre 2012. M. Karim El-Bachary-Thalmann et Mme Tiffany Willemetz ont commencé leur stage le 1er septembre 2012 respectivement le 1er décembre 2012.

6.1.1.4. Cheffes de bureau

Mmes Monique Dorsaz et Eliane Laubscher se partagent le poste et travaillent chacune à 50%.

6.1.1.5. Intervenantes en protection de l'enfant

Dès le 1er juillet 2012, Mme Isabelle Vauthey a réduit son taux d'activité de 100% à 80%. Le 20% libéré a été attribué à Mme Sybille Clerc, dès le 1er juillet 2012. Mme Corina Zurkinden continue à travailler à 50%.

6.1.2. Composition du Tribunal des mineurs

6.1.2.1. Assesseeurs

M. Claude Rey a été élu en tant qu'assesseur le 9 octobre 2012. Il a ainsi succédé à M. Jean-Marcel Juriens. M. Jean-Pierre Levrat a démissionné au 30 novembre 2012. Ce poste est à repourvoir.

6.1.3. Commentaires de la statistique

1. Le tribunal des mineurs a inscrit 1'342 affaires au rôle (1423 en 2011), lesquelles ont concerné 1'030 mineurs (1'054 en 2011). En comparaison avec l'année précédente, ces chiffres représentent une diminution de 81 affaires et de 24 mineurs. Le nombre d'affaires inscrites au rôle a subi une baisse constante ces dernières années. Cette tendance s'observe, d'une manière générale, dans toute la Suisse. Les causes de cette baisse constante depuis l'année record 2006 (2'201 dénonciations) sont multiples : l'harmonisation des mesures de prévention et d'information, le renforcement des forces d'intervention spécialisées de la police ainsi que la présence accrue de cette dernière au sein de la population ont sans doute eu un effet positif.

-
2. Les résultats statistiques pour l'année 2012 montrent que le nombre de mesures ordonnées à titre provisionnel (ch. 1.3) a augmenté de manière significative (2012 : 71 ; 2011 : 49) : détentions provisoires (2012 : 14 ; 2011 : 15), observations (2012 : 8 ; 2011 : 9), placements à titre provisionnel (2012 : 36 ; 2011 : 20), autres mesures ordonnées à titre provisionnel (2012 : 13 ; 2011 : 5). Alors qu'en 2011 le Tribunal des mineurs a siégé à 7 reprises seulement, ce pour 6 mineurs, celui-ci a tenu 16 audiences en 2012, concernant 16 mineurs. 488 affaires sont encore pendantes au Tribunal des mineurs au 31 décembre 2012 (2011 : 380). D'une manière générale, aucun retard n'est à signaler.
 3. Le nombre d'infractions contre la vie et l'intégrité corporelle (2012 : 35 ; 2011 : 37) et des infractions contre le patrimoine, est, au regard des statistiques 2011, demeuré quasi inchangé (2012 : 158 ; 2011 : 161).
 4. Le nombre d'affaires transmises par les juges au Bureau de la médiation pénale pour mineurs a légèrement augmenté (2012 : 96 affaires concernant 154 mineurs ; 2011 : 83 affaires concernant 134 mineurs). Les résultats obtenus en procédure de médiation continuent d'être évalués très positivement.

6.1.4. Remarques générales sur la Loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs (PPMin)

La procédure pénale applicable aux mineurs (PPMin), en vigueur depuis le 1er janvier 2011, régit la poursuite et le jugement des infractions prévues par le droit fédéral commises par des mineurs ainsi que l'exécution des sanctions prononcées à l'encontre de ceux-ci. La poursuite et le jugement des infractions ainsi que l'exécution des sanctions relèvent de la compétence exclusive des cantons. De plus, la procédure pénale en vigueur pour les adultes (CPP) demeure applicable lorsque la PPMIn ne contient pas de dispositions particulières. Cette situation juridique, comprenant l'application simultanée de la PPMIn, du CPP et de lois cantonales (Loi sur la justice et règlement sur la justice), est relativement complexe.

En 2012, 248 mineurs ont été entendus par un juge (2011 : 253), alors qu'en 2009 respectivement en 2010, sous l'empire du droit cantonal (Loi sur la juridiction pénale des mineurs ; LJPM), 565 respectivement 435 mineurs l'étaient encore. Ce recul significatif des audiences par le juge démontre que l'intérêt d'une confrontation entre le juge et le mineur n'est plus suffisamment pris en compte.

De même, en raison des dispositions procédurales de la PPMIn et du CPP, le principe de célérité (art. 5 al. 1 CPP), lequel revêt une signification centrale dans les procédures pénales concernant des mineurs, n'est, souvent, respecté que de manière insuffisante.

Il convient néanmoins de conclure que la PPMIn constitue une loi procédurale utile. Elle contribuera à une uniformisation judiciaire des pratiques cantonales très différentes en matière de droit pénal des mineurs.

6. Jugendstrafgericht

6.1. Allgemeiner Teil

6.1.1. Personal

6.1.1.1. Präsidium

Nachdem im Jahre 2011 Herr Michel Lachat das Jugendgericht präsiert hatte, führte im Jahre 2012 Herr Arthur Lehmann den Vorsitz. Im Jahre 2013 wird Frau Boillat Zaugg das Jugendgericht präsidieren. Vorliegend handelt es sich um den ersten Rapport des Unterzeichnenden.

6.1.1.2. Gerichtsschreiber/-innen

Die Arbeitspensen von Frau Brigitte Magnin Touron und Frau Christine Bürgisser Gaiardo, Gerichtsschreiberinnen von Frau Sandrine Boillat Zaugg respektive Herrn Arthur Lehmann, betragen nach wie vor 80% respektive 70%.

Frau Aline Sermet und Herr Pierre-Laurent Dougoud amten weiterhin als Chefgerichtsschreiberin respektive Chefgerichtsschreiber zu jeweils 50% und teilen sich die administrativen Angelegenheiten des Jugendgerichts. Während ihrer übrigen Arbeitszeit stehen sie Herrn Michel Lachat zur Verfügung. Nebst ihrer Chefgerichtsschreibertätigkeit arbeitet Frau Aline Sermet zu 50 % als Gerichtsschreiberin von Herrn Michel Lachat.

6.1.1.3. Praktikant/-innen

Frau Sophie Luu und Herr David Linder beendeten ihre Praktikumszeit am 28. Februar 2012. Herr David Linder absolvierte sein Praktikum in Deutscher und Französischer Sprache. Frau Saskia Oldendorf absolvierte ihr Gerichtsschreiberpraktikum vom 1. Dezember 2011 bis 31. Mai 2012, respektive Frau Cécika Thakoor vom 1. März 2012 bis 31. August 2012. An die Stelle von Frau Saskia Oldendorf trat Frau Lucie Martin, welche ihr Praktikum vom 1. Juli 2012 bis 31. Dezember 2012 absolvierte. Am 1. September 2012 respektive 1. Dezember 2012 haben Herr Karim El-Bachary-Thalmann respektive Frau Tiffany Willemetz ihr Praktikum begonnen.

6.1.1.4. Bürochefinnen

Frau Monique Dorsaz und Frau Eliane Laubscher teilen sich mit je 50% die Stelle.

6.1.1.5. Fachpersonen für Kinderschutz

Frau Isabelle Vauthey hat am 1. Juli 2012 ihr Arbeitspensum von 100% auf 80% reduziert. Die freigewordenen 20% wurden Frau Sybille Clerc per 1. Juli 2012 erteilt. Frau Corina Zurkinden arbeitet weiterhin zu 50%.

6.1.2. Zusammensetzung des Jugendgerichts

6.1.2.1. Beisitzer/-innen

Herr Claude Rey wurde am 9. Oktober 2012 als Beisitzer gewählt. Er tritt an die Stelle von Jean-Marcel Juriens. Jean-Pierre Levrat demissionierte für den 30. November 2012. Dieses Amt ist neu zu besetzen.

6.1.3. Kommentare zur Statistik

1. Es wurden beim Jugendgericht 1'342 Angelegenheiten anhängig gemacht (2011: 1'423), welche 1'030 Minderjährige betrafen (2011: 1054). Insgesamt stellt dies im Vergleich zum Vorjahr eine Abnahme um 81 Fälle und 24 Minderjährige dar. Die Anzahl anhängig gemachter Fälle nahm während den letzten Berichtsjahren sukzessive ab. Dieser Trend kann generell in der ganzen Schweiz festgestellt werden. Die Gründe für die konstante Abnahme seit dem Rekordjahr 2006 (2'201 Verzeigungen) sind vielfältig: Zweifelsohne haben die Harmonisierung der Präventions- und Informationsmassnahmen, die Verstärkung der spezialisierten Einsatzkräfte der Polizei, sowie die verstärkte Präsenz letzterer in der Bevölkerung eine positive Wirkung.
2. Die Statistik 2012 zeigt auf, dass die Anordnung vorsorglicher Massnahmen (Ziff. 1.3) signifikant zugenommen hat (2012:71; 2011: 49): Untersuchungshaft (2012: 14; 2011: 15), Beobachtungen (2012: 8; 2011: 9), vorsorgliche Unterbringungen (2012: 36; 2011: 20), andere vorsorglich angeordnete Massnahmen (2012: 13; 2011: 5). Während im Jahre 2011 das Jugendgericht lediglich 7 mal für 6 Minderjährige getagt hat, waren es im Berichtsjahr 16 Verhandlungen vor Jugendgericht, dabei wurden 16 Minderjährige abgeurteilt. Per 31. Dezember 2012 waren beim Jugendgericht noch 488 Angelegenheiten hängig (2011: 380). Es kann grundsätzlich festgehalten werden, dass keine Rückstände zu verzeichnen sind.
3. Sowohl die strafbaren Handlungen gegen Leib und Leben (2012: 35; 2011: 37) sowie gegen das Vermögen sind im Berichtsjahr im Vergleich zum Vorjahr fast unverändert geblieben (2012: 158; 2011: 161).
4. Die Anzahl der von den Richtern im Berichtsjahr an das Büro für Mediation übertragenen Angelegenheiten haben leicht zugenommen (2012: 96 Angelegenheiten, 154 Minderjährige betreffend; 2011: 83 Angelegenheiten, 134 Minderjährige betreffend). Die Ergebnisse der Mediationsverfahren sind weiterhin als sehr positiv zu werten.

6.1.4. Allgemeine Bemerkungen zur Jugendstrafprozessordnung (JStPO)

Die schweizerische Jugendstrafprozessordnung (JStPO), in Kraft seit dem 1. Januar 2011, regelt das Prozessrecht zur Beurteilung der im Jugendstrafgesetz geregelten Sanktionen und deren Vollzug. Die Organisation der für die Durchführung zuständigen Behörden bleibt jedoch weiterhin dem kantonalen Recht vorbehalten. Ebenfalls bleibt die für die Erwachsenen geltende Strafprozessordnung (StPO) überall dort anwendbar, wo die JStPO keine besonderen Bestimmungen enthält. Diese Rechtslage, mit der gleichzeitigen Anwendbarkeit von JStPO, StPO und kantonalen Gesetzen (Justizgesetz und -reglement), ist wenig übersichtlich.

Im Jahre 2012 wurden 248 Minderjährige von einem Richter angehört (2011: 253), während in den Jahren 2009 bzw. 2010, unter kantonalem Recht (Jugendstrafrechtspflegegesetz; JSRG), noch 565 bzw. 435 Jugendliche richterlich befragt wurden. Dieser signifikante Rückgang der richterlichen Einvernahmen trägt dem Interesse einer jugendkonformen Konfrontation nicht genügend Rechnung.

Auch kann das Beschleunigungsgebot (Art. 5 Abs. 1 StPO), dem in Jugendstrafverfahren eine sehr zentrale Bedeutung zukommt, aufgrund der anwendbaren Prozessbestimmungen der JStPO und StPO, regelmässig nur ungenügend konsequent umgesetzt werden.

Dennoch gilt es abschliessend festzuhalten, dass die JStPO eine brauchbare Verfahrensordnung bildet. Sie wird zu einer sinnvollen Angleichung der im Jugendstrafrecht kantonal stark unterschiedlichen Praxis beitragen.

6.2. Partie statistique / Statistischer Teil

6.2.1. Dénonciations et plaintes / Anzeigen und Strafanträge

En 2012, le Tribunal pénal des mineurs a inscrit 1342 affaires au rôle (1423 en 2011) concernant 1030 enfants ou adolescents (1054 en 2011).

2012 wurden beim Jugendstrafgericht 1342 Angelegenheiten anhängig gemacht (2011: 1423), welche 1030 Kinder und Jugendliche betrafen (2011: 1054).

Répartition par âge et par sexe / Aufteilung nach Alter und Geschlecht	2011	2012
Enfants (10-15 ans révolus) / Kinder (10-15 Jahre)	300	290
Adolescents (15-18 ans révolus) / Jugendliche (15-18 Jahre)	1123	1052
Filles/ Mädchen	224	213
Garçons / Knaben	1199	1129
 Répartition linguistique / Aufteilung nach Sprache		
Mineurs de langue allemande / Minderjährige deutscher Sprache, soit le 19,4 % (17,9 en 2011) / d.h 19,4 % (2011 : 17,9 %)	255	260
Mineurs de langue française / Minderjährige franz. Sprache, soit le 80,6 % (82,1 % en 2011) / d.h 80,6 % (2011 : 82,1 %)	1168	1082
 Répartition selon le domicile / Aufteilung nach Wohnsitz		
Fribourg-Ville / Stadt Freiburg	151	215
Sarine-Campagne / Saane-Land	345	343
Singine / Sense	111	130
Gruyère / Greyerz	194	145
Lac / See	116	97
Broye / Broye	104	100
Glâne / Glane	115	93
Veveyse / Vivisbach	65	51
Autres cantons / Andere Kantone	131	117
Etrangers sans domicile fixe en Suisse / Ausländer ohne festen Wohnsitz in der Schweiz	91	51
 Total	1423	1342

6.2.2. Nombre de mineurs entendus par le Juge / Anzahl der vom Richter einvernommenen Minderjährigen

2011	2012
253	248

6.2.3. Mesures à titre provisionnel / Vorsorgliche Massnahmen

Détention provisoire / Untersuchungshaft	15	14
Observation / Beobachtung	9	8
Placement à titre provisionnel / Vorsorgliche Unterbringung	20	36
Autres mesures de protection à titre provisionnel / Andere vorsorgliche Schutzmassnahmen	5	13

6.2.4. Enquêtes / Strafuntersuchungen

Les enquêtes en cours au 1er janvier 2012 et celles ouvertes durant l'année, soit au total 1729 (1906 en 2011), ont connu le sort suivant:

Die Untersuchungen, die am 1. Januar 2012 hängig waren oder im Laufe des Jahres eröffnet worden sind, das heisst insgesamt 1729 (2011: 1906), nahmen folgenden Ausgang:

	2011	2012
Refus d'ouvrir l'action pénale / Nichtanhandnahme Non-entrée en matière / Nichtanhandnahme	91	32
Non-lieu / Einstellung Classement / Einstellung	101	68
Classement suite à une médiation / Einstellung nach Mediation	102	102
Classement suite à un retrait de plainte / Klagerückzug	158	135
Einstellung anstatt einer Strafbefreiung Classement rendu à la place d'une exemption de peine (7+21 DPmin) Einstellung anstatt einer Strafbefreiung	34	17
Suspension / Sistierung	53	39
Dessaisissements / Abtretungen	76	99
Ordonnances pénales / Strafbefehle	884	711
Renvois devant le Juge unique ou devant le Tribunal / Überweisung an den Einzelrichter oder an das Gericht		38

	2011	2012
Enquêtes en cours / Hängige Untersuchungen	380	488
Jugements devant le Juge unique ancienne procédure/devant le Tribunal des mineurs	27	--
Total	1906	1729

6.2.5. Affaires déléguées au Bureau de la Médiation (du 01.01.2012 au 31.12.2012)

Nombre d'affaires déléguées par les juges : 96, concernant 154 mineurs.

Processus ayant conduit à un accord de médiation: 48, concernant 73 mineurs.

Processus n'ayant pas abouti à un accord de médiation: 18, concernant 32 mineurs.

Processus en cours au 31 décembre 2011: 52, concernant 83 mineurs.

An das Büro für Mediation übertragene Angelegenheiten (vom 01.01.2012 bis 31.12.2012)

Anzahl der von den Richtern übertragenen Angelegenheiten: 96; davon betroffen: 154 Minderjährige

Verfahren, die zu einer Vereinbarung geführt haben: 48 davon betroffen: 73 Minderjährige

Verfahren, die zu keiner Vereinbarung geführt haben: 18; davon betroffen: 32 Minderjährige

Per 31. Dezember 2011 hängige Verfahren: 52; davon betroffen: 83 Minderjährige

6.2.6. Activité du Tribunal / Tätigkeit des Gerichts

Le Tribunal s'est réuni à 16 reprises en 2012 (7 en 2011) et 16 mineurs (6 en 2011) ont été jugés.

Das Gericht hat 2012 16 mal getagt (2011: 7) und dabei 16 Minderjährige abgeurteilt (2011: 6).

6.2.7. Infractions / Strafbare Handlungen

6.2.7.1. Code pénal / Strafgesetzbuch

	2011	2012
contre la vie et l'intégrité corporelle / gegen Leib und Leben		
Homicide par négligence / Fahrlässige Tötung	--	--
Complicité de meurtre / Gehilfenschaft zu vorsätzlicher Tötung	--	--
Infanticide / Kindestötung	--	--
Lésions corporelles simples (objet dangereux: 1) / Einfache Körperverletzung (gefährlicher Gegenstand: 1)	18	11
Lésions corporelles graves (tentative: 2)/ Schwere Körperverletzung (Versuch: 2)	--	2
Lésions corporelles par négligence / Fahrlässige Körperverletzung	1	1
Voies de fait / Tätlichkeiten	8	6
Mise en danger de la vie d'autrui / Gefährdung des Lebens	--	--
Omission de prêter secours / Unterlassung der Nothilfe	--	--
Fausse alerte / Falscher Alarm	1	
Rixe / Raufhandel	3	5
Agression / Angriff	6	10
Remise de substances nocives / Verabreichen Gesundheitsgefährdender Stoffe	--	--

	2011	2012
contre le patrimoine / gegen das Vermögen		
Appropriation illégitime / Unrechtmässige Aneignung	4	5
Abus de confiance / Veruntreuung	--	--
Vol (simple: 43 ; en bande: 4 ; par métier: 1 ; au préjudice des proches: 2; / Diebstahl (einfacher: 43; bandenmässiger: 4; gewerbsmässiger: 1; zum Nachteil eines Angehörigen: 2;)	60	50
Tentative de vol (simple: 9 ; en bande: 2 ; par métier: 1 ;) / Diebstahlversuch (einfacher: 9; bandenmässiger: 2; gewerbsmässiger: 1)	28	12
Complicité de vol / Gehilfenschaft zum Diebstahl	1	
Vol d'importance mineure / Geringfügiger Diebstahl	15	14
Brigandage (avec arme: 1 ; en bande : --) / Raub (bewaffneter: 1 ; bandenmässiger: --)	--	5
Dommages à la propriété / Sachbeschädigung	40	59
Escroquerie / Betrug	--	1
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage	1	3
Filouterie d'auberge / Zechprellerei	--	--
Obtention frauduleuse d'une prestation / Erschleichen einer Leistung	4	--
Extorsion (avec violence ou menace d'un danger imminent : 1) / Erpressung (mit Gewalt oder Bedrohung mit einer gegenwärtigen Gefahr: 1)	1	2
Extorsion – tentative / Erschleichen einer Leistung – Versuch		1
Recel / Hehlerei	7	6
contre l'honneur et le domaine secret ou privé / gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich		
Diffamation / Üble Nachrede	--	--
Calomnie / Verleumdung	--	--
Injure / Beschimpfung	7	6
Utilisation abusive d'une installation de télécommunication / Missbrauch einer Fernmeldeanlage	--	2
Violation du domaine secret / Verletzung des Geheimbereichs	--	1
contre la liberté / gegen die Freiheit		
Menaces / Drohung	13	14
Contrainte (dont tentative : 1) / Nötigung (Versuch : 1)	2	7
Séquestration / Freiheitsberaubung	--	--
Violation de domicile (dont tentative : 2) / Hausfriedensbruch (Versuch : 2)	41	32

	2011	2012
contre l'intégrité sexuelle / gegen die sexuelle Integrität		
Actes d'ordre sexuel avec des enfants / sexuelle Handlungen mit Kindern	4	6
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance / Schändung	1	--
Contrainte sexuelle / Sexuelle Nötigung	3	3
Viol / Vergewaltigung	--	1
Exhibitionnisme / Exhibitionismus	1	--
Pornographie / Pornographie	1	1
Désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel / Unzüchtige Belästigung	--	--
Inceste / Inzest	--	--
créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen und Vergehen		
Incendie intentionnel (dont tentative: --- ; complicité: ---)	2	--
Brandstiftung (Versuch : --- ; Gehilfenschaft : ---)		
Incendie par négligence / Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst	7	7
Explosion / Verursachung einer Explosion	--	--
Emploi sans dessein délictueux ou par négligence / Gefährdung ohne verbrecherische Absicht oder Fahrlässige Gefährdung	--	--
Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht		
Fabrication de fausse monnaie / Geldfälschung	--	--
Mise en circulation de fausse monnaie / In Umlaufsetzen falschen Geldes	--	--
Imitation de billets de banque sans dessein de faux Nachmachen von Banknoten ohne Fälschungsabsicht	--	--
Faux dans les titres / Urkundenfälschung		
Faux dans les titres / Urkundenfälschung	1	--
Faux dans les certificats / Fälschung von Ausweisen	10	16
contre les communications et la paix publiques / gegen den öffentlichen Verkehr und Frieden		
Entrave à la circulation publique / Störung des öffentlichen Verkehrs	1	--
Entrave au service des chemins de fer / Störung des Eisenbahnverkehrs	1	--

	2011	2012
Entrave aux services d'intérêt général / Störung von Betrieben, die der Allgemeinheit dienen	--	--
Actes préparatoires délictueux / Strafbare Vorbereitungshandlungen	--	--
Emeute / Aufruhr	--	--
Atteinte à la liberté de croyance et des cultes / Störung der Glaubens- und Kultusfreiheit	--	--
Discrimination raciale / Rassendiskriminierung	--	--
Atteinte à la paix des morts / Störung des Totenfriedens	--	--
contre l'autorité publique / gegen die öffentliche Gewalt		
Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires / Gewalt oder Drohung gegen Behörden und Beamte	11	7
Opposition aux actes de l'autorité / Hinderung einer Amtshandlung	23	20
Insoumission à une décision de l'autorité / Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen	--	--
Soustraction d'objets mis sous main de l'autorité / Bruch amtlicher Beschlagnahme	--	--
contre l'administration de la justice / gegen die Rechtspflege		
Dénonciation calomnieuse / Falsche Anschuldigung	1	--
Induction de la justice en erreur / Irreführung der Rechtspflege	2	1
Entrave à l'action pénale / Begünstigung	--	--
Faux témoignage / Falsches Zeugnis	--	2
Faire évader des détenus / Befreiung von Gefangenen	--	--
<i>6.2.7.2. Autres lois fédérales / Andere Bundesgesetze</i>		
sur les stupéfiants / Betäubungsmittel	242	222
Crimes et délits: 26 ; Contraventions : 181 ; Cas bénins: 15 / Verbrechen und Vergehen: 26; Übertretungen: 181; Leichter Fall: 15		
sur la circulation routière / Strassenverkehr		
Vol d'usage (dont tentative: 2) / Entwendung zum Gebrauch (Versuch: 2)	35	30
Conduite sans permis / Fahren ohne Führerausweis	67	63
Conduite en état d'incapacité / Fahren in fahruntüchtigem Zustand	33	16
Infractions suivies d'accident / von einem Unfall gefolgte strafbare Handlungen	21	17
Contraventions diverses / Verschiedene Übertretungen	268	175

	2011	2012
sur les étrangers / Ausländerinnen und Ausländer	25	19
sur les armes / Waffen	27	30
sur le transport des voyageurs / Gesetz über die Personenbeförderung	1	--
sur la police des chemins de fer / Eisenbahnpolizei	6	5
sur la navigation intérieure / Binnenschifffahrt	1	6
sur la protection des animaux / Tierschutz	--	--
sur la protection de l'environnement / Umweltschutzgesetz	--	--
sur la protection des eaux / Gewässerschutzgesetz	--	--
sur les épizooties / Tierseuchengesetz	--	--
Lois cantonales / kantonale Gesetze		
sur les établissements publics et la danse / öffentliche Gaststätten und Tanz	--	--
sur la pêche et la chasse / Fischerei und Jagd	--	--
d'application du CP / EGStGB	57	34
d'application du CC / EGZGB	5	--
sur les appareils et les salons de jeu / Spielapparate und Spielsalons	--	--
autres lois cantonales / andere kantonale Gesetze	67	18
6.2.8. Décisions rendues par le Juge des mineurs et par le Tribunal / Durch den Jugendrichter und das Gericht gefällte Entscheide		
6.2.8.1. Jugements / Urteile		
Mesures de protection / Schutzmassnahmen		
Surveillance / Aufsicht	--	--
Assistance personnelle / Persönliche Betreuung	--	--
Maintien de l'assistance personnelle / Beibehaltung der persönlichen Betreuung	--	--
Placement familial / Unterbringung in einer geeigneten Familie	--	--
Placement dans un établissement d'éducation ouvert / Unterbringung in einer offenen Einrichtung	5	2
Placement dans un établissement d'éducation fermé / Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung	--	--
Maintien dans une maison d'éducation Beibehaltung in einem Erziehungsheim	--	--
Changement de mesure / Änderung der Massnahme	--	--
Traitement ambulatoire / Ambulante Behandlung	--	--
Accompagnement / Begleitung	--	2

	2011	2012
Peines / Strafen		
Réprimande / Verweis	--	1
Réprimande avec délai d'épreuve / Bedingter Verweis	--	--
Prestation personnelle (travail) / Persönliche Leistung (Arbeit)	2*	--
Prestation personnelle avec sursis / Bedingte persönliche Leistung	1*	--
Prestation personnelle avec sursis partiel / Teilweise bedingte persönliche Leistung	1*	--
Amende avec sursis / Bedingte Busse	--	--
Amende avec sursis partiel / Teilweise bedingte Busse	--	--
Amende sans sursis / Unbedingte Busse	--	--
Privation de liberté avec sursis / Bedingter Freiheitsentzug	--	1
Privation de liberté avec sursis partiel / Teilweise bedingter Freiheitsentzug	--	1
Privation de liberté sans sursis / Unbedingter Freiheitsentzug	3*	--
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)	--	--
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / Persönliche Leistung (Präventionskurs)	--	--
* Jugements rendus en 2011 sous l'empire de l'ancienne procédure		
Cumuls / Verbindung		
Peine + peine / Strafe + Strafe	--	--
Peine + mesure de protection / Strafe + Schutzmassnahme	1	9
Mesure + mesure / Massnahme + Massnahme	--	--
Exemption de peine / Strafbefreiung	--	--
Acquittement / Freispruch	--	2
Décisions administratives et d'exécution / Administrativ- und Ausführungsentscheide		
Inscription au casier judiciaire / Eintragung ins Strafregister	2	5
Radiation du casier judiciaire / Löschung im Strafregister	--	--
Révocation du sursis / Widerruf des bedingten Strafvollzugs	--	1
Renonciation à révoquer le sursis / Verzicht auf Widerruf des bedingten Strafvollzugs	--	--
Prolongation du délai d'épreuve / Verlängerung der Probezeit	--	--
Refus de radiation du casier judiciaire / Verweigerung der Löschung im Strafregister	--	--
Libération conditionnelle accordée / Bedingte Freilassung gewährt	--	--
Libération conditionnelle refusée ou révoquée / Bedingte Freilassung verweigert oder widerrufen	--	--
Fin de mesure / Beendigung der Massnahme	--	1
Fin d'accompagnement / Beendigung der Begleitung	--	--

	2011	2012
Conversions / Umwandlungen		
Conversion d'amende en privation de liberté / Umwandlung der Busse in Freiheitsentzug	2	8
Conversion prestation personnelle en amende / Umwandlung der persönlichen Leistung in Busse	8	11
Conversion prestation personnelle en privation de liberté / Umwandlung der persönlichen Leistung in Freiheitsentzug	2	2
Demande conversion privation de liberté en prestation perso / Gesuch Umwandlung des Freiheitsentzuges in persönlicher Leistung	--	-
Demande conversion amende en prestation personnelle/ Gesuch um Umwandlung der Busse in persönliche Leistung	4	1
6.2.8.2. Ordonnances pénales / Strafbefehle		
Mesures de protection / Schutzmassnahmen		
Surveillance / Aufsicht	--	--
Assistance personnelle / Persönliche Betreuung	1	--
Maintien de l'assistance personnelle / Beibehaltung der Persönlichen Betreuung	5	3
Maintien en maison d'éducation	1	1
Changement de mesure / Massnahmenwechsel	9	--
Traitement ambulatoire / Ambulante Behandlung	--	--
Accompagnement / Begleitung	6	8
Peines / Strafen		
Réprimande / Verweis	208	96
Amende avec sursis / Bedingte Busse	5	4
Amende avec sursis partiel / Teilweise bedingte Busse	3	1
Amende sans sursis / Unbedingte Busse	224	169
Prestation personnelle (travail) / Persönliche Leistung (Arbeit)	132	117
Prestation personnelle avec sursis / Bedingte persönliche Leistung	6	11
Prestation personnelle avec sursis partiel / Teilweise bedingte persönliche Leistung	6	18
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)	104	62
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / Persönliche Leistung (Präventionskurs)	77	60
Prestation personnelle (rendez-vous en bibliothèque) / Persönliche Leistung	7	8
Privation de liberté avec sursis / Bedingter Freiheitsentzug	5	5
Privation de liberté avec sursis partiel / Teilweise bedingter Freiheitsentzug	1	1
Privation de liberté sans sursis / Unbedingter Freiheitsentzug	9	17

	2011	2012
Cumuls / Verbindung		
Peine + peine / Strafe + Strafe	12	12
Peine + mesure de protection / Strafe + Schutzmassnahme	7	5
Mesure + mesure / Massnahme + Massnahme	--	--
<i>6.2.8.3. Cours d'éducation routière / Verkehrserziehungskurse</i>		
Ordonnés par la police et contrôlés par le Juge / Von der Polizei angeordnet und vom Richter überwacht	16	26

7. Commissions et autres autorités / Kommissionen und andere Behörden

7.1. Préfectures / Oberämter

7.1.1. Partie générale

7.1.1.1. Préfecture de la Sarine

7.1.1.1.1. Personnel et organisation

Le nombre de collaborateurs affecté au secteur pénal n'a pas évolué par rapport aux années précédentes ; outre le Lieutenant de Préfet secondé par une secrétaire à 60 %, il y a deux collaborateurs à plein temps épaulés par une personne placée par le Service public de l'emploi (100 %).

7.1.1.1.2. Statistiques et généralités

D'une manière générale, le volume des affaires pénales reste stable d'année en année. Si le nombre total de dossiers a quelque peu fléchi par rapport à l'année précédente, la masse de travail reste conséquente. Concernant le nombre est le détail des affaires traitées, nous renvoyons au tableau annexé.

Plaintes

Durant l'année 2012, les affaires transmises par le Ministère public en vue d'une tentative de conciliation (délits poursuivables sur plaintes uniquement) ont été au nombre de 392 ; sur ce dernier chiffre, 244 affaires (62,2 %) ont été liquidées par une transaction, voire par un retrait de plainte pur et simple. Comme par le passé, les infractions les plus souvent invoquées dans le cadre des diverses plaintes étaient essentiellement les suivantes : voies de fait, lésions corporelles simples, menaces, injures, abus de téléphone, atteintes à l'honneur, vols à l'étalage et violation d'une obligation d'entretien.

Dénonciations

Le nombre total de 7'840 ordonnances pénales (OP) se décompose de la manière suivante :

- > 2'018 OP ordinaires
- > 4'988 OP pour violation d'une mise à ban
- > 346 OP sanctionnant des stationnements illicites sur le domaine privé des CFF
- > 434 OP en matière d'accident de la circulation
- > 54 ordonnances de classement prononcées après opposition à une première ordonnance pénale.

La majorité des OP ordinaires concerne le domaine de la circulation routière. Les autres affaires relèvent essentiellement de la loi sur les établissements publics, la loi scolaire, la loi sur le contrôle des habitants et la loi sur la prostitution. A noter l'augmentation significative des dénonciations pour violation des obligations scolaires ; cette évolution est semble-t-il due aux directives plus strictes de la Direction de l'instruction publique, de la culture et des sports en la matière.

Avec l'introduction du nouveau code de procédure pénale (CPP), le Préfet est à nouveau magistrat instructeur en matière pénale [art. 17 CPP et 63 litt. c) LJ]. Dans ce contexte, les dénonciations contre inconnu pour dépassement de la vitesse autorisée ou pour toute autre infraction à la loi sur la circulation routière entraînent régulièrement l'ouverture d'enquêtes qui peuvent s'avérer longues et laborieuses ; outre les auditions par la police et par l'autorité de céans, ces investigations ont nécessité à deux reprises la mise en œuvre d'une commission rogatoire internationale aux fins d'élucider des excès de vitesse importants susceptibles d'entraîner le prononcé d'une mesure administrative. Dans un souci d'économie de procédure et d'égalité devant la loi, il serait souhaitable que le législateur permette de sanctionner le détenteur du véhicule si la procédure d'identification de l'auteur n'aboutit pas.

Comme par le passé, les OP prononcées en matière de mise à ban soulèvent de nombreuses contestations et entraînent un important travail administratif de vérification et de recherche lorsqu'il s'agit d'identifier les contrevenants.

Sur l'ensemble de ces affaires, 66 dossiers (0,84 %) ont été transmis au Juge de police en vue d'un débat contradictoire à la suite de l'opposition de la personne condamnée.

7.1.1.1.3. Divers

Le 14 septembre 2012, une délégation du Tribunal cantonal a inspecté le secteur pénal de la Préfecture.

7.1.1.2. Préfecture de la Singine

7.1.1.2.1. Personnel et organisation

La responsabilité principale en matière de plaintes et de dénonciations pénales incombe au vice-préfet Urs Stampfli. La gestion administrative des plaintes et dénonciations pénales enregistrées en continu est assurée de façon autonome par l'adjointe administrative, Mme Karin Peissard, ainsi que par Mme Lydia Jeckelmann, employée administrative.

7.1.1.2.2. Statistiques et généralités

Toutes les affaires pénales sont enregistrées dès leur réception. L'évaluation des cas enregistrés figurant ci-après vous donne une idée de la différence entre les diverses infractions, le nombre des enregistrements ainsi que le statut du dossier. Il en ressort que le nombre des enregistrements ne change que peu par rapport à l'année précédente.

Code statistique	Nature du délit
1	Accident de la circulation
2	Vitesse LCR
3	Infractions LCR (interdiction de parage, dépassement, surcharge, conduite en état d'ébriété, etc.)
4	Infractions à l'OTR
5	Non-paiement d'amendes d'ordre
6	Infractions chemins alpestres et forestiers / cueillette de champignons / contravention à la protection des espèces
7	Police des constructions
8	Plainte pénale / audience de conciliation réussie ou retrait de la plainte pénale
9	Plainte pénale / échec de l'audience de conciliation, transmission du dossier au Ministère public
10	Privation de libertés à des fins d'assistance ou admission dans une clinique psychiatrique pour mesures d'instruction
11	Enregistrement sans suites (personne en difficulté, accident de travail, conflit familial, informations émanant de la police)
12	A l'attention du Ministère public ou de la Chambre pénale des mineurs en raison de la compétence
13	Police du feu
14	Divers sans attribution
15	Violation de la scolarité obligatoire
16	Esclandre dans une auberge / non-respect des heures d'ouverture / service de boissons sans autorisation
17	Audition de conciliation fixée / cas toujours en suspens au 31.12
18	Ordonnance de classement / non-entrée en matière
19	Médiation
20	Ordonnances de suspension / auteur inconnu

Statistique 2012

Code	Enregistrements	Montant total des amendes	Total des émoluments	Frais préfecture
1	172	42'690.00	7'232.00	2'024.00
2	419	133'320.00	20'790.00	4'708.75
3	144	22'940.00	4'670.00	1'549.00
4	3	450.00	100.00	36.00
5	309	24'480.00	6'340.00	2'676.00
6	20	2'125.00	130.00	48.00
7	5	2'100.00	310.00	60.00
8	24			
9	23			
10	5			
11	13			

12	10			
13	0			
14	8	800.00	120.00	24.00
15	2	200.00	40.00	12.00
16	4	300.00	70.00	12.00
17	17			
18	8			
19	2			
20	10			
Total	1198	229'405.00	39'802.00	11'149.75

Nombre de dossiers avec statut "ouvert"	1
Nombre de dossiers avec statut "en cours de traitement"	21
Nombre de dossiers avec statut "réglé"	1176

Les code 10 et 11 ne sont pas pris en considération dans la statistique annuelle officielle, qui est également adressée au Conseil de la magistrature, car il ne s'agit pas là d'audiences de conciliation, ni d'ordonnances ou de décisions pénales, ni de transmissions du cas au juge compétent.

Plaintes pénales

Le vice-préfet Urs Stampfli est responsable de l'exécution des séances de conciliation prévues par la loi. Le nombre de plaintes pénales s'est accru par rapport à l'année précédente; autrement dit, il a passé de 47 à 66. Le constat demeure: les tentatives de conciliation deviennent manifestement plus difficiles et plus longues. Sur demande du/de la prévenu/e, la présence d'un représentant légal est également autorisée lors des auditions.

Dénonciations pénales

Les dénonciations pénales enregistrées évoluent dans le cadre de l'année précédente, soit une augmentation de 31 dénonciations. 1104 ordonnances pénales ont été prononcées. Dont 16 ont fait l'objet d'une contestation par voie d'opposition.

Autre constat qui perdure, toujours plus nombreuses sont les personnes demandant un paiement par tranches. Le cas échéant, le montant minimum de la tranche mensuelle est fixé à 50.00 Fr.

L'encaissement des amendes prononcées a lieu exclusivement par l'intermédiaire du Service des finances du canton de Fribourg. Après une tentative d'encaissement restée vaine, l'ordonnance pénale est transformée en peine et transmise pour exécution contrainte au Service de l'application des sanctions pénales et des prisons (104 au total en 2012). Rares sont les demandes de réduction de peine ou de conversion de l'amende en travail d'intérêt général directement adressées chez nous.

7.1.1.2.3. Divers

Un grand merci est adressé ici à tous les services impliqués dans la collaboration, qui fut agréable et extraordinaire.

7.1.1.3. Préfecture de la Gruyère

7.1.1.3.1. Personnel et organisation

Monsieur André Geinoz, Lieutenant de préfet, est responsable du domaine des plaintes pénales. Le personnel en charge des activités pénales est demeuré inchangé.

7.1.1.3.2. Statistiques et généralités

Plaintes

Le nombre de plaintes enregistrées par rapport à l'année 2011 a augmenté. Le pourcentage de réussite des tentatives de conciliations ayant abouti en préfecture est cependant identique à celui de 2011.

Sauf problème particulier, les parties citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai d'un mois dès réception de la plainte. Les plaintes reçues en préfecture et devant être transmises d'office au Ministère public le sont dès leur réception.

Toute comme en 2011, il est relevé une sensible augmentation des parties assistées par un avocat. Selon la pratique de la préfecture, les avocats sont admis en séance de conciliation.

Comparatif	2011	2012
Tentatives de conciliation	144	154
> ayant abouti	78	84
> ayant échoué, transmises au Ministère public	38	51
> en suspens	28	19

Dénonciations

Le nombre de rapports de dénonciations enregistrés durant l'année écoulée a encore augmenté par rapport à l'année précédente. Le taux d'opposition a légèrement diminué, il reste relativement faible compte tenu du nombre d'ordonnances pénales.

En raison de l'urbanisation croissante du district de la Gruyère, et de la ville de Bulle en particulier, on constate cette année encore une augmentation importante des dénonciations liées aux violations de mises à ban. Le nombre des infractions pénales relatives à la LATeC, aux violations des interdictions de circuler en zone forestière, ainsi que celles liées aux absences scolaires, est stable par rapport à l'année précédente.

De nombreux dossiers concernant des ordonnances pénales non payées ont été transmis au Service de l'application des sanctions pénales, pour l'exécution de la peine privative de liberté de substitution (art. 2 de l'Ordonnance du 12 décembre 2006 concernant l'application des sanctions pénales).

Quatre cas de conversion d'amende en travail d'intérêt général (TIG) ont été enregistrés en 2012.

Comparatif	2011	2012
Ordonnances pénales	2346	4
> définitives	2274	91
> frappées d'opposition	72	63

7.1.1.4. Préfecture du Lac

7.1.1.4.1. Personnel et organisation

Le personnel compétent pour les affaires pénales n'a pas changé au cours de l'année écoulée.

7.1.1.4.2. Statistiques et généralités

Plaintes

Les plaintes sont traitées par le vice-préfet Reto Hauser, qui mène également les audiences de conciliation.

Le nombre des plaintes qui ont entraîné la fixation d'une séance de conciliation a plus que doublé par rapport à l'année précédente. Les raisons nous en sont inconnues. Le nombre des conciliations qui ont abouti a certes augmenté lui aussi, mais pas dans la même mesure que celui des audiences y relatives, de sorte que le pourcentage de conciliations réussies a diminué par rapport à l'année précédente.

A la fin de l'année, il y avait quatre affaires en suspens. Les convocations aux audiences y afférentes ont été envoyées en décembre 2012 et au début de 2013.

En règle générale, les parties sont citées à comparaître à la séance de conciliation dans le délai d'un mois à dater de la réception de la plainte.

Les plaintes déposées à la préfecture sont transmises sans retard au Ministère public.

Dans la majorité des cas, les parties ne sont pas assistées par des avocats lors des séances de conciliation. Il y a lieu de constater qu'en présence d'avocats, une conciliation est plutôt difficile à obtenir car, en l'occurrence, la question du règlement des frais revêt une plus grande importance. Comme les audiences de conciliation visent avant tout une explication entre les parties adverses, les représentants de celles-ci sont - le cas échéant - priées de faire preuve de retenue; ceci est généralement bien compris par les avocats, en particulier lorsque l'autre partie comparaît sans représentant.

<i>Tableau comparatif des plaintes</i>	2011	2012
Tentatives de conciliation	23	52
Conciliations réussies	11	17
Transmises au Ministère public	9	31
Dossiers en suspens	3	4

Dénonciations

Comparé à l'année précédente, le nombre des dénonciations a nettement augmenté (+456 ou +21.6%). Le nombre des oppositions contre les ordonnances pénales a légèrement diminué en chiffres absolus (-4 ou 34 oppositions) et, par rapport au nombre des ordonnances pénales prononcées, il a quelque peu régressé avec 1,32% (année précédente 1,8% ou 38 oppositions).

Phénomène inquiétant, les dénonciations pour absences sans excuses à l'école obligatoire augmentent en comparaison de 2010: cette année-là, il (n') y a eu (que) 5 dénonciations. Contre 17 en 2011 et 16 en 2012, toutes pour des absences à la garderie d'enfants ou à l'école primaire. Nous ignorons si ce nombre en augmentation est imputable au fait que la direction de l'instruction publique a donné aux directions des écoles l'ordre de dénoncer obligatoirement les absences sans excuses, ou s'il s'agit davantage en réalité de l'irresponsabilité des parents face à leurs enfants.

Durant l'année sous rapport, 1 demande (année précédente: 4) de conversion en travail d'intérêt général a été adressée au Service de l'application des sanctions pénales et des prisons.

154 dossiers (année précédente 129) ont été adressés au service précité en raison d'amendes impayées.

<i>Tableau comparatif des ordonnances pénales</i>	2011	2012
Ordonnances pénales	2109	2565
Définitives	2071	2531
Oppositions	38	34

7.1.1.5. Préfecture de la Glâne

7.1.1.5.1. Personnel et organisation

Madame Mélanie Jonin, ancienne apprentie, avait été engagée comme employée en 2010. Cet engagement avait permis d'assurer la continuité suite à de nombreuses autres mutations dans le cadre de la préfecture. Elle a démissionné au 31 janvier 2012. Elle a été remplacée par Madame Marie-Christine Offner. Madame Offner a une grande expérience puisqu'elle travaillait à l'autorité cantonale de la transparence et de la protection des données. Auparavant, elle avait travaillé plusieurs années auprès de la préfecture de la Sarine. Son expérience et sa compétence sont appréciées.

Durant l'année, Madame Nadia Dumas a été absente quatre mois suite à la naissance de son fils. Son remplacement a été compensé par des heures supplémentaires, que le personnel a accepté d'effectuer ; ce qui prouve la bonne collaboration entre le personnel.

7.1.1.5.2. Statistiques et généralités

L'année 2012 a connu une augmentation du volume de travail en matière pénale avec un accroissement de 31% des affaires. Cette augmentation s'explique par des dénonciations plus nombreuses en matière d'excès de vitesse (+ 66 cas) et pour des accidents de la circulation (+ 19 cas). A relever également un nombre conséquent de dénonciations (47 cas) liées à un chemin particulier frappé d'une interdiction générale de circuler dans les deux sens. Ces dernières affaires ont suscité un échange important de courriers.

Plaintes

Madame Sarah Devaud, Lieutenante de préfet, s'occupe en principe des plaintes et séances de conciliation y relatives. Le nombre de plaintes enregistrées par rapport à l'année 2011 est légèrement supérieur. Plus de 63 % des plaintes ont été conciliées contre 51 % en 2011.

En principe, les parties citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai d'un mois, dès réception de la plainte. Nous avons rencontré quelques difficultés avec La Poste. En effet, parfois les délais pour la remise des actes étaient très longs. Nous sommes intervenus auprès de La Poste pour signaler ces retards.

Dénonciations

Le nombre de dénonciations enregistrées durant l'année écoulée est en forte augmentation (35 %).

Le nombre d'ordonnances pénales frappées d'opposition est identique (12). En proportion, il est par contre inférieur.

7.1.1.5.3. Divers

L'année 2012 s'est déroulée à satisfaction de l'équipe de la préfecture. Il n'y a pas de retard à signaler et les affaires sont traitées dans les délais, ce dont nous nous réjouissons.

7.1.1.6. Préfecture de la Broye

7.1.1.6.1. Personnel et organisation

Sous la responsabilité du Préfet Christophe Chardonnens, la Préfecture de la Broye emploie cinq personnes (4,4 EPT) ainsi qu'un apprenti. Le volet pénal est essentiellement l'apanage du préfet, du lieutenant de préfet et d'une secrétaire.

7.1.1.6.2. Statistiques et généralités

La Préfecture de la Broye enregistre une augmentation significative de son activité juridictionnelle en matière pénale. Il est toutefois réjouissant de constater l'efficacité d'une justice simple et rapide, la plupart des plaintes et dénonciations transmises à la préfecture étant traitées de manière définitive.

Plaintes

Le nombre de plaintes transmises au préfet pour conciliation augmente de 7 %, avec la satisfaction de pouvoir concilier les parties dans bon nombre de cas (43 %).

Dénonciations

Le nombre de dénonciations se situe dans la moyenne de ces dernières années. Il convient de relever que la majeure partie de ces dénonciations porte sur des infractions LCR, tout en soulignant le peu de situations dans lesquelles l'ordonnance rendue est frappée d'opposition (1,7 %).

7.1.1.6.3. Divers

Il convient de relever la qualité de la collaboration développée avec le Ministère public, ce tant dans le traitement des plaintes que dans le contrôle préalable des ordonnances de classement.

7.1.1.7. Préfecture de la Veveyse

7.1.1.7.1. Personnel et organisation

Le personnel de la Préfecture de la Veveyse amené à traiter de problèmes relatifs au pénal est le même qu'en 2012.

En principe, le préfet tient seul les séances de conciliation. S'il doit se récuser, c'est le lieutenant de préfet qui endosse cette responsabilité.

Les trois collaboratrices régulières sont amenées à rédiger les ordonnances pénales, et ce, sous la responsabilité du lieutenant de préfet ou du préfet.

7.1.1.7.2. Statistiques et généralités

Il nous plaît d'abord de relever que les craintes relatives à l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions légales se sont vite estompées. Il faut dire que la collaboration entre le Ministère public et les Préfectures est excellente. La communication est bonne et un certain nombre de réglages fins ont contribué à huiler parfaitement les rouages.

Plaintes

Le nombre de plaintes pénales avait fortement diminué ces dernières années. Il semble, aujourd'hui, qu'il se stabilise à un niveau, c'est vrai, relativement bas. On ne va pas s'en plaindre.

Comme nous le disions déjà dans les précédents constats, nous n'avons pas d'explications convaincantes à fournir, relativement à ce phénomène. Emettons toutefois l'une ou l'autre hypothèse...

Il ne faut pas perdre de vue le fait que le district ne compte que 17 '000 habitants. Pas oublier, non plus, que la majeure partie des personnes actives passent leur journée à l'extérieur, sur le lieu de leur travail.

Autre élément à prendre en considération, le préfet et son lieutenant jouent, plus souvent qu'à leur tour, un rôle de conseiller, de modérateur, d'ombudsman. À ce titre et avant qu'une plainte pénale ne soit éventuellement déposée, ils sont régulièrement appelés à offrir leurs bons offices pour trouver, en amont d'une éventuelle procédure, les solutions les plus raisonnables, voire les plus économiques.

En règle générale, les parties citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai d'un mois dès réception de la plainte. 9 fois sur 10, elles se présentent seules à la séance de conciliation. Elles ne sont pas accompagnées d'un mandataire.

Pour une partie des plaignants, le fait de se retrouver devant le préfet « officialise » leur démarche. En d'autres termes, ils veulent que l'autorité soit informée de leur situation. Simplement. Partant, ils sont ensuite prêts à retirer leur plainte pénale.

Dès leur éventuelle réception par la Préfecture, les plaintes pénales sont évidemment systématiquement transmises au Ministère public.

Tableau comparatif

Plaintes

	2011	2012
Tentatives de conciliation	32	32
ayant abouti	13	15
ayant échoué, transmises au juge compétent	10	5
en suspens + citées	1	7
transmises d'office au juge compétent	8	5

Dénonciations

En 2012, la Préfecture de la Veveyse a retrouvé des chiffres plus proches de ceux qu'elle a connus par le passé, excepté ceux de l'année 2011, nettement inférieurs.

Les dénonciations relatives aux infractions à la loi sur la circulation routière (LCR) représentent évidemment la plus grande partie des dénonciations reçues par la Préfecture.

Suivent, dans l'ordre, les dénonciations pour violation de mise à ban (78), violation des mesures de signalisation (19). Nous pourrions ensuite mentionner les ceintures de sécurité (10), les tests antipollution (8), la fermeture tardive des établissements publics (4), les travaux entrepris sans autorisation (3).

Le nombre de dénonciations pour absences scolaires illégitimes n'est, en 2012, que de 10 (20 en 2011). C'est mieux, même si c'est encore trop. Peut-être que les amendes infligées par le préfet (de l'ordre de CHF 100.00/jour/ enfant) commencent à faire effet ?

Ensuite de l'envoi de l'ordonnance pénale, l'encaissement, quant à lui, reste toujours assez aléatoire. Le nombre de dossiers d'ordonnances pénales impayées transmises au Service de l'application des sanctions pénales pour l'exécution de la peine privative de liberté par substitution est toujours important (72 en 2011, 66 en 2012).

Tableau comparatif	2011	2012
Ordonnances pénales	430	545
définitives	420	524
frappées d'opposition	9	20
transmises d'office au juge compétent	9	1

7.1.2. Allgemeiner Teil

7.1.2.1. Oberamt des Saanebezirks

7.1.2.1.1. Personal und Organisation

Die Zahl der Mitarbeitenden im Bereich der Strafanträge und Strafanzeigen ist gleich wie in den letzten Jahren; ausser dem Vizeoberamtmann, der von einer Sekretärin (60 %) unterstützt wird, sind zwei Mitarbeiter (je 100 %) und eine Person des Amts für den Arbeitsmarkt (100 %) angestellt.

7.1.2.1.2. Statistik und Allgemeines

Die Zahl der Angelegenheiten in Strafsachen bleibt über die Jahre stabil. Obwohl die Gesamtzahl der Dossiers im Vergleich zum Vorjahr leicht sank, blieb die Arbeitslast beträchtlich. Zahlen und Details zu den behandelten Angelegenheiten finden Sie in der Tabelle im Anhang.

Klagen

Im Jahr 2012 betrug die Zahl der Angelegenheiten, die dem Oberamt von der Staatsanwaltschaft zwecks Versöhnungsversuchs übertragen wurden (nur eingeklagte Delikte) 392; davon wurden 244 (62,2 %) mit einem Vergleich oder einem Rückzug der Klage abgeschlossen. Wie in den Vorjahren sind die am häufigsten eingeklagten Verstösse: Tötlichkeit, einfache Körperverletzung, Drohung, Beschimpfung, Telefonmissbrauch, Ehrverletzung, Ladendiebstahl und Vernachlässigung einer Unterhaltspflicht.

Anzeigen

Die Gesamtzahl der 7840 Strafbefehle (SB) enthält:

- > 2018 ordentliche SB
- > 4988 SB für Übertretung eines gerichtlichen Verbots
- > 346 SB für unerlaubtes Parkieren auf privatem SBB-Gebiet
- > 434 SB bei Verkehrsunfällen
- > 54 Einstellungsverfügungen nach Einsprache gegen einen ersten Strafbefehl.

Die meisten ordentlichen SB betreffen den Strassenverkehr. Die übrigen Angelegenheiten betreffen zur Hauptsache das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten, das Schulgesetz, das Gesetz über die Einwohnerkontrolle und das Gesetz über die Prostitution. Auffallend ist die beträchtliche Zunahme der Anzeigen wegen Verletzung der Schulpflichten; für diese Entwicklung sind angeblich die einschlägigen strengeren Weisungen der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport verantwortlich.

Mit der Einführung der neuen Strafprozessordnung (StPO) wurde der Oberamtmann wieder Untersuchungs-Magistratsperson in Strafsachen (Art. 17 StPO und 63 Bst. c JG). Deshalb ziehen Anzeigen gegen Unbekannt wegen Geschwindigkeitsüberschreitung oder anderer Verstösse gegen das Strassenverkehrsgesetz regelmässig die Eröffnung einer Untersuchung nach sich, die langwierig und mühsam werden kann; ausser den Anhörungen durch die Polizei und die Behörde des Hauses führten diese Untersuchungen in zwei Fällen zu einem internationalen Rechtshilfesuch, um bedeutende Geschwindigkeitsüberschreitungen aufzuklären, für die eine Administrativmassnahme hätte verhängt werden können. Im Sinne eines sparsamen Umgangs mit Verfahren und aus Gründen der Gleichheit vor dem Gesetz wäre zu wünschen, dass der Gesetzgeber die Sanktionierung des Fahrzeughalters ermöglichen würde, wenn der Täter nicht identifiziert werden kann.

Die SB wegen richterlicher Verbote verursachen weiterhin zahlreiche Anfechtungen und führen zu einem erheblichen administrativen Aufwand (Überprüfungen, Nachforschungen), wenn die Fehlbaren identifiziert werden sollen.

Von diesen Angelegenheiten wurden 66 Dossiers (0,84 %) dem Polizeirichter übergeben, der infolge einer Einsprache der verurteilten Person eine Verhandlung durchführte.

7.1.2.1.3. *Verschiedenes*

Am 14. September 2012 inspizierte eine Delegation des Kantonsgerichts den Sektor Strafvollzug des Oberamts.

7.1.2.2. *Oberamt des Sensebezirks*

7.1.2.2.1. *Personal und Organisation*

Die Hauptverantwortlichkeit im Bereich der Strafanträge und Strafanzeigen liegt beim Vize-Oberamtmann Urs Stampfli. Die Sachbearbeitung der laufend eingehenden Strafanträgen und Strafanzeigen erfolgt selbstständig durch die Verwaltungsadjunktin Frau Karin Peissard sowie durch die Verwaltungsangestellte Frau Lydia Jeckelmann.

7.1.2.2.2. *Statistiken und Allgemeines*

Sämtliche Angelegenheiten bezüglich Strafsachen werden bei Eingang registriert. Die nachfolgende Auswertung der Registrierungen gibt Ihnen Auskunft über die Unterscheidung nach verschiedenen Vergehen, die Anzahl der Registrierungen sowie den Dossierstatus. Daraus ist ersichtlich, dass sich die Anzahl der Registrierungen nur unwesentlich vom Vorjahr unterscheidet.

Statistikcode	Art des Vergehens
1	Verkehrsunfall
2	SVG-Geschwindigkeit
3	SVG-Uebertretungen (Parkverbot, Ueberholen, Ueberladen, FIAZ etc.)
4	ARV-Uebertretungen
5	Nichtbezahlen von Ordnungsbussen
6	Übertretungen Alp- und Forstwege / Sammeln von Pilzen / Verstoss gegen Artenschutz
7	Baupolizei
8	Strafklage / Erfolgreiche Versöhnungsverhandlung oder Rückzug der Strafklage
9	Strafklage / Versöhnungsverhandlung nicht erfolgreich, weiterleiten an StWA
10	Fürsorgerischer Freiheitsentzug od. Einweisung in Psychiatrische Klinik für Abklärungen
11	Registrierung ohne Folgen (Person in Schwierigkeiten, Arbeitsunfall, Familienstreit, Polizeiinformationen)
12	An Staatsanwaltschaft oder Jugendstrafkammer infolge Zuständigkeit
13	Feuerpolizei
14	Diverses ohne Zuordnung
15	Verletzung der Schulpflicht
16	Wirtshauskandal / Ueberwirten / Getränkeausschank ohne Bewilligung
17	Angesetzte Versöhnungsverhandlung / Per 31.12 noch hängig
18	Einstellungsverfügung / Nichtanhandnahmeentschied
19	Mediation
20	Sistierungsverfügungen / Täterschaft Unbekannt

Statistik 2012

Code	Registrierungen	Total Bussenbetrag	Total Gebühren	Kosten Oberamt
1	172	42'690.00	7'232.00	2'024.00
2	419	133'320.00	20'790.00	4'708.75
3	144	22'940.00	4'670.00	1'549.00
4	3	450.00	100.00	36.00
5	309	24'480.00	6'340.00	2'676.00
6	20	2'125.00	130.00	48.00
7	5	2'100.00	310.00	60.00
8	24			
9	23			
10	5			
11	13			
12	10			
13	0			
14	8	800.00	120.00	24.00
15	2	200.00	40.00	12.00
16	4	300.00	70.00	12.00
17	17			
18	8			
19	2			
20	10			
Total	1198	229'405.00	39'802.00	11'149.75

Anzahl Dossier mit Status "Offen"	1
Anzahl Dossier mit Status "In Bearbeitung"	21
Anzahl Dossier mit Status "Erledigt"	1176

Statistikcode 10 und 11 werden in der offiziellen Jahresstatistik, welche ebenfalls dem Justizrat zugestellt wird, nicht berücksichtigt, da es sich hierbei nicht um Schlichtungsverhandlungen, Strafbefehle resp. Strafsentscheide oder Überweisungen an den zuständigen Richter handelt.

Strafanträge

Der Vize-Oberamtmann Urs Stampfli ist Verantwortlicher für die Durchführung der gesetzlich vorgeschriebenen Versöhnungsverhandlungen. Die Anzahl der Strafklagen ist gegenüber dem Vorjahr angestiegen, d.h. von 47 auf 66. Es muss weiterhin festgestellt werden, dass die Schlichtungsversuche zusehends schwieriger und aufwändiger werden. Auf Verlangen des/der Beklagten wird ebenfalls eine Rechtsvertretung zur Verhandlung zugelassen.

Strafanzeigen

Die eingegangenen Strafanzeigen bewegen sich im Rahmen des Vorjahres, d.h. eine Zunahme von 31 Anzeigen. Insgesamt wurden 1104 Strafbefehle ausgestellt. Davon wurden 16 mittels Einsprache angefochten.

Es wird auch weiterhin festgestellt, dass immer mehr Personen eine Ratenzahlung beantragen. In diesen Fällen ist der Minimalbetrag pro Monatsrate auf Fr. 50.00 festgelegt.

Das Inkasso der ausgesprochenen Bussen erfolgt ausschliesslich durch den Finanzdienst des Kantons Freiburg. Nach einem erfolglosen Inkassoversuch wird der Strafbefehl in Haft umgewandelt und zur Vollstreckung an das Amt für Straf- und Massnahmenvollzug übermittelt (2012 Total 104). Nur selten werden direkt bei uns Anträge um Bussenreduktionen oder um Umwandlung der Busse in gemeinnützige Arbeit eingereicht.

7.1.2.2.3. Verschiedenes

Ein grosser Dank geht an alle involvierten Ämter für die angenehme und hervorragende Zusammenarbeit.

7.1.2.3. Oberamt des Greyerzbezirks

7.1.2.3.1. Personal und Organisation

Vizeoberamtmann André Geinoz ist für den Bereich Strafanzeigen zuständig. Beim Personal, das mit Strafsachen beschäftigt ist, gab es keine Veränderungen.

7.1.2.3.2. Statistik und Allgemeines

Klagen

Die Zahl der Klagen nahm im Vergleich mit dem Vorjahr zu. Hingegen blieb die Erfolgsquote der Schlichtungsversuche beim Oberamt gegenüber 2011 gleich.

Abgesehen von speziellen Problemen werden die beteiligten Parteien innerhalb eines Monats nach Eingang der Klage zu einer Anhörung eingeladen. Die beim Oberamt eingegangenen Klagen, die von Amtes wegen an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet werden müssen, werden unverzüglich weitergeleitet.

Wie bereits 2011 kam es immer häufiger vor, dass die Parteien von Rechtsanwälten begleitet wurden. Gemäss Praxis des Oberamts werden die Rechtsanwälte bei Schlichtungsverhandlungen zugelassen.

Vergleich	2011	2012
Schlichtungsversuche	144	154
> erfolgreich	78	84
> erfolglos, an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	38	51
> hängige Dossiers	28	19

Anzeigen

Die Zahl der Anzeigen nahm im Vergleich mit dem Vorjahr zu. Die Einsprachequote nahm leicht ab und ist unter Berücksichtigung der zahlreichen Strafbefehle ziemlich tief.

Aufgrund der zunehmenden Verstädterung im Greyerzbezirk, speziell in Bulle, stellte man auch dieses Jahr eine merkbliche Zunahme der Anzeigen wegen Übertretung eines gerichtlichen Verbots fest. Die Zahl der Straftaten gemäss RPBG, der Übertretungen von Fahrverboten in Forstwirtschaftszonen wie auch der Verletzungen der Schulpflicht veränderte sich gegenüber 2011 kaum.

Zahlreiche Dossiers im Zusammenhang mit nicht bezahlten Strafbefehlen wurden für den Vollzug des Freiheitsentzugs an das Amt für Straf- und Massnahmenvollzug weitergeleitet (Art. 2 der Verordnung vom 12. Dezember 2006 über den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen).

Im Jahr 2012 wurde in vier Fällen eine Busse in gemeinnützige Arbeit (GA) umgewandelt.

Vergleich	2011	2012
Strafbefehle	2346	2354
> definitive	2274	2291
> Einsprachen	72	63

7.1.2.4. Oberamt des Seebezirks

7.1.2.4.1. Personal und Organisation

Das für Strafsachen zuständige Personal blieb im vergangenen Jahr unverändert.

7.1.2.4.2. Statistiken und Allgemeines

Klagen

Die Klagen werden von Vize-Oberamtmann Reto Hauser behandelt, welcher auch die Versöhnungsverhandlungen durchführt.

Die Anzahl Klagen, die die Ansetzung einer Versöhnungsverhandlung zur Folge hatten, hat sich gegenüber dem Vorjahr mehr als verdoppelt. Die Gründe dafür sind uns nicht bekannt. Die Anzahl der Versöhnungen, die erfolgreich abgeschlossen werden konnten, ist zwar auch gestiegen, aber nicht im gleichen Ausmass wie die Anzahl Versöhnungsverhandlungen, sodass der Anteil gelungener Versöhnungen gegenüber dem Vorjahr rückläufig ist.

Am Jahresende waren vier Fälle hängig. Die Vorladungen zu den entsprechenden Verhandlungen sind im Dezember 2012 und zu Beginn des Jahres 2013 versandt worden.

In der Regel werden die Parteien innerhalb Monatsfrist ab Eingang der Klage zur Einigungsverhandlung vorgeladen.

Beim Oberamt eingereichte Klagen werden ohne Verzug der Staatsanwaltschaft weitergeleitet.

In den meisten Fällen werden die Parteien bei Versöhnungsverhandlungen nicht von Rechtsanwälten begleitet. Es muss festgestellt werden, dass bei der Mitwirkung von Rechtsanwälten eine Versöhnung eher schwierig zu erreichen ist, da in diesem Falle die Frage der Kostenregelung eine zusätzliche Bedeutung erhält. Da bei der Versöhnungsverhandlung vor allem eine Aussprache der Kontrahenten angestrebt wird, werden Parteienvertreter gegebenenfalls gebeten, sich zurückzuhalten; dies wird in der Regel von den Rechtsanwälten auch mit Verständnis nachvollzogen, insbesondere wenn die andere Partei ohne Rechtsanwalt zugegen ist.

<i>Vergleichstabelle Klagen</i>	2011	2012
Versöhnungsversuche	23	52
Versöhnungen gelungen	11	17
der Staatsanwaltschaft weitergeleitet	9	31
hängige Dossiers	3	4

Anzeigen

Im Vergleich zum Vorjahr hat die Anzahl Anzeigen erneut deutlich zugenommen (+ 456 oder + 21,6 %). Die Anzahl Einsprachen gegen die Strafbefehle hat in absoluten Zahlen leicht abgenommen (4 oder 34 Einsprachen) und im Verhältnis zur Anzahl der ausgestellten Strafbefehle ist sie mit 1,32 % etwas zurückgegangen (Vorjahr 1,8 % oder 38 Einsprachen).

Bedenklich erscheint, dass die Anzeigen wegen unentschuldigter Absenzen zum obligatorischen Schulunterricht gegenüber dem Jahr 2010 zunehmen: 2010 waren es (nur) 5 Anzeigen. Im Jahre 2011 17 Anzeigen, und im Jahr 2012 deren 16, alle für Kindergarten- oder Primarschulabsenzen. Ob die vermehrte Anzahl von Anzeigen darauf zurückzuführen ist, dass die Erziehungsdirektion die Schulleitungen angewiesen hat unentschuldigte Absenzen obligatorisch anzuzeigen, oder ob tatsächlich mehr Unverantwortlichkeit von Eltern gegenüber ihren Kindern vorliegt, entzieht sich unserer Kenntnis.

Im Berichtsjahr ist 1 Anfrage (Vorjahr 4) um Umwandlung in gemeinnützige Arbeit dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse zugestellt worden.

154 Dossiers (Vorjahr 129) mussten dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse wegen nichtbezahlter Busse zugestellt werden.

<i>Vergleichstabelle Strafbefehle</i>	2011	2012
Strafbefehle	2109	2565
definitive	2071	2531
Einsprachen	38	34

7.1.2.5. Oberamt des Glanebezirks

7.1.2.5.1. Personal und Organisation

Mélanie Jonin, ehemalige Lernende, war 2010 angestellt worden. Diese Anstellung gewährleistete eine gewisse Kontinuität, nachdem es beim Oberamt zu zahlreichen Wechseln gekommen war. Frau Jonin verliess uns am 31. Januar 2012. An ihre Stelle kam Marie-Christine Offner. Frau Offner bringt viel Erfahrung mit, da sie bei der Behörde für Öffentlichkeit und Datenschutz arbeitete. Zuvor war sie mehrere Jahre beim Oberamt des Saanebezirks angestellt. Ihre Erfahrung und ihre Sachkenntnis werden sehr geschätzt.

Während des Jahres war Nadia Dumas wegen der Geburt ihres Sohnes vier Monate abwesend. Ihre Abwesenheit wurde mit Überstunden der Kolleginnen und Kollegen ausgeglichen, was die gute Zusammenarbeit beim Personal beweist.

7.1.2.5.2. Statistik und Allgemeines

Das Jahr 2012 brachte im Bereich Strafrecht viel Mehrarbeit; die Zahl der Fälle nahm um 31 % zu. Diese Zunahme lässt sich durch immer mehr Anzeigen bei Geschwindigkeitsüberschreitungen (+ 66 Fälle) und Verkehrsunfällen (+ 19 Fälle) erklären. Zu erwähnen ist auch eine bedeutende Zahl von Anzeigen (47 Fälle) im Zusammenhang mit einem bestimmten Weg, für den ein allgemeines Fahrverbot in beiden Richtungen gilt. Diese Angelegenheiten haben einen regen Briefwechsel verursacht.

Klagen

Vizeoberamtfrau Sarah Devaud beschäftigt sich grundsätzlich mit den Klagen und den damit verbundenen Versöhnungsverhandlungen. Die Zahl der Klagen nahm im Vergleich mit dem Vorjahr leicht zu. Gut 63 % der Klagen endeten mit einer Versöhnung (51 % im Jahr 2011).

Grundsätzlich werden die beteiligten Parteien innerhalb eines Monats nach Eingang der Klage zu einer Anhörung eingeladen. Es ergaben sich einige Schwierigkeiten mit der Post. Die Fristen für die Zustellung der Schriftstücke waren oft sehr lang. Wir haben diese Verspätungen bei der Post gemeldet.

Anzeigen

Die Zahl der Anzeigen nahm gegenüber 2011 stark zu (35 %).

Die Zahl der Strafbefehle mit nachfolgender Einsprache blieb gleich (12). Im Verhältnis zur Gesamtzahl der Strafbefehle nahm sie ab.

7.1.2.5.3. Verschiedenes

Das Jahr 2012 verlief für das Team des Oberamts zufriedenstellend. Es sind keine Verspätungen zu vermelden und die Angelegenheiten werden fristgerecht behandelt, was uns sehr freut.

7.1.2.6. Oberamt des Broyebezirks

7.1.2.6.1. Personal und Organisation

Das Oberamt des Broyebezirks wird von Oberamtmann Christophe Chardonnens geleitet. Es beschäftigt fünf Personen (4,4 VZÄ) und einen Lernenden. Der Bereich Strafrecht wird im Wesentlichen vom Vizeoberamtmann und von einer Sekretärin bearbeitet.

7.1.2.6.2. Statistik und Allgemeines

Das Oberamt des Broyebezirks stellt eine merkliche Zunahme seiner richterlichen Tätigkeit in Strafsachen fest. Dabei ist es erfreulich, festzustellen, dass auch eine einfache und zügige Rechtsprechung effizient sein kann. Die meisten Klagen und Anzeigen werden nämlich beim Oberamt abschliessend behandelt.

Klagen

Die Zahl der beim Oberamt eingereichten Klagen nimmt um 7 % zu. In einem grossen Teil der Fälle (43 %) ist der Versöhnungsversuch erfolgreich.

Anzeigen

Die Zahl der Anzeigen liegt im Mittel der letzten Jahre. Die meisten dieser Anzeigen betreffen Übertretungen beim SVG, wobei hervorzuheben ist, dass auf die Anzeige nur selten eine Einsprache folgt (1,7 %).

7.1.2.6.3. *Verschiedenes*

Die Zusammenarbeit mit der Staatsanwaltschaft funktioniert gut, sowohl bei der Behandlung der Klagen als auch bei der Vorprüfung der Verfahrenseinstellungen.

7.1.2.7. *Oberamt des Vivisbachbezirks*

7.1.2.7.1. *Personal und Organisation*

Das Personal, das sich mit Strafsachen beschäftigt, ist dasselbe wie im Vorjahr.

Grundsätzlich leitet der Oberamtmann die Versöhnungsverhandlungen allein. Muss er in den Ausstand treten, ersetzt ihn der Vizeoberamtmann.

Die drei regelmässigen Mitarbeiterinnen verfassen unter der Verantwortung des Vizeoberamtmanns oder des Oberamtmanns die Strafbefehle.

7.1.2.7.2. *Statistik und Allgemeines*

Erfreut stellen wir fest, dass sich die Befürchtungen im Zusammenhang mit dem Inkrafttreten neuer Gesetzesbestimmungen rasch in Luft aufgelöst haben. Die Zusammenarbeit zwischen der Staatsanwaltschaft und den Oberämtern ist ausgezeichnet. Die Kommunikation ist gut, und eine Reihe von Feineinstellungen hat das Räderwerk zu perfektem Laufen gebracht.

Klagen

Die Zahl der Strafklagen nahm in den letzten Jahren stark ab. Heute scheint sie sich auf relativ tiefem Niveau zu stabilisieren. Darüber werden wir uns nicht beklagen.

Wie wir bereits früher festgehalten haben, können wir dieses Phänomen nicht schlüssig erklären. Ein paar Hypothesen:

Man darf nicht vergessen, dass der Bezirk nur 17 000 Einwohner zählt. Auch nicht übersehen sollte man, dass der Grossteil der aktiven Bevölkerung auswärts arbeitet.

Ausserdem nehmen Oberamtmann und Vizeoberamtmann häufiger als verlangt ihre Funktion als Berater, Moderator oder Ombudsmann wahr. Bevor eine Strafklage eingereicht wird, werden sie regelmässig kontaktiert, damit statt eines Verfahrens eine vernünftiger und günstiger Lösung gefunden werden kann.

Grundsätzlich werden die beteiligten Parteien innerhalb eines Monats nach Eingang der Klage zu einer Anhörung eingeladen. In neun von zehn Fällen erscheinen sie allein zur Versöhnungsverhandlung, d.h. ohne Begleitung eines Vertreters.

Für einen Teil der Klagenden bedeutet der Auftritt vor dem Oberamtmann eine «Verantwortung» ihres Vorgehens. Sie wollen, dass die Behörde von ihrer Situation Kenntnis hat. Sonst nichts. Meist sind sie danach bereit, ihre Strafklage zurückzuziehen.

Selbstverständlich werden beim Oberamt eingereichte Strafanzeigen systematisch an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet.

Vergleich	2011	2012
Klagen		
> Schlichtungsversuche	32	32
> erfolgreich	13	15
> erfolglos, an den zuständigen Richter weitergeleitet	10	5
> hängige Dossiers und Vorladungen	1	7
> von Amtes wegen an den zuständigen Richter weitergeleitet	8	5

Anzeigen

Das Jahr 2012 brachte dem Oberamt des Vivisbachbezirks wieder ähnliche Zahlen wie vor 2011. Im Jahr 2011 lagen die Zahlen deutlich tiefer.

Der Grossteil der Anzeigen betrifft selbstverständlich Übertretungen des Strassenverkehrsgesetzes (SVG).

Dann folgen Anzeigen wegen Übertretung von gerichtlichen Verboten (78) und Missachtung von Signalisationen (19). Zu erwähnen sind noch Sicherheitsgurt (10), Abgastest (8), verspätete Schliessung einer öffentlichen Gaststätte (4) und nicht bewilligte Arbeit (3).

Die Zahl der Anzeigen wegen unbegründeter schulischer Absenz beträgt in diesem Jahr lediglich 10 (20 im Vorjahr). Das ist zwar weniger, aber immer noch zu viel. Möglicherweise tragen die vom Oberamtman verhängten Bussen Früchte (Grössenordnung Fr. 100 / Tag / Kind).

Die Eintreibung des Geldes nach Strafbefehlen ist recht zufallsabhängig. Die Zahl der Dossiers, die wegen unbezahlter Bussen zwecks Umwandlung in Haft an das Amt für Straf- und Massnahmenvollzug überwiesen werden, ist weiterhin hoch (66 gegenüber 72 im Vorjahr).

Vergleich	2011	2012
> Strafbefehle	438	545
> definitive	420	524
> Einsprachen	9	20
> von Amtes wegen an den zuständigen Richter weitergeleitet	9	1

7.1.3. Partie statistique / Statistischer Teil

Activité judiciaire des préfets /Richterliche Tätigkeit der Oberamt männer

	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Senne</i>	Gruyère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glâne</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	Total
Plaintes et dénonciations / Strafanträge und Strafanzeigen								
1. Tentatives de conciliation / Schlichtungsversuche	392	66	154	52	65	77	27	833
ayant abouti / <i>erfolgreich</i>	244	26	84	17	41	33	15	460
ayant échoué, transmises au juge compétent / <i>gescheitert, dem zuständigen Richter übermittelt</i>	148	23	51	31	20	31	5	309
en suspens / <i>hängig</i>	0	17	19	4	4	13	7	64
2. Transmises d'office au juge compétent / von Amtes wegen dem zuständigen Richter übermittelt	71	10	34	5	0	0	6	126
3. Ordonnances pénales / Strafbefehle	7840	1104	2354	2565	563	969	545	15940
définitive / <i>endgültige</i>	7774	1070	2291	2531	551	953	524	15694
Frappées d'opposition, dossiers transmis au juge / <i>Einsprache erhoben, Akten dem Richter Übermittelt</i>	66	16	63	34	12	16	20	227
Total	8303	1180	2542	2622	628	1046	577	16899

7.2. Commission de recours de l'Université / Rekurskommission der Universität

7.2.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2011	2012
Affaires pendantes au 1er janvier Am 1. Januar hängige Angelegenheiten	5	7
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	13	13
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	11	11
Décision de la Commission / Kommissionsentscheide	5	8
Prononcé présidentiel / Präsidialverfügung	6	3
Par un autre moyen / auf andere Weise	--	--
Affaires pendantes au 31 décembre Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	7	9
7.2.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten		
Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete		
Examens et travaux écrits / Examen und schriftliche Arbeiten	5	2
Admission aux études et changement d'études / Zulassung zum Studium und Studienwechsel	3	6
Autres / andere	1	--
Prolongation d'un stage pratique / Verlängerung eines Praktikums	--	--
Blâme / Verweis	2	3
Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise		
Décisions de la Commission / Kommissionsentscheide		
Admission / Gutheissung	3	1
Admission partielle / teilweise Gutheissung	--	--
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	2
Rejet / Abweisung	2	7
Rejet dans la mesure où recevable / Abweisung soweit Eintreten	--	--
Admission dans la mesure où recevable / Gutheissung soweit Eintreten	--	--
Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen		
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	--	--
Retrait / Rückzug	1	--
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	2	--
Rejet dans la mesure où recevable / Abweisung soweit Eintreten	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	3	1

7.2.3. Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgerichts

Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	2	--
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	--	--
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	2	--
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	2	--
Admission / Gutheissung	--	--
Rejet / Abweisung	2	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	3	--

7.2.4. Commentaires / Kommentare

7.2.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Aucun commentaire / Kein Kommentar

7.2.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Aucun commentaire / Kein Kommentar

7.3. Commission de recours en matière d'améliorations foncières / Rekurskommission für Bodenverbesserungen

7.3.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2011	2012
Affaires pendantes au 1er janvier Am 1. Januar hängige Angelegenheiten	4	05
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	7	00
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	6	05
Décision de la Commission / Kommissionsentscheide	5	05
Prononcé présidentiel / Präsidialverfügung	1	00
Par un autre moyen / auf andere Weise	--	00
Affaires pendantes au 31 décembre Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	5	00
7.3.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten		
Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete		
Améliorations foncières agricoles / landwirtschaftliche Bodenverbesserungen	6	02
Remaniement parcellaire forestier / Waldzusammenlegungen		
Terrains à bâtir / Baulandumlegungen	--	03
Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise		
Décisions de la Commission / Kommissionsentscheide		
Admission / Gutheissung	--	00
Admission partielle / teilweise Gutheissung	--	00
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	--	00
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	00
Rejet / Abweisung	2	00
Retrait de recours / Rückzug	3	05
Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen		
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	--	00
Retrait / Rückzug	--	00
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	--	00
Rejet dans la mesure où recevable / Abweisung soweit Eintreten	--	00
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	1	00
Admission / Zulassung	--	00
Rejet / Abweisung	--	00
Retrait de recours / Rückzug	--	00

7.3.3. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	--	00
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	--	00
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	--	00
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	05	00

7.3.4. Commentaires / Kommentare

7.3.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Aucun commentaire. / Kein Kommentar.

7.3.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Comme par le passé, la Commission siège en deux chambres séparées suivant la langue de la procédure. Selon la langue de celle-ci, la chambre est présidée par Monsieur Jacques Menoud, président, pour la langue française, et par Monsieur Thomas Meyer, vice-président, pour la langue allemande. Le secrétariat est dédoublé suivant le même principe.

Die Rekurskommission tagt in zwei verschiedenen Kammern, je nach der Prozesssprache. Je nach Prozesssprache wird die Kommission vom Präsidenten, Herrn Jacques Menoud, oder vom Vizepräsidenten, Herrn Thomas Meyer, präsiert. Die Kommission verfügt über zwei Sekretariate, je eines für die beiden Sprachgruppen.

Composition pour l'année 2012 / Zusammensetzung im Jahr 2012

Président / Präsident:	Jacques Menoud
Vice-président / Vizepräsident:	Thomas Meyer
Assesseurs / Beisitzer:	Baertschi Félix Chassot Yvan Emery Nicolas Genoud Jacques Hirsiger René Mabillard Sylvie Rhême Joseph Schaller Dominique
Secrétaire / Sekretär:	Grandjean Yann
Secrétaires suppléantes / Stellvertretende Sekretärinnen:	Riedo Maria, Fragnière Céline

7.4. Commission de recours en matière de nouvelles mensurations parcellaires / Rekurskommission für neue Parzellarvermessungen

7.4.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2011	2012
Affaires pendantes au 1er janvier Am 1. Januar hängige Angelegenheiten	--	00
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	--	00
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	--	00
Décision de la Commission / Kommissionsentscheide	--	00
Prononcé présidentiel / Präsidialverfügung	--	00
Par un autre moyen / auf andere Weise	--	00
Affaires pendantes au 31 décembre Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	--	00
7.4.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten		
Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete		
Abornement / Vermarkung	--	00
Mensuration officielle / amtliche Vermessung	--	00
Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise		
Décisions de la Commission / Kommissionsentscheide		
Admission / Gutheissung	--	00
Admission partielle / teilweise Gutheissung	--	00
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	--	00
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	00
Rejet / Abweisung	--	00
Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen		
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	--	00
Retrait / Rückzug	--	00
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	--	00
Rejet dans la mesure où recevable / Abweisung soweit Eintreten	--	00
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	00
Admission / Zulassung	--	00
Rejet / Abweisung	--	00
Retrait de recours / Rückzug	--	00

7.4.3. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	--	00
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	--	00
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	--	00
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	--	00

7.4.4. Commentaires / Kommentare

Au cours de l'exercice 2012, il n'y a pas eu de nouvelles affaires. Aucun dossier n'est pendant.

Im Jahr 2012 sind keine neuen Angelegenheiten eingetroffen oder hängig.

7.5. Commission d'expropriation / Enteignungskommission

7.5.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2011	2012
Affaires pendantes au 1er janvier Am 1. Januar hängige Angelegenheiten	6	5
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	9	6
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	10	4
Décision de la Commission / Kommissionsentscheide	0	
Prononcé présidentiel / Präsidialverfügung	2	3
Par un autre moyen / auf andere Weise	8	1
Affaires pendantes au 31 décembre Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	5	7
7.5.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten		
Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise		
Décisions de la Commission / Kommissionsentscheide		
Admission / Gutheissung	--	--
Admission partielle / teilweise Gutheissung	--	--
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Rejet / Abweisung	--	--
Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen		
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	--	1
Retrait / Rückzug	1	1
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	2	1
Rejet dans la mesure où recevable / Abweisung soweit Eintreten	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--
Admission / Zulassung	--	--
Rejet / Abweisung	--	--
Retrait de recours / Rückzug	--	--
Conciliation / Versöhnung	7	1
7.5.3. Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgerichts		
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	2	1
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	0	--
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	1	1
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	1	--

7.5.4. Commentaires / Kommentare

7.5.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Des cinq procédures pendantes au 1er janvier 2012, trois sont actuellement suspendues, soit dans l'attente d'une décision judiciaire, soit dans l'attente de la révision du plan d'affectation des zones, soit enfin dans l'attente de la réalisation des travaux. Les nouveaux dossiers ont été reçus durant le second semestre 2012 et sont régulièrement traités.

En ce qui concerne les dossiers liquidés, le premier a trouvé son épilogue par un accord entre parties, après conciliation ; le second, qui avait été déposé conjointement avec un recours, est devenu sans objet ensuite de l'acceptation dudit recours par le Tribunal cantonal. Quant au troisième dossier, la requête a été déclarée irrecevable car elle était tardive. Le dernier dossier a été rayé du rôle suite au retrait de la demande.

Von den am 1. Januar 2012 hängigen Angelegenheiten sind deren drei zur Zeit suspendiert, weil der Zonennutzungsplan revidiert wird, ein gerichtlicher Entscheid noch aussteht, oder weil noch Arbeiten ausgeführt werden müssen. Die neuen Angelegenheiten gingen in der zweiten Jahreshälfte ein und befinden sich in Bearbeitung.

Bei einer der erledigten Angelegenheiten führte ein Versöhnungsversuch zum Erfolg. Eine zweite Angelegenheit, welche zusammen mit einer Beschwerde anhängig gemacht worden war, wurde durch die Gutheissung der Beschwerde durch das Kantonsgericht gegenstandslos. Im dritten Fall konnte auf das Gesuch nicht eingetreten werden, da es verspätet eingereicht worden war. Der vierte Fall wurde auf Grund eines Rückzugs des Gesuches abgeschrieben.

7.5.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Le Président et le Vice-président de la Commission ont été réélus, ainsi que Gérald Cantin pour une période de 5 ans en qualité d'assesseur.

Der Präsident und der Vize-Präsident der Kommission wurden wiedergewählt, wie auch Gérald Cantin als Beisitzer für eine Amtsperiode von fünf Jahren.

7.6. Autorité de surveillance du registre foncier / Aufsichtsbehörde über das Grundbuch

7.6.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2011	2012
Affaires pendantes au 1er janvier Am 1. Januar hängige Angelegenheiten	5	2
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	7	5
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	10	6
Décision de l'Autorité / Entscheid der Behörde	9	3
Prononcé présidentiel / Präsidialverfügung	1	3
Par un autre moyen / auf andere Weise	--	--
Affaires pendantes au 31 décembre Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	2	1
7.6.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten		
Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete		
Pouvoir de contrôle du conservateur / Kontrollbefugnis des Grundbuchverwalters	--	1
Assujettissement à la LDFR / Unterstellung unter das BGGB	--	--
Registre des créanciers / Gläubigerregister	--	--
Extinction du droit inscrit / Untergang des eingetragenen Rechts	--	--
Novation / Neuerung	2	--
Forme authentique – désignation des immeubles / öffentl. Beurkundung-Grundstücksbeschreibung	4	1
Servitude / Dienstbarkeit	2	--
Registre des servitudes / Servitutenregister	1	--
Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise		
Décisions de l'Autorité / Entscheide der Behörde		
Admission / Gutheissung	--	1
Admission partielle / teilweise Gutheissung	--	--
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	1	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	1	1
Rejet / Abweisung	7	1
Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen		
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	--	--
Retrait / Rückzug	1	2
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	--	1

7.6.3. Recours à la Cour d'appel du Tribunal cantonal / Beschwerden an den Appellationshof des Kantonsgerichts

Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	1	1
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	2	--
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	2	1
Admission / Gutheissung	--	1
Rejet / Abweisung	2	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	1	--

7.6.4. Commentaires / Kommentare

7.6.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

L'Autorité a liquidé les affaires courantes et traité les questions juridiques. Elle a visité tous les bureaux et a procédé à des contrôles par sondages. L'Autorité a été saisie de 5 recours (7 en 2011). Elle a rendu 6 décisions : 1 recours a été admis, 1 recours a été rejeté, 1 recours a été déclaré irrecevable, 2 recours ont été retirés et un recours a été rayé du rôle. 1 affaire est reportée en 2013. La Cour d'appel du Tribunal cantonal a partiellement admis 1 recours.

Die Behörde hat die laufenden Geschäfte erledigt und die sich stellenden juristischen Fragen behandelt. Sie hat alle Grundbuchämter besucht und Stichkontrollen vorgenommen. Bei der Behörde wurden 5 Rekurse anhängig gemacht (7 im Jahr 2011). Es wurden 6 Entscheide gefällt: 1 Gutheissung, 1 Abweisung, 1 Nichteintreten, 2 Rückzüge und 1 Abschreibungsbeschluss. 1 Dossier wurde in das Jahr 2013 übertragen. Der Appellationshof des Kantonsgerichts hat 1 Rekurs teilweise gutgeheissen.

7.6.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)*

En 2012, l'Autorité de surveillance du registre foncier a été présidée par Mme Bettina Hürlimann-Kaup, professeure à l'Université de Fribourg. M. Pierre-Henri Gapany, avocat, et Mme Catherine Overney, juge au Tribunal cantonal, ont siégé comme membres. Mme Alexandra Rumo-Jungo, professeure à l'Université, M. Jérôme Delabays, Juge cantonal, et M. Ludovic-Jean Egger, notaire, ont fonctionné comme membres suppléants.

La fonction de secrétaire de l'autorité a été exercée par Mme Overney jusqu'au 30 juin 2012. Depuis le 1er juillet 2012, soit l'entrée en fonction comme juge cantonale de Mme Overney, le secrétariat a été repris par Mme Sonia Bulliard Grosset, greffière auprès du Tribunal cantonal.

2012 wurde die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch präsiert von Frau Bettina Hürlimann-Kaup, Professorin an der Universität Freiburg. Als Mitglieder gehörten der Behörde an Herr Pierre-Henri Gapany, Anwalt und Vizepräsident der Aufsichtsbehörde, sowie Frau Catherine Overney, Richterin am Kantonsgericht. Frau Alexandra Rumo-Jungo, Professorin an der Universität Freiburg, Herr Jérôme Delabays, Kantonsrichter, sowie Herr Ludovic-Jean Egger, Notar, gehörten der Behörde als Ersatzmitglieder an.

Das Sekretariat der Behörde wurde bis zum 30. Juni 2012 von Frau Overney geführt. Seit dem 1. Juli 2012, Datum des Amtsantritts von Frau Overney als Kantonsrichterin, fungiert Frau Sonia Bulliard Grosset, Gerichtsschreiberin am Kantonsgericht, als Sekretärin der Behörde.

7.7. Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents / Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung

7.7.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2011	2012
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	7	--
pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängig	5	7
nouvelles affaires / neue Angelegenheiten	2	--
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	--	1
par arrêt de cour / durch Gerichtshofentscheid	--	--
par décision présidentielle / durch Präsidialverfügung	--	1
par arrêt présidentiel / durch Präsidialentscheid	--	--
Pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	7	6
7.7.2. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht		
Pendant au 1er janvier / am 1. Januar hängig	--	--
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	--	--
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	--	--
Pendant au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	--	--
7.7.3. Mode de liquidation / Erledigungsart		
Assurance-maladie / Krankenversicherung	--	--
admission / Gutheissung	--	--
admission partielle / teilweise Gutheissung	--	--
rejet / Abweisung	--	--
irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
retrait / Rückzug	--	--
nouvelle décision / neuer Entscheid	--	--
accord / Einigung	--	1
Assurance-accident / Unfallversicherung	--	--
admission / Gutheissung	--	--
admission partielle / teilweise Gutheissung	--	--
rejet / Abweisung	--	--
irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
retrait / Rückzug	--	--
nouvelle décision / neuer Entscheid	--	--
accord / Einigung	--	--

7.7.4. Commentaires / Kommentare

Aucune entrée n'est à signaler durant l'année 2012. L'instruction des affaires pendantes, au nombre de 7, s'est poursuivie avec des échanges d'écritures complexes, dont le cours est en outre ralenti par des prolongations de délais, survenant souvent de par et d'autre. Une affaire a pu être liquidée suite à un accord passé entre les parties. Trois autres actions datant de 2007 et 2009, concernant le même médecin, ont fait l'objet d'une séance devant la Commission paritaire cantonale santésuisse - SMCF en fin d'année et devraient pouvoir être liquidées courant 2013.

Für das Jahr 2012 ist kein einziger Eingang zu verzeichnen. Die Instruktion der hängigen Verfahren, deren 7 an der Zahl, wurde mit komplexen Schriftenwechsel fortgeführt. Deren Verlauf hat sich wegen beiderseits verlangten Fristverlängerungen zusätzlich verzögert. Ein Verfahren konnte im Anschluss an eine Einigung zwischen den Parteien abgeschlossen werden. Drei andere Klagen von 2007 und 2009, die den gleichen Arzt betreffen, waren Ende Jahr Gegenstand einer Verhandlung vor der kantonalen paritätischen Kommission santésuisse – SMCF und sollten im 2013 erledigt werden können.

7.8. Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail / Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben

7.8.1. Commentaires / Kommentare

7.8.1.1. Composition de la Commission / Zusammensetzung der Kommission

Sous la direction d'un(e) président(e), la commission siège à quatre assesseur(e)s, soit deux hommes et deux femmes. Parmi ces assesseur(e)s, deux représentent les employeurs, un(e) les travailleurs et un(e) les organisations féminines. La commission est actuellement composée de :

Unter der Direktion eines Präsidenten, berät die Kommission mit vier Beisitzenden, bzw. zwei Männer und zwei Frauen. Von den o.a. Mitgliedern, repräsentieren zwei die Arbeitgeber, einer repräsentiert die Arbeitnehmer und einer die Frauenorganisationen. Die Kommission ist gegenwärtig wie folgt zusammengesetzt:

Président / Präsident :

Christian Esseiva, 1776 Montagny-la-Ville

Présidente suppléante / Stellvertretende Präsidentin :

Anastasia Zacharatos, 1700 Fribourg

Assesseur(e)s / Beisitzer/-innen :

Jean-Jacques Marti, 1700 Fribourg, représentant les employeurs / Arbeitgebervertreter

Viviane Collaud, 1700 Fribourg, représentant les employeurs / Arbeitgebervertreterin

Chantal Hayoz Clément, 1754 Avry-sur-Matran, représentant les travailleurs, Arbeitnehmervertreterin

Nicole Schmutz Larequi, 1700 Fribourg, représentant les organisations féminines / Vertreterin der Frauenorganisationen

Assesseur(e)s suppléant(e)s / Ersatzbeisitzer/-innen :

Daniel Buerdel, à 1716 Planfayon, représentant les employeurs / Arbeitgebervertreter

Jean-Daniel Wicht, à 1762 Givisiez, représentant les employeurs / Arbeitgebervertreter

Lutfey Kaya, à 1700 Fribourg, représentant les travailleurs / Arbeitnehmervertreterin

Isabelle Brunner Wicht, à 1752 Villars-sur-Glâne, représentant les organisations féminines / Vertreterin der Frauenorganisationen

7.8.1.2. Personnel / Personal

La Commission est rattachée au Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille (ci-après : BEF), à Fribourg. Le BEF assure le fonctionnement administratif de la Commission, en mettant notamment à disposition une secrétaire-juriste, laquelle est actuellement Mme Anouchka Chardonnens.

Die Kommission ist dem Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann für Familienfragen (nachfolgend: GFB) in Freiburg, angeknüpft. Das GFB gewährleistet die administrative Tätigkeit der Kommission indem sie unter anderem eine Sekretärin und Juristin, zur Zeit Frau Anouchka Chardonnens, zur Verfügung stellt.

7.8.1.3. Locaux / Räumlichkeiten

Les locaux de la Commission sont situés au Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille, à Fribourg. Les anciens dossiers traités par la Commission se trouvent dans les locaux du BEF.

Die Kommission befindet sich im Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann für Familienfragen, in Freiburg. Die alten Dossiers, welche von der Kommission behandelt wurden, sind auch dort aufbewahrt.

7.8.2. *Activité juridictionnelle / Juristische Tätigkeit*

7.8.2.1. *En général / Allgemein*

La charge de travail de la Commission est peu importante. Aucune cause n'a été introduite devant la Commission en 2011 et en 2012. Aucune cause n'est actuellement pendante.

Der Arbeitsaufwand der Kommission war in 2011 und 2012 gering. Kein Fall wurde bei der Kommission eingereicht und kein Fall ist gegenwärtig hängig.

7.8.2.2. *Formation / Ausbildung*

A part Lutfey Kaya, les membres de la Commission n'ont pas participé à des formations en 2012 en rapport avec la loi fédérale sur l'égalité. Le Président de la Commission, en sa qualité de Président du Tribunal des Prud'hommes de la Broye et Greffier-chef du Tribunal de la Broye, suit régulièrement des formations, notamment la journée annuelle du droit du travail qui a lieu à Genève.

Abgesehen von Lutfey Kaya, haben keine Mitglieder der Kommission an Ausbildungen im Zusammenhang mit dem Gleichstellungsgesetz im 2012 teilgenommen. Der Präsident der Kommission verfolgt, in seiner Tätigkeit als Chef-Gerichtsschreiber und Präsident des Arbeitsgerichtes des Broyebezirks regelmässig Ausbildungen, namentlich die Jährliche Tagung des Arbeitsrechtes in Genf.

7.8.2.3. *Divers*

Nous n'avons rien de particulier à mentionner sous cette rubrique.

Es gibt nichts besonders in dieser Rubrik zu erwähnen.

7.9. Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Sarine / Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Saanebezirks

7.9.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2011	2012
Affaires pendantes au 1er janvier Am 1. Januar hängige Angelegenheiten	59	56
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	362	447
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	365	388
Affaires pendantes au 31 décembre Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	56	115
7.9.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten		
Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete		
Loyer initial / Anfangsmietzins	3	15
Augmentation de loyer / Mietzinserhöhung	41	27
Baisse de loyer / Mietzinssenkung	43	86
Frais accessoires / Nebenkosten	38	36
Résiliation ordinaire / ordentliche Vertragskündigung	39	62
Résiliation extraordinaire / ausserordentliche Vertragskündigung	21	6
Prolongation de bail / Erstreckung Mietverhältnis	7	6
Créance de paiement / Forderung auf Zahlung	27	20
Défaut / Mietzinshinterlegung	27	49
Autres raisons / andere Gründe	119	81
Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise		
Décision de constatation de la Commission / Feststellungsverfügungen der Kommission		
Irrecevabilité, retrait de recours / Nichteintreten, Rückzug	89	101
Transmission au Tribunal arbitral / Weiterleitung ans Schiedsgericht	2	30
Autres raisons / andere Gründe	--	--

7.9.3. Commentaires / Kommentare

7.9.3.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

En 2012, la commission de conciliation a traitée 447 dossiers, ce qui représente en réalité 487 cas particuliers traités à raison de 397 par la Présidente (26 séances) et de 90 par le vice Président (10 séances), et ce pour un taux global de conciliation de 83 %.

A la lecture des statistiques générales 2012, l'on constate que le nombre d'affaires soumises à la Commission a augmenté de façon importante (23,5%).

La fixation du taux hypothécaire de référence à 2,25% à compter du 1er juin 2012 en est certainement la cause essentielle, ayant doublé le nombre de demandes de baisse de loyer.

De même, les locataires contestent de plus en plus souvent le loyer initial, et ce, essentiellement en ville de Fribourg, phénomène propre à des changements de domicile plus fréquents en milieu urbain qu'à la campagne.

Im Jahr 2012 behandelte die Schlichtungskommission 447 Dossiers, insgesamt 487 Einzelfälle. Davon behandelte die Präsidentin 397 (in 26 Sitzungen), der Vizepräsident deren 90 (in 10 Sitzungen). In 83 % aller Fälle kam es zu einer Einigung.

Aus der Statistik 2012 geht hervor, dass die Zahl der Angelegenheiten, die der Kommission unterbreitet wurden, deutlich angestiegen ist (+23,5 %).

Die Festlegung des Referenzzinssatzes für Hypotheken ab 1. Juni 2012 auf 2,25 % ist dafür sicher hauptverantwortlich, hat sich doch die Zahl der Forderungen nach Mietzinssenkungen verdoppelt.

Zudem fechten Mieter immer öfter die Anfangsmiete an, besonders in der Stadt Freiburg. Das dürfte damit zusammenhängen, dass im städtischen Gebiet Wohnungswechsel häufiger sind als auf dem Land.

7.9.3.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

S'agissant de l'organisation, elle est satisfaisante, encore que le secrétariat soit de plus en plus chargé, mais le délai 2 mois prévu par l'art. 203 CPC pour la convocation des audiences permet encore d'endiguer le flot des nouvelles affaires.

Die Organisation an sich ist zufriedenstellend; das Sekretariat ist zwar immer stärker belastet, aber die Frist von 2 Monaten, wie sie in Artikel 203 ZPO für die Vorladung zur Verhandlung festgelegt ist, gestattet die Flut neuer Angelegenheiten einigermaßen einzudämmen.

7.10. Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Singine et du Lac / Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Sense- und Seebezirks

7.10.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2011	2012
Affaires pendantes au 1er janvier Am 1. Januar hängige Angelegenheiten	9	9
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	117	96
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	117	98
Affaires pendantes au 31 décembre Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	9	5
7.10.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten		
Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete		
Loyer initial / Anfangsmietzins	2	2
Augmentation de loyer / Mietzinserhöhung	34	12
Baisse de loyer / Mietzinssenkung	9	12
Frais accessoires / Nebenkosten	5	8
Résiliation ordinaire / ordentliche Vertragskündigung	18	18
Résiliation extraordinaire / ausserordentliche Vertragskündigung	4	4
Prolongation de bail / Erstreckung Mietverhältnis	7	8
Créance de paiement / Forderung auf Zahlung	13	15
Défaut / Mietzinshinterlegung	2	9
Autres raisons / andere Gründe	26	10
Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise		
Décision de constatation de la Commission / Feststellungsverfügungen der Kommission		
Irrecevabilité, retrait de recours / Nichteintreten, Rückzug	1	0
Transmission au Tribunal arbitral / Weiterleitung ans Schiedsgericht	1	0
Autres raisons / andere Gründe	1	0

7.10.3. Commentaires / Kommentare

7.10.3.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Die Statistik zeigt einmal mehr die Effizienz und Effektivität der Schlichtungsorganisation im Mietwesen auf. In 70% der Fälle konnte die Kommission die beiden Parteien zu einer Einigung bewegen und stellte dabei auch immer wieder eine grosse Erleichterung bei den Betroffenen fest. Dies erfüllt die Kommissionsmitglieder immer wieder mit grosser Genugtuung und ist neben dem bescheidenen Entgelt wohl die zentrale Triebfeder für ihren Einsatz.

La statistique montre une fois de plus l'efficacité et l'efficacités de l'organisation de la conciliation dans le secteur locatif. Dans 70% des cas, la Commission a été en mesure d'amener les parties à un accord et a toujours pu constater alors un grand soulagement chez les intéressés. Ceci comble toujours de satisfaction les membres de la Commission et, hormis la modique indemnité qu'ils reçoivent pour leur office, constitue bien le principal ressort de leur engagement.

7.10.3.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Die Schlichtungskommission Sense-See besteht neben dem Präsidenten aus je drei Beisitzern, mieter- und vermierterseitig. In Vollbesetzung lässt sich die Schlichtungsarbeit in unserem Gerichtskreis gut abwickeln und Interessenskonflikte können umgangen werden. Auf Ende 2012 hat nun der langjährige Mietervertreter, Ingo Schafer, seine Demission eingereicht und wir hoffen, dass diese Vakanz baldmöglichst wieder besetzt werden kann.

La Commission de conciliation de la Singine et du Lac est composée paritairement, excepté le président, de trois assesseurs issus respectivement des milieux des locataires et des bailleurs. En plénum, le travail de conciliation se déroule bien dans notre arrondissement et les conflits d'intérêts peuvent être évités. A la fin 2012, Ingo Schafer, représentant des locataires depuis de longues années, a présenté sa démission et nous espérons que ce poste vacant pourra être repourvu le plus tôt possible.

7.11. Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse / Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks

7.11.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2011	2012
Affaires pendantes au 1er janvier Am 1. Januar hängige Angelegenheiten	69	43
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	282	283
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	308	239
Affaires pendantes au 31 décembre Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	43	87
7.11.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten		
Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete		
Loyer initial / Anfangsmietzins	3	06
Augmentation de loyer / Mietzinserhöhung	41	19
Baisse de loyer / Mietzinssenkung	4	44
Frais accessoires / Nebenkosten	20	10
Résiliation ordinaire / ordentliche Vertragskündigung	1	38
Résiliation extraordinaire / ausserordentliche Vertragskündigung	5	11
Prolongation de bail / Erstreckung Mietverhältnis	49	21
Créance de paiement / Forderung auf Zahlung	30	16
Défaut / Mietzinshinterlegung	24	36
Autres raisons / andere Gründe	131	38
Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise		
Décision de constatation de la Commission / Feststellungsverfügungen der Kommission		
Irrecevabilité, retrait de recours / Nichteintreten, Rückzug	74	43
Transmission au Tribunal arbitral / Weiterleitung ans Schiedsgericht	3	01
Autres raisons / andere Gründe	1	00

7.11.3. Commentaires / Kommentare

7.11.3.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Au regard des statistiques générales ci-dessus, force est de constater que le nombre d'affaires annuellement introduites est quasi identique à celui de l'année précédente. La différence importante réside dans les affaires liquidées. Effectivement, en 2012, la Commission de conciliation a clos moins de dossiers que durant l'année 2011. Cela s'explique par le fait que, en début d'année 2012, le secrétariat de la Commission de conciliation a connu de nombreux changements. Madame Isabelle Yerly a en effet quitté la Commission de conciliation dans le courant du mois de février 2012. Elle a été remplacée par interim par la secrétaire actuelle de la Commission de conciliation en matière de baux à loyer pour le district de la Sarine, puis par Madame Oriane Perroud. En outre, il faut relever que nous avons reçu de nombreuses requêtes en conciliation en fin d'année 2012, qui n'ont pas pu être traitées avant le 31 décembre.

Quant aux statistiques des affaires liquidées, on constate que les proportions sont plus ou moins respectées. Avec la diminution du taux hypothécaire de référence, nous avons dû traiter de nombreuses demandes de baisse de loyer.

Die allgemeine Statistik zeigt, dass sich die Zahl der Angelegenheiten im Vergleich zum Vorjahr praktisch nicht verändert hat. Der wesentliche Unterschied besteht in der Zahl der erledigten Angelegenheiten. 2012 schloss die Schlichtungskommission weniger Dossiers ab als 2011. Das hängt damit zusammen, dass es Anfang 2012 beim Sekretariat der Schlichtungskommission zahlreiche Wechsel gab. Isabelle Yerly trat im Februar 2012 aus der Schlichtungskommission zurück. Ihre Aufgabe übernahm vorübergehend die gegenwärtige Sekretärin der Schlichtungskommission im Mietwesen für den Saanebezirk, später Oriane Perroud. Ausserdem erhielten wir Ende 2012 viele Schlichtungsanfragen, die wir bis zum 31. Dezember 2012 nicht mehr behandeln konnten.

In Bezug auf die erledigten Angelegenheiten stellt man fest, dass die Verhältnisse in etwa gewahrt sind. Wegen der Herabsetzung des Referenzzinssatzes für Hypotheken mussten wir uns mit zahlreichen Forderungen nach Mietzinssenkungen befassen.

7.11.3.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Concernant l'organisation interne, la Commission de conciliation a très bien fonctionné en 2012. Malgré quelques retards dus aux secrétaires qui se sont succédés en début d'année, nous n'avons pas connu de problèmes majeurs.

Je relève également l'excellente collaboration avec les assesseurs et la secrétaire, mais également entre les assesseurs eux-mêmes. Il y aurait lieu toutefois, avec la modification de la Loi sur la justice, d'engager un quatrième assesseur locataire. Cela permettrait d'avoir, tout d'abord, une égalité avec les assesseurs propriétaires qui sont d'ores et déjà au nombre de quatre, mais surtout un plus grand tournus. Il sied ici de rappeler que Madame Cristina Beaud a été engagée comme assesseur locataire sans qu'elle soit informée du fait que la Commission siège le vendredi. Or, Madame Beaud travaille ce jour-là de sorte qu'il a fallu modifier les jours d'audience en fonction de cette dernière. Il faut toutefois relever que chaque assesseur dispose d'excellentes connaissances en matière du droit du bail et qu'ils font preuve d'une grande disponibilité. De surcroît, il est extrêmement rare de constater, entre eux, de grandes divergences dans leurs conclusions juridiques, ce qui permet d'avoir un consensus lequel est exposé aux justiciables. Ainsi orientés, ceux-ci sont plus à même de prendre une décision sur leur situation, voire plus enclins à concilier.

Concernant le secrétariat, je dois relever l'excellent travail de Madame Perroud qui a su, malgré les difficultés, notamment formelles, qui ont entouré son engagement, s'adapter très rapidement à la matière, à l'organisation interne ainsi qu'au système informatique.

Die interne Organisation der Schlichtungskommission funktionierte 2012 sehr gut. Trotz einiger Verspätungen wegen der Wechsel beim Sekretariat zu Beginn des Jahres gab es keine nennenswerten Schwierigkeiten.

Ich möchte die hervorragende Zusammenarbeit mit den Beisitzern und der Sekretärin, aber auch zwischen den Beisitzern selbst betonen. Trotzdem ist es mit der Änderung des Justizgesetzes angezeigt, einen vierten Mieter-Beisitzer anzustellen. Das würde das zahlenmässige Verhältnis zu den Vermieter-Beisitzern ausgleichen, die schon zu viert sind, und zudem einen besseren Turnus ermöglichen. Es sei an dieser Stelle erwähnt, dass Cristina Beaud als Mieter-Beisitzerin angestellt wurde, ohne darüber informiert zu werden, dass die Kommissionssitzungen am Freitag stattfinden. Da Frau Beaud an diesem Wochentag arbeitet, musste ihretwegen der Verhandlungstag geändert werden. Festzuhalten ist noch, dass sich alle Beisitzer im Mietrecht ausgezeichnet auskennen und sehr verfügbar sind. Das bringt mit sich, dass sich ihre juristischen Folgerungen äusserst selten stark unterscheiden, was zum Konsens den Rechtssuchenden gegenüber beiträgt. Dadurch akzeptieren diese einen Entscheid leichter und sind auch eher zu einer Versöhnung bereit.

Beim Sekretariat darf ich die ausgezeichnete Arbeit von Frau Perroud hervorheben, die sich trotz der Schwierigkeiten, auch der formellen, die mit ihrer Anstellung verbunden waren, sehr rasch in die Materie, die interne Organisation und das Informatik-System einarbeitete.

Nous avons l'honneur, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Députés, de vous assurer de notre haute considération.

Genehmigen Sie, sehr geehrte Frau Präsidentin, sehr geehrte Damen und Herren Grossräte, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Fribourg, le 6 mai 2013 / Freiburg, 6. Mai 2013

La Secrétaire-juriste / die juristische Sekretärin:

Le Président /der Präsident:

Christine Keller

Josef Hayoz

Annexe / Beilage

—
Tribunal cantonal / Kantonsgericht

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Rapport pour l'exercice 2012 / Bericht für die Jahre 2012

—
À l'Office fédéral de la justice / An das Bundesamt für Justiz

—
Monsieur le Directeur,

Nous avons l'honneur, en notre qualité d'autorité cantonale de surveillance, de vous adresser, conformément à l'ordonnance relative à la haute surveillance en matière de poursuites et faillites du 22 novembre 2006, notre rapport en matière de poursuite pour dettes et faillite.

Sehr geehrter Herr Direktor,

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss der Verordnung betreffend die Oberaufsicht über Schuldbetreibung und Konkurs vom 22. November 2006 unseren Bericht über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer als kantonale Aufsichtsbehörde zu unterbreiten.

1. Administration des offices / Geschäftsführung der einzelnen Ämter

1.1. Offices des poursuites / Betreibungsämter

La gestion des sept offices de poursuites du canton a été examinée par deux juges cantonaux délégués.

Près de 40 % des poursuites sont traitées en ligne sur le réseau e-LP. Le temps ainsi gagné dans l'enregistrement des réquisitions de poursuites peut être utilisé pour faire face aux augmentations constantes du nombre de poursuites.

La mise en place de la nouvelle identité visuelle de l'Etat de Fribourg a été particulièrement chronophage car il a fallu adapter le logiciel informatique, les formulaires et les nombreuses lettres-type.

La dernière révision des comptes de tous les offices de poursuites par l'inspectorat des finances remonte à 2011.

103'996 poursuites ont été introduites en 2012 (2011: 103'569; 2010: 96'925; 2009: 98'058; 2008: 90'501; 2007: 90'496).

Le tableau ci-dessous donne des indications sur la charge de travail.

Die Geschäftsführung der sieben Betreibungsämter wurde von je zwei delegierten Kantonsrichtern geprüft.

Rund 40 % aller Betreibungen werden elektronisch mit eSchKG abgewickelt. Dank der eingesparten Erfassungszeit kann die steigende Zahl der Begehren mit den vorhandenen Ressourcen bewältigt werden.

Die Einführung des neuen Corporate Designs des Staats Freiburg zeigte sich in diesem Bereich als besonders zeitaufwändig, da die Software sowie die Formulare und zahlreiche Standardbriefe angepasst werden mussten.

Die letzte Buchhaltungsrevision den sämtlichen Betreibungsämter führte das Finanzinspektorat im Laufe des Jahres 2011.

Im Jahre 2012 wurden 103'996 Betreibungen eingeleitet (2011: 103'569; 2010: 96'925; 2009: 98'058; 2008: 90'501; 2007: 90'496).

Über die Entwicklung der Geschäftslast gibt die nachfolgende Zusammenstellung Auskunft.

Les poursuites se répartissent ainsi / Die Betreibungen teilen sich wie folgt auf:

2012	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Commandements de payer <i>Zahlungsbefehle</i>	42'544	8'839	17'128	10'118	8'524	10'808	6'035	103'996
Réquisitions de continuer la poursuite <i>Begehren um Fortsetzung der Betreibung</i>	36'460	6'924	13'858	7'306	5'816	8'939	4'163	83'466
Réquisitions de vente <i>Verwertungsbegehren</i>	429	183	195	255	141	151	101	1'455
Ventes mobilières <i>Verwertungen von beweglichen Sachen</i>	28	13	4	2	0	3	0	50
Ventes immobilières <i>Verwertungen von Liegenschaften</i>	3	6	2	0	1	7	0	19
Réalisations forcées chez des agriculteurs <i>Zwangsverwertungen bei Landwirten</i>	0	0	1	0	1	0	0	2
TOTAL	79'464	15'965	31'188	17'681	14'483	19'908	10'299	188'988

1.1.1. Office des poursuites de la Sarine / Betreibungsamt Saane

L'Office des poursuites de la Sarine a été inspecté le 13 septembre 2012. La gestion de cet office n'appelle pas d'observations particulières. Depuis trois ans maintenant, le nombre des poursuites enregistrées dépasse les 40'000.

L'inspection des finances a procédé à un contrôle de l'Office du 16 au 18 août 2011; il n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

Das Betreibungsamt der Saane wurde am 13. September 2012 inspiziert. Es sind keine besondern Vorkommnisse zu verzeichnen. Seit jetzt drei Jahren ist die Anzahl der erfassten Betreibungen auf mehr als 40'000 gestiegen.

Die Finanzkontrolle inspizierte das Betreibungsamt des Saanebezirks vom 16. bis 18. August 2011; es sind keine besondern Bemerkungen gemacht worden.

1.1.2. Office des poursuites de la Singine / Betreibungsamt Sense

L'Office des poursuites de la Singine a été inspecté le 10 octobre 2012; sa gestion n'appelle pas d'observations particulières. Le dernier contrôle de l'inspection des finances a été effectué du 23 au 25 mai 2011; il n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

Das Betreibungsamt der Sense wurde am 10. Oktober 2012 inspiziert; es sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen. Die letzte Kontrolle des Finanzinspektoriats erfolgte vom 23. bis 25. Mai 2011; es sind keine besondern Bemerkungen gemacht worden.

1.1.3. Office des poursuites de la Gruyère / Betreibungsamt Greyerz

L'Office des poursuites de la Gruyère a été inspecté le 29 octobre 2012. C'est le seul office du canton à ne pas avoir d'huissier alors qu'il est le second plus important en volume de poursuites enregistrées. Le dernier contrôle de l'inspection des finances a été effectué les 4 et 5 octobre 2011; les recommandations ont été mises en œuvre.

Das Betreibungsamt Greyerz wurde am 29. Oktober 2012 inspiziert. Dieses Amt ist das einzige im Kanton Freiburg, das ohne Weibel auskommen muss, obwohl es gemessen an der Zahl der erfassten Betreibungen das Zweitgrösste ist. Die letzte Kontrolle des Finanzinspektoriats erfolgte am 4./5. Oktober 2011; deren Empfehlungen wurden umgesetzt.

1.1.4. Office des poursuites du Lac / Betreibungsamt See

L'Office des poursuites du Lac a été inspecté le 9 octobre 2012; sa gestion n'appelle pas d'observations particulières. Le dernier contrôle de l'inspection des finances a été effectué du 6 au 9 juin 2011; il n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

Die Inspektionen des Betreibungsamtes des Seebezirks erfolgten am 9. Oktober 2012 und gab zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass. Die letzte Kontrolle des Finanzinspektoriats erfolgte vom 6. bis 9. Juni 2011; es sind keine besondern Bemerkungen gemacht worden.

1.1.5. Office des poursuites de la Broye / Betreibungsamt Broye

L'Office des poursuites de la Broye a été inspecté le 18 septembre 2012; sa gestion n'appelle pas d'observations particulières. Le dernier contrôle de l'inspection des finances a été effectué du 11 au 15 juillet 2011; il n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

Das Betreibungsamt Broye wurde am 18. September 2012 inspiziert; es sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen. Die letzte Kontrolle des Finanzinspektoriats erfolgte vom 11. bis 15. Juli 2011; es sind keine besondern Bemerkungen gemacht worden.

1.1.6. Office des poursuites de la Glâne / Betreibungsamt Glane

L'Office des poursuites de la Glâne a été inspecté le 26 septembre 2012. Le nombre des poursuites enregistrées a augmenté de 7.4 % par rapport à 2011. Le dernier contrôle de l'inspection des finances a été effectué les 17 et 18 octobre 2011; il n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

Das Betreibungsamt Glane wurde am 26. September 2012 inspiziert. Die Anzahl der erfassten Betreibungen ist seit 2011 um 7.4% gestiegen. Die letzte Kontrolle des Finanzinspektoriats erfolgte am 17./18. Juli 2011; es sind keine besondern Bemerkungen gemacht worden.

1.1.7. Office des poursuites de la Veveyse / Betreibungsamt Vivisbach

L'Office des poursuites de la Veveyse a été inspecté le 29 octobre 2012. L'augmentation des poursuites enregistrées est de 15.4 % par rapport à 2011. Le dernier contrôle de l'inspection des finances a été effectué les 28 et 29 novembre 2011; il n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

Das Betreibungsamt Vivisbach wurde am 29. Oktober 2012 inspiziert. Die erfassten Betreibungen sind im vergleich mit 2011 von 15.4% gestiegen. Die letzte Kontrolle des Finanzinspektoriats erfolgte am 28./29. November 2011; es sind keine besondern Bemerkungen gemacht worden.

1.2. Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt

L'Office cantonal des faillites a été inspecté le 13 septembre 2012. La gestion de cet office n'appelle pas d'observations particulières. Le dernier contrôle de l'inspection des finances a été effectué du 5 au 14 septembre 2011; il n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

Das Konkursamt wurde am 13. September 2012 inspiziert. Es sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen. Die letzte Kontrolle des Finanzinspektoriats erfolgte vom 5. bis 14. September 2011; es sind keine besonderen Bemerkungen gemacht worden.

Les indications suivantes donnent un aperçu de la charge de travail de l'Office et des modes de liquidation.

Über die Entwicklung der Geschäftslast und die Art der Erledigung geben nachfolgende Zusammenstellungen Auskunft:

438 faillites ont été prononcées en 2012 (2011: 464; 2010: 428; 2009: 375; 2008: 350; 2007: 374; 2006: 363).

457 faillites ont été liquidées en 2012 (444 en 2011).

52 faillites antérieures à l'année 2012 ne sont pas liquidées.

2012 wurden 438 Konkurse eröffnet (2011: 464; 2010: 428; 2009: 375; 2008: 350; 2007: 374; 2006: 363).

457 Konkurse wurden im Jahre 2012 abgeschlossen, 444 im Jahre 2011.

52 vor 2012 eröffnete Konkursverfahren sind noch nicht abgeschlossen.

Les faillites prononcées se répartissent ainsi : / Die eröffneten Konkurse verteilen sich wie folgt:

Arrondissements / Bezirke	2012	2011
Sarine / Saane	220	239
Singine / Sense	46	35
Gruyère / Greyerz	49	61
Lac / See	39	49
Glâne / Glane	30	22
Broye / Broye	34	44
Veveyse / Vivisbach	20	14
Total	438	464

Procédure suivie / Verfahren:

Ouvertures de faillite / Konkursöffnungen	2012	2011
Procédure sommaire / Summarisches Verfahren	203	207
Annulation / <i>Aufhebung</i>	10	26
Révocation / <i>Widerruf</i>	6	2
Suspension faute d'actif / <i>Einstellung mangels Aktiven</i>	219	229
Total	438	464

Liquidations de faillite / Konkursverfahren	2012	2011
Procédure ordinaire / <i>Ordentliches Verfahren</i>	0	1
Procédure sommaire / <i>Summarisches Verfahren</i>	196	209
Suspension ultérieure faute d'actif / <i>Spätere Einstellung mangels Aktiven</i>	254	233
Révocation / <i>Widerruf</i>	7	1
Total	457	444

Total des pertes résultant des procédures ordinaires et sommaires :

Gesamtbetrag der Verluste in den ordentlichen und summarischen Verfahren:

2012	Frs	47'213'668.20	2011	Frs	134'966'369.00
2010	Frs	40'621'892.00	2009	Frs	62'704'519.00
2008	Frs	55'544'352.00	2007	Frs	58'378'597.10
2006	Frs	97'725'043.56	2005	Frs	72'080'849.39

2. Activité de l'autorité inférieure de surveillance / Tätigkeit unterer Aufsichtsbehörden

Il n'existe pas d'autorité inférieure de surveillance dans le canton de Fribourg.

Der Kanton Freiburg kennt keine unteren Aufsichtsbehörden.

3. Activité de l'autorité cantonale de surveillance / Tätigkeit der kantonalen Aufsichtsbehörde

En 2012, 182 affaires ont été enregistrées (2011: 145; 2010: 202; 2009: 215; 2008: 230; 2007:90; 2006: 93).

La Chambre a rendu 183 décisions en 2012 (2011: 141; 2010: 204; 2009: 223; 2008: 239; 2007: 105; 2006: 85).

2012 wurden 182 Verfahren eingeleitet (2011: 145; 2010: 202; 2009: 215; 2008: 230; 2007: 90; 2006: 93).

Die Kammer hat im Jahre 2012 183 Entscheide gefällt (2011: 141; 2010: 204; 2009: 223; 2008: 239; 2007: 105; 2006: 85).

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2012	2011
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	11	7
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	182	145
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	183	141
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	10	11

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2012	2011
Admis / <i>Gutheissung</i>	117	89
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	4	4
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	2
Rejet / <i>Abweisung</i>	28	28
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	15	4
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	12	3
Retrait / <i>Rückzug</i>	5	2
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	2
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	0	2
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	3
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	0
Transaction / <i>Vergleich</i>	0	0
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
Total	183	141

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2012	2011
Plaintes / <i>Beschwerden</i>	59	43
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung der Frist</i>	5	4
Réalisation de parts de communauté / <i>Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen</i>	4	3
Demande de nouvelle estimation / <i>Gesuch um neue Schätzung (9 ORFI/VZG)</i>	0	0
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / <i>Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens</i>	98	75
Nullité / <i>Nichtigkeit (173² LP/SchKG)</i>	0	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	0
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	1	6
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	16	9
Rémunération de l'administration de la faillite / <i>Vergütung für die Konkursverwaltung</i>	0	0
Séquestre / <i>Arrest</i>	0	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
Total	183	141

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens		
	2012	2011
1 à 15 jours / <i>1 bis 15 Tage</i>	126	90
15 jours à 1 mois / <i>15 Tage bis 1 Monat</i>	20	11
1 à 2 mois / <i>1 bis 2 Monate</i>	29	24
Plus de 2 mois / <i>mehr als 2 Monate</i>	8	16
Total	183	141

Provenance / Herkunft		
	2012	2011
Sarine / Saane	18	21
Singine / Sense	12	7
Gruyère / Greyerz	3	4
Lac / See	2	4
Glâne / Glane	2	2
Broye / Broye	10	5
Veveyse / Vivisbach	10	2
Office cantonal des faillites / <i>Kantonales Konkursamt</i>	107	78
Autres / Andere	19	18
Total	183	141

4. Mesures disciplinaires contre des préposés et employés / Disziplinar massnahmen gegen Beamte und Angestellte

Aucune enquête disciplinaire n'a été ouverte en 2012 par l'autorité de surveillance.

Im Jahre 2012 wurden bei der Aufsichtsbehörde keine Disziplinarverfahren eingeleitet.

5. Instructions et directives / Weisungen und Richtlinien

Les directives sont publiées sur le site internet du Pouvoir judiciaire (<http://www.fr.ch/pj>). Aucune nouvelle directive n'a été émise en 2012 par l'autorité de surveillance.

Il n'y a pas eu de difficultés particulières dans l'application de la loi.

Die Richtlinien sind auf der Internetseite der Gerichtsbehörden veröffentlicht (<http://www.fr.ch/pj>). Bei der Durchführung des Gesetzes sind keine besonderen Schwierigkeiten zu Tage getreten.

Im Jahre 2011 wurden bei der Aufsichtsbehörde keine Weisungen oder Richtlinien erlassen.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de notre haute considération.

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Direktor, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Fribourg, le 12 février 2013

Freiburg, den 12. Februar 2013

Le Greffier / Der Gerichtsschreiber

La Présidente / Die Präsidentin